

**SÉNAT
COMMISSION
DES FINANCES**

COMMISSION des finances (année 1886). —
Nommée le 26 janvier 1886.

MM.

1 ^{er} BUREAU	{ LOUBET. <i>Secrétaire et Rapporteur</i> DUCLERC.
2 ^e BUREAU	{ MAGNIN. CUVINOT. <i>Secrétaire</i>
3 ^e BUREAU	{ ÉDOUARD MILLAUD. <i>Député</i> ÉMILE LENOEL. <i>Maison</i>
4 ^e BUREAU	{ DAUPHIN. <i>Président</i> MERLIN.
5 ^e BUREAU	{ TIRARD. <i>Vice Président</i> CASIMIR FOURNIER <i>Vice Président</i>
6 ^e BUREAU	{ FAYE. <i>Vice Président</i> GOUIN.
7 ^e BUREAU	{ JULES CAZOT. BOCHER.
8 ^e BUREAU	{ BARBEY. <i>Secrétaire</i> CLAMAGERAN.
9 ^e BUREAU	{ CHESNELONG. CAUMON.



**NOMINATION des Présidents, Secrétaires
et Rapporteurs des Commissions.**

La Commission des finances (année 1886) a nommé :

Président : M. DAUPHIN.

Vice-Présidents : MM. TIRARD, FAYE.

Secrétaires : MM. CUVINOT, BARBEY, LOUBET.

DIVISIONS EN SOUS-COMMISSIONS

1^{re} Sous-Commission.

*Finances,
Postes et Télégraphes.*

MM. FAYE.
CLAMAGERAN.
BOCHER.
TIRARD.
MAGNIN.

Cuvinot

2^e Sous-Commission.

Agriculture, Travaux publics.

MM. CUVINOT.
LOUBET.
CASIMIR FOURNIER.

3^e Sous-Commission.

Intérieur, Algérie.

MM. CASIMIR FOURNIER.
MERLIN.
ÉDOUARD MILLAUD.

4^e Sous-Commission.

Guerre, Marine et Colonies.

MM. DUCLERC.
BARBEY.
ÉMILE LENOEL.

— 8 —

SOUS-COMMISSIONS (Suite).

5^e Sous-Commission.

*Instruction publique, Beaux-
Arts et Cultes, Commerce.*

MM. MERLIN.
CHESNELONG.
ÉDOUARD MILLAUD.
DAUPHIN.

6^e Sous-Commission.

*Affaires étrangères,
Justice, Légion d'honneur,
Imprimerie nationale.*

MM. JULES CAZOT.
CALMON.
ÉMILE LENOEL.

4

Séance du 26 Janvier 1886.

Présidence de M^r Bocher,
doyen d'âge.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents: MM. Bocher, Barber, Calmon, Cazot, Clamageran, Chesnelong, Dauphin, Duclerc, Faye, Casimir Tournier, Gouin, Lenoël, Magnin, Merlin, Edouard Millard, Loubet, Girard, Curvinot.

M. Bocher, doyen d'âge, occupe le fauteuil de la Présidence.

M. Loubet, le plus jeune des membres présents, remplit les fonctions de secrétaire.

L'ordre du jour appelle la constitution du bureau pour l'année 1886.

M. le Président invite la Commission à procéder à l'élection du Président.

M. Duclerc déclare qu'il décline toute candidature aux fonctions de Président ou de Vice-Président de la Commission.

Le vote pour l'élection du Président donne les résultats suivants:

Nombre des votants 18

Majorité absolue 10

Ont obtenu:

MM. Dauphin 13 voix

Calmon 2

Girard 1

Bocher 1

Bulletin blanc 1

En conséquence, M^r Dauphin est

élu Président de la Commission
des Finances pour l'année 1886.

Il est procédé ensuite à
l'élection de deux Vice-Présidents,
qui donne les résultats suivants:

Nombre des votants: . . . 18

Majorité absolue . . . 10

Ont obtenu:

M. M. Faye 14 voix

Girard 14 "

Calmon 1 "

Magnin 1 "

C. Fournier 1 "

Barbey 1 "

Bulletin blanc 1

M. M. Faye et Girard sont élus
vice-Présidents.

La Commission désigne ensuite
M. M. Cuviroz, Barbey et Loubet pour
remplir les fonctions de secrétaires
pendant l'année 1886.

Le bureau se trouve donc ainsi
composé:

Président: M. Dauphin.

Vice-Présidents: M. M. Girard,

Faye.

Secrétaires: M. M. Cuviroz, Barbey
Loubet.

M. Dauphin remplace au fauteuil
M. le doyen d'âge et remercie la
Commission de la nouvelle marque
de confiance et de sympathie qu'elle
vient de lui donner.

Il l'invite, conformément aux
précédents, à se diviser en Sous-

Commissions correspondant aux
divers départements ministériels.

Cette division a lieu de la ma-
nière suivante:

1^{re} Sous-Commission.
Finances. - Postes et Télégraphes.
6 Membres. - MM. Faye, Clamagant,
Bocher, Virard, Govin, Magnin.

2^e Sous-Commission.
Agriculture. Travaux publics.
3 Membres. - MM. Cuvinot, Loubet,
Casimir Fournier.

3^e Sous-Commission.
Intérieur. Algérie.
3 Membres. - MM. Casimir Fournier,
Merlin, Ed. Milland.

4^e Sous-Commission.
Guerre. Marine et Colonies.
4 Membres. - MM. Duclerc,
Barbey, Lenoël, Govin.

5^e Sous-Commission.
Instruction publique, Beaux Arts
et Cultes. Commerce.
4 Membres. - MM. Dauphin,
Merlin, Chesnelong, Ed. Milland.

6^e Sous-Commission.
3 Membres. - MM. Jules Cazot,
Calmon, Emile Lenoël.
Affaires étrangères. Justice.
Légion d'honneur. Imprimerie nationale.

La séance est levée à 4^h.

Le Secrétaire,

Lumet

Séance du 13 février 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h $\frac{1}{2}$.

Sont présents: MM. Barbey, Bocher, Calmon, Clamageran, Cazot, Cuvinot, Dauphin, Duclerc, Faye, Linsol, Loubet, Ed. Millard.

M. Barbey, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Cuvinot donne lecture d'un projet de rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 4 millions sur l'exercice 1886 pour travaux complémentaires au réseau du chemin de fer de l'Ouest.

M. le rapporteur fournit ensuite sur le projet des explications complémentaires et donne lecture de deux lettres, l'une de M. le Ministre de la Guerre, l'autre, en date du 19^{bre} 1886, de M. le Ministre des Travaux publics.

M. Faye demande à M. le rapporteur si les travaux sont faits.

M. le rapporteur répond que le Ministre ne dissimule pas que les travaux sont entrepris et presque terminés.

M. Duclerc fait remarquer que l'établissement d'une seconde voie sur cette ligne de Orléans à Sordun a un très grand intérêt stratégique en ce sens qu'elle est destinée à raccorder les lignes de Bretagne avec les lignes du centre de la France vers Joigny.

M. Faye constate qu'en engageant

X

les travaux sans l'autorisation préalable du parlement, on n'en a pas moins commis une irrégularité dont il serait bon de dire un mot dans le rapport.

M. Lammageran appuie cette observation.

M. Calmon trouve que ce procédé est d'autant plus irrégulier qu'on aurait pu présenter le projet de loi au mois de 9^{bre} dernier et que l'augmentation de 4 millions aurait pu être inscrite ainsi au budget de 1887.

M. Faye ajoute que si les travaux ne sont pas terminés et si l'on vote l'augmentation de 4 millions sur l'exercice 1887, les comptables ne pourront pas payer sur les travaux qui seront exécutés en 1886. C'est une question de comptabilité qui n'est pas controversée.

M. Girard fait remarquer qu'il n'y a pas là une ouverture de crédit, mais une autorisation de dépenser. Il n'y a donc pas, en conséquence, d'imputation sur tel ou tel exercice et, en vertu de cette demande d'autorisation, un peu posthume, il est vrai, on pourra payer et les travaux exécutés en 1887 et ceux qui seront exécutés en 1886.

M. Ed. Millard dit qu'il n'en est pas moins certain que ces travaux, qui sont indispensables, - l'orateur le recommande - ont été entrepris avant l'autorisation des Chambres, et que si la Commission des Finances reste muette, le Gouvernement pourra continuer à entreprendre des travaux de même genre, qui viendront encore grossir le chiffre des garanties d'intérêt.

Il se joint donc à l'honorable
M. Faye pour demander que le rapport
dise au moins un mot de ce procédé
irrégulier, en exprimant le désir de
ne plus le voir se reproduire.

M. Curvinst modifie en ce sens
la rédaction de son rapport dont
il donne une nouvelle lecture.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 27 Mars 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h $\frac{1}{2}$.

Sont présents : MM. Chermulong,
Curvinst, Duclerc, Dauphin, Faye,
C. Fournier, Magnin, Ed. Milland,
Merlin, Guin, Lenoël, Girard.

M. Ed. Milland donne lecture
du procès-verbal de la précédente
séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Casimir Fournier donne
lecture d'un rapport sur le projet
de loi adopté par la Chambre des
Députés, concernant : 1^o l'ouverture
et l'annulation de crédits de l'ex.
1884, 2^o l'ouverture et l'annulation
de crédits de l'ex. 1885, 3^o l'ouverture
et l'annulation de crédits de l'ex. 1886.

3^o l'ouverture et l'annulation de crédits
de l'ex. 1886; 4^o l'ouverture de crédits
spéciaux d'exercices périmés et clos;
5^o l'ouverture et l'annulation de crédits
appariés aux budgets annexes rattachés
pour ordre au budget général de l'Etat.

M. Ed. Willaumez fait remarquer
que, depuis l'époque où ce projet de
loi a été déposé, c'est-à-dire le 21
janvier dernier, le Gouvernement a
présenté à la Chambre des députés,
le 27 février et le 16 mars 1886, deux
nouvelles demandes de crédits sup-
plémentaires. Or, dans le projet déposé
le 27 février, figure au titre du budget
sur ressources extraordinaires sur l'ex.
1884, un article ainsi conçu: « sur les
crédits ouverts au ministère de la
guerre des crédits montant à la
somme de 10 millions sont et deme-
urent annulés sans report aux ex.
1885 et 1886. » Evidemment ce projet
de loi, qui vise une annulation
de crédits relatifs à la guerre
sur l'exercice 1884, devait être prêt
avant ou tout au moins en même
temps que le projet actuel qui contient
une annulation de 14 millions au
même ministère de la guerre sur
l'exercice 1885. Pourquoi ne pas avoir
présenté ces annulations dans le
même cahier?

L'orateur se rend compte des
difficultés invoquées, mais il sait
aussi quels ont été les avis de la
cour des comptes, il serait au point
de vue de la comptabilité, beaucoup
plus régulier de procéder avec un
peu moins de lenteur.

Bien des fois des avertissements de ce genre ont été donnés au ministre de la guerre.

M. Magnin répond que ces projets ont été présentés séparément parce que, selon toute probabilité, après avoir préparé le projet contenant sur l'exercice 1885 une annulation de 19 millions, le ministère de la guerre s'est aperçu qu'il y en avait une autre de 10 millions à faire sur l'exercice 1884. C'est là évidemment une façon de procéder tout à fait irrégulière et sur laquelle tous les ministres des finances ont appelé l'attention du ministère de la guerre, mais sans obtenir satisfaction.

M. Girard ajoute qu'en effet tous les ministres des Finances se sont toujours insurgés contre cette manière de procéder, qui met le ministre des finances dans la nécessité de se procurer des fonds et de payer des intérêts inutiles, des intérêts prématurés. L'honorable membre l'a dit maintes fois à la tribune et a toujours demandé au Ministre de la guerre d'arriver à l'apurement de ses comptes de façon à ne pas avoir de crédits inemployés. On se souvient de la grande querelle qu'on lui a faite, alors qu'il était ministre et qu'on lui reprochait d'avoir perdu 100 millions. Il estimait que les crédits non employés s'élevaient au chiffre de 100 millions. Or il s'est trouvé, après vérification, qu'il y en avait pour 127 millions.

11
M. Faye fait observer que dans la pratique et apurement des comptes n'est pas aussi facile qu'on pourrait le croire. Des travaux commencés et poursuivis pendant tout le cours d'un exercice ne sont pas toujours réglés à la fin de cet exercice et il n'est pas étonnant qu'on vienne, au commencement de l'exercice suivant, demander de nouveaux crédits.

M. Ed. Millard dit que les observations de M. Girard sont l'éclatante justification de ses critiques pour les trois quarts des dépenses du ministère de la guerre. M. Gorin ne saurait le démentir. — On ne devrait pas voir se produire des faits comme celui dont l'orateur se plaint aujourd'hui.

M. Gorin craint qu'en procédant ainsi, en faisant des projets spéciaux pour chaque ouverture de crédit, on ne cherche à diviser l'attention pour empêcher le public de se rendre un compte exact de ce qu'on fait et obtenir ainsi plus facilement ce qu'on demande.

M. Lenoël appuie les observations de M. Ed. Millard.

Le rapport de M. C. Fournier est ensuite mis aux voix et adopté.

M. le Président demande à la Commission si elle a l'intention d'attendre le vote de la Chambre des députés sur le projet d'emprunt avant de s'occuper de s'occuper de cette grave question, ou si, pour ne pas être pris au dépourvu, elle entend, dès à présent, échanger ses idées sur ce point.

Dans tous les cas, la Sous-Commission des Finances pourrait se réunir

efficacement et examiner le projet sous les différentes faces où il se présente actuellement.

A la suite d'une discussion à laquelle prennent part M. McGouin, Raynin, Girard, Chesnelong, Faye et le Président, la Commission décide que la Sous-Commission des Finances se réunira pour examiner la question, mais sans prendre de détermination et sans qu'il soit dressé procès-verbal de ses délibérations.

La séance est levée à 2^h 3/4.

Le Secrétaire,
Emile Loubet

Séance du 10 Avril 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents : M. Barbey, Cazot, Calmon, Chesnelong, Clamageran, Dauphin, Cuvinot, Duchesne, Faye, C. Fournier, Gouin, Raynin, Merlin, Ed. Millard, Lenoël, Loubet, Girard.

M. Barbey l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président expose que, conformément au vote émis par la Commission dans sa dernière séance, la Sous-Commission des Finances s'est réunie plusieurs fois pour délibérer sur le projet de loi relatif

à l'emprunt, qu'on a échangé des idées et recueilli des renseignements, mais que, bien entendu, elle n'a pris aucune résolution. Aujourd'hui que le projet de loi a été voté par la Chambre des Députés, la Commission des finances est-elle d'avis de s'en saisir immédiatement et de l'examiner en assemblée plénière, ou entend-elle le renvoyer à la Sous-Commission des finances avec mission de prendre des résolutions et de présenter un rapport dont les conclusions seraient discutées dans une très prochaine séance.

M. Calmon rappelle qu'on a, cette année, composé exceptionnellement de sept membres, choisis parmi les plus compétents, la sous-commission des finances pour délibérer précisément sur des questions de la nature et de l'importance de celle qui se présente aujourd'hui et pour faciliter le travail de la Commission en lui proposant une solution.

L'honorable membre est donc d'avis de renvoyer le projet de loi à l'examen de la Sous-Commission des finances, laquelle, dans le plus bref délai possible, présentera son rapport.

M. Clamageran croit que ce n'est pas le moyen de gagner du temps. La discussion recommencera en assemblée plénière comme si on n'avait pas déjà discuté dans la Sous-Commission.

M. Magnin fait remarquer que, depuis le vote du projet de loi, la question se trouve singulièrement simplifiée. Il ne s'agit plus, comme au moment où le projet de loi a été renvoyé à la

Sous-Commission, de discuter toutes ces questions de la suppression du budget extraordinaire, des caisses d'épargne, de l'augmentation des droits sur l'alcool etc., la Chambre des Députés a détaché de l'ensemble de ces diverses questions celle de l'emprunt proprement dit, il ne s'agit plus que de savoir si l'on doit faire, oui ou non, un emprunt de 400 millions, en quels titres il sera émis, si on attribuera 500 millions à la dette flottante et 400 millions aux caisses d'épargne. Dans ces conditions, l'honorable membre croit que la Commission pourra, dès aujourd'hui, se saisir du projet de loi voté par la Chambre pour le discuter et arriver ensuite à une solution. La discussion qui aurait lieu dans le sein de la Sous-Commission n'apporterait à la Commission aucun supplément de lumière.

M. Chesnelong demande à la Commission de vouloir bien adopter la proposition de M. Calmon. Il n'est pas vrai de dire que le projet de loi, tel qu'il vient d'être voté par la Chambre, n'engage plus les graves questions dont le précédent orateur vient de parler. L'art. 1^{er} engage parfaitement la question des caisses d'épargne, et c'est là une très grosse question. Les questions de l'amortissement et du budget extraordinaire se trouvent ainsi, jusqu'en dire M. Raynol, engagées par le projet de loi. Quel inconvénient y a-t-il à ce que la Sous-Commission, composée d'hommes spéciaux, étudie d'abord ces points importants? Il n'y aurait pas un grand retard apporté à l'examen du projet de loi, car, dès lundi,

La Sous-Commission pourrait présenter son rapport. Il ne conviendrait pas, du reste, que, sans une question de cette importance, la Commission des finances fût preuve d'une précipitation qui assurément n'aurait pas bon air. L'honorable membre insiste donc pour que l'examen du projet de loi soit renvoyé à la S. Commission qui présenterait son rapport.

M. le Président dit que la question qu'il a posée n'a pas grand but de hâter les délibérations de la Commission des finances. Il est très certain que la question est grave et comporte une longue discussion, mais il s'agit, en ce moment, pour la Commission, de décider si elle juge utile de renvoyer le projet de loi à l'examen préalable de la Sous-Commission des Finances, ou si, au contraire, elle veut pouvoir le discuter immédiatement en assemblée générale.

M. Magnin conteste que les questions dont a parlé M. Chancelong soient engagées, comme le prétend ce dernier par le projet de loi. La question des caisses d'épargne, par exemple, n'est pas ^{plus} engagée en ce moment qu'elle ne l'a été en 1882, lorsque M. Léon Say a consolidé jusqu'à concurrence de 1200 millions les dépôts des Caisses d'épargne. Mais ce sont là des questions qu'on pourra discuter plus tard. En ce qui concerne la question posée par M. le Président, l'orateur ne peut que s'en référer aux paroles que vient de prononcer ce dernier. Il ajoute qu'il trouve, quant à lui, dans l'espèce, le renvoi de la

Sous. Commission absolument inutile.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Calmon. La proposition n'est pas adoptée.

La Commission décide qu'elle abordera immédiatement la discussion du projet de loi.

M. le Président demande à la Commission si elle veut avoir une discussion générale ou passer tout de suite à l'examen des deux parties du projet de loi, c'est-à-dire à la question des caisses d'épargne pour arriver ensuite à l'emprunt.

Vers une ne demandant la parole pour la discussion générale, M. le Président donne lecture de l'art. 1^{er}.

M. Magnin voudrait, avant que la discussion s'engageât sur cette question, donner un renseignement à la Commission.

En 1871, lors de l'emprunt de 2 milliards, on donna aux déposants des Caisses d'épargne le droit de faire convertir par titres de 5^{fr} de rentes tous les dépôts dont le montant n'était pas inférieur à 82^{fr} 50, taux de l'émission. Il y avait, de ce chef à cette époque, 670 millions, en chiffres ronds, de dettes exigibles. Or les déposants qui ont profité de la faculté qu'on leur accordait ainsi n'en ont profité que pour 67 millions.

M. Foye demande si les titres qu'on donnait aux déposants, qui usaient de cette faculté de conversion, étaient des titres nominatifs délivrés à leur nom. S'il en était ainsi pour le projet de loi en discussion, l'honorable membre croit que la mesure devrait être adoptée.

18
si, au contraire, la conversion devait
se faire dans la Caisse des Dépôts
et consignations d'une façon innomi-
nale, la mesure devrait être très
sérieusement discutée.

M. Magnin répond qu'à la suite
de la loi d'emprunt du 21 juin
1871, il est intervenu, le 23 du même
mois, un arrêté ministériel décidant
que les déposants qui voudraient
convertir leurs dépôts en argent en
titres de rentes devraient déclarer
s'ils désiraient une inscription en
titres nominatifs, mixtes ou au porteur.

M. le Président fait remarquer
que ces renseignements n'ont pas été
qu'au 2^e paragraphe de l'art. 1^{er}.
Il faudrait d'abord examiner le
premier.

M. Ed. Millard dit que proba-
blement, dans l'esprit de M^r Faye,
les renseignements qu'il demande
s'appliquent aussi bien à la solution
du 1^{er} § de l'art. 1^{er} qu'à celle du
second. M. Faye ne voudrait pas
que les 400 millions fussent mis
dans la main de la Caisse des Dépôts
et Consignations, et l'orateur ne
serait pas éloigné de partager cet
avis. Mais alors deux questions se
posent: doit-on procéder comme
on l'a fait en 1882, ou bien y aurait-il
avantage à modifier le projet
de loi de manière à procéder comme
le désire M^r Faye et comme on l'a
fait en 1871? M. le Président du Conseil,
du reste, dans son discours de jeudi
dernier, donne à entendre que le gou-
vernement ne serait pas éloigné de

transformer en titres attribués aux déposants nominativement toutes ces sommes exigibles, y compris même les 1200 millions créés par M. Léon Say.

M. Guérin se demande si l'on doit, pour les 300 millions attribués aux Caisses d'épargne, dégauger purement et simplement d'une façon facile le compte courant du Trésor, comme on l'a fait en 1882 pour les 1200 millions dont on parlait tout à l'heure, ou s'il faut, dès à présent, faire entrer les déposants dans la voie des rentes, conformément au § 2 de l'art 1^{er}. Dans ce dernier cas, l'orateur croit que la première chose à faire serait de modifier la loi sur les Caisses d'épargne, de manière que le déposant qui aura pris un titre en échange des 2000^f qu'il aura déposés, ne puisse pas, le lendemain, rapporter ses 2000^f et remettre la Caisse des Dépôts et consignations dans la même situation. Il faut donc, avant de soulever cette question, commencer par faire une loi réduisant et le maximum du dépôt et le taux de l'intérêt.

M. Magnin dit qu'il est d'un avis diamétralement opposé. On doit, en ce moment, aux déposants des Caisses d'épargne 2 milliards 77 millions sur lesquels 1800 et quelques millions sont consolidés en titres déposés à la Caisse des Dépôts et consignations et 440 millions environ sont déposés en compte courant au Trésor. Que demande-t-on aujourd'hui par le § 1^{er} de l'art. 1^{er}? On ne demande pas de toucher à la question des Caisses d'épargne, question qui s'impose de

plus en plus, qui sera résolue à bref délai, mais qui demande de longues études et un travail considérable, — on demande simplement que le Ministre des Finances soit autorisé à inscrire au Grand Livre la somme de rentes 3 %, nécessaire pour produire un capital de 400 millions que la Caisse des Dépôts et consignations gardera en titres dans son portefeuille en échange d'une somme équivalente qui sera rayée du compte courant du Trésor.

Ce serait donc une simple opération de consolidation, ne touchant en rien à la législation sur les Caisse d'épargne, s'il n'y avait que le § 1^{er} dans l'art. 1^{er}, mais la Commission du budget a eu devoir introduire le § 2 qui engage, en effet, la question des caisses d'épargne. On peut examiner cette question, mais sans perdre de vue l'opération que proposait le Gouvernement par l'art. 1^{er}, tel qu'il était primitivement conçu.

M. Faye dit qu'il est très préoccupé de l'innovation introduite dans le projet de loi par le § 2 de l'art. 1^{er}. Toutes les consolidations qu'on a faites dans le passé n'ont modifié en rien le droit de créance des déposants contre l'Etat, ils sont créanciers d'une somme d'argent, s'élevant, en ce moment, à 2 milliards 27 millions dont ils peuvent, à un moment donné, exiger le remboursement. Quel avantage, dans ces conditions, le Gouvernement compte-t-il retirer du § 2 de l'art. 1^{er} qui limite à 375 millions le droit de préférence accordé aux déposants, parce que l'on

suppose que ceux-là seuls qui viendront
reclamer la délivrance de titres seront
ceux qui ont des dépôts en compte cou-
rant au Trésor ? Pourquoi fixer ce chiffre
de 350 millions pour faire face à une
échéance possible de 5 milliards 275
millions ? Pourquoi modifier pour 350
millions la situation des déposants
et ne pas continuer à procéder comme
on l'avait fait jusqu'ici, c'est-à-dire
à venir en aide, comme le demande
le § 1^{er} à la situation de la dette flottante
en allégeant la situation de la Caisse
des Dépôts et consignations ?

L'orateur croit, du reste, comme
plusieurs de ses collègues qui ont parlé
avant lui, que le véritable remède à
la situation réside dans une loi qui
mettrait le maximum des dépôts et le
taux de l'intérêt en rapport avec l'utili-
sation que peut faire l'Etat des sommes
déposées.

M. Girard considère, comme M.
Raginin, que la question des Caisse
d'épargne ne serait pas engagée si
l'on n'avait pas ajouté au § 2^e § 3^e l'art.
1^{er}. La Commission et peut-être le
Gouvernement ont pensé que, par cette
transformation de rentes d'Etat en
rentes individuelles, on diminuerait le
nombre des dépôts. L'orateur croit qu'on
s'est trompé, il y aura certainement
quelques déposants qui demanderont à
échanger leurs livrets contre des titres
de rentes, mais il est à craindre que
ceux-là ne passent cette opération que pour
réaliser immédiatement la prime sur
le capital, vendre leurs titres de rente
et rapporter, le lendemain, leur argent

à la Caisse d'épargne.

Maintenant ce § 2 présente-t-il de tels inconvénients qu'il faille l'écarter à cette considération et ne pas adopter l'article. Il n'y a aucun inconvénient avant comme après, la situation est la même, il n'y aura pas un sou de plus ni de moins à la Caisse des dépôts et consignations. Le § 2 a même l'avantage de poser la question de la réforme de la législation sur les Caisses d'épargne, c'est un achèvement vers cette réforme qui est indispensable, mais qu'il serait impolitique de faire avant le vote de l'emprunt, comme le demandait tout à l'heure l'honorable M. Gouin.

L'honorable membre ne voit donc pas qu'il y ait intérêt à supprimer le § 2 introduit dans l'art. 1^{er} par la Commission du budget d'accord avec le Gouvernement.

M. Chenuclong déclare que tout ce qui a été dit jusqu'ici ne fait que le confirmer dans cette opinion, - qu'il n'espère pas, d'ailleurs, faire prévaloir au sein de la Commission, - que l'emprunt en ce qui concerne ces 350 millions des Caisses d'épargne, ne peut avoir aucune utilité. Il y a, en ce moment et sous ce rapport, deux dettes flottantes, l'une de 540 millions qui apparaît et l'autre de 1400 millions qui n'apparaît pas, ce sont les 1400 millions déposés sous forme de titres à la Caisse des dépôts et consignations. Or ces deux dettes sont dans la même situation et aussi bien exigibles l'une que l'autre.

M. Clamageran fait observer à l'orateur qu'il y a la clause de sauvegarde qui ne permet aux dépôts de réaliser que par *à-comptes*.

M. Chesnelong dit que, sans cette clause de sauvegarde, sur laquelle il n'est pas bien édifié, l'exigibilité des deux dettes sera absolument la même en temps de crise et qu'il ne voit pour l'Etat aucun avantage à faire passer une partie de la dette flottante du compte du Trésor dans le portefeuille de la Caisse des Dépôts et Consignations. Comme le premier emprunt de 1200 millions de M. Lion Say, cela peut donner peut-être une meilleure apparence à la dette flottante, mais ce n'est pas là un remède sérieux et cette partie du projet de loi ne devrait pas être adoptée.

Quant au 2.^e § de l'art. 1.^{er}, l'orateur n'y attache pas grande importance. Comme l'honorable M. Girard, il pense que peu de déposants profiteront de cette faculté de conversion et que, dans tous les cas la situation de la Caisse des Dépôts et Consignations ne peut en être changée.

Il conclut en disant qu'il comprendrait un emprunt destiné à rembourser véritablement une partie de la dette flottante, mais que l'expédient qu'on propose, — car c'en est qu'un expédient, qu'une fiction, — ne diminuera en aucune façon les charges de la dette flottante, que l'emprunt, dans ces conditions, n'a que des inconvénients et qu'il ne le votera pas.

M. Visard répond qu'en ce qui concerne les Caisse d'épargne, le Trésor ne peut rembourser sa dette flottante que dans la mesure de la possibilité ou il est de contraindre les déposants à reprendre leur argent. On ne pourrait donc pas rembourser cette portion de la dette flottante, comme semble le demander l'honorable M. Chesnelong, on ne pourrait faire autre chose que ce qu'on a fait, et puisque l'Etat considère qu'il est dangereux pour lui d'avoir à sa disposition une somme d'argent aussi considérable, qu'il est préférable de la consolider en rentes sur l'Etat qui seront remises à la Caisse des Dépôts et consignations, il n'y a aucun inconvénient à voter l'art. 1^{er}, la question de la réforme de la législation sur les Caisse d'épargne restant, du reste tout entière.

M. Calmon demande à MM. Magnin et Visard s'ils pourraient dire à la Commission pourquoi le Gouvernement a préféré la rente perpétuelle.

M. Magnin répond qu'il lui est impossible de répondre à cette question attendu qu'il ne le sait pas.

M. Clamagran dit que cette question du type de la rente est une question qui viendra plus tard et qui mérite d'être réservée.

La question qui est en ce moment en discussion est celle de savoir s'il y a utilité pour le Gouvernement à faire cette espèce de conversion d'une somme en compte courant en rentes sur l'Etat, et cette conversion faite, d'y ajouter la disposition du 2^e § de l'art. 1^{er}. L'orateur avoue que cette opération ne lui paraît

pas très avantageuse et qu'il est certain
que la vraie réforme aurait consisté
à diminuer le montant des dépôts et
à réduire le taux de l'intérêt. Maintenant
peut-on dire qu'il n'y a absolument
aucun avantage? Ce serait exagéré.

D'abord, il ne faut pas perdre de
vue cette clause de sauvegarde, empruntée
à la législation autrichienne, qui a été
appliquée pendant la crise de 1870-1871 et
qui a si admirablement réussi. Il ne
faut donc pas trop exagérer l'exigibilité
des sommes dues par les Caisses d'épargne.

Ceci dit, quels sont les avantages
du § 1^{er} de l'art. 1^{er}? Il y en a deux
qui ne sont pas très considérables, il
est vrai, mais qui existent: le premier,
c'est que si le Trésor, dans un cas d'em-
baras, voulait se procurer des fonds
au moyen d'une émission de rentes,
il n'aurait pas à les émettre et à les
vendre à la bourse, il pourrait négocier
à son gré et, comme on dit, au mieux
de ses intérêts; le second, c'est qu'en
faisant cette opération de conversion,
il se lie, en quelque sorte, les mains
et diminue la tentation qu'il pourrait
avoir de se servir des sommes déposées
en compte courant.

L'orateur pense donc qu'il y a un
certain intérêt à voter le 1^{er} § de l'art. 1^{er}.
Quant au § 2, il le trouve dangereux,
parce que, d'une part, comme on l'a
expliqué tout à l'heure, le montant des
dépôts ne sera pas sensiblement diminué
et qu'on aura, d'autre part, des nouvelles
rentes créées: deux choses mauvaises
au lieu d'une seule. Il ne votera donc
pas le 2^e § et, s'il n'est pas d'avis de voter

15
le premier, si la Commission était décidée à substituer à l'art. 1^{er} un vote formel relatif à la réforme de la législation sur les Caisses d'épargne, - cette réforme promise depuis si longtemps, - et toujours retardée, - il s'y prêterait très volontiers.

M. Cheimeloz approuve cette dernière partie des observations de l'honorable M. Channayevan, mais il persiste à dire que la mesure proposée par l'art. 1^{er} n'est qu'une fiction, qui a le tort de rendre plus tard plus difficile le bon emprunt.

M. Lenoël dit que sur le danger qu'il y a à voir les déposants demander la conversion de leurs livrets en titres de rente, donner ensuite la prime, puis revendre les titres pour reporter, le lendemain, leur argent à la Caisse d'épargne, il tient de M^r Léon Say que des agences, des syndicats de changeurs sont déjà organisés pour se charger de ces opérations.

M. Doulère dit que c'est là le grand danger et se demande ce que fera le Gouvernement, qui offre 350 millions seulement aux déposants, si ces derniers demandaient des rentes pour 600 millions par exemple.

M. Girard répond que cela sera réglé par un décret du Président de la République.

M. le Président dit qu'il n'est pas question, pour la Commission, de prendre aujourd'hui même une décision sur la première partie du projet de loi. Elle ne voudra pas même, sans doute, le faire sans avoir entendu les représentants du Gouvernement aussi bien sur cette 1^{re} partie relative aux

Caisse d'épargne que sur la seconde
concernant l'emprunt de 500 millions.
Il y aurait donc lieu pour elle de se
réunir lundi à 1^h 1/2 sans le gouverne-
ment. (Assentiment)

La Commission décide qu'elle
se réunira lundi, à 1^h 1/2.

La séance est levée à 2^h 3/4.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 12 Avril 1886.

Présidence de M. Darphin.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents : M. M. Barbey, Bocher,
Calmon, Cozot, Clamageron, Cuvinot,
Darphin, Durlère, Faye, E. Fournier,
Chesnelong, Lenoël, Loubet-Gouin, Nestin,
Magnin, Ed. Millard, Girard.

M. Loubet, l'un des Secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite
de l'examen du projet de loi relatif
à l'emprunt.

M. Barbey demande à donner
un renseignement à la Commission.
Il croit savoir que l'on ne donnera
que des titres nominatifs aux déposants
des Caisse d'épargne qui demanderont

18
la conversion de leurs livrets en rentes
sur l'Etat.

M. Virard fait observer que cette
proposition est illusoire et tout à fait
inutile. On peut donner à un individu
un titre de rente à son nom, mais on
ne peut le forcer à le garder éternellement.
Or, dans les 24 heures, au moyen d'un
transport, un titre de rente nominatif
peut être converti en un titre au porteur.

M. Gouin explique à la Commission
comment les 50 millions de la Caisse
nationale de retraites pour la vieillesse
ont dû être compris dans les 400 millions
qui devront, d'après le 1^{er} § de l'art. 1^{er},
être remis, sous forme de rentes, à la
Caisse des Dépôts et consignations.

Sur la demande de M. L. Millard,
M. le Président donne lecture d'un
amendement de M. Lion Say, qui est
ainsi conçu :

« Remplacer le 1^{er} § de l'art. 1^{er}
par les paragraphes suivants :

Le Ministre des Finances est
autorisé à inscrire au grand livre
de la dette publique, avec jouissance
du 1^{er} avril 1886, la somme de rentes
3 % nécessaire pour produire au taux
de la négociation prévu par l'art.
suivant un capital effectif de 400
millions de francs qui sera affecté
à l'abénation des dépenses du
Trésor.

Les rentes seront remises en-
tièrement livrées à la Caisse des
Dépôts et consignations et leur produit
sera porté au débit des comptes ouverts
dans les écritures du Trésor à la Caisse
des Dépôts et consignations pour l'emploi

des fonds des Caisses d'épargne et de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

Il sera tenu compte à la Caisse des dépôts et consignations de la différence d'intérêt entre les intérêts des rentes qui lui auront été remises et le taux légal d'intérêt des comptes courants de la Caisse des dépôts et consignations qui auront été débités du produit des rentes.

Suppression du paragraphe relatif à la souscription des rentes par les porteurs de livrets.

M. le Président fait remarquer que c'est avec un peu plus de détail, sans la suppression du § 2 de l'art. 1^{er}, la même chose que ce qui a été voté par la Chambre des députés. Ce que M. Lion Sny demande, on aurait été obligé de le faire sans texte législatif, voilà toute la différence.

M. Duclerc constate que le droit qui a la Caisse des dépôts et consignations de se faire tenir compte de la différence d'intérêt entre les intérêts des rentes qui lui seront remises et le taux de 4 % de ses comptes courants résulte de la loi du 31 Mars 1837 sur la Caisse des dépôts et consignations.

M. Girard répond que c'est plutôt une jurisprudence, une pratique constante qu'un droit résultant d'un texte de loi.

L'honorable membre donne lecture des art. 1, 2 et 3 de la loi du 31 mars 1837.

M. Duclerc réplique que le ministre des Finances, en 1838, ayant contesté cette obligation du Trésor à payer 4 % à la Caisse des dépôts et consignations et

ayant essayé de faire établir que le mot faculté n'impliquait nullement l'existence d'un droit, le Comité de surveillance, saisi de la question, la trancha en faveur de la Caisse des Dépôts et Consignations, le ministre accepta cette interprétation en ouvrant un compte spécial à 4 %, lequel compte, depuis 1838, a toujours subsisté sans contestation.

M. le Président dit que la Commission viendra tout à l'heure sur l'amen-
dement de M. Léon Say, et donne lecture de l'art. 2 du projet de loi relatif à l'emprunt de 500 millions.

M. Girard demande à présenter certaines observations sur l'art. 2, ainsi qu'avec la pensée de faire une contre-proposition qui avec celle de dégager sa responsabilité et de montrer qu'il s'est préoccupé, lui aussi, de la situation financière dans laquelle se trouve actuellement le pays.

On lui a reproché son acharnement à vouloir maintenir le principe des amortissements dans le budget, il ne voit pas, en effet, sans regret cette politique financière aujourd'hui à bon-
donnée et c'est ce qui le décide, non sans quelque répugnance, à présenter sur le projet de loi en discussion les observa-
tions suivantes.

Le Ministre des Finances a démontré la nécessité, après avoir fait la consoli-
dation de 400 millions de l'art. 1^{er}, d'avoir 500 millions de plus pour sup-
pléer jusqu'à concurrence de 1/2 milliard à l'émission des obligations sexennaires pour l'achèvement des travaux publics,

pour pourvoir ensuite aux besoins
du second compte de liquidation
et pour le surplus être affecté à
l'atténuation des découvertes du Trésor.
Ce chiffre de 500 millions n'est pas
exagéré, et bien que les besoins de
la Trésorerie ne soient pas aussi im-
périeux qu'on pourrait le supposer,
comme l'a victorieusement démontré
M. Roche à la Chambre des Représentés,
l'orateur, tout en constatant qu'on
aurait pu s'acquiescer sans difficulté
à donner l'emprunt de 500 millions,
Il s'agit seulement de savoir
si on doit le faire, comme le propose
le Gouvernement en grevant la
rente perpétuelle d'une nouvelle
somme de 500 millions.

Il y a, dans un compte spécial
des Trésors une somme considérable
qui a été avancée à la dette flottante,
c'est celle qui se trouve au compte
de la Caisse des lycées, collèges
et écoles et à celui de la Caisse de
chemins vicinaux. L'orateur entre
dans les détails de ces différents
comptes et arrive à cette conclusion
qu'il est dû actuellement à l'Etat
par les départements et les communes
une somme de 520 millions rembour-
sable en trente ans. Cette somme
a été payée par la dette flottante
et l'on comprend qu'elle marque
au Trésor. Or l'honorable membre
déclare qu'il avait en l'idée s'emprunter
cette somme de 520 millions à l'aide
d'obligations ou de titres amortissables
en trente ans eux-mêmes et qu'on aurait
payés au moyen des remboursements

faits par les départements et les communes.
De telle sorte que l'Etat rentrerait
immédiatement dans ces 500 millions,
qui lui constitueraient de l'argent frais
et lui permettraient de ne pas grever
la dette perpétuelle d'une nouvelle somme
de 500 millions. On affecterait donc à
l'amortissement des 520 ou 500 millions,
qu'on emprunterait le remboursement
annuel des départements et des communes
et l'on arriverait ainsi à rembourser
l'emprunt en trente ans au lieu de
grever la dette perpétuelle d'une nouvelle
somme de 500 millions.

L'orateur ajoute qu'il a parlé
de cette combinaison au Ministère
des Finances, où on lui a fait quelques
petites objections qui se résument
en réalité à dire que ces remboursements
annuels des départements et des
communes, qui s'élèvent de 27 à 28
millions, ne seront pas inutiles
au Trésor pour faire face à des in-
suffisances de recettes.

M. Faye dit que le système
de M. Girard consisterait à faire
argent immédiatement d'une créance
sur les départements et les communes
remboursable, par annuités, en 30 ans.
Mais est-ce que cette créance ne
figure pas, pour chaque annuité,
au budget ordinaire de chaque
exercice.

M. Girard répond que ces annuités
n'ont jamais été portées en recettes.
Il y a seulement été inscrit deb. 1,871,000
inscrit au budget de l'Instruction
publique, mais les 28 millions n'ont
jamais été portés au budget.

Répondant ensuite à des observations de M. A. Bocher, Faye, Gouin et L. Millard, l'honorable membre entre dans de nouveaux détails au sujet de la commission à laquelle il a pensé, et qui lui a été principalement suggérée par son désir, dans le cas où les 100 millions du chapitre 5 viendraient à disparaître, de maintenir au moins, dans une certaine mesure, le principe de l'amortissement dans nos budgets. Il ne parle que pour minimiser de l'article additionnel proposé par M. Dreyfus et voté par la Chambre des députés, c'est une simple manifestation, rien de plus.

M. Clamageran dit qu'il y a dans le système de M. Virard un point qui le préoccupe, M. Virard dispose d'une créance de l'État pour se procurer 100 millions qui serviraient à diminuer d'autant la dette flottante, mais, d'un autre côté, il aggrave le poids des comptes spéciaux, car il y a, dans la dette flottante, deux sortes de comptes: il y a les 150 millions de la dette flottante proprement dite et les 487 millions des comptes spéciaux.

M. Virard répond que cela est vrai, mais qu'on aura toujours fait l'économie de 100 millions de rentes perpétuelles. On ne payera l'intérêt des 100 millions que pendant 30 ans au lieu de les payer ad vitam.

M. Ld. Millard demande à M. Virard sous quelle forme il entendrait emprunter.

M. Virard répond qu'il ne

présenté pas, comme il l'a dit en commençant, un projet ferme et qui se tiennent. Il faudrait pour cela établir des tableaux d'amortissement, qui il serait facile de faire si le Ministre des Finances admettait son idée.

M. Ed. Millard demande à M. le Gouverneur de la Banque de France si ce serait une opération en dehors des possibilités de la Banque de France de réaliser immédiatement les sommes dues à l'Etat par les départements et les communes.

M. Raguin répond que la Banque de France ne pourrait servir d'intermédiaire pour une semblable opération, d'abord parce que cette opération embrasse une période de 30 années et que son privilège expire dans douze ans, et ensuite parce qu'il y aurait un grand inconvénient à émettre dans le public pour 500 millions de billets de banque qui n'auraient pas leur représentation.

M. Chevalong dit que s'il était partisan de l'emprunt et qu'il eût à choisir entre le système du Gouvernement et celui de M. Vivard, il préférerait ce dernier, qui fait servir à un amortissement forcé de 500 millions en trente ans des annuités qui seront déversées au fur et à mesure qu'elles rentreront au Trésor. L'orateur croit cependant qu'il vaudrait encore mieux conserver l'amortissement de 100 millions du ch. f., que cet amortissement est absolument nécessaire.

M. Girard fait observer qu'il ne le supprime pas et que la combinaison est tout à fait indépendante de la question de suppression du ch. 5.

M. le Président propose à la Commission de suspendre la discussion de l'art. 2 pour entendre M. Léon Say qui a demandé à développer devant elle son amendement à l'art. 1^{er}.
(Assentiment.)

M. Léon Say est introduit et prend place au bureau.

L'honorable sénateur expose que son amendement consiste principalement dans la suppression du § 2 de l'art. 1^{er} relatif à la souscription des rentes par les porteurs de livrets. Cette suppression, si elle est adoptée, entraîne les changements de rédaction qu'il a introduits dans le libellé du § 1^{er}. Le but qu'il poursuit en proposant cette suppression est d'empêcher le renouvellement de ce fâcheux qui est apparu, pour la première fois, en 1871, lors de l'émission de l'emprunt de la ville de Paris, qui est connu sous le nom de spéculation des résultats, spéculation d'autant plus facile à pratiquer avec les livrets de Caisse d'épargne qu'il est probable que ces livrets seront réduits. Bien peu de déposants, parce qu'on leur accordera un petit avantage sur leurs, se décideront à convertir leurs livrets en titres de rentes, mais ils se laisseront facilement entraîner à prendre la prime de 20^f qui leur sera offerte par le change pour se servir de leurs livrets. On ne peut pas, non plus, invoquer, pour le maintien du § 2 de l'art. 1^{er}, le précédent de la loi

de 1891. A cette époque, les livrets de la Caisse d'épargne n'étaient pas encore remboursables, la situation n'était donc pas la même qu'aujourd'hui. Or, reste, à cette époque, on n'a demandé la conversion que de 67 millions sur 730.

L'honorable sénateur explique ensuite et justifie les modifications de texte qu'il a dû faire subir, par suite de la suppression du § 2, au § 1^{er} de l'art. 1^{er}.

Après un échange d'observations entre M. H. Gouin, Chesnelong, Bisard, le Président et l'auteur de l'amendement sur la question de savoir, s'il vaut mieux, au point de vue de la comptabilité, affecter dans le texte même de la loi les 400 millions à l'atténuation des découverts du Trésor ou laisser à l'administration intérieure du Ministère des Finances le soin de passer ces écritures, M. Léon Say se retire, et la discussion est reprise sur l'art. 3 du projet de loi.

M. le Président donne lecture de l'art. 3.

M. Gouin rappelle que ^{la création de} ces 112 millions d'obligations sexennaires, visée par le paragraphe de l'art. 3, relatif à la première affectation, a été votée il y a huit mois à peine par le Parlement, après un examen sérieux de la situation budgétaire. Sans justifier en quoi que ce soit la mesure que l'on propose, sans savoir ce que sera le budget de 1887, on vient aujourd'hui lui demander de revenir sur ce vote émis après mûre délibération, il y a là quelque chose de contradictoire qui ne satisfait que médiocrement l'orateur.

M. le Président dit que cette mesure est proposée parce que le principe général sur lequel repose la combinaison du Gouvernement est de supprimer les fonds d'amortissement de 100 millions. Il en résulte qu'on ne peut plus émettre d'obligations sexennaires, puisqu'il n'y aura plus rien au budget pour les rembourser. C'est en cela que le vote de cette affectation de 1/2 millions paraît engagé la question de l'amortissement.

M. Clamageran dit que c'est l'observation qu'il allait faire. On engage ainsi la question du budget extraordinaire et celle de l'amortissement sans qu'il y ait urgence à prendre une décision à cet égard, puisque ces obligations sexennaires n'arrivent à échéance qu'en 1842 et 1843. La même observation s'applique également aux 10 millions du second compte de liquidation. Il n'y a pas urgence et le règlement de ces deux dettes viendrait plus utilement en discussion au moment où on règlera le budget. Il n'en est peut-être pas de même de la troisième affectation (Affectation des dépenses du Trésor) pour laquelle, en effet, il peut y avoir urgence.

M. Girard explique qu'il y a, au contraire, une certaine urgence à régler la question des obligations sexennaires. Le Ministre des Travaux publics est autorisé à dépenser, en 1846, 1/2 millions qu'il dépense du reste tous les jours et pour lesquels on peut émettre des obligations

semainaires. Or le Gouvernement ne veut pas émettre ces obligations, et le Ministre des Finances, qui ne serait pas fâché de rentrer dans son argent, demande au Parlement de les comprendre tout de suite dans son emprunt. Si on ne l'autorise pas à émettre immédiatement ces 152 millions sur rentes perpétuelles, il sera obligé d'émettre des obligations à court terme, et il ne peut émettre les deux obligations à la fois.

Il y a encore un autre obstacle à ce que ces obligations semainaires soient émises, car il faut alors se demander si l'on pourra contraindre ensuite les porteurs de ces bons, qui rapportent 4 %, à accepter en échange de la rente perpétuelle. C'est là l'explication que l'honorable membre se permet de donner à la Commission.

M. Colson dit qu'en ce qui concerne les 105 millions du budget extraordinaire de la guerre, des personnes bien informées lui ont appris qu'ils ne seraient probablement pas employés en 1886 et même en 1887, qu'on pourrait peut-être réduire cette somme à 90 millions et la répartir sur plusieurs exercices. Dans ces conditions, y a-t-il lieu de donner immédiatement ces 105 millions au Ministre de la Guerre et de les comprendre dans l'emprunt?

M. Ducloux s'étonne que des indiscretions semblables aient pu se produire de la part des fonctionnaires du Ministère de la Guerre. Il ne voit pas l'utilité qu'il y aurait aujourd'hui à procéder comme le demande l'honorable M.

Calumet.

M^r. le Président dit qu'on pourrait examiner maintenant la question du type de la rente.

M. Quelere fait observer qu'il faudrait d'abord connaître les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à choisir le 3 % perpétuel.

M. le Président répond que la principale raison qui ait donnée à cet égard le Gouvernement, c'est qu'il ne répondait pas des succès de l'emprunt s'il était fait en 3 % amortissable ou en titres de toute autre valeur.

M. Raynier explique que le Gouvernement a proposé le 3 % perpétuel pour deux raisons : la première, c'est qu'il pense que l'emprunt aura plus de succès avec le 3 %, qui est le fonds le plus éloigné du pair et qui présente le plus de chance de hausse. La seconde, c'est que ce fond coûte un intérêt moins élevé que le 4 % par exemple, qui est au pair.

Ces deux raisons ne touchent pas beaucoup l'honorable membre qui préférerait que l'on prit le 4 % amortissable, qui a été mal compris d'abord du public, mais qui aujourd'hui est classé, parce que ce fonds obligerait le Gouvernement à inscrire dans le budget un amortissement automatique. Il y aurait là un gros intérêt, mais l'orateur ne va pas jusqu'à dire qu'il repasserait le 3 % perpétuel, bien qu'il ne comprenne pas qu'on ait préféré ce titre qui, pour bien longtemps, enlève tout espoir de réduction du taux de l'intérêt. On a parlé aussi de prendre le 4 %, le 3 1/2 % et un financier distingué

a proposé le 3 60 %, se basant sur ce fait qu'on a l'habitude de payer les rentes par quart et que le 3 60 %, serait divisible par quatre. Cette question des choix du type de rente est, du reste, une question tellement avancée qu'il serait bien difficile de revenir sur la décision du Gouvernement consacrée par le vote de la Chambre des Députés.

M. Bocher demande si le marché public préfère réellement, comme l'a dit le Gouvernement, l'emprunt de 3 % perpétuel à la création de fonds nouveaux.

M. Magnin répond que cela n'est pas contestable. M. Ghiers cependant, en 1871, a résisté à tous les financiers qui étaient favorables au 3 % et qui lui prédisaient que son emprunt en 5 % ne réussirait pas, et l'emprunt, comme on sait, a parfaitement réussi.

M. Ducloux dit que la vraie raison de cette préférence des monde financiers pour ce titre de rente, c'est que le 3 1/2 % franc. cais n'est pas aujourd'hui à son véritable prix.

M. Genin dit qu'il est persuadé que l'emprunt en 3 % amortissable réussirait tout aussi bien qu'en 3 % perpétuel.

M. Magnin cite des faits qui prouvent péremptoirement que le 3 % amortissable est aujourd'hui absolument classé et qu'il n'y a plus de titres de cette nature flottants sur le marché.

M. le Président donne ensuite lecture des art. 4, 5, 6 et 7 du projet de loi, qui ne donnent lieu à aucune observation.

La Commission décide qu'elle se

réunira demain à 3 heures.

La séance est levée à 4^h $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 13 Avril 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents : M. M. Barbey, Bocher, Cazot, Colson, Chermelant, Clamageron, Curion, Faye, C. Fournier, Guvin, Dauphin, Ducloux, Lemaître, Loubet, Magnin, Merlin, Ed. Millard, Girard.

M. Loubet, l'un des Secrétaires, commence la lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Il est interrompu par l'arrivée de M. M. de Freycinet, Président du Conseil, et Sadi Carnot, Ministre des Finances, qui prennent place au bureau.

M. le Président dit que la Commission a désiré entendre les explications du Gouvernement sur certains articles du projet de loi relatif à l'emprunt, à propos desquels des objections se sont produites dans le sein de la Commission des Finances.

On a fait d'abord contre le 1^{er} § de l'art 1^{er} deux objections : on a trouvé d'abord que l'opération proposée par

ce 1^{er} § ne changerait pas la situation de l'Etat vis-à-vis des porteurs de livrets, et était absolument inutile, on a dit, en second lieu, que la Caisse des Dépôts et consignations se trouvant déjà munie de 1800 millions de rentes, trouverait toujours, en temps de crise, des moyens de faire face aux demandes de remboursement.

Quant au 2^e §, plusieurs membres de la Commission ont pensé qu'il était inutile et dangereux, en ce sens que bien peu de porteurs de livrets profiteront de la faculté que ce § leur accorde, tandis qu'il ne servira qu'aux spéculateurs de résultats.

M. le Ministre des Finances répond que l'opération qui consiste à remettre à la Caisse des Dépôts et consignations un capital effectif de 400 millions sous la forme de rentes 3 %, n'est pas inutile pour les deux raisons suivantes : d'abord les rentes dont la Caisse des Dépôts est aujourd'hui en possession sort, en grande partie, naturellement pour les 1200 millions versés en 1882 des rentes en 3 %, amortissable qu'il serait très difficile de réaliser au moment d'une crise, tandis qu'avec les 400 millions en 3 % perpétuel, on arriverait beaucoup plus facilement à rembourser les porteurs de livrets qui en feraient la demande. En second lieu, il n'est pas prudent de laisser à la Caisse des Dépôts et Consignations une somme aussi considérable en compte courant, il vaut mieux qu'elle soit gagée par des titres facilement réalisables. Il est donc certain que l'art. 1^{er} du projet

de loi améliore la situation de la Caisse des Dépôts et Consignations et dégage dans une forte proportion la dette flottante.

En ce qui concerne l'objection faite contre le § 2 de l'art. 1^{er}, M. le Ministre ne la croit pas non plus fondée. La disposition qu'il renferme permet aux porteurs de livrets de recevoir, en échange de leurs dépôts, des rentes qui seraient à leur nom et qui déchargeraient d'autant la Caisse des Dépôts et Consignations. D'autre part, il serait facile par le décret du Président de la République qui doit régler les conditions de cette sorte de conversion d'empêcher ou de rendre très-difficile la spéculation dont on a parlé. On pourra, par exemple, ne donner que des titres nominatifs aux porteurs de livrets et exiger que le certificat de livret soit signé sur la présentation même du titulaire. Il ne faut pas non plus oublier qu'en 1874, alors que cette même faculté était accordée aux porteurs de livrets sans aucune restriction, il n'est venu qu'un très-petit nombre de souscripteurs.

M. le Président du Conseil ajoute qu'il ne redoute pas beaucoup cette spéculation qui exigerait de la part de ceux qui s'y livreraient un mouvement de fonds énorme et bien peu probable. D'autre part, il serait très-intéressant de voir les porteurs de livrets venir demander la conversion de leurs dépôts en titres de rente. C'est une expérience à faire, et si les porteurs de livrets prenaient goût à cette conversion, on pourrait successivement écouler ainsi les 1200 millions de rente amortissable qui sont à la Caisse des Dépôts et Consignations, cette dernière, et, par suite, l'Etat, seraient ainsi déchargés d'une responsabilité énorme. Ce serait un très-heureux résultat que de voir les porteurs de livrets absorber la totalité des 350 millions qui leur sont offerts, et l'expérience mérite d'être tentée.

53
M. Gouin dit que si l'on avait fait précéder cet essai d'une réforme sur la législation des Caisses d'épargne, en réduisant le maximum de dépôt et le taux de l'intérêt, c'eût été un stimulant pour les déposants et que l'expérience se serait ainsi faite dans de meilleures conditions et aurait été plus décisive.

M. le Président du Conseil répond que si l'on avait pu, il eût mieux valu en effet, faire voter la réforme dont vient de parler M. Gouin avant d'appliquer la loi actuellement soumise aux délibérations de la commission, mais le vote d'une loi nouvelle sur la législation des Caisses d'épargne eût pris un temps considérable et le Gouvernement était pressé de faire voter l'emprunt dans des circonstances qui lui paraissent singulièrement favorables en ce moment et qui pourraient ne l'être plus dans trois ou quatre mois.

M. Clamageron demande à M. le ministre des finances quel est son avis sur l'amendement de M. Léon Say.

M. le Ministre répond que le Gouvernement repousse cet amendement qui renferme des dispositions qui sont plutôt d'ordre administratif que d'ordre législatif. Ce n'est pas à la loi à dire quelles seront les écritures à passer.

L'orateur fait, en outre, remarquer que le § 1^{er} de l'amendement n'indique pas le taux de la négociation et ne peut pas l'indiquer, et que le § 3 présente, dans sa rédaction, une certaine obscurité. Il est certain qu'il faudra tenir compte à la Caisse des Dépôts et Consignations de la différence d'intérêt, mais au moyen de quelles écritures lui en sera-t-il tenu compte? Ce point sera discuté par la commission spéciale de la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. Clamageron dit que M. Léon Say a paru surtout insister sur la nécessité de dire dans la loi que les 400 millions seraient affectés à l'atténuation des découverts du Trésor. Mais c'est là le résultat forcé de l'opération; cette somme ne peut, en fin de compte, que venir en atténuation des découverts du Trésor et la formule que M. Léon Say propose d'insérer dans le § 1^{er} de l'art. 1^{er} est absolument inutile. Il y a même un certain danger à entrer dans cette voie d'introduire dans les textes législatifs des dispositions qui sont plutôt du domaine administratif et des expressions qui, en raison de leur caractère spécial et technique, pourraient quelquefois n'être pas tout à fait exactes et donner lieu à des difficultés.

M. Faye trouve que le § 1^{er} de l'art. 1^{er} du projet de loi voté par la Chambre des Députés est d'une clarté absolue et qu'il n'y a pas de raison de le modifier.

M. M. Coirard et Clamageron parlent dans le même sens.

M. Chesnelong constate que tout le monde est d'accord sur ce point que les 400 millions doivent être affectés aux découverts du Trésor. Seulement le Gouvernement qui ne trouve pas nécessaire qu'on le dise d'une manière formelle dans l'art. 1^{er}, le dit en termes expres dans l'art. 3: «le surplus sera affecté à l'atténuation des découverts du Trésor.»

M. le Président du Conseil répond que dans cette seconde partie du projet de loi, il s'agit de voter des dépenses nouvelles. Ce dernier paragraphe de l'art. 3 est, du reste, si on veut, une superfétation et l'on aurait pu s'en passer.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Coirard expose de nouveau le projet d'emprunt de 500 millions auquel il avait pensé et qu'il

65
a développé dans la dernière séance. Il en énumère les avantages qu'il a déjà signalés, hier, à la commission. Quelques membres de cette dernière lui ayant demandé de formuler un projet de loi cette combinaison, il lui a été très facile de le faire: il n'a eu qu'à copier, en le modifiant suivant la nature de l'opération, le texte de la loi du mois 1885 qui a apuré les opérations faites au 31 décembre 1884 pour la Caisse des Ecoles et la Caisse des chemins vicinaux.

L'honorable membre donne lecture du projet de loi qu'il a préparé et termine en disant qu'on lui objectera peut-être que ces obligations trentenaires seront difficiles à placer. L'expérience lui a démontré le contraire, il a eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'en émettre et les maisons de banque ont toujours montré un grand empressement à les prendre.

M. Ed. Millard fait observer qu'il n'en a pas été de même lors de l'emprunt de 1877. Le capital nominal était de 79 millions de francs en obligations trentenaires; il fut souscrit seulement 33,627 obligations au taux de 478 frs. Il fallut négocier et l'opération fut malheureuse.

M. Girard répond qu'il reste absolument convaincu qu'en ce moment elles seraient prises immédiatement par les banquiers.

M. le Ministre des Finances, se plaçant d'abord à un point de vue général, fait au projet de M. Girard cette objection que s'il était adopté, il rendrait impossible l'exécution des engagements bilatéraux pris d'une part par le Gouvernement, et d'autre part, par la commission du budget et la Chambre des Députés en ce qui concerne la partie du projet primitif du Gouvernement qui a été réservée.

Examinant ensuite le projet en lui-même,

il trouve que M. Etard substitue purement et simplement à l'emprunt direct proposé par le Gouvernement un emprunt détourné à la dette flottante. Or, le Gouvernement considère qu'il y a un grand avantage à faire plutôt un emprunt direct qu'un emprunt à la dette flottante.

M. le Président du Conseil voudrait répondre à une observation de M. Etard, qui, dans l'exposé qu'il a fait de son système, a dit que le projet du Gouvernement en proposant de remplacer par des rentes perpétuelles l'émission de 152 millions d'obligations sexennaires qui devait avoir lieu en 1886, avait tranché la question du budget extraordinaire.

L'orateur reproduit les arguments qu'il a développés à la Chambre des Députés pour prouver que le vote que demande, à cet égard, le Gouvernement ne tranche nullement la question et qu'après comme avant le vote de l'emprunt, le Parlement restera libre de conserver ou de supprimer le budget extraordinaire.

Il en est de même de la question de l'amortissement.

M. Clamageron ne voit pas qu'il y ait urgence à faire dès à présent les deux opérations visées par les numéros 1 et 2 de l'art. 3 qui seraient plus utilement discutées au moment où l'on réglerait le budget.

M. le Président du Conseil répond que ces dispositions de l'art. 3 figurent dans la loi parce que le Gouvernement n'a pas voulu faire une série d'opérations successives.

M. Chesnelong soutient que le vote de la disposition relative aux 152 millions d'obligations sexennaires préjuge la question de la suppression de l'amortissement.

M. Etard dit qu'on pourrait peut-être, pour répondre aux scrupules de ceux qui croiront en votant cette disposition, préjuger

47
la question, emprunter les 500 millions sans faire, dans la loi, d'affectation spéciale, en disant purement et simplement qu'ils seront affectés à l'atténuation des découvertes du Trésor.

M. le Président du Conseil répond que pour le Trésor, l'aisance, en effet, serait la même, mais cette proposition, si elle était adoptée, aurait l'inconvénient de changer le texte de la loi et de la faire revenir devant la Chambre.

M. Rocher appuie l'observation présentée par M. Etard et conclut en disant qu'il est certain que si cette observation, qui peut être transformée en proposition, était adoptée, la question resterait absolument entière.

M. le Président du Conseil dit que la commission du budget, très décidée également à ne pas trancher la question, n'a pas tiré de l'adoption de l'art. 3 la conséquence que semble en tirer la commission des finances.

M. le Ministre des finances ajoute que cette proposition laisserait certainement la même latitude au Gouvernement, mais qu'alors l'art. 3 manquerait de la netteté que le Gouvernement désire toujours apporter dans des opérations de ce genre.

M. le Ministre, abordant ensuite la discussion du type de la rente, expose dans des termes analogues à ceux dont il s'est servi à la Chambre des Députés, les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à choisir le 3 % perpétuel qui coûte moins cher à l'Etat, qui a cet immense avantage de pouvoir être négocié sur tous les marchés et de n'être pas influencé dans ses cours par des ventes ou des achats.

M. Magnin donne lecture d'un travail duquel il ressort que si l'on prend, comme type de la rente à émettre, le 3 % amortissable, l'Etat fera en 67 ans, une économie

de 968 millions. Cette économie, il est vrai, ne sera réalisée qu'au bout de soixante sept années, mais les générations qui nous succéderont en profiteront.

M. le Président du Conseil critique la manière de procéder de M. Magnin, qui ne tient pas compte des intérêts composés, et conteste l'exactitude de ses chiffres.

M. Magnin maintient l'exactitude de ses calculs.

M. le Président interroge M. le Ministre des finances sur l'art. additionnel introduit dans la loi par suite de l'adoption par la Chambre de l'amendement de M. Dreyfus et ne lui cache pas que la commission a trouvé cet article peu sérieux.

M. le Ministre répond que c'est une simple manifestation qui lie moralement le ministre des finances pour le jour où il sera possible de réaliser des économies.

M. le Président du Conseil dit qu'il ne lui reste plus qu'une considération d'ordre général à présenter à la commission. Le Gouvernement, en raison des circonstances favorables qui se présentent en ce moment et qui peuvent ne plus exister dans deux mois, serait très désireux de voir le projet de loi adopté avant les vacances de Pâques. Le vote de ce projet n'engage nullement, — l'orateur insiste de nouveau sur ce point, — la question de l'amortissement. Ce sera un accident dans la forme de réalisation des ressources si l'on voit, pendant une année, du 3% perpétuel remplacer ce qu'on avait l'habitude d'amortir en obligations à court terme, mais rien n'empêchera, l'année suivante, le Parlement, s'il le juge à propos, de reprendre le système des obligations decennaires comme de maintenir l'amortissement de 100 millions du chapitre 5.

M. le Président du Conseil supplie

49

donc ceux qui ne repoussent pas la loi elle-même, et qui voudraient seulement y apporter des améliorations de texte, de vouloir bien faire le sacrifice de ces modifications de détail et de voter le projet de loi tel que l'a adopté la Chambre des Députés. S'il devait revenir devant cette dernière, il ne pourrait vraisemblablement être adopté avant les vacances de Pâques et si dans quelques mois, les circonstances favorables dans lesquelles on se trouve aujourd'hui avaient disparu, le Gouvernement se trouverait dans un grand embarras.

M. le Président du Conseil et M. le Ministre des finances se retirent.

M. Curmiot donne lecture de deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1^{er}, de déclarer d'utilité publique les travaux d'élargissement d'une route nationale et de rectification d'une route départementale dans la traversée de Blois (Loir et Cher) ; 2^e, d'assurer les voies et moyens d'exécution de l'entreprise ; le second, d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, une avance de 3.500.000 francs offerte par la Chambre de commerce du Harre pour les travaux de construction, au port du Harre, de deux formes de radoub dont l'exécution a été autorisée par la loi du 10 août 1879.

Les conclusions de ces deux rapports, combattues par M. M. Clamageron, Gouin, Faye et Chesnelong, sont mises aux voix et adoptées.

La commission décide qu'elle se réunira demain à deux heures pour continuer l'examen du projet de loi relatif à l'emprunt.

La séance est levée à 5 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 14 Avril 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Barbey, Bocher, Cazot, Calmon, Chesnelong, Clamagérac, Curinot, Dauphin, Duclerc, Faye, C. Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Merlin, Ed. Milland, Girard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture des procès-verbaux des deux dernières séances.

Les procès-verbaux sont adoptés.

La discussion est ouverte de nouveau sur le projet de loi relatif à l'emprunt.

M. le Président donne lecture de l'article 1^{er}.

M. Clamagérac voudrait savoir si, comme l'a affirmé, hier, M. le Ministre des finances, des rentes en 3% amortissable seraient beaucoup plus difficiles à négocier, en temps de crise, que du 3% perpétuel.

M. Gouin, sans discuter le principe même de l'art. 1^{er}, qu'il regrette de ne pas voir lié à la réforme de la législation sur les caisses d'épargne, ne trouverait pas

5
mauvais pour la Caisse des Dépôts et
Consignations d'avoir un peu plus de rentes en
3% perpétuel qu'elle n'en possède en ce moment.

M. Clamagoran partage le sentiment
de M. Gorin à l'égard de l'opportunité de l'art. 1^{er},
il craint que le vote de cet article n'ajourne
indéfiniment la réforme de la loi sur les caisses
d'épargne.

M. Fays dit que ce qui le frappe
surtout dans l'art. 1^{er}, c'est la suppression de
l'amortissement de l'emprunt qu'on veut contracter
et la tendance bien accusée du Gouvernement à
préjuger la question de la suppression complète
de l'amortissement dans nos budgets. Aussi
l'honorable membre préférerait-il substituer
au 3% perpétuel, dans l'art. 1^{er} le 3% amortissable.

M. Clamagoran fait observer que
dans ce cas l'art. 1^{er} deviendrait absolument
inutile. Il serait même dangereux, car il
aurait seulement pour effet de retarder une
réforme nécessaire et impatiemment attendue.

M. Chesnelong trouve également
tout-à-fait inutile l'art. 1^{er}, qui ne fait
pas la réforme attendue, qui n'allège pas
la dette flottante mais la déplace purement
et simplement, qui ne présente aucun
avantage pour le Trésor, ni aucun gage pour
les déposants. L'honorable membre ne voit
pas pourquoi la commission l'adopterait.

M. Clamagoran dit que bien
qu'il trouve l'article inutile et sous un certain
rapport dangereux, il n'ira pas jusqu'à le
rejeter, à moins que le projet de loi ne
doive retourner à la Chambre et que cette
dernière tienne pour au maintien de cet article.

M. Gorin fait observer que cet
article 1^{er} ne sera utile que le jour où on
aura modifié le taux de l'intérêt. En ce
moment, il est inopportun.

M. Roher croit qu'il y a pour la Caisse des Dépôts et Consignations une différence considérable entre avoir des titres entre les mains ou des découverts en compte courant avec le trésor. Evidemment elle préfère de beaucoup qu'on lui remette des titres, et l'art. 1^{er} a, à ce point de vue, une certaine utilité.

M. Ed. Milland s'associe à l'observation que vient de faire M. Roher et rappelle que M. Gouin a donné un argument en faveur du 3 % perpétuel pour le jour où la réforme de la législation sur les caisses d'épargne serait accomplie. L'art. 1^{er}, ou du moins, le § 1^{er} de l'article 1^{er}, lui semble dans ces conditions, parfaitement acceptable, et l'honorable membre déclare qu'il le votera.

M. Gouin explique à la commission pourquoi la Caisse des Dépôts et Consignations aime mieux avoir des rentes qu'un compte courant avec le trésor.

L'orateur revient sur la nécessité qu'il a déjà signalée d'une réforme de la législation sur les caisses d'épargne et s'étonne qu'on n'ait pas commencé par là. C'est seulement, en effet, quand on aura réduit le taux de l'intérêt, que le § 1^{er} de l'art. 1^{er} sera d'une véritable utilité. Il y aura alors un réel intérêt pour la Caisse des Dépôts et Consignations à avoir des titres de diverse nature, à recevoir par exemple 600 millions en rentes 3 % perpétuel contre les 1200 millions d'amortissable qu'elle a déjà.

C'est pour cette raison que l'honorable membre accepte le 3 % perpétuel pour l'art. 1^{er} si cet article doit être voté.

M. Magnin appuie les observations présentées par M. Ed. Milland et trouve que l'art. 1^{er}, § 1^{er}, présente pour la Caisse des Dépôts certains avantages sans avoir pour personne

aucun inconvénient.

Quant au type de la rente choisi pour cette opération, il préférerait le 3% amortissable et les arguments donnés hier, par le ministre en faveur du 3% perpétuel ne le touchent pas beaucoup, mais il ne fait pas grande objection contre l'adoption du 3% perpétuel pour l'article 1^{er}. Il n'en sera pas de même pour l'emprunt de 500 millions.

M. Laird parle dans le même sens que M. M. Ed. Millard et Magnin et ajoute cette considération qu'il est plus simple de donner dès à présent à la Caisse des Dépôts et Consignations des rentes qu'on aurait peut-être une certaine difficulté à créer au moment où le taux de l'intérêt sera réduit et où un grand nombre de retraits pourra se produire. Le § 1^{er} de l'article 1^{er} ne présente donc que des avantages et ne peut avoir d'inconvénient.

M. Chesnelong maintient l'opinion qu'il a déjà exprimée au sujet de l'inutilité de l'emprunt qu'on veut faire, opinion que la discussion qui vient d'avoir lieu n'a fait que confirmer. Ce n'est que lorsque la réforme sur la législation des caisses d'épargne sera un fait accompli que l'emprunt devra se faire; auparavant il est prématuré. Aussi l'honorable membre ne votera-t-il pas le § 1^{er} de l'art. 1^{er}.

M. Rocher dit qu'il eût mieux valu, suivant lui, renvoyer non seulement cette question de l'art. 1^{er} mais toutes les autres questions au moment de la discussion du budget de 1887, mais du moment qu'on ne peut remettre tout en question, et que, comme l'ont démontré M. M. Magnin et Laird, le § 1^{er} de l'art. 1^{er} présente quelques avantages, l'honorable membre serait d'avis de le voter.

M. le Président met aux voix le § 1^{er} de l'art. 1^{er}, en laissant de côté la question de la forme à lui donner.

(L'article 1^{er}, § 1^{er}, est adopté en principe par la commission.)

M. le Président met en discussion la rédaction de ce 1^{er} § de l'article 1^{er} proposée par M. Léon Say.

À la suite des explications fournies à ce sujet par M. M. Clamageran et Esirard, qui ne contestent pas la valeur de l'observation de M. Léon Say au sujet de l'affectation des 400 millions à l'atténuation des découverts du trésor, mais qui jugent inutile de l'introduire dans la loi, la rédaction de M. Léon Say en ce qui concerne le § 1^{er} est mise aux voix et n'est pas adoptée.

Le 3^e § de l'amendement relatif à la différence d'intérêt dont il devra être tenu compte à la Caisse des Dépôts et Consignations est combattu par M. Duclerc, qui le trouve absolument inutile, puisque le taux de 4 % est un droit qui résulte pour la Caisse des Dépôts et Consignations de la loi de 1837, et dangereux parce qu'on a ainsi l'air de mettre en doute un principe qui, depuis 38 ans, n'a jamais été contesté.

Après un échange d'observations sur ce même sujet, entre M. M. Magnier, Duclerc, Gouin et Faye, le 3^e paragraphe de l'amendement de M. Léon Say est mis aux voix et n'est pas adopté.

La suppression du § 2^e de l'art. 1^{er} du projet du Gouvernement proposée par l'amendement de M. Léon Say est ensuite adoptée par la commission, mais avec cette réserve que s'il n'y avait que cette modification au projet de loi qui nécessitât

45
son renvoi à la Chambre des Députés, la commission passerait outre et adopterait le projet tel qu'il a été voté par la Chambre.

La discussion est ouverte sur le contre-projet de M. Girard.

M. Girard rappelle que ce n'est pas une proposition ferme qu'il a faite, mais l'indication d'une combinaison qui avait germé depuis longtemps dans son esprit et qu'on lui a demandé de formuler en projet de loi.

Ce contre-projet a deux inconvénients: celui d'abord d'être présenté par l'orateur et celui ensuite d'être présenté devant le Sénat.

Si l'honorable membre était à la Chambre des Députés et que la question vint pour la première fois, il défendrait sa combinaison avec d'autant plus d'énergie que les arguments donnés, hier, devant la commission par M. le Ministre des finances et M. le Président du Conseil contre l'adoption de son contre-projet ne l'ont nullement convaincu.

L'orateur réfute en quelques mots les observations de M. le Ministre des finances et démontre que sa combinaison, loin de préjuger les questions que l'on veut réserver, comme les préjuge l'art. 3 du projet du Gouvernement dans ses numéros 1 et 2, laisse, au contraire, ces questions tout entières, et, d'un autre côté, n'exige l'inscription annuelle au budget, que d'un crédit de neuf millions et demi au lieu d'un crédit de vingt millions.

Maintenant, doit-il persister dans la présentation de ce contre-projet? Il reste bien peu de temps pour le discuter et l'honorable membre ne voudrait pas avoir l'air de faire de l'opposition au Gouvernement. La commission appréciera ces

scrupules et prendra la décision qu'elle jugera la plus convenable.

À la suite d'une discussion à laquelle prennent part M. M. Gouin, Rocher, Curard, Ed. Millaud et le Président, M. Curard demande que son contre-projet ne soit pas mis aux voix.

M. le Président demande à la commission si elle juge utile que le rapport fasse mention du contre-projet, bien qu'il ait été retiré par son auteur.

M. Casimir Fournier trouve qu'il est juste que le rapport en fasse mention (approbation).

M. le Président ouvre la discussion sur les articles 2 et 3 du projet de loi qui se trouvent intimement liés.

M. Faye croit que le seul moyen de réserver la question de l'amortissement est de faire disparaître les deux affectations de l'art. 3 et de dire que les 700 millions seront affectés à l'atténuation des découverts du Trésor.

M. Lenoël fait observer que si on adopte cette formule, on ne porte pas atteinte au droit qui existe pour le ministre des finances d'émettre en 1886, 152 millions d'obligations sexennaires, d'où la conséquence que ce n'est pas un emprunt de 700 millions, mais en réalité un emprunt de 548 millions que la commission va proposer de voter.

M. Clamageran dit que il est de l'avis de M. Faye en ce qui concerne les imputations des numéros 1 et 2 de l'art. 3. Ils engagent très certainement la question. Mais il est frappé d'un autre côté de l'observation que vient de faire M. Lenoël. Le Gouvernement ne demande en

58

somme pour atténuer les découverts du Trésor que 242 ou 243 millions, en chiffres ronds 250 millions. Pourquoi lui donner les 250 autres millions? On autorise là un double emprunt que l'Orateur ne votera que si on lui démontre qu'il ne présente aucun danger, et qu'il a certains avantages.

M. le Président fait observer que ne voter que la somme nécessaire pour les bons du Trésor, c'est rendre nécessaire l'émission des 152 millions en obligations sexennaires, et comme l'a dit, hier, M. le Président du Conseil, préjuger ainsi la question dans un sens opposé aux projets du Gouvernement.

M. Clamagère ne voit pas en tout cas la nécessité de donner au ministre la faculté d'emprunter 105 millions qu'il ne dépensera qu'en 1887. L'honorable membre pourra peut-être se rendre sur les 152 millions du 1^{er} de l'art. 3, mais non sur les 105 millions du 2^e, et si la commission n'adoptait pas la réduction à 250 millions qu'il propose, il lui demanderait subsidiairement de réduire l'emprunt à 400 millions.

Après un échange d'observations entre M. M. Magnin, Faye, Gouin, Clamagère et Chesnelong, la proposition de M. Clamagère tendant à réduire l'emprunt à 250 millions est mise aux voix et n'est pas adoptée.

La seconde proposition du même membre demandant la réduction de l'emprunt au chiffre de 400 millions est également mise aux voix et n'est pas adoptée.

Le chiffre de 500 millions est ensuite mis aux voix et adopté.

Le vote sur l'ensemble de l'art. 2 est réservé.

La discussion s'engage ensuite sur la question de savoir si l'on devra

supprimer, comme l'a demandé M. Faye, les deux affectations de l'art. 3.

M. le Président demande à faire à cet égard une petite observation.

Si l'on emprunte 300 millions et si l'on déclare que la totalité sera appliquée à l'atténuation des découverts du Trésor, il en résultera que l'emprunt au 3% va, au moins provisoirement, s'appliquer, en fait, aux 182, 828, 200 fr. des numéros 2 de l'art. 3. Si au moment où on réglera le budget, on décide que le système des obligations sexennaires sera conservé, il est bien certain cependant qu'on ne fera pas des obligations sexennaires pour 1886 et que le vote provisoire que l'on entend émettre en ce moment sera un nécessaire définitif. La commission ne craint-elle pas, dans ces conditions, de compromettre tout autant le fond de la question de l'amortissement, en supprimant les deux affectations de l'art. 3, qu'en les y laissant?

À la suite d'une discussion à laquelle prennent part M. M. Faye, Magnin, Clamageran et Curard, la commission décide que les affectations de l'art. 3 seront maintenues.

Il y aura seulement une rédaction à trouver pour dire, dans le rapport, qu'en autorisant le ministre à émettre ces 300 millions, le Parlement entend bien que sur ces 300 millions, 182 serviront provisoirement à payer les obligations sexennaires qu'il est autorisé à émettre en 1886, mais que ce n'est que lorsqu'on discutera plus tard la question des 466 millions, que cette imputation sera réglée définitivement.

M. le Président fait observer qu'il

ne reste plus que la question du type de la rente à mettre en discussion. La commission veut-elle statuer aujourd'hui même sur la question? (assentiment)

M. Chesnelong ne comprend pas pourquoi le Gouvernement ayant à choisir entre trois types de rentes s'est arrêté à celui qui n'est ni convertissable, ni amortissable, c'est-à-dire à celui qui présente le moins d'avantage pour une opération de ce genre.

M. Camagère demande à M. le Président de vouloir bien mettre aux voix le 3% perpétuel. Si ce type de rente est adopté, la discussion sera terminée. Dans le cas contraire, elle continuera, mais l'honorable membre demandera alors que, vu l'heure avancée, elle soit remise à demain.

Le vote a lieu, mais plusieurs membres de la commission ayant fait observer que la commission n'était pas au complet, le résultat n'en est pas proclamé. Il est remis à demain, ainsi que la suite de la discussion.

La séance est levée à 5 h. $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Emile Louby

Séance du 1^{er} avril 1886.

Présidence de M. Dauphin

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents: M. M. Cazot, Calmon, Camagère, Chesnelong, Curion, Darbey,

Bocher, Dauphin, Duclerc, Faye, C. Fournier, Gouin, Lenoël, Magnin, Merlin, Ed. Millaud, Eirard et Loubet.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Casimir Fournier donne lecture d'un avis de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention entre l'Etat et la ville de Doubaix pour la construction d'une convention entre l'Etat et la ville de Doubaix pour la construction d'une école nationale des arts industriels, dont la création a été autorisée par la loi du 9 août 1880.

M. Faye s'élève non contre le projet de loi en lui-même, mais contre le procédé financier employé par l'Etat pour faire face à la dépense.

M. Gouin appuie l'observation de M. Faye et renouvelle les critiques qu'il a déjà formulées, dans la séance d'hier, à propos de deux projets de loi analogues concernant les villes de Blois et du Havre.

M. Eirard dit qu'à moins de décider d'une façon générale que ces dépenses ne pourront plus désormais être faites qu'au moyen de crédits inscrits annuellement au budget, il n'y a pas de raison de refuser à une ville ce qu'on a accordé aux autres.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

M. le Président fait savoir à la commission qu'il avait eu, à l'issue de la séance d'hier, devoir informer M. le Ministre des finances de l'opinion qui semblait se dessiner dans la commission en faveur d'un autre type de rente, pour l'emprunt.

de 500 millions, que celui du 3% perpétuel.

M. le Ministre a demandé alors à fournir à la Commission de nouvelles explications.

La commission veut-elle entendre de nouveau M. le Ministre des finances? (Assentiment général).

M. le Ministre des finances, introduit dans le sein de la commission, commence par déclarer qu'il persévère dans la résolution qu'il a soutenue devant la commission du budget; à savoir que l'émission de l'emprunt ne doit pas se faire en 3% amortissable. Il n'a pas eu à développer les motifs de cette résolution à la tribune de la Chambre des Députés, le 3% amortissable n'ayant été soutenu par personne. Mais il est certain que ce type de rente se présente dans des conditions fâcheuses au point de vue du marché public, qu'il est très compliqué, — pour opérer le transfert d'un titre comprenant des rentes afférentes aux 67 séries, il faut 337 écritures, — qu'il ne peut se répandre facilement et qu'en effet la majeure partie de ces titres se trouvent dans les portefeuilles de grands établissements financiers dont ils ne sortent pas.

L'orateur cite des chiffres à l'appui de cette assertion.

Le 3% amortissable serait donc assez mal accueilli du public, tandis que le 3% perpétuel avec sa force d'expansion et la faveur dont il jouit sur tous les marchés est un sûr garant du succès de l'emprunt.

On a dit, pour le 3% amortissable, que l'intérêt et l'amortissement se confondant dans une annuité fixe, le choix de ce type pourrait présenter une

certaine économie. C'est une erreur. Le 3% amortissable n'a pas une annuité fixe, mais une annuité qui varie par la sortie des différentes séries, et quand on fait le calcul complet, en tenant compte de la capitalisation des intérêts — comme cela s'est toujours fait au ministère des finances —, on trouve, au contraire qu'avec le 3% amortissable, les contribuables au bout de 67 ans, auraient supporté une charge de 143 millions plus lourde qu'avec le 3% perpétuel.

C'est là, du reste, une question secondaire. Ce qui importe surtout, c'est de voir si réellement le crédit de la République est intéressé à ce qu'on fasse une émission en un titre qui se présente dans des conditions défavorables et qui se placera mal certainement. Poser la question, c'est la résoudre. L'orateur, du reste, n'est pas encouragé à entrer dans la voie du 3% amortissable par les résultats des trois émissions principales de ce type qui ont eu lieu en 1878, 1881 et 1884.

M. le Ministre donne lecture d'une note de l'administration des finances de laquelle il ressort que le premier et le dernier de ces emprunts ont été très laborieux et que si le second a réussi, c'est parce qu'on a par un procédé que les circonstances expliquaient à cette époque, mais que M. le Ministre n'est pas disposé à adopter aujourd'hui, on a permis de souscrire à l'emprunt par des dépôts des titres.

L'orateur termine en suppliant la commission de ne pas imposer au Gouvernement l'obligation de faire une opération qui, dans sa pensée, ne peut pas réussir et de sacrifier, dans les

63
Circumstances actuelles, la préférence que sa majorité
pourrait avoir pour le 3% amortissable. La politique
oblige souvent à faire des sacrifices de cette nature,
et s'il est permis à M. le Ministre d'avoir recours
à un souvenir personnel, il rappellera à la
commission qu'il y a deux ans à peine, alors
qu'il avait l'honneur d'être président de la
commission du budget, il a eu devoir faire,
lui aussi, le sacrifice de ses convictions pour
faire adopter le projet revenant modifié du
sénat et éviter ainsi un conflit entre les deux
Chambres et des douzièmes provisoires au
Gouvernement.

Ce sacrifice qu'il a eu faire à cette
époque, l'orateur espère que le patriotisme
de la commission saura le faire aujourd'hui.

M. Magnin dit qu'il ne veut
pas répondre au discours que vient de prononcer
M. le Ministre, mais qu'il tient à faire
une réserve au sujet de l'emprunt d'un
milliard qu'il a fait en 1884 et qui
n'aurait réussi, suivant le ministre,
que grâce à un procédé qu'il a paru
critiquer, par la faculté donnée aux
souscripteurs de faire des dépôts de titres.
Or, après l'émission de cet emprunt, des
objections analogues à celles que vient de
faire M. le Ministre s'étant produites
à la tribune de la Chambre des Députés,
cette dernière, par un vote unanime, a
reconnu que le ministre des finances avait
agi d'une manière très sage et très prudente.

L'orateur déclare que s'il avait
encore un emprunt d'un milliard à
faire aujourd'hui, il aurait recours au
même procédé, parce qu'il n'est pas
possible, en ce moment, de déplacer un
milliard en numéraire dans le public.

M. le Ministre répond qu'il n'a

pas critiqué le procédé employé, qu'il a dit, au contraire, qu'il était commandé par les circonstances moins que dans les circonstances actuelles et étant donné le chiffre de l'emprunt, il n'était pas disposé à l'employer.

M. Faye demande à M. le Ministre quelles sont les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à écarter les autres types de rente, comme le 4 et le 4 $\frac{1}{2}$ pour 100.

M. le Ministre répond que cette raison saute aux yeux, c'est qu'il serait impossible de créer un marché nouveau pour 18 millions de rentes seulement avec un emprunt en 4 ou en 4 $\frac{1}{2}$ %, qui sont menacés déjà de conversion. Les souscripteurs feraient payer cette menace.

Après un échange d'observations entre M. M. Curmiot, Magnier, Lenoël, Girard et le ministre, ce dernier se retire.

M. Magnier déclare que le fond de sa conclusion au sujet du choix du 3% amortissable ou de tout autre type que celui du 3% perpétuel n'a pas changé, mais qu'en présence des déclarations de M. le Ministre, il ne croit pas devoir insister pour l'adoption de ce type pour l'emprunt de 500 millions.

La commission des finances ne peut imposer au Gouvernement l'obligation de faire un emprunt en 3% amortissable si celui-ci n'a pas confiance dans le succès de cet emprunt.

M. Duderac partage cette manière de voir.

M. le Président met aux voix la proposition tendant à ce que l'emprunt soit fait en 3% amortissable.

La proposition n'est pas adoptée.

Les autres types de rente en 4 et 4 1/2 % sont également écartés et la commission se rallie à la proposition du Gouvernement demandant que l'emprunt soit fait en 5 % perpétuel.

Les art. 4, 5 et 6 du projet de loi sont adoptés.

L'art. 7 tendant à faire ouvrir annuellement, dans la loi de finances, un crédit à l'amortissement de la rente 5 % perpétuel est ensuite mis aux voix et n'est pas adopté.

M. Girard dit qu'il est bien entendu que ce vote n'implique pas la pensée que la commission est défavorable au principe de l'amortissement et que lorsque le rapport s'expliquera sur ce point, il dira, au contraire, que cet article, n'édictant pas un amortissement automatique et sérieux, n'a pas paru à la commission de nature à pouvoir être inséré dans un texte législatif, mais qu'ainsi que M. le Ministre l'a déclaré lui-même, le Gouvernement est invité à étudier cette question si grave de l'amortissement, et à présenter, s'il la trouve, une solution.

M. le Président invite la commission à procéder à la nomination du rapporteur.

Mon premier tour de scrutin a lieu et le dépouillement des votes donne les résultats suivants:

Nombre des votants — 18

Majorité absolue — 10

Ont obtenu: M. M. Ed. Milland 9 voix;

Dauphin 5 voix;

Gouin 2 voix;

M. Curinot, une voix.

Aucun des membres de la commission n'ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, il est procédé à un 2^e tour de scrutin, qui donne les résultats suivants :

Nombre de votants — 17

Majorité absolue — 9

Ont obtenu :

M. M. Dauphin : 8 voix

Ed. Milland 7

Bulletins blancs 2.

M. Dauphin ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, est nommé rapporteur.

La commission s'ajourne à demain 3 heures $\frac{1}{2}$ pour entendre la lecture du rapport.

La séance est levée à 4 h. $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 16 Avril 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 2 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents : M. M. Barbey, Bocher, Cazot, Calmon, Clamageran, Chesnelong, Curinot, Dauphin, Duclerc, Fay, C. Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Merlin, Ed. Milland, Girard.

M. Barbey, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la

68
précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Dauphin donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant émission de rentes 3 pour 100.

Sur les observations de M. Procher, deux petites modifications de détail sont apportées à la rédaction du rapport, dont les conclusions sont mises aux voix et adoptées.

M. le rapporteur reçoit les félicitations de ses collègues et la commission s'ajourne à une prochaine séance pour l'examen du projet de loi, adopté par la chambre des Députés, ayant pour objet de prélever au profit des départements et des communes de la métropole une somme de 5 millions sur la dotation d'emprunts à la Caisse des chemins vicinaux de l'Algérie.

La séance est levée à 3 h. $3\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Emil Louber

Séance du 20 Avril 1886

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents: M. M. Barbey, Calmon, Clamagèran, Curviot, Dauphin, E. Fournier, Gouin, Lenoël, Magnin, Merlin, Ed. Millaud, Girard.

M. Sarrien, Ministre de l'Intérieur,

et M. Manguin, sénateur de l'Algérie, assistent à la séance.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de prélever au profit des départements et des communes de la métropole une somme de 5 millions de francs sur la dotation d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux réservée à l'Algérie par l'art. 3 § 3 de la loi du 10 avril 1879.

M. le Ministre de l'Intérieur, après avoir démontré que le prélèvement de 5 millions dont il est question dans le projet de loi laissera aux départements et aux communes de l'Algérie pendant une période de dix ans, la disposition de sommes plus que suffisantes pour faire face à tous les besoins de la vicinalité, insiste sur la nécessité qu'il y a à ce que ce projet de loi soit adopté par le Sénat avant sa prorogation. Cinquante trois départements ont épuisé leur faculté d'emprunt à la caisse des chemins vicinaux et se trouveraient, si la loi n'était pas votée, dans l'impossibilité d'exécuter le programme de 1886 arrêté, à la session d'août 1885, par les conseils généraux.

M. Manguin, tout en contestant les allégations de M. le Ministre en ce qui concerne la vicinalité de l'Algérie, dit qu'il se rallierait au projet de loi si le Gouvernement voulait bien prendre l'engagement de restituer à l'Algérie, dans un délai de trois ans, les 5 millions qu'on distrait ainsi des ressources qu'on a eu devoir mettre à sa disposition pour la construction et l'achèvement de son réseau vicinal.

L'honorable sénateur explique

63

par suite de quelles difficultés l'œuvre des chemins vicinaux est si peu avancée en Algérie; mais ces difficultés ont disparu ou vont disparaître et les communes de la colonie vont avoir besoin de tous les fonds que la loi du 10 avril 1879 leur avait réservés, sous forme d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux.

M. le Ministre maintient sa première affirmation et dit que, dans tous les cas, si plus tard l'Algérie, ayant épuisé les 3 millions qui lui sont consacrés, avait besoin de ressources nouvelles pour sa vicinalité, elle trouverait dans les dispositions d'un projet de loi qu'il prépare en ce moment de concert avec M. le Ministre des finances, le moyen de se les procurer au même titre que les départements et les communes de la métropole.

M. Mangin fait observer que la nouvelle loi, dont parle M. le Ministre, augmentera vraisemblablement le taux de l'intérêt des prêts demandés à la caisse des chemins vicinaux, qui sera porté à 5 % ou 6 %, tandis que l'art. 3 de la loi de 1879, qui consacre une somme de 40 millions à la dotation de la caisse des chemins vicinaux de l'Algérie, donne à cette dernière la faculté d'emprunter à 4 %, amortissement compris. Si on entend aujourd'hui 5 millions à l'Algérie, et si, plus tard, on la comprend dans le projet général de dotation des chemins vicinaux, on ne l'autorisera à emprunter qu'au taux général qui sera supérieur à 4 % et on lui causera ainsi un préjudice contre lequel le Gouvernement devrait la garantir dès aujourd'hui en s'engageant à l'autoriser par le nouveau projet de loi à emprunter jusqu'à concurrence de 5 millions au taux de 4 %.

M. le Ministre répond qu'il

n'est pas autorisé par M. le Ministre des finances à prendre un engagement de cette nature, mais qu'il croit pouvoir répondre que le Gouvernement est tout disposé à tenir compte à l'Algérie de cette différence dans le taux de l'intérêt, différence, du reste, qui sera, dans tous les cas, bien légère.

Après un court échange d'observations entre M. M. Merlin, rapporteur, Gouin, Curinot et le ministre, ce dernier et M. Manguin se retirent.

La commission décide qu'une phrase, dans le sens des dernières observations présentées par M. Manguin, serait insérée dans le rapport pour engager le Gouvernement à maintenir, suivant toute justice, pour le complément des 400 millions qui lui ont été primitivement attribués, les avantages résultant à son profit de la loi de 1849.

Le rapport est ensuite mis aux voix et adopté.

M. Curinot donne lecture de l'avis de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'élargissement du canal de Beaubourg aux abords de Dunkerque et d'accepter l'offre d'une avance à l'Etat de 375.000 frs pour l'exécution de cette entreprise.

L'avis est adopté.

La séance est levée à 4 h. $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,
P. Loubet

21

Séance du 5 Juin 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h $\frac{1}{2}$.

Sont présents: MM. Darbey, Calmon,
Clouageron, Chesnelong, Cuvinois, Dauphin,
Gouin, Loubet, Ed. Millaud, Girard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne
lecture du procès-verbal de la dernière
séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Ed. Millaud donne lecture d'un
rapport sur le projet de loi portant ouver-
ture au Ministre de l'Intérieur d'un
crédit de 200.000^t, pour participation
de l'Etat à la création de l'Institut
Pasteur.

Le rapport est adopté.

La lecture du rapport de M. Cuvinois
sur le projet de loi relatif au budget
annexe des chemins de fer de l'Etat
est ajournée à la prochaine séance.

La séance est levée à 2^h.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 11 Juin 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 4^h.

Sont présents: M. N. Barbey, Cazot, Cuvinot, Chenueloug, Dauphin, Clamagron, Lenoël, Merlin, Ed. Milland.

M. Barbey donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Cuvinot donne lecture d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^{er} ratification de deux décrets en date du 31 8^{bre} 1884 qui ont ouvert au ministre des Travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, pour l'ex. 1884, un crédit suppl. de 1.276.905^f et un crédit ext. de 1.002.647^f 30^c; 2^e annulation au titre des mêmes budget et exercice d'une somme de 3.919.865^f 08^c.

Le rapport est adopté.

M. Barbey donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation d'un crédit de 266,000^f au ch. 19 du budget de la marine et des Colonies, ex. 1886, et ouverture d'un crédit de même somme au ch. 24 de ce budget, pour la construction d'un atelier de fabrication de torpilles.

M. Ed. Milland demande à M. le rapporteur si se fabriquaient jusqu'à présent les torpilles.

M. le rapporteur répond qu'on les achetait à l'étranger. L'atelier que

L'on se propose de créer au moyen du crédit demandé par le projet de loi est surtout destiné à monter et à corriger les torpilles ainsi achetées au dehors. Evidemment c'est un premier pas fait dans la fabrication même des torpilles, mais cette fabrication est très compliquée, très délicate, et le Gouvernement n'y songe pas encore quant à présent.

M. le rapporteur donne à la Commission des explications techniques sur le mécanisme des torpilles, la façon de les régler et de les monter. C'est surtout en vue de ces deux dernières opérations que sera créé l'atelier dont il s'agit.

M. Ed. Millard dit que très certainement on n'avait pas l'intention de commencer les travaux de cet atelier avant l'époque où sera discuté le budget de 1887, mais voyant qu'il avait un reliquat sur son ch. 19, le Ministre de la marine s'est empressé de l'appliquer à cette dépense nouvelle qui sera continuée l'année prochaine sans forme de crédits supplémentaires et qu'on engage ainsi subrepticement en quelque sorte et sans qu'elle ait été précédée d'un débat approfondi. C'est là un procédé que l'honorable membre trouve absolument regrettable et qu'il ne peut s'empêcher de blâmer.

M. Lenoël fait observer que M. le Ministre de la marine avait eu soin dans le budget de l'an dernier de placer une pierre d'attente, en prévoyant la création à bref délai d'un atelier de torpilles.

M. Chesnelong appuie l'observation de M. Ed. Millard, cette façon détournée d'engager une grosse dépense constitue un très mauvais procédé financier.

M. le rapporteur répond que la dépense ayant paru parfaitement justifiée et le procédé critiqué ayant eu déjà de nombreux précédents, il n'avait pas cru devoir proposer au Sénat une autre solution que celle qui avait adoptée la Chambre des Députés.

Le rapport est mis aux voix et adopté.

M. Lenoël donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'ex. 1886, d'un crédit de 323.125^f. pour l'organisation des résidences de Madagascar.

Le rapport est approuvé.

La séance est levée à 2^h moins 5 minutes.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 14 juin 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Barbey, Calmon, Clamageran, Dauphin, Faye, E. Fournier, Loubet, Ed. Millard, Pirard.

M. Loubet, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

25
M. Casimir Fournier donne lecture
d'un rapport sur le projet de loi, adopté
par la Chambre des Représentés portant ouver-
ture, sur l'ex. 1886, au budget du ministère
de l'Intérieur, 2^e Section, d'un crédit ext.^{re}
de 200,000 fr. au ch. 17 (nouveaux) : secours aux
victimes des tremblements de terre et des
inondations en Algérie.

Le rapport est adopté.

M. Ed. Milland dit qu'il a été chargé
par M. le Président de rédiger l'avis de
la Commission des Finances sur le projet
de loi relatif à l'exposition universelle de
1889, mais qu'il n'a pas eu de voir le faire
avant d'avoir préalablement interrogé
la Commission qui désirera peut-être
aussi entendre le Gouvernement.

D'un autre côté, la subvention de
8 millions que doit fournir la ville de Paris
se trouvant comprise dans les 20 millions
de l'emprunt demandé par le projet de
loi qui est, en ce moment, en discussion
devant le Parlement, il est impossible de
ne pas différer l'avis de la Commission
des finances sur le côté financier de
l'entreprise, jusqu'au moment où la question
de l'emprunt serait tranchée dans un sens
ou dans un autre.

M. Girard dit que cela est d'autant
plus impossible que la Commission spéciale,
dont il ne partage pas, du reste, l'opinion
à cet égard, — vient de décider que, loin
que le rapport ait été déposé, les conclusions
du rapport ne pourraient venir en discussion
devant le Sénat qui après que ce dernier
se serait prononcé sur la question de
l'emprunt.

Après un échange d'observations
entre M. H. Faye, Ed. Milland, Calmon et

Girard, la Commission décide que la question est ajournée jusqu'après le vote du Parlement sur l'emprunt de la Ville de Paris.

La séance est levée à 2^h 1/4.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 29 Juin 1886.

Présidence de M^r Girard,
Vice-Président.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents : M. H. Barbey, Calmon, C. Fournier, Lenoël, Ed. Milland, Girard.

M. Barbey, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Barbey donne lecture de la première partie de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation et ouverture, sur l'ex. 1886, d'un crédit de 300.000^f, destiné à l'assainissement du port de Boulogne.

M. le rapporteur dit qu'il n'a pas voulu conclure sans avoir pris l'avis de la Commission, le crédit visé par le projet de loi comme devant faire face à la dépense ayant été déjà dépensé pour partie et n'étant plus

que de 26,000^{fr.} environ.

Après un court échange d'observations entre M. M. le rapporteur, C. Fononier et le Président, la Commission décide qu'elle entendra sur ce point, dans sa prochaine séance, M. M. les Ministres de la Marine et du Commerce.

La séance est levée à 2^h 1/4.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 1^{er} juillet 1886.

Présidence de M. Girard,
Vice-Président.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: M. M. Barbey, Calmon, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Cuvinot, Lenoël, Loubet, Ed. Millard, Girard.

M. M. l'amiral Aube, Ministre de la Marine et des Colonies, et Lockroy, Ministre du Commerce et de l'Industrie, assistent à la séance.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant annulation au budget de 1886, d'une somme de 300,000^{fr.} et ouverture au même budget de somme égale destinée à l'assainissement de la Ville de Boulogne.

M. Barbey, rapporteur, fait remarquer à M. le Ministre de la marine que la somme de 300,000^{fr.}, visée par le projet de loi, a été

diminuée, comme il l'a reconnu lui-même dans l'exposé des motifs du projet de loi demandant la création d'un atelier de bospilles et qui elle se trouve, en somme, réduite aujourd'hui à 265.000^f environ.

M. le Ministre de la Marine répond que c'est à la hôte avec laquelle on a procédé pour élaborer un projet de loi destiné à activer les travaux d'assainissement de la ville de Boulon que cette erreur de chiffre doit être attribuée, maintenant que le projet de loi a été adopté par la Chambre des Députés, il convient, suivant l'orateur, de laisser les choses en l'état, en attribuant 200.000^f à l'assainissement de Boulon, et le reste, soit environ 65.000^f à l'installation supplémentaire de l'hôpital de S^t Mandrier.

M. le Ministre du Commerce dit que cette question, purement financière, doit être réservée tout entière à M. le Ministre des Finances et que c'est à ce dernier que la Commission doit demander des explications.

M. le rapporteur appelle l'attention de M. le Ministre de la Marine sur ces mots qui figurent dans l'art. 2 : « en remplacement de l'hôpital central qui sera définitivement supprimé. »

M. le Ministre de la Marine répond que l'hôpital central pourra rester, quant à présent, comme ambulance, comme lieu de dépôt transitoire et surtout comme une sorte d'école de médecine où les élèves pourront se réunir et assister à des cours; mais le but auquel ^{tend} l'administration de la Marine est la suppression absolue de l'hôpital central, le véritable hôpital de Boulon devant être à S^t Mandrier.

79
M. le Ministre explique pourquoi on a abandonné les projets de construction d'un nouvel hôpital sur le mont Faron pour se rallier plutôt à l'idée d'améliorer, d'étendre et de compléter l'installation actuelle de l'hôpital de St. Mandrier.

M. le rapporteur fait observer que la somme de 65.000^f qui reste aujourd'hui pour faire face à cette dépense lui semble bien peu considérable. N'y a-t-il pas à craindre, si l'on veut faire quelque chose de convenable à St. Mandrier, de nouvelles demandes de crédits supplémentaires?

M. le Ministre de la Marine répond que même quand le Parlement maintiendrait le statu quo, l'hôpital de St. Mandrier suffirait amplement aujourd'hui aux besoins de la marine, mais comme on est toujours désireux du mieux, il est possible qu'on demande, dans un délai plus ou moins éloigné, des crédits supplémentaires, non pas pour des besoins impérieux mais pour de simples améliorations.

M. Faye explique le procédé financier consistant à annuler, en cours d'exercice, un crédit non employé appartenant au Ministère de la marine pour le reporter au budget du Ministère du Commerce. La Commission des Finances a toujours protesté contre ce système, et il serait bon de le faire encore aujourd'hui. Quand un Ministre a besoin d'un crédit, il devrait demander purement et simplement l'ouverture de ce crédit et laisser les annulations se produire en fin d'exercice. Voilà pourquoi l'honorable membre désireait qu'on entendît sur ce point M. le Ministre des Finances.

M. le Ministre du Commerce insiste, au point de vue hygiénique, sur l'urgence

des travaux à effectuer dans la ville de Voulon et demande à la Commission de vouloir bien, après avoir pris l'avis de M.^r le Ministre des Finances, déposer son rapport le plus tôt possible.

M. Cuvinois propose de substituer, dans l'art. 2, aux mots, "qui sera définitivement supprimé", ceux de "qui recevra une autre destination".

M. le Ministre de Marine dit qu'il ne s'oppose nullement à ce que la rédaction de l'art. soit modifiée dans ce sens.

M. Clamageran croit qu'il vaudrait mieux supprimer purement et simplement les mots "qui sera définitivement supprimé" et ne rien mettre à la place, car c'est là un acte purement administratif.

M. le Ministre de la Marine et des colonies se retire.

M. Ed. Millard donne lecture de l'avis de la Commission des Finances sur le projet de loi relatif à l'exposition universelle de 1889.

M. Chesnelong dit qu'il voit bien que toutes les précautions sont prises pour que l'Etat profite des économies qui seront réalisées et des bénéfices qui seront faits, — l'orateur ne croit pas beaucoup à ces économies et à ces bénéfices — mais il ne voit pas qu'on ait la moindre garantie contre l'éventualité de dépenses dépassant dans une mesure plus ou moins large les prévisions actuelles. Les devis n'ont-ils pas été établis, en raison de la promptitude à laquelle on était condamné avec une certaine légèreté? Le vote que la Commission va émettre n'est-il pas gros de crédits supplémentaires? M. le Ministre du Commerce

pourrait sans doute donner quelques explications à cet égard?

M. le Ministre proteste énergiquement contre le mot de légèreté dont vient de se servir l'honorable M. Chesnelong. Evidemment cette expression a dépassé sa pensée, car il doit croire que le Ministre des Commerce a trop le respect de la Chambre et du Sénat pour leur apporter des devis établis avec légèreté. M. Chesnelong craint seulement que le chiffre visé dans le projet de loi soit plus ou moins dépassé. En bien, il peut se rassurer: les chiffres de prévision ont été plutôt gonflés qu'atténués, on ne se trouvera pas, comme en 1878, en présence de plans qu'il a fallu modifier, de travaux qu'il a fallu interrompre ou recommencer, de changements qu'il a fallu introduire dans certaines parties de l'édifice, le projet de 1884 sera établi d'une manière définitive et exécuté d'un bout à l'autre sans interruption et sans changement, de plus, les conditions économiques dans lesquelles on se trouve aujourd'hui à cet égard sont meilleures, le prix du fer, par exemple, a baissé dans de notables proportions, enfin M. le Ministre croit pouvoir affirmer à la Commission que le chiffre de 43 millions, loin d'être dépassé, ne sera même pas atteint.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre des Commerce qui se retire.

A la suite d'une discussion à laquelle prennent part M. A. Faugé, Clamagron, Curmiot, le rapporteur et le Président, M. le rapporteur est chargé de s'entendre avec M. le Ministre des Finances pour le libellé du projet de loi relatif à l'essai.

missemant de la ville de Doulon,
et la Commission, après avoir repoussé
une proposition de M. Faye, tendant
à l'ouverture pure et simple d'un
crédit au Ministre du Commerce, adopte
les conclusions du rapport en ce sens
que sur le chiffre du crédit annulé
et primitivement destiné à l'hôpital
de Faxon, 200,000^f. seront affectés à
l'assainissement de Doulon, et le reste,
soit environ 65,000^f., à l'installation
complémentaire de l'hôpital de Saint-
Mandrier.

La séance est levée à 3^h moins
un quart.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 6 juillet 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents: M. M. Barbey, Chermignon,
Clamageran, Cuvinot, Dauphin, Faye,
Casimir Fournier, Lenoël, Loubet,
Merlin, Ed. Millard, Girard.

M. Loubet, l'un des Secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de
la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Ed. Millard, désigné comme
rapporteur de la proposition de loi,
adoptée par la Chambre des députés,
ayant pour objet d'ouvrir au ministre

de l'Instruction publique, sur l'ex. 1883, un crédit suppl^{re} de 500.000^f pour création d'écoles primaires, expose l'économie dudit projet et pense qu'il n'est guère possible de s'opposer à son adoption.

M. Clamageran fait observer que ce n'est pas le Gouvernement qui demande le crédit. N'y a-t-il pas un grave danger à laisser s'établir cette habitude de crédits supplémentaires votés sur l'initiative parlementaire?

M. le rapporteur répond qu'il a fait la même observation à M. le Ministre de l'Instruction publique, en lui disant: «mais puisque ce n'est pas vous qui avez demandé le crédit, attendez jusqu'en 1887» et que ce dernier lui a répondu que ce serait retarder le fonctionnement des écoles jusqu'en 1888. En demandant, du reste, son avis sur la réduction à 337.500^f du crédit de 500.000^f primitivement demandé, le Gouvernement a, en quelque sorte, fait sien le projet de M. Delmas, Darchat, Sigfried et consorts.

M. Faye fait remarquer qu'il ne peut s'agir que d'assurer le traitement des instituteurs, du mois d'octobre au 31^{bre} 1886. M. le rapporteur fait, il le chiffre exact de la somme nécessaire pour faire face à cette nécessité?

M. le rapporteur répond qu'il a demandé ce renseignement au ministère, mais que la note qu'on lui a envoyée est incomplète. Il attend un tableau plus détaillé et plus complet.

M. Visard insiste, comme M. Clamageran, sur le danger de laisser faire par l'initiative parlementaire des demandes de crédits supplémentaires. Chaque député

ou chaque groupe de députés ne manquera pas, pour une chose ou pour une autre, de faire constamment de semblables demandes, et, en s'entendant avec le Ministre des Finances, ils peuvent rendre bien difficile la situation du Ministre des Finances.

M. Clamageran appuie cette dernière observation et trouve que le moment est mal choisi pour affaiblir l'autorité du Ministre des Finances qu'il faudrait, au contraire, fortifier.

M. Chesnelong ajoute qu'il y a une autre considération, une considération de principe à faire valoir encore contre le projet en discussion: c'est que la dépense qu'il vise n'a, à aucun degré, le caractère d'impérieux et d'irréfragable nécessité qui doivent avoir les dépenses pour lesquelles on réclame, en cours d'exercice, le vote de crédits supplémentaires. Le Ministre savait pas avant quels pourraient être les besoins des écoles à fonder, mais il a dû modérer ses demandes pour les faire concorder avec des ressources correspondantes. Or, ces ressources n'ont pas augmenté, elles n'existent pas et il n'y a aucune raison d'accorder le crédit demandé.

M. le rapporteur répond que le Ministre de l'Instruction publique ne pouvait savoir au commencement de l'exercice quels seraient exactement les besoins dont vient de parler l'honorable M. Chesnelong, car ce n'est qu'à la suite d'une enquête qu'il a dû faire, cette année, près des Préfets, sur la situation des écoles de leurs départements qu'il a pu se rendre compte

85
de ces besoins.

Après un échange d'observations sur le même sujet entre M. Faye, Clamageran, Pivard, Lenoël et le rapporteur, la Commission, sur la proposition de ce dernier, décide qu'elle entendra M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le Ministre des Finances.

M. Ed. Millard donne des explications sur le 2^e projet de loi dont le rapport lui a été confié : projet portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 100,000^f. pour subvention au Comité d'organisation du troisième concours national de tir en 1886.

M. le rapporteur fait remarquer que le projet de loi réalise, en quelque sorte, une économie, puisqu'au lieu de dépenses 60,000^f. tous les ans, on ne dépensera plus que 100,000^f. tous les deux ans.

M. Faye se demande pourquoi on n'attend pas un an pour mettre à exécution la nouvelle résolution du Comité.

M. le Président s'étonne de cette demande de 100,000^f. pour l'année 1886. Les 60,000^f. inscrits aux budgets de 1884 et de 1885 n'avaient donc pas été portés au budget de 1886?

La Commission décide qu'elle entendra également sur ce projet les explications de M. le Ministre de l'Instruction publique.

La lecture de l'avis sur le projet de loi ayant pour objet le rachat du Canal de Givors est ajournée jusqu'à ce que le rapport de la Commission spéciale, déposé hier, ait été imprimé et distribué.

La séance est levée à 2^h 3/4.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 8 juillet 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: M. H. Barbey, Rocher, Cazot, Calmon, Chermelberg, Clémayeran, Cuvinot, Dauphin, Faye, C. Fournier, Lenoël, Loubet, Merlin, Ed. Milland, Girard.

M. Loubet, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président fait savoir à la Commission que M. le Ministre de l'Instruction publique, retenu à la Chambre, l'ayant informé qu'il ne pourrait se rendre aujourd'hui devant la Commission, il a cru devoir contremander la convocation qu'il avait adressée à M. le Ministre des Finances.

Si personne n'y fait opposition, ces deux Ministres seront convoqués pour être entendus demain sur les deux projets de loi relatifs: le 1^{er}, à un crédit supplémentaire de 327,500^{fr} pour création d'écoles primaires, le 2^e, à un crédit ext. de 100,000^{fr}, pour subvention au Comité d'organisation des 3^e concours national de tir en 1886. (Assentiment)

général.

À la suite d'observations échangées entre M. M. Girard, Faye, Rocher et le Président, la Commission décide que M. le Ministre des Postes et Télégraphes sera également convoqué demain pour répondre à une question que se propose de lui adresser M. Girard, relativement au décret portant réduction des tarifs télégraphiques au profit des journaux.

M. Faye donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1^o l'annulation de crédits de l'ex. 1884; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits de l'ex. 1885; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits de l'ex. 1886; 4^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices précédents et clos.

Sur le crédit de 40,000^f demandé au ch. 83 (Ministère des finances) pour le personnel de l'administration des Contributions indirectes, (Exercice de la betterave) la Commission approuve les réserves faites par M. le rapporteur.

Une discussion à laquelle prennent part M. M. Charnagueron, Chesnelong, Ed. Millau, et le rapporteur, s'engage sur le crédit du ch. 44^{Bis} (Ministère de l'Instruction pub.) demandé pour bourses accordées aux familles de 7 enfants.

M. M. Charnagueron et le rapporteur rappellent que, lors de la discussion du budget, la majorité de la Commission n'a adopté le principe de ce crédit que parce que le Ministre a déclaré que le chiffre du crédit porté au budget ne serait pas dépassé ou ne le serait que dans une très faible mesure, l'administration ayant toujours le moyen d'empêcher le nombre

de bourses de s'accroître, soit en appré-
ciant plus rigoureusement la situation
de fortune des familles de sept enfants,
soit en élevant le niveau de l'examen
à faire subir aux postulants.

M. Ed. Millard fait observer que
ce qui a surtout voulu le Parlement
en votant ce crédit, c'est venir au
secours des familles nécessiteuses, former
des ouvriers et des laborieux. Or, la plupart
des demandes sont faites pour des bourses
dans des établissements d'enseignement
secondaire.

M. Chesnelong pense que, dans ces
conditions, la seule chose efficace que
puisse faire la Commission, c'est de rejeter
purement et simplement la demande
de crédit supplémentaire.

La Commission, sur la proposition
de M. le rapporteur, décide qu'avant
de statuer, elle entendra demain sur
ce point M. le Ministre de l'Instruction
publique.

Le reste du rapport est adopté.

Sur la proposition de M. le Président,
la Commission décide qu'elle procédera,
dans la séance de demain, à la nomination
du rapporteur général du budget de
l'exercice 1887.

La séance est levée à 2^h 1/4.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

89

Séance du 9 juillet 1886.

Présidence de M. Darnaud.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents : M. M. Barbey, Cazot, Calmon, Cuniot, Bocher, Chenueloz, Darnaud, Forge, Loubet, Merlin, Ed. Millard, Girard.

M. Goblet, Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, assiste à la séance.

M. le Président dit que la Commission décide d'abord d'interroger M. le Ministre sur le crédit supplémentaire de 337,100^f demandé pour création d'écoles primaires.

M. Ed. Millard, rapporteur de la proposition de loi, ajoute que ce qui a surtout surpris la Commission, c'est que ce ne soit pas le Ministre de l'Instruction publique lui-même qui demande à son collègue des finances ce crédit supplémentaire, s'il est véritablement nécessaire.

M. le Président donne lecture à la Commission d'une lettre de M. le Ministre des Finances s'excusant de ne pouvoir venir à la séance de la Commission et déclarant en outre qu'il n'a aucune explication à donner sur le crédit supplémentaire pour création d'écoles primaires, qui a été voté sans son intervention.

M. le Ministre expose qu'un certain nombre d'écoles ou plutôt de classes ont été construites et ne sont pas encore pourvues de maîtres ou de maîtresses. De là, de nombreuses et légitimes réclamations.

de la part des communes. C'est dans cette situation que M. Delmas et plusieurs de ses collègues ont déposé une demande de crédit supplémentaire, pour 1886, s'élevant à 500.000^f. et un amendement sur le budget de 1887 tendant à l'allocation des crédits nécessaires pour pourvoir d'instituteurs les classes construites qui en manquent.

M. le Ministre dit qu'interrogé à cet égard par M. Delmas, il avait bien reconnu la nécessité de la dépense, mais qu'en raison de la situation financière et des sacrifices qu'on lui avait déjà imposés, il n'oserait prendre lui, Ministre, l'initiative d'une demande de crédit supplémentaire. M. Delmas a alors déposé sa proposition, les chefs de service seuls, et non le Ministre, ont été entendus par la Commission du budget qui a pu, grâce aux renseignements fournis par ces derniers, et en donnant satisfaction aux besoins les plus urgents, réduire la demande de crédit de 500.000^f. à 337.500^f. La proposition de loi est venue ensuite en discussion devant la Chambre et a été votée sans que le Ministre de l'Instruction publique ait eu à intervenir.

Il est regrettable que M. le Ministre des finances n'ait pas été consulté, mais il est certain, — et cela ressort de la lettre même dont M. le Président vient de donner lecture — qu'il n'entend faire aucune opposition au vote du crédit.

M. le Président demande à M. le Ministre si parmi les écoles visées par la proposition de loi, il n'en est pas qui soient complètement dépourvues de maîtres.

M. le Ministre répond qu'il y a un certain nombre d'écoles de hameaux qui se trouvent dans ce cas. Il résulte du tableau qu'il a entre les mains qu'il y a actuellement 348 écoles construites et non ouvertes parce qu'elles manquent d'un instituteur et 1050 écoles dans lesquelles une ou plusieurs classes seulement ne sont pas pourvues de maîtres ou de maîtresses.

M. Fays demande à M. le Ministre s'il ne pense pas qu'on puisse réduire le crédit de manière à ne pourvoir de personnel que les écoles déjà construites, mais qui n'ont pu être ouvertes parce qu'elles manquent d'un instituteur.

M. Harbey appelle l'attention de la Commission et de M. le Ministre sur la nécessité qu'il y a, dans certaines communes où la population a augmenté et où il n'existe qu'une école mixte, à pourvoir d'une maîtresse l'école de filles qui y a été construite.

M. le Ministre répond que les réclamations qui lui ont été adressées ont été tout aussi vives de la part des communes possédant des écoles dont les classes étaient incomplètes que de la part de celles qui possédaient une école non encore ouverte par suite de défaut de personnel.

M. le Rapporteur fait observer qu'à la Chambre des Députés, on ne s'est pas seulement préoccupé de ces créations d'écoles, mais qu'on s'est aussi occupé de création d'emplois dans les écoles simplement louées par les communes.

M. le Ministre dit que la situation est absolument la même que les écoles soient construites ou qu'elles soient louées.

M. Focher se demande si les auteurs de la proposition de loi se sont bien rendus compte de la situation financière en demandant ce nouveau crédit. Dans tous les cas, il est véritablement fâcheux de voir l'initiative parlementaire faire voter des crédits supplémentaires.

alors que depuis plusieurs années les budgets sont en déficit, et à l'heure même où le Journal officiel constate une moins-value de plus de 40 millions dans le rendement des impôts.

M. le Ministre répond qu'il est, lui, un ministre dépensier. Il n'a pas demandé cette dépense, qu'il juge nécessaire, mais la commission du Budget, saisie par l'initiative parlementaire, a jugé qu'on pourrait imposer ce petit sacrifice au budget de cette année. Il aurait eu mauvaise grâce à s'opposer à cette résolution, qu'il a acceptée, au contraire, avec reconnaissance.

M. le Président interroge ensuite M. le Ministre sur le crédit de 100.000 frs demandé pour le concours national de tir en 1886.

M. le Ministre dit que ce concours, qui existe depuis plusieurs années, a été d'abord organisé à l'aide de subventions particulières. On s'est ensuite adressé à l'État, et l'année dernière, un crédit de 60.000 frs a été voté à cet effet. On l'a inscrit au budget de l'instruction publique pour ne pas avoir l'air de poursuivre une œuvre militaire. Cette année, l'Union des Sociétés de tir de France ayant décidé que ce concours n'aurait plus lieu que tous les deux ans et alternerait avec le concours national de tir suisse, on demande 100.000 frs pour deux ans au lieu de 60.000 chaque année; il en résultera donc, en somme, une économie de 10.000 frs par an.

M. Faye demande à M. le Ministre quel inconvénient il y aurait à attendre une année.

M. le Ministre répond que le concours doit avoir lieu cette année parce que le concours suisse n'est que pour l'année prochaine.

Interrogé ensuite sur le crédit demandé au chap. 49 bis (projet de loi 877) pour bourses à accorder aux familles de sept enfants, M. le Ministre dit qu'il est d'autant plus à l'aise

93
pour répondre à cette question qu'il a combattu cette disposition qui confère un droit aux familles de sept enfants et que ne pouvant la faire rejeter, il l'a fait au moins limiter par la double condition d'un examen préalable subi par le postulant et de la constatation d'une situation tout à fait nécessitée des familles pouvant réclamer ces bourses.

Le crédit demandé ne concerne pas l'avenir, mais n'est que le résultat du classement fait par la commission qui a examiné les demandes de bourses qui se sont produites. Il n'était pas possible de prévoir le nombre des bourses qui pourraient être accordées parce qu'il n'existe pas de statistique des familles ayant sept enfants. M. Faral les a évaluées à 50.000, il est probable qu'il y en a davantage.

M. Edouard Willaoud fait observer que la plupart des bourses accordées sont des bourses d'enseignement secondaire. Or, la loi a entendu venir au secours des familles pauvres et il est naturel de penser que ces familles feraient beaucoup mieux d'envoyer leurs enfants dans des établissements d'enseignement primaire supérieur, ou dans des écoles professionnelles.

M. le Ministre répond qu'il ne verrait aucun inconvénient à dire que les bourses qui seront données dans l'avenir ne le seront que pour les écoles primaires supérieures ou pour des écoles professionnelles.

M. Curvinot exprime le vœu que M. le Ministre, au point de vue général des bourses, veuille bien adresser à M. M. les présidents de Commissions d'examen une circulaire leur enjoignant d'être plus sévères pour diminuer autant que possible le nombre des candidats.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre qui se retire.

La discussion est reprise sur la proposition de loi tendant à ouvrir un

Crédit supplémentaire de 337,500 frs pour création d'écoles primaires.

M. Faye propose à titre d'amendement de réduire la demande de crédit à la somme nécessaire pour pourvoir d'instituteurs les écoles construites et non encore ouvertes. Cependant il faut savoir ce que l'on fera l'année prochaine, car si, dans le budget de 1887, on ne doit pas voter l'intégralité du crédit demandé, il faut repousser toute demande de crédit pour l'année 1886. Dans le cas contraire, il y aurait avantage, comme l'a dit M. le Ministre, à commencer avec l'année scolaire.

M. Loubet appuie l'amendement et trouve qu'il serait utile de le voter en tout état de cause, ne fût-ce que pour inviter le ministère de l'Instruction publique à faire un travail dont les résultats seront très-utiles à connaître au moment de la discussion du budget. En votant le crédit pour les écoles absolument dépourvues de personnel, on pourrait, en effet, signaler ce fait au Ministre: que, si dans certaines écoles, il y a des classes où il manque un maître, il y a d'autres écoles où il y a des maîtres adjoints inutiles, et qu'on pourrait parfaitement envoyer dans ces écoles incomplètes.

M. Ed. Millaud parle dans le même sens et signale le défaut presque absolu de comptabilité qui existe au ministère de l'Instruction publique.

M. Faye dit que le chiffre de 348 écoles construites mais non ouvertes, représentant à peu près le quart des classes qui manquent d'instituteurs, son amendement consistera à réduire de 337,500 frs à 87 ou 90,000 frs le montant du crédit supplémentaire demandé.

M. Corrad dit qu'il ne veut pas s'opposer à l'adoption de l'amendement de

98

M. Faye, mais qu'il ne peut s'empêcher de constater que la commission fait ainsi un travail qui n'est pas le sien et qui devrait être l'œuvre de l'administration. C'est au Ministre à prévoir dans son budget toutes les nécessités des créations nouvelles consenties par des lois.

L'honorable membre dit qu'en présence de la situation financière actuelle, il aurait voulu voir la commission prendre une résolution virile et refuser tous ces crédits demandés pour des dépenses nouvelles qui ne sont pas d'une absolue nécessité. Ce n'est que quand on est riche qu'on peut faire ainsi des cadeaux.

M. Garbey croit que si la commission adopte l'amendement de M. Faye, elle fera bien de ne pas désigner les écoles auxquelles le crédit doit s'appliquer, car il peut se faire qu'une école même non ouverte dans une localité où il existe des établissements d'enseignement libre, soit moins nécessaire que l'ouverture d'une classe dans une école déjà ouverte, mais qui ne peut suffire aux besoins de la population.

M. le Président fait observer qu'en votant l'amendement tel qu'il est formulé par M. Faye, on reste bien dans l'esprit de la loi qui a déclaré l'instruction obligatoire.

Sur la proposition de M. Clamageran, le rejet de l'amendement de M. Faye est mis aux voix et n'est pas adopté.

L'amendement est ensuite adopté par 7 voix contre 6.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des Postes informant la commission qu'il ne pourra se présenter devant elle qu'à partir de lundi prochain.

Il est ensuite procédé à la nomination du rapporteur général du budget de 1887.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants.

Nombre des votants — 11.

Majorité absolue — 6.
Ont obtenu :

M. M. Edmond Millaud — 10 voix

" Leiard — 1 voix

En conséquence, M. Ed. Millaud ayant réuni la majorité absolue des suffrages est nommé rapporteur général du budget de l'exercice 1886.

M. le Président met ensuite aux voix le crédit de 100.000 frs demandé pour le concours national de tir en 1886.

Le crédit n'est pas adopté.

Le crédit du chapitre 49 bis (bourses à accorder aux familles de sept enfants) est ensuite mis aux voix et n'est pas adopté.

M. Merlin donne lecture de deux rapports sur deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés.

Le 1^{er}, portant répartition d'un fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements.

Le 2^e, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1886, d'un crédit extraordinaire de un million destiné à venir en aide aux cultivateurs victimes de la grêle et de l'orage.

Ces deux rapports sont successivement mis aux voix et adoptés.

La commission, sur la proposition de M. Faye, décide qu'elle entendra mardi M. le Ministre des Travaux publics sur le crédit supplémentaire de 1 million demandé au chapitre 41 (rectification des routes nationales) par le projet de loi, voté par la Chambre des Députés, le 7 juillet dernier, projet de loi dont l'honorable membre est rapporteur.

La séance est levée à 2 heures 1/2.

Le Secrétaire,

Emile Loube

92

Séance du 10 juillet 1886.

Résidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Cazot, Clamageran, Chesnelong, Curmiot, Dauphin, Faye, Lenoël, Loubet, Merlin, Ed. Millaud, Girard.

M. Faye donne lecture de deux passages modifiés de son rapport sur le projet de loi concernant l'annulation et l'ouverture de divers crédits sur les exercices 1884, 1885 et 1886.

Cette nouvelle rédaction, ainsi que l'ensemble du rapport, sont adoptés.

M. Lenoël, après avoir donné des explications sur l'historique et l'économie du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1886, de crédits extraordinaires affectant au service de la rélegation et au service colonial de la Guinée et du Congo, donne lecture de son rapport sur ledit projet de loi.

Le rapport est mis aux voix et adopté.

M. Millaud (Edmond) donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1886, un crédit supplémentaire de 337.500 frs pour création d'écoles primaires.

Le rapport est adopté.

M. Loubet, chargé de rédiger l'avis de la commission des finances sur le projet de loi relatif au rachat du canal de Givors fait l'historique et rappelle les dispositions principales dudit projet de loi. Il conclut à un avis formidable.

M. Clamageran dit qu'il est regrettable

Séance du 12 juillet 1886.

Résidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Calmon, Chesnelong, Clamagran, Curinot, Couin, Dauphin, Lemoil, Loubet, Ed. Millaud, Girard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture des procès-verbaux des deux précédentes séances.

Ces procès-verbaux sont adoptés.

M. Ed. Millaud donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les contributions directes et taxes assimilées de l'exercice 1887.

Le rapport est adopté.

M. Calmon donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 1.250.000 frs en vue de pourvoir à l'acquisition d'hôtels consulaires au Caire et à Alexandrie, ainsi qu'à la création d'un collège français dans la première de ces résidences.

M. Delaporte, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine et des colonies, est entendu sur sa demande et entretient la commission de quatre projets de loi dont elle sera saisie aussitôt qu'ils auront été votés par la Chambre des Députés.

Ces projets de loi ont pour objet:

le 1^{er}, l'ouverture d'un crédit de 600.000 frs pour les frais d'exploitation du chemin de fer de Dakar à St Louis;

le 2^e, l'ouverture d'un crédit de 204,090 frs pour le câble télégraphique sous-marin du Conkin;

le 3^e, l'ouverture d'un crédit de 50.000 frs pour l'introduction de travailleurs aux colonies;

Le 3^e, l'ouverture d'un crédit de 30.000 frs pour l'organisation du protectorat français sur les Comores.

M. le sous-secrétaire d'Etat démontre l'urgence de ces divers crédits et demande à la commission de vouloir bien rapporter ces projets de loi dans le cas où ils seraient déposés en temps utile sur le bureau du Sénat.

M. Clamageran trouve bien dangereux le dernier de ces crédits, car il peut arriver qu'après avoir transporté des travailleurs dans ces contrées lointaines, on soit obligé de les nourrir. Il arrivera alors ce qui est déjà arrivé pour l'Algérie où chaque colon a fini par coûter à l'Etat 4.000 frs, et cela dans un moment où nos finances ne sont pas à beaucoup près aussi prospères qu'elles l'étaient à cette époque.

M. le sous-secrétaire d'Etat répond que ce danger n'est pas à craindre parce que la seule obligation que contracte l'Etat vis-à-vis des travailleurs est de leur accorder le passage gratuit.

M. le sous-secrétaire d'Etat ajoute quelques renseignements confidentiels sur ce que le Gouvernement a l'intention de faire dans les archipels de l'Océanie.

Répondant ensuite à une question de M. Clamageran sur le crédit demandé pour le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, il démontre que le seul objet de cette demande de crédit est d'économiser une somme de 8 à 10.000 frs que l'Etat serait obligé de payer comme intérêts de l'emprunt que la compagnie serait obligée de contracter.

Quelques observations sont encore échangées entre M. M. Clamageran, Lenoël, Ed. Millaud, et M. le sous-secrétaire d'Etat, qui se retire.

La discussion est reprise sur les conclusions du rapport de M. Calmon relatif.

101

à l'acquisition des hôtels consulaires du Caire et d'Alexandrie.

M. Lenoël trouve exorbitant le chiffre de 450.000 frs indiqué pour l'acquisition de l'hôtel du Caire. La commission ne pourrait-elle pas demander quelques renseignements à cet égard?

Après un court échange d'observations entre M. M. Lenoël, Clamageran, et le rapporteur, les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

M. le Président dit qu'avant d'entendre M. le Ministre des postes et des télégraphes sur le décret qui réduit de 50 % les tarifs télégraphiques en faveur des journaux, il croit devoir appeler l'attention de la commission sur l'article 7 de la loi des 28 mai - 1^{er} juin 1873 ainsi conçu:

« Le Ministre de l'Intérieur est autorisé
« à concéder des abonnements à prix réduits aux
« chambres de commerce, aux syndicats des courtiers
« de commerce, sous la condition que les dépêches
« seront immédiatement rendues publiques dans les
« formes déterminées par le Ministre. »

M. le Président donne ensuite lecture de certains passages de l'exposé des motifs de la loi du 6 avril 1878 et conclut en disant que bien que le décret du mois de juin dernier lui semble illégal, il a cru devoir placer ces textes sous les yeux de la commission.

Après un échange d'observations sur le même sujet entre M. M. Girard, Gouin et le Président, la séance est levée à 2 h. 3/4 pour être reprise, s'il y a lieu, lors de l'arrivée de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 13 juillet 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1h. $\frac{1}{4}$.

Sont présents: M. M. Calmon, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Dauphin, Faye, Gouin, Loubet, Ed. Millaud, Esirard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Baihaut, Ministre des travaux publics, est introduit et prend place au bureau.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits de l'exercice 1885;

2^o l'ouverture de crédits de l'exercice 1886;

3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos;

4^o l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés par ordre au budget général.

M. Faye, rapporteur, dit que la seule difficulté qui existe a trait au chap. 41 (Rectification de routes nationales), sur lequel il est demandé par le projet de loi en discussion un crédit supplémentaire de 1 million pour travaux de dérivation de la route nationale qui, sous le nom de rue d'Alsie, traverse une partie de la ville de Marseille. L'orateur, se référant à l'exposé des motifs du projet de loi, textuellement reproduit par le rapport de la Chambre des Députés, fait l'historique de la question et demande à M. le Ministre des explications sur les deux points suivants:

Quelle est la véritable portée des

103
décisions ministérielles des 26 août et 20 g^{bre} 1880?

Comment se fait-il qu'ayant à payer 1.500.000 frs., — et, pour le moment, 1 million, — sur le chap. 41, le ministère des travaux publics ait successivement réduit le crédit de ce chapitre et n'ait pas échelonné les paiements sur un certain nombre d'exercices de manière à ne pas grever l'exercice 1886 d'une somme de 1 million?

M. le Ministre répond que par la décision ministérielle du 20 août 1880, le ministre des travaux publics acceptait les propositions de la municipalité de la ville de Marseille, propositions consistant dans une allocation par l'État à ladite ville d'une subvention fixe de 1.500.000 frs., qui ne serait versée dans la caisse municipale qu'après l'entier achèvement des travaux. Et la lettre ministérielle, la municipalité marseillaise répondit par une délibération en date du 24 g^{bre} 1880 par laquelle elle acceptait les propositions du ministre, mais avec une modification, c'est qu'il lui serait versé un acompte de 1 million lorsqu'elle pourrait justifier d'une dépense excédant 3 millions tant en travaux qu'en acquisition d'immeubles. Cette demande fut accueillie favorablement par le ministre et fit l'objet de la deuxième décision qui porte la date du 10 g^{bre} 1880.

Il ne s'agissait donc pas, comme on le voit de paiements échelonnés; l'État s'engageait à verser une somme de 1 million dans les conditions ci-dessus déterminées. Or, en 1882, la ville aurait déjà pu réclamer ce million, car les dépenses s'élevaient à 3.652.800 frs., mais les travaux ayant été arrêtés par la difficulté relative à l'église St-Martin, l'État ne versa pas un million. Cette difficulté se trouvant aujourd'hui résolue, il n'y a plus aucun motif pour l'État de refuser le paiement du million promis, et la ville de Marseille qui se trouve, en ce moment,

dans une situation financière assez embarrassée et qui a inscrit cette recette dans son budget de 1886, se trouverait en présence d'un déficit qu'elle ne saurait comment combler si ce versement qui lui est dû, était encore retardé.

Répondant ensuite à la deuxième question de l'honorable M. Faye, M. le Ministre ajoute qu'il était impossible de prendre ce million sur le crédit inscrit au budget, le chiffre de ce crédit qui a été, en 1883, de 2 millions; en 1884, de 1.800.000 frs, en 1885 et 1886 de 1 million; en 1887, qui sera de 800.000 frs étant absorbé par des dépenses répondant à d'autres besoins. La seule chose qu'on pourrait reprocher au ministère serait peut-être de ne pas avoir inscrit chaque année un million en plus au crédit du chap. 41, mais à l'heure qu'il est, on se trouve en présence d'une dette de 1 million qu'il faut bien payer, et le Gouvernement n'a pas d'autre moyen de l'acquitter que la demande d'un crédit supplémentaire.

M. le Rapporteur fait observer que puisque déjà en 1882 la dépense de 3 millions était dépassée, on aurait peut-être pu inscrire tous les ans au budget à partir de cette époque une somme déterminée pour couvrir le million que l'Etat s'était engagé à verser. Il faut remarquer, en effet, que le crédit du chap. 41 vise des dépenses utiles mais non indispensables se rattachant à des travaux qui ne doivent être exécutés que dans la mesure des ressources disponibles.

M. le Président demande à M. le Ministre s'il verrait un grand inconvénient à inscrire cette somme de 1 million dans les prévisions du budget de 1887?

M. le Ministre répète que la recette de 1 million a été inscrite par le conseil municipal dans le budget de cette

année, et que l'on se trouve en présence d'une ville dont la situation financière est très-difficile.

M. Chesnelong voudrait que lorsqu'une dépense est connue, elle fut toujours indiquée au moment où l'on fait le budget. De cette manière, en effet, on paraît faire une économie, mais cette économie se traduit plus tard par un crédit supplémentaire. Aujourd'hui c'est le contraire: le crédit supplémentaire vient à l'arance; personne ne niera que ce soit là un procédé financier tout à fait fâcheux.

M. le Ministre répond que l'on n'a pas eu l'intention de faire des économies hypocrites. Cette dépense n'est pas une dépense normale, c'est une dépense exceptionnelle et qui se présente d'une façon inopinée.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre qui se retire.

La discussion est reprise sur le crédit du chapitre 41.

M. Girard fait observer que le budget des travaux publics va être remanié de fond en comble et que l'on trouvera certainement dans le budget de 1887 plus que l'équivalent du million demandé. Comme le versement de cette somme n'est pas d'une urgence absolue, l'honorable membre est d'avis de refuser pour le moment le crédit supplémentaire dont le chiffre pourra figurer dans les dépenses ordinaires de 1887.

M. le rapporteur dit qu'il partage d'autant plus cette manière de voir qu'il n'est pas certain que des conventions de même nature n'existent pas avec d'autres villes.

M. Gouin se rallie également à l'opinion exprimée par M. Girard et dit qu'on obligera ainsi les ministres à ne prendre d'engagements que pour des sommes qu'ils ont à leur disposition.

La commission, consultée par M. le Président, n'adopte pas le crédit de 1 million s'appliquant à la rectification d'une route nationale.

dans la traverse de Marseille et décide de renvoyer
ce crédit au budget de 1887.

La séance est levée à 2 h. $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Emil Louber

Séance du 21 Octobre 1886.

Résidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1 h. $\frac{1}{4}$.

Sont présents: M. M. Barbey, ²Bocher,
Clamageran, Dauphin, Casimir Tournier,
Merlin, Edouard Millaud, Lirard.

M. Peytral, sous-secrétaire d'Etat
au Ministère des Finances, assiste à la séance.

M. Barbey, l'un des secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de la séance
du 13 juillet dernier.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne la parole
à M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. le sous-secrétaire d'Etat
remercie la commission d'avoir bien voulu
l'entendre sur le crédit supplémentaire de
1 million demandé pour faire face à une
partie des dépenses occasionnées par la
rectification de la route nationale n° 5 dans
la traverse de Marseille.

Le procès-verbal dont il vient
d'entendre la lecture, lui ayant appris que déjà
au mois de juillet, M. le Ministre des
travaux publics avait présenté à la commission

107
la plupart des observations qu'il avait l'intention de lui faire lui-même, il n'insistera que sur les points suivants.

Ce n'est pas 3 millions, mais plus de 9 millions que la ville de Marseille avait déjà dépensés en 1884. De ces 9 millions, 6 ont été acquittés au moyen d'un emprunt de pareille somme, les 3 autres ont été prélevés sur les revenus ordinaires. Or, les finances de la ville de Marseille sont à l'heure qu'il est dans une situation tellement troublée que si, 6 millions inscrits au budget de 1886, ne lui étaient pas incessamment versés, la ville se verrait peut-être forcée de suspendre le paiement des coupons de son emprunt.

Il convient d'ajouter que le conseil municipal dans l'ignorance où il était de la décision que rendrait le conseil d'Etat à propos de l'église St-Martin, n'avait pas voulu inscrire la somme de 1 million qui lui était due par l'Etat parmi les recettes prévues de 1886. C'est le Ministre de l'Intérieur qui, au moment où le budget de cet exercice a été soumis à son approbation, a exigé que cette recette de 1 million figurât au budget de l'année courante.

L'orateur rappelle que la décision du Conseil d'Etat fut rendue le 26 janvier 1886 et que ce n'est qu'à ce moment que le Ministre des Travaux publics a dû renoncer au système de sage lenteur qu'il avait adopté jusque là. Il ne lui eût pas été possible, en effet, sans préjuger la décision du Conseil d'Etat, de porter par anticipation le crédit de 1 million au budget de 1886. Cette décision pourrait être contraire à celle qui a été rendue et la sincérité du budget exige qu'on n'y porte que les sommes qu'on est certain de pouvoir payer dans le cours de l'exercice. Pour que la ville de Marseille reçoive le million qui lui est dû par l'Etat, et que le Ministre de l'Intérieur

l'a contrainte à inscrire en recette dans son budget, le Ministre des Travaux publics n'avait d'autre moyen à employer que celui dont il s'est servi, c'est-à-dire la demande d'un crédit supplémentaire.

M. le sous-secrétaire d'Etat demande en conséquence à la commission de revenir sur sa précédente décision, et d'augmenter de 1 million le crédit demandé au chapitre 41.

M. le Président dit que ce qui a surtout préoccupé la commission dans le cas actuel, c'est une question de régularité dans la dépense. Elle a été quelque peu surprise d'apprendre par une demande de crédit supplémentaire se produisant en 1886, l'existence d'une dette de 1.500.000 frs (1 million pour le moment), résultant d'une simple décision ministérielle remontant à l'année 1880. Elle a craint qu'il n'existât d'autres dettes résultant de décisions du même genre et elle s'est dit que lorsqu'un ministre prenait des décisions de cette nature, il était nécessaire que les dépenses résultant de ces décisions figurassent au budget primitif, autrement le contrôle du parlement disparaîtrait tout à fait.

M. le sous-secrétaire d'Etat répond que dans l'espèce si on a réduit à 800.000 frs le crédit du chap. 41, c'est qu'on ne supposait pas que le million dû à la ville de Marseille arriverait à paiement effectif dans le courant de 1886. Il est plus que probable que M. le ministre des travaux publics comme c'était son devoir, a mis la commission des finances au courant de cette situation.

L'orateur tout en reconnaissant la justice des critiques du rapport de la commission en ce qui concerne la gestion financière en général est convaincu que le ministre dans le cas particulier où il s'est trouvé ne pouvait faire autrement que de demander un crédit

supplémentaire. Il pourrait du reste à l'appui de sa conduite invoquer de nombreux précédents.

M. Rocher se demande comment une dépense, prévue d'abord à 3 millions a pu s'élever à 9 millions. La ville de Marseille d'autre part serait-elle donc, si ce qu'a dit M. le sous-secrétaire d'Etat ^{est} rigoureusement vrai, à la veille de faire faillite ?

M. le sous-secrétaire d'Etat répond que la dépense totale n'a jamais été limitée à 3 millions, qu'on a toujours cru qu'elle serait supérieure à cette somme et que si elle s'est élevée à 9 millions, c'est que le jury d'expropriation s'est montré plus large qu'on n'aurait pu l'imaginer. En second lieu, la ville de Marseille espérait faire recette de certaines parcelles de terrain que le litige soulevé à propos de l'église St Martin l'a empêchée de recueillir. Enfin tout le monde sait combien sa prospérité a été atteinte par les différentes épidémies qui sont venues fondre sur elle et qui ont diminué dans des proportions considérables le rendement de l'octroi. Elle a vu aussi ses recettes décroître par suite de la suppression de la taxe sur la farine, telles sont les causes multiples de la mauvaise situation des finances marseillaises. Mais maintenant que la question de l'église St Martin est réglée, et que le nivellement de la rue a eu lieu, elle va pouvoir tirer profit des terrains disponibles dont elle n'a pu jusqu'ici vendre la moindre parcelle et grâce aux administrateurs intelligents et dévoués qui sont à sa tête, elle pourra, il faut l'espérer, se tirer des difficultés momentanées au milieu desquelles elle se débat en ce moment.

M. le Président remercie de ses explications M. le sous-secrétaire d'Etat qui se retire.

M. Girard dit qu'en présence de

la déclaration que vient de faire M. le sous secrétaire d'Etat: que ce serait le Ministre de l'Intérieur qui aurait saisi de la ville de Marseille qu'elle portait en recette dans son budget de 1886, la somme de 1 million qui fait l'objet du crédit supplémentaire actuellement en discussion; il serait nécessaire d'entendre M. le Ministre de l'Intérieur. D'après les explications de ce dernier, la commission verrait si, tout en maintenant ses critiques et en faisant toutes réserves, elle ne pourrait pas accepter le crédit supplémentaire qu'elle aurait voulu voir reporter au budget primitif de 1887.

À la suite d'un court échange d'observations entre M. le Président et M. M. Ed. Millaud, Girard et Casimir Fournier, la commission décide qu'elle entendra M. le Ministre de l'Intérieur lorsque M. Faye, rapporteur du projet de loi, sera de retour.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 26 Octobre 1886.

Présidence de M. Girard, vice-président.

La séance est ouverte à 1 h. 1/2.

Sont présents: M. M. Barbey, Roches, Clamageran, Casimir Fournier, Lenoël Loubet, Magnin, Merlin, Ed. Millaud, Girard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Casimir Fournier donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1.^o l'ouverture et l'annulation de crédits de l'exercice 1885; 2.^o l'ouverture de crédits de l'exercice 1886.

Le rapport est adopté.

M. Casimir Fournier donne lecture d'un second rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant:

- 1.^o ouverture et annulation de crédits à l'exercice 1885;
- 2.^o ouverture de crédits à l'exercice 1886;
- 3.^o ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos.

M. Rocher demande quel est le chiffre initial du chap. 10 (Dépenses matérielles de service des résidences) pour lequel on demande un crédit supplémentaire de 886.000 frs.

M. le Président, après avoir consulté le budget de 1885, répond que le crédit de ce chapitre est de 1.018.000 frs, c'est-à-dire que le crédit supplémentaire actuellement demandé constitue une augmentation de plus de 80 pour 100.

La Commission charge M. le rapporteur de demander à ce sujet un complément d'explications à M. le ministre des affaires étrangères.

M. le Président informe la commission qu'à propos du crédit de 200.000 frs demandé au chap. 24 pour matériel et dépenses diverses du service sanitaire, il a écrit à M. le Ministre du Commerce pour lui demander si, à l'heure actuelle, ce crédit était encore nécessaire. Il n'a pas encore reçu de réponse. Ne courriendrait-il pas, avant de déposer le rapport, d'attendre que M. le Ministre ou M. le Directeur de la comptabilité ait envoyé une note à ce sujet?

M. le rapporteur est de cet avis, les crédits demandés par le projet de loi n'étant pas d'une urgence absolue.

M. le Président appelle l'attention de

la commission sur les travaux de l'hôtel de Chimay, acheté, comme on sait, 1.500.000 frs pour l'agrandissement de l'École des Beaux-Arts. Lorsque le rapporteur du budget des Beaux-Arts aura été nommé, il sera bon que ce dernier reçoive de la commission le mandat d'aller visiter cet hôtel et de s'enquérir de ce qui s'y passe.

M. Clamageran signale, de son côté, à l'attention de la commission les nombreuses erreurs qui se glissent maintenant dans les documents officiels sortant de l'imprimerie nationale.

Après un échange d'observations entre divers membres de la commission, cette dernière décide qu'il sera sursis au dépôt du rapport jusqu'à ce que M. le rapporteur ait reçu des explications sur les points ci-dessus visés.

La séance est levée à 2 h. $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 4 Novembre 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1 heure $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Barbey, Rocher, Faye, C. Fournier, Dauphin, Magnin, Lenoël, Loubet.

M. Sarrien, Ministre de l'Intérieur, assiste à la séance.

Invité à s'expliquer au sujet du million demandé sous forme de crédit supplémentaire pour la rectification de la

112
route nationale n° 8 dans la banlieue de Marseille, M. le Ministre expose que lorsqu'il s'est agi pour lui d'approuver le budget de cette dernière ville, comme il connaissait la situation fâcheuse au point de vue financier où se trouvent en ce moment Marseille et d'autres villes de province, il a refusé de donner son approbation à un budget où l'on avait inscrit des dépenses sans ressources correspondantes. La municipalité marseillaise lui a objecté que son budget était en équilibre parce que l'Etat lui devait une somme de un million aujourd'hui exigible et que le ministre des travaux publics avait pris l'engagement de la lui verser cette année. « Apportez-moi cet engagement », répondit le ministre de l'Intérieur. On le lui a apporté et c'est ainsi qu'il a été amené à approuver le budget de la ville de Marseille sous cette condition expresse que la somme de un million due par l'Etat serait inscrite dans les prévisions de recettes de l'exercice 1886.

M. le Ministre ajoute que si le Parlement refusait de voter le crédit demandé, la ville de Marseille ne pourrait certainement pas, d'ici à la fin de l'année, payer ses fonctionnaires et satisfaire à ses autres engagements.

M. Faye, rapporteur, s'est demandé pourquoi M. le ministre des travaux publics, se trouvant en présence d'une échéance prochaine d'une dette, non pas de 1 million mais de 1.500.000 frs, au lieu d'inscrire à la 2^e section de son budget, chap. 41, la somme de 1 million exigible en 1886, a cru devoir la demander sous la forme d'un crédit supplémentaire. Dans ces conditions, il lui a paru beaucoup plus naturel de renvoyer cette affaire au budget de 1887, en disant au ministre : « majorez les crédits des chap. 41 de manière à pouvoir remplir les promesses administratives que vous avez faites et exécuter tous les travaux de rectification des routes

nationales jugées indispensables. Ces engagements administratifs ayant un caractère en quelque sorte occulte, vous éviterez ainsi l'inconvénient de paraître vouloir supprimer, pour ces dépenses, le contrôle du Parlement. C'est dans cette pensée de bon ordre financier qu'a été rédigé le rapport que l'honorable membre a déposé sur le bureau du Sénat.

M. le Ministre de l'Intérieur répond que c'est là une question de fond qui concerne uniquement le ministre des travaux publics. Il n'avait à s'enquérir, pour sa part, que d'une seule chose, l'engagement de verser un million, cette année, à la ville de Marseille avait-il été réellement pris par le ministre des travaux publics? Comme ministre de l'Intérieur, il n'avait pas à contrôler les actes de son collègue.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre, qui se retire.

M. Faye, explique de nouveau pourquoi, trouvant irrégulier, le procédé employé par M. le Ministre des Travaux publics, il a proposé d'ajourner au budget de 1887 la solution de cette affaire. Cependant, en présence des éléments nouveaux que vient d'apporter M. le Ministre de l'Intérieur, si la commission croit devoir accorder le crédit qu'on lui demande, il n'aura qu'à s'incliner.

M. Bocher rappelle que le Parlement a voté, en 1882, une loi qui affectait une somme de 120 millions aux travaux à exécuter sur les routes nationales, ces travaux devant être exécutés dans l'espace de 10 années. C'était donc une annuité de 12 millions qui devait être inscrite pendant 10 ans au budget. On l'a bien inscrite la première année, puis on a successivement diminué ce crédit, qui est actuellement réduit à 800.000 frs.

115
Or, à ce projet de loi devrait être joint un état indicatif des travaux; il serait intéressant de savoir si cette rectification de la route nationale n° 8 dans la traversée de Marseille s'y trouve comprise.

M. Lenoël dit que dans le cas où ces travaux figureraient dans le tableau, bien que le procédé employé par le ministre soit irrégulier, il serait d'avis néanmoins d'accorder le crédit demandé, car on pourrait considérer l'engagement pris par le ministre comme une sorte d'anticipation sur les crédits accordés en principe par les Chambres.

M. Magnin fait remarquer que l'on n'a pas ouvert de crédits par la loi de 1882, mais qu'on a simplement arrêté un programme de travaux, dont la dépense était évaluée à la somme de 120 millions.

M. Lenoël dit qu'on pourrait toujours consulter le tableau indicatif joint à la loi.

M. C. Fournier répond qu'il n'y a pas de tableau joint au projet de loi, mais qu'il a été communiqué à la commission chargée d'examiner le projet de loi une délibération du conseil supérieur des Ponts et Chaussées, en date du 30 8^{me} 1889, contenant l'indication des travaux à exécuter sur les routes nationales. Le document était imprimé et pourrait, par conséquent, être demandé au ministère.

M. le Président consulte la commission sur la question de savoir si elle entend prendre une décision aujourd'hui même ou si elle est d'avis de la renvoyer à la prochaine séance.

La commission décide que la communication de la délibération du 20 8^{me} 1889 sera demandée au ministère et qu'à la suite seulement de cette communication, elle prendra une résolution définitive.

M. Casimir Fournier donne lecture de son rapport rectifié sur le projet de loi,

adopté par la Chambre des Députés, portant:
1^{re} ouverture et annulation de crédits à l'exercice 1885;
2^{de} ouverture de crédits à l'exercice 1886;
3^{de} ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés
et clos.

Le rapport est adopté.
La séance est levée à 1h. 3/4.

Le Secrétaire,
Emile Loubet

Séance du 11 4^{me} 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1h. 1/2.

Sont présents: M. M. Becker, Cazot, Cuvinois,
Dauphin, Duclerc, Faye, C. Fournier, Guirin,
Lemoël, Magnin, Merlin, Girard.

M. M. Loubet, Cammergan, Calmon,
s'excusent, par lettre, de ne pouvoir assister
à la séance de ce jour.

M. Cuvinois, l'un des Secrétaires, donne
lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président, après avoir rapporté les
précédentes discussions sur le crédit supplémentaire
d'un million demandé pour la rectification de
la route nationale n^o 8 dans la banlieue de
Marseille, demande à la Commission de se
prononcer sur la question de savoir si elle
maintiendra ou non les conclusions du
rapport de M. Faye relatives à cette question.
Le projet de loi dans lequel se trouve compris
ce crédit devant être discuté dans la séance de ce jour.

118
M. Faye dit qu'il s'est procuré, conformément au désir de la commission, le tableau des travaux arrêtés en 1879 par la commission supérieure des ponts et chaussées, qu'il l'a examiné, et qu'au titre des rectifications des routes nationales, il n'a pas trouvé celle pour laquelle le crédit de un million est actuellement demandé.

Après un court échange d'observations entre M. M. Bocher, Gouin et le rapporteur, M. le Président met aux voix les conclusions du rapport.

Les conclusions du rapport sont maintenues.

M. le Rapporteur fait savoir à la commission qu'il a été informé par l'honorable M. Planer qu'un incident serait soulevé par lui au commencement de la séance à propos de certains des crédits supplémentaires demandés par le projet de loi en discussion. M. Planer, se fondant sur ce fait que l'exercice 1885 est clos pour l'ordonnement depuis le 31 juillet 1886 et pour le paiement depuis le 31 août de la même année, a l'intention de soutenir qu'il est de toute impossibilité que le Sénat puisse voter, le 11 juil. 1886, l'ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1885, alors que cet exercice est clos depuis plus de trois mois.

M. le Rapporteur fait d'abord observer qu'aucun reproche ne peut être adressé de ce chef à la commission des finances, le rapport sur les dits crédits ayant été déposé sur le bureau du Sénat le 15 juillet 1886, c'est à dire en temps utile, mais, d'un autre côté, il croit, sauf avis contraire, que la critique de M. Planer est plutôt une critique de forme que de fond.

M. Casimir Fournier dit qu'il se trouve, pour le projet de crédits dont il est rapporteur, dans la même situation que M. Faye, avec cette différence qu'il ne peut, comme lui, invoquer les circonstances atténuantes, car le projet

de loi ne lui a été remis que ces jours derniers et il n'a pu effectuer le dépôt de son rapport que dans l'une des dernières séances.

M. Couder, Directeur général de la comptabilité au ministère des finances, est introduit et prend place au bureau.

Interrogé sur la question soumise en ce moment aux délibérations de la commission, M. le Directeur reconnaît qu'une fois l'exercice clos, il n'est plus possible de mandater ni de payer sur cet exercice. Mais les crédits actuellement demandés sur l'exercice 1885 sont ce qu'on pourrait appeler des crédits de régularisation. Pour une partie de ces crédits, en effet, ce n'est pas un bill d'indemnité qu'on demande, mais la régularisation de faits accomplis dans des conditions normales et régulières. Les autres comportent bien des dépenses qui seront payées effectivement, mais ce paiement ne pourra avoir lieu au titre de l'exercice 1885. Leur ouverture doit cependant être votée par le Parlement avant la fin de l'année pour permettre au ministre ordonnateur de comprendre les dépenses qu'ils comportent parmi les créances restant à payer en fin d'exercice et de les payer effectivement en 1886 ou 1887 au titre des exercices clos et en vertu d'un décret de M. le Président de la République, sauf à faire ratifier plus tard ce paiement par une disposition législative.

M. le Président remercie de ses explications M. le Directeur, qui se retire.

La séance est suspendue à 1 heure $\frac{1}{2}$; elle est reprise à 2 heures $\frac{1}{2}$.

M. Héral, nommé membre de la commission des finances, par le 3^{ème} bureau en remplacement de M. Edouard Willaoud prend place au milieu de ses collègues.

L'ordre du jour appelle la nomination du rapporteur général du budget de l'exercice 1885.

119

en remplacement de M. l'Édouard Millaud nommé ministre
des Travaux publics.

Sur la proposition de M. Faye, M. Loubet est
nommé à l'unanimité rapporteur général du budget
de 1887.

Conformément aux précédents, la commission
répartit ensuite entre ses membres les rapports prépa-
ratoires à faire sur les budgets des différents ministères.

Cette répartition a lieu de la façon suivante:

Ministère des finances — M. Hamaguan

Ministère de la Justice — M. Cazot

Instruction publique et Cultes — M. Merlin

Affaires Étrangères — M. Calmon

Intérieur, Algérie et budgets annexes. —

M. Casimir Fournier.

Postes et Télégraphes — M. Faye

Guerre — M. Guin

Marine et Beaux-Arts. — M. Barbey

Colonies et Invalides de la Marine — M. Laviol

Agriculture et Commerce — M. Stérel

Travaux publics. — M. Curmiot.

La Commission, sur la proposition de
M. le Président, décide ensuite que les membres
de sa sous-commission des finances pourront
se réunir officieusement pour échanger leurs
vues sur les différentes combinaisons financières
proposées pour équilibrer le budget de 1887 et
faciliter ainsi le travail ultérieur de la
commission.

La séance est levée à 9 heures $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 13 g^{bre} 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 3 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Béral, Dauphin, Duclercq, Chesnelong, Faye, C. Fournier, Magnin, Merlin, Lirard.

M. Curmiot donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au ministre de l'Intérieur sur l'exercice 1886 un crédit extraordinaire de 500.000 frs pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 h. $\frac{3}{4}$.

2^eme Séance

Présidence de M. Lirard.

Vice-Président

La séance est ouverte à 4 h. $\frac{3}{4}$.

Sont présents: M. M. Béral, Chesnelong, Cazot, Curmiot, Faye, Magnin, Merlin, Lirard.

M. Curmiot donne lecture de deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés.

Le 1^{er}, ayant pour objet d'ouvrir au Président du Conseil sur l'exercice 1886 un crédit extraordinaire de 10.000 frs pour les funérailles de M. Paul Bert, Député, membre de l'Institut, résident général de la République en Annam et au Tonkin.

Le 2^e, relatif à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. Paul Bert.

M. Chesnelong dit qu'il ne peut

121

avoir la prétention de changer l'opinion de la commission sur ces deux projets de loi et qu'il se contente de faire ses réserves sur le vote qui va être émis. Le second surtout de ces projets constitue à ses yeux un très-mauvais précédent.

Les deux rapports sont successivement mis aux voix et adoptés.

La séance est levée à 8 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 18 g^{de} 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Barbey, Bérail, Faye, C. Fournier, Curmiot, Chesnelong, Duclerc, Dauphin, Gorun, Lenoël, Magnan, Girard, Loubet.

M. Granet, ministre des Postes et Télégraphes, assiste à la séance.

M. le Président informe la commission que M. le Ministre des Postes a demandé à être entendu sur le projet de loi que vient d'adopter la Chambre des Députés et qui a pour objet l'acquisition d'un hôtel pour la Caisse nationale d'épargne postale.

M. le Ministre des Postes, après avoir démontré la nécessité de l'installation dans un nouveau local du service de la caisse d'épargne postale, provisoirement installée dans les bâtiments du ministère des postes, démontre en même temps que la somme de 800.000 frs, demandée par le projet

de loi, pour l'acquisition et l'aménagement de l'hôtel que l'administration a en vue ne constitue pas une demande de crédit proprement dite, mais plutôt une autorisation de dépenses, jusqu'à concurrence de 800.000 frs, les excédents des recettes de la dite caisse.

De plus, comme l'adjudication de cet hôtel, situé rue Vanneau, doit avoir lieu le 20 de ce mois, il est urgent que le projet de loi soit adopté par le Sénat antérieurement à cette date, de façon à permettre à l'administration de se présenter à cette adjudication.

En conséquence, M. le ministre demande à la commission de vouloir bien déposer son rapport dans la séance de ce jour, en demandant au Sénat de le discuter immédiatement, pour que le projet de loi soit voté avant le 20 Novembre.

M. le Ministre des Postes se retire.

M. Delaporte, sous-secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies, est introduit et prend place au bureau.

M. le sous-secrétaire d'Etat dit qu'il a jugé utile de venir donner à la commission des renseignements complémentaires sur les divers projets de loi qu'il a récemment déposés, au nom de M. le ministre de la Marine, sur le bureau du Sénat.

En ce qui concerne le projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1886, d'un crédit de 30.000 frs au ministère de la marine et des Colonies pour l'organisation du protectorat français sur les Comores, M. le sous-secrétaire d'Etat expose qu'aucun crédit ne pourrait être inscrit pour cet objet au budget de 1886, puisque les traités passés avec le sultan de l'île d'Anjouan et avec les divers chefs de l'île Mohéli sont des 6, 21 et 26 janvier 1886. Pour notifier dans le plus bref délai possible ces traités aux puissances, notamment à l'Angleterre et à l'Allemagne, le

119

Gouvernement a fait approuver par un décret du 24 juin 1886, notifié le 1^{er} juillet suivant, aux puissances signataires du traité de Berlin. Comme, à ce moment, il a paru nécessaire d'augmenter le traitement du commandant de Mayotte et d'entretenir aux Comores certains agents, pour le maintien et le développement de notre influence, le Gouvernement a dû présenter le projet de loi actuellement en discussion, lequel, voté, au mois de juillet, par la Chambre des Députés, n'a pu l'être par le Sénat par suite de la séparation du Parlement.

L'orateur s'applique ensuite à justifier les divers crédits de détail mentionnés dans l'exposé des motifs et s'élève ensemble au chiffre de 30.000 frs. Il demande ensuite à la commission de vouloir bien adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés.

M. Lemoël croit devoir soumettre à la commission un scrupule qui lui est venu sur la question de savoir si un protectorat pourrait être établi par un simple décret. L'honorable membre s'est demandé si en demandant des fonds, au titre du service colonial, pour envoyer, par exemple, des instituteurs dans les Comores, le Gouvernement ne viole pas l'art. 8 de la loi constitutionnelle de 1875, qui dit que « nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi ».

M. le sous-secrétaire d'Etat répond que le Gouvernement d'abord n'a fait que suivre une pratique constante. une foule de protectorats, notamment ceux de la côte occidentale d'Afrique, n'ont pas été établis autrement et il y aurait un grave inconvénient à mettre en doute le droit du Gouvernement à cet égard, et qu'en second lieu, qu'il ne faut pas confondre protectorat avec annexion. Or, dans le cas particulier des îles Comores, il n'est nullement

question d'annexion, les traités passés avec les sultans ne contiennent aucune clause de ce genre; et si plus tard, le protectorat de la France sur ces îles devait se transformer en annexion, il n'est pas douteux que l'intervention du pouvoir législatif deviendrait indispensable. Mais le Gouvernement a parfaitement eu le droit de procéder comme il l'a fait, car il fallait agir rapidement pour couper court aux revendications de la société allemande et d'un créancier du sultan d'Anjouan.

M. le sous-secrétaire d'Etat examine ensuite le projet de loi portant ouverture au ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1881, d'un crédit de 50.000 frs pour l'introduction de travailleurs aux colonies. L'orateur entre dans de grands détails à cet égard et démontre que le but secret du projet de loi est d'aider la société de colonisation à empêcher que les Nouvelles Hébrides deviennent la proie d'un autre gouvernement que la France.

Enfin M. le sous-secrétaire d'Etat rappelle à la commission le projet de loi relatif au chemin de fer de Dakar à St-Louis, pour lequel il y a moins d'urgence maintenant qu'on a payé les intérêts, mais qu'il conviendrait cependant de voter avant la fin de l'année.

M. le sous-secrétaire d'Etat se retire.

M. Faye donne lecture du rapport sur le projet de loi relatif à la nouvelle installation de la Caisse d'épargne postale.

Le rapport est adopté.

M. Benoît donne lecture des trois rapports sur les trois projets de loi suivants, portant ouverture:

Le 1^{er}, d'un crédit supplémentaire de 204.000 frs pour le cable télégraphique sous-marin du Confin;

Le 2^e, d'un crédit de 50.000 frs pour l'introduction de travailleurs aux colonies;

Le 3^e, d'un crédit de 30.000 frs pour

L'organisation du protectorat français sur les Comores.

Les trois rapports sont successivement mis aux voix et adoptés.

M. Casimir Fournier rappelle à la commission que le projet de crédits dont il est rapporteur, et qui doit figurer à l'ordre du jour d'une des prochaines séances du Sénat, se trouve exactement dans les mêmes conditions que celui qui a provoqué dernièrement les critiques de M. Glaser et les explications de M. Faye.

L'honorable membre se propose, si la commission s'y autorise, de répondre par les mêmes explications, en faisant remarquer que l'adoption du projet de loi ne saurait, en aucun cas, constituer un précédent, et donne lecture d'une note qu'il a cru devoir insérer à cet égard dans le rapport.

Cette nouvelle rédaction est approuvée par la commission.

La séance est levée à 2 heures 1/2.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 30 g^{te} 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Barbey, Béal, Bocher, Cazot, Chesnelong, Cuniot, Dauphin, Duclerc, C. Fournier, Gouin, Lemoël, Loubet, Magnin.

M. Barbey, l'un des secrétaires, donne

lecture des procès-verbaux des quatre dernières séances.

Ces procès-verbaux sont successivement mis aux voix et adoptés.

M. Géraud fait savoir à la commission que, par suite d'une entente intervenue entre lui et M. Barbey, ce dernier s'est chargé du rapport sur le budget du commerce, précédemment confié à M. Barbey.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget du ministère de la justice.

M. Cazot, rapporteur, bien que son travail soit encore incomplet donne lecture des parties de son rapport relatives aux crédits qui ont donné lieu à une discussion devant la Chambre des Députés.

À la suite d'observations échangées entre M. M. Bocher, Gouin, Lenoël, le Président, le rapporteur et d'autres membres de la Commission, cette dernière décide de réserver sa décision sur le budget de la justice jusqu'à ce que M. le Garde des Sceaux lui ait fourni des explications sur les points suivants:

Personnel du Conseil d'Etat, des Cours d'appel et des Tribunaux de première instance (Chap. 3, 4 et 9);

Réductions pour vacances d'emplois.

Est-il vrai, comme l'affirme M. Laguerre, dans son rapport, que les économies faites de ce chef ne tombent jamais en annulation et soient employées, — au moins pour le personnel du Conseil d'Etat — à grossir, sous forme de gratifications, les traitements de certains employés?

Frais de justice criminelle en France, en Algérie et en Tunisie. L'administration, mieux informée pourra peut-être donner à la commission les éclaircissements que M. le Commissaire du Gouvernement n'a pu

128

fournir à la Chambre des Députés.

L'examen du budget du ministère des Affaires étrangères est ajourné jusqu'au moment où le rapporteur, M. Palmon, pourra prendre part aux séances de la commission.

Sur la proposition de M. le Président, la commission décide ensuite de commencer l'examen de certaines questions du budget du ministère des finances (Diminution du personnel administratif, Réduction du taux d'intérêt des dépôts des Caisses d'épargne, question des Trésoriers payeurs généraux et des receveurs particuliers etc) sur lesquelles la Chambre a pris déjà des décisions, et d'interroger sur ces différents points M. le Ministre des Finances.

La prochaine séance est fixée à demain 2 h. $\frac{1}{2}$ pour entendre M. le Garde des sceaux, ministre de la Justice d'abord, et ensuite M. le Ministre des finances.

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire,

Paul Loubet

Séance du 1^{er} Décembre 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 2 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Barbey, Béral, Bocher, Cazot, Chesnelong, Curriot, Dauphin, Duclerc, Fays, Casimir Fournier, Gorin, Lenoël, Loubet, Magnin, Cirard.

M. Curriot, l'un des secrétaires,

donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Sadi-Carnot, ministre des finances, est introduit et prend place au bureau.

M. le Président expose que, pour hâter ses travaux, la Commission a résolu d'examiner officieusement les budgets des divers ministères, au fur et à mesure de leur vote par la Chambre des Députés; il remercie M. le Ministre de vouloir bien fournir à la commission des explications sur les divers points de son budget sur lesquels la Chambre a définitivement statué et qui vont lui être signalés par M. Faye, chargé du rapport sommaire sur le budget du ministère des finances.

M. le Ministre répond que la commission des finances a, suivant lui, en sa qualité de commission permanente, le droit d'examiner, à son heure, et quand bon lui semble, les différents chapitres du budget; qu'il lui fait le plus grand gré de chercher à regagner le temps perdu, sans qu'il y ait de la faute du Gouvernement, et qu'il se met entièrement à sa disposition.

M. Faye dit qu'il laisse de côté les chap. 4 et 5, le premier implicitement, le second expressément réservé par la Chambre des Députés.

Passant tout de suite au chap. 14 (annuités aux départements et aux communes pour remboursement d'une partie des contributions extraordinaires et réparation des dommages résultant de la guerre), M. le rapporteur demande à M. le Ministre ce qu'il pense de la proposition de M. le baron de Soubeyran demandant la conversion de ces annuités, pour lesquelles l'État sert un intérêt de 5%, en 4 1/2 %, de manière

129

à réaliser sur les chapitres 14, 15 et 16, une économie de 8 millions.

M. le Ministre répond que la question de savoir si l'on peut faire la conversion d'obligations contractées à terme a été dépeçée au Conseil d'Etat et n'est pas encore résolue. Cette conversion ne pourrait donc pas être escomptée au budget de 1887.

M. le Ministre ajoute qu'il poursuit l'étude de cette question et que si elle est résolue on temps utile, c'est-à-dire avant le vote définitif du budget, il s'empressera de porter cette solution à la connaissance du Sénat.

M. Faure examine ensuite le chapitre (Intérêts de la dette flottante du Trésor) et rappelle les décisions de la Chambre des Députés à cet égard.

L'adoption de l'art. 63 de la loi de finances aura comme conséquence :

1^o une économie de 1.200.000 frs résultant de la réduction à 3.25 et à 3 % de l'intérêt bonifié par la Caisse des Dépôts et Consignations aux caisses d'épargne ordinaires et à la caisse d'épargne postale, économie dont profitera le chap. 20;

2^o une deuxième économie de 17 millions environ provenant de la réduction à 3.25 et 2.75 % du taux de l'intérêt servi aux déposants des mêmes caisses, économie qui doit être inscrite au titre de : Recettes diverses du budget.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre ce qu'il pense de ces diverses économies.

M. le Ministre répond que le Gouvernement, après avoir proposé de réduire à 3,50 seulement le taux de l'intérêt bonifié par la caisse des Dépôts et Consignations aux

caisses d'épargne s'est rallié volontiers au taux de 3.25 indiqué par le conseil de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations et réclamé par une sorte de mouvement de l'opinion publique.

Il accepte donc cette première économie de 1.200.000 frs.

Quant à la seconde, il ne peut s'engager d'une manière complète, mais il croit pouvoir dire dès à présent qu'il en est aussi partisan. Il pense toutefois que dans le retour de cette somme de 17 millions au Trésor, il serait sage de ne tenir compte que des intérêts mêmes et de laisser les primes à la Caisse des dépôts et consignations, qui pourrait ainsi grossir sa réserve d'une somme d'environ 3 millions.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre s'il ne croit pas que cet abaissement du taux de l'intérêt soit de nature à amener des retraits.

M. le Ministre ne prévoit pas de retraits de la part de la grande majorité des déposants, c'est à dire de ceux qui apportent leurs économies pour épargne; il s'en produira peut-être de la part de ceux qui ne versent des fonds à la caisse d'épargne que dans un but de spéculation, mais ces retraits représentent un chiffre insignifiant.

M. le Président demande à M. le Ministre s'il n'est pas préoccupé des protestations qui arrivent de tous les coins de la France.

M. le Ministre répond que les caisses d'épargne résistent comme on résiste toujours à un impôt nouveau, mais que cela n'empêchera personne de déposer.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre s'il accepte la réduction d'un million sur le chap. 20 résultant de

131
l'adoption par la Chambre des Députés de l'amendement de M. de Soubeyran demandant l'abaissement du taux de l'intérêt alloué aux comptes-courants des trésoriers payeurs généraux.

M. le Ministre explique comment il a été amené, en fin de compte, à accepter le chiffre de 22.800.000 frs voté par la Chambre par le chapitre 20. Il réservera ses comptes autant que possible, et cette somme, — il l'espère du moins, — pourra suffire aux intérêts de la dette flottante. Cependant si en fin d'exercice il manquait au Gouvernement 1 ou 500.000 frs, il serait bien obligé de les demander au Parlement.

En ce qui concerne la réduction de l'intérêt des avances des trésoriers payeurs généraux, M. le Ministre dit que cette question a déjà préoccupé le Gouvernement qu'il y a certainement des modifications à apporter au régime de ces fonctionnaires, notamment en ce qui concerne la complication extrême de leur comptabilité, mais que c'est, à son avis, par voie administrative que devra être accomplie cette réforme dont il a déjà du reste, indiqué les bases et qui diminuera en même temps les bénéfices et les charges des trésoriers payeurs généraux.

M. Casimir Fournier fait observer que ce qui doit surtout préoccuper le Gouvernement dans cette question, c'est la solidité de l'organisation qui permet la recette des impôts. En réduisant l'intérêt des avances des trésoriers payeurs généraux, ne doit-on pas craindre d'affaiblir cette organisation en diminuant la solvabilité de ces fonctionnaires?

M. le ministre dit que la garantie que présentent les trésoriers payeurs généraux

consiste surtout dans la valeur morale et la fortune particulière des personnes que choisit le Gouvernement.

M. Rocher s'associe aux observations que vient de présenter M. Casimir Fournier et demande à M. le Ministre quel est le nombre des déficits constatés depuis un an ou deux dans les recettes générales et particulières.

M. le Ministre répond que depuis qu'il est aux affaires, il n'a constaté de déficits que dans les perceptions, mais qu'il n'y en a pas eu un seul dans le personnel des recettes générales.

M. Girard fait remarquer que le chiffre des intérêts de la dette flottante, chapitre 20, s'élève bien à 22,800,000 frs, mais que la dépense prévue, ainsi que l'explique M. Dreyfus dans son rapport, est en réalité de 32,212,000 frs parce qu'une somme de 7,650,000 frs (intérêts dus au Trésor) vient s'ajouter à ces 22,800,000 frs. L'honorable membre demande à M. le Ministre si, indépendamment de cette somme de 7,650,000 frs, il n'y aurait pas lieu de tenir compte du remboursement en capital fait par les départements et les communes pour les avances faites par l'Etat pour la caisse des chemins vicinaux et la caisse des écoles. La somme totale due de ce chef au trésor est de 770 millions remboursables en trente ans, et il doit être remboursé cette année une somme dont l'orateur ignore le chiffre, mais qui pourrait venir aussi en atténuation de la dette flottante, puisque le trésor a été remboursé, d'une part, par l'emprunt de 900 millions et que, d'autre part, il n'a plus rien à avancer à ces deux caisses qui ont pesé d'un poids si lourd sur nos finances.

M. le Ministre répond que la somme dont parle M. Girard et qui, pour

l'année, s'élève à 17 millions environ, vient en atténuation des découverts du Trésor. On n'en pourrait, dans tous les cas, porter que les intérêts au chapitre 20, ce qui serait peu de chose, mais elle ne figure nulle part, elle ne figure que dans les écritures et diminue d'autant les découverts du Trésor. Sur cette passation d'écritures, M. le Ministre est prêt à donner à la commission tous les renseignements qu'elle voudra bien lui demander.

À la suite d'un échange d'observations sur le même sujet entre M. M. Girard (Chenelay), et Faye, la discussion est close sur le chap. 20. M. le rapporteur rappelle ce qui s'est passé à la Chambre des Députés quand est venue la discussion du chap. 27 (Pensions militaires de la marine) et demande à M. le Ministre si on a pu obtenir du ministère de la marine l'état des pensions à payer pour 1887, et si le chiffre de 24, 480, 000 frs répond bien à la charge qui s'impose de ce chef à ce département ministériel.

M. le Ministre répond qu'il y a d'abord à trancher, à ce sujet, une question de fond: le ministre de la marine avait-il, oui ou non, le droit de modifier la limite d'âge et de mettre à la retraite un certain nombre de fonctionnaires? S'il avait ce droit, le crédit voté par la Chambre des Députés est insuffisant, et si ce chiffre était maintenu par le Sénat, le Gouvernement serait bien forcé de demander au Parlement, sous forme de crédit supplémentaire, la somme nécessaire pour payer les pensions.

M. le Président fait observer qu'il est peu probable que M. le Ministre de la Marine abandonne sa théorie.

M. le rapporteur insiste sur la nécessité d'obtenir de ce dernier une note catégorique à cet égard. Quel est le chiffre exact du crédit dont il a besoin pour payer, en 1887, les

pensions militaires de la marine ?

Après un échange d'observations entre M. M. Faye, le Président, Barbey, et sur la proposition de ce dernier, la commission décide qu'elle invitera M. le ministre de la marine et son Directeur de la comptabilité à venir lui donner des explications sur ce point.

M. le Rapporteur aborde ensuite le chap. 45 (Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale,) rappelle les votes de la Chambre à ce sujet et demande à M. le Ministre s'il accepte ces suppressions.

M. le Ministre répond que constitutionnellement il sera obligé de saisir le Sénat d'un tableau conforme aux décisions de la Chambre, mais qu'il demandera en même temps à la haute assemblée de vouloir bien modifier le chiffre du chapitre 45, parce que l'administration centrale est impossible dans les conditions où le vote de la Chambre vient de la placer.

Sur l'invitation de M. le rapporteur, M. le ministre entre, à ce sujet, dans les détails suivants:

Le chapitre 45 se compose de cinq articles. Les deux premiers (Traitement du ministre et du sous-secrétaire d'Etat) n'ont pas été touchés. Sur le 3^{ème} (service des bureaux), M. le Ministre avait consenti une réduction de 134,000 frs; sur le 4^{ème} (agents du matériel) une réduction de 10,000 frs et sur le 5^{ème} (salaires des auxiliaires et travaux extraordinaires) une réduction de 23,000 frs; ce qui faisait, en somme, une réduction de 167,000 frs sur le chapitre entier, la plus forte qui ait jamais été faite à aucune époque. M. le Ministre était donc allé jusqu'aux dernières limites.

Passant ensuite en revue chacun des articles dont il vient de parler, l'orateur,

135
à propos de l'article 3, dit qu'il s'est adressé au
conseil d'Etat pour remanier par voie de règlement
d'administration publique le cadre du personnel
des agents titularisés et qu'il a ainsi obtenu une
réduction considérable puisqu'elle s'est élevée à
134,000 frs; il a, de cette façon, agi conformément
à la loi de finances de 1882, et il ne pense pas
que des modifications de ce genre puissent être
faites autrement que par voie administrative.
La Chambre des Députés a cru pouvoir s'immiscer
dans l'administration intérieure du ministère
et elle est allée bien au delà du décret du 20
g^{de} dernier. Si l'on exécutait sa décision, il
faudrait mettre à la retraite un certain nombre
d'employés par voie de suppression d'emplois
et les services seraient complètement désorganisés.
Le personnel ainsi réduit serait de beaucoup
inférieur à celui qui existait il y a quarante ans.

En ce qui concerne l'art. 4 (agents
du matériel) le vote de la Chambre amènerait
le ministre à réduire de 24 % le personnel de
ces agents, ce qui supprimerait 40 agents qui
devraient être renvoyés par voie de suppression
d'emploi. Le service, de cette façon, serait
rendu presque impossible.

Quant à l'art. 5, la suppression
votée par la Chambre est la plus grave de
toutes, elle ne tendrait à rien moins qu'à la
suppression complète du service des auxiliaires
et rendrait absolument impossible le service
le plus important du ministère des finances.
Ce service, en effet, occupe 115 commis titulaires,
119 auxiliaires et 19 ouvriers qui font des séances
extraordinaires le soir, à raison de 1 fr l'heure,
et des séances régulières de 2 heures par jour.
Le rejet du crédit affecté aux agents non
commissionnés entraînerait le départ immédiat
de 94 commis titulaires, des 119 auxiliaires et de
9 ouvriers. Si l'on chiffre le nombre d'heures

de ces employés, on arrive à un total de 496,000 heures. En les répartissant sur tous les titulaires du ministère, auxquels on demanderait un surcroît de travail, on aurait encore un retard de 174,000 heures par an. Il est donc absolument impossible de se passer du travail des auxiliaires; autrement on se trouverait en présence de retards accumulés, qui iraient toujours en augmentant et rendraient bientôt impraticables toutes les opérations du ministère et notamment celles du transfert.

M. le ministre entre dans tous les détails de ce service, démontre qu'il est fait de la manière la plus économique possible et que la suppression du crédit des auxiliaires amènerait sa désorganisation absolue.

M. le Président demande à M. le Ministre si c'est le chiffre total du crédit qu'il faut rétablir.

M. le ministre répond que l'on pourra peut-être, dans le cours de l'année, modifier certains rouages, supprimer un ou deux guichets, mais qu'il serait imprudent de prendre, en ce moment, l'engagement de faire face à ce service avec un crédit plus restreint.

M. le Président demande à M. le Ministre s'il accepte la réduction faite sur le chapitre du matériel.

M. le ministre répond que non, qu'il y a là deux chapitres, les chap. 49 et 50 sur lesquels il est en désaccord avec la Chambre.

En ce qui concerne le chapitre 49, le crédit de ce chapitre qui était, en 1883, de 887,000 fr. a été porté, pour 1887, au chiffre de 667,000 fr., en réduction de 120,000 fr. sur le chiffre du précédent exercice; et c'est sur ce crédit de 667,000 fr. qu'on veut encore arriver à une réduction de 165,000 fr.; c'est mettre le service du matériel

138
dans l'impossibilité absolue de fonctionner.

Le crédit du chap. 50 (Impressions) était de 2.300.000 frs, en réduction de 219.000 frs sur le crédit de 1885; il était impossible d'aller plus loin. La Chambre des Députés cependant a encore réduit ce chiffre sous prétexte qu'il fallait tenir compte de la réduction de l'intérêt sur le papier, mais le Gouvernement en avait parfaitement tenu compte et il ne saurait accepter cette réduction du crédit.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre s'il accepte la réduction de 800.000 frs sur le chap. 54 (Commissions aux trésoriers payeurs généraux.)

M. le Ministre répond qu'il ne l'a pas combattue devant la Chambre et qu'il ne peut pas la combattre devant le Sénat.

M. le Président remercie de ses explications M. le ministre, qui se retire.

La séance est levée à 5 h. 3/4.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 8 Décembre 1886.

Présidence de M. Dauphin.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents, M. M. Barbey, Bocher, Géral, Chesnelong, Curinot, Dauphin, Duclerc, Casimir Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Merlin, Girard, Faye.

M. Loubet, l'un des secrétaires,

donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Lenoël donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de la marine et des colonies d'un crédit supplémentaire de 600.000 frs pour les frais d'exploitation et de contrôle du chemin de fer de Dakar à St. Louis.

M. M. Faye et Guirard font remarquer que l'art. 1^{er}, qui ouvre le crédit sur l'exercice 1885, va soulever la même critique que celle qu'a faite récemment M. Planié à des projets de loi libellés de la même façon. Régulièrement l'art. 1^{er} devrait dire : "sur l'exercice 1886, au titre de l'exercice clos de 1885."

Sans faire d'objections sur le fond, la commission invite M. le rapporteur à s'entendre avec M. le Directeur général de la comptabilité au ministère des finances pour rectifier, dans le sens qui vient d'être indiqué, la formule de l'art. 1^{er} du projet de loi en discussion.

A ce moment, une délégation du Congrès des Caisses d'Épargne est introduite dans la salle où siège la commission et prend part à la séance.

Cette délégation est composée de M. M. :
Gustave Goullin, vice-président de la caisse d'épargne de Nantes, Président de la commission d'exécution du Congrès ;

Eugène Mostand, président de la caisse d'épargne des Bouches du Rhône, vice-président de la commission d'exécution du Congrès ;

Laurent, Directeur du Journal des Caisses d'épargne, secrétaire du Congrès ;

Bellet de Varenne, vice-président de la caisse d'épargne de Brest ;

Coupris, administrateur de la caisse de Villefranche (Rhône) ;

139

Vipereau, Directeur de la caisse d'épargne
du Harre;

Marteneau, administrateur de la caisse
d'épargne d'Orléans;

Chepié, vice-Président de la caisse
d'épargne de la Croix-Rousse (Lyon);

Ces six derniers membres du Congrès.

M. le Président dit qu'il est prêt à
donner la parole aux membres de la délégation
qui ont des observations à présenter, mais il leur
fait observer qu'ils auront à les borner au point
unique dont la commission des finances et le
Sénat seront saisis, à savoir: la réduction du
taux d'intérêt des fonds des caisses d'épargne.

M. Goullin signale d'abord
l'émotion que produisit dans le personnel des
caisses d'épargne et dans le public le dépôt
du projet de loi du mois de juillet dernier,
mais il ne croit pas devoir entrer dans
l'examen des dispositions et des réformes qu'il
contient; il se contentera d'appeler l'attention
de la commission sur le dernier vote de
la Chambre des Députés, qui a réduit à 3.25%
le taux de l'intérêt des fonds des Caisses d'épargne.
Déjà le Congrès avait trouvé excessive la
réduction à 3.50% proposée par le projet de
loi; le taux de 3.25, adopté par la Chambre,
lui semble fâcheux sous tous les rapports. La
Chambre des Députés, du reste, pourrait-elle,
par le vote d'une loi de finances, préjuger
la solution de questions que la discussion du
projet de loi spécial, déposé par le ministre
des finances, était seule appelée à résoudre?

L'orateur admet que le Gouvernement
ne doit pas prélever sur la masse des con-
tribuables un impôt pour en faire bénéficier
les déposants des caisses d'épargne, mais il
considère, d'un autre côté, que l'Etat ne
devrait pas chercher à réaliser des bénéfices sur

l'épargne des classes laborieuses. Les sommes que rapporte à la Caisse des Dépôts et Consignations le placement des fonds qu'elle reçoit des caisses d'épargne, doivent être attribuées à ces dernières, sous la forme d'une réserve destinée à parer à toutes les éventualités et non pas être portées directement au trésor, comme l'a décidé en principe la Chambre des Députés, puisqu'elle a admis qu'il y avait là une provision de 17 millions qui pourrait être portée au budget des recettes du prochain exercice.

L'orateur espère que si la Chambre des Députés consacre par son vote cette manière de procéder, le Sénat ne s'associera pas à ce vote et pourra faire ainsi revenir la Chambre sur sa décision.

Maintenant la différence entre les arrérages à servir aux déposants et l'intérêt résultant du placement des fonds des caisses d'épargne (surtout si le taux de l'intérêt est réduit à 3.25%) est énorme et il n'est pas nécessaire que la caisse d'épargne soit aussi considérable. En portant à 3.75% le taux de l'intérêt à servir aux déposants, on arriverait encore à augmenter le fonds de réserve d'une somme annuelle de 5 à 6 millions; c'est pour ce motif que la commission d'exécution du Congrès a chargé son Président de demander à la commission des finances de vouloir bien proposer au Sénat de fixer à 3.75% le taux de l'intérêt à servir aux caisses d'épargne par la Caisse des dépôts et consignations.

M. Coupric demande la permission de répondre en quelques mots aux trois griefs principaux qui ont été articulés contre la situation actuelle des caisses d'épargne.

En premier lieu, on a critiqué la différence que semblait donner l'Etat à sa signature, suivant qu'il avait affaire aux

caisses d'épargne ordinaires ou à la caisse d'épargne postale. Cette différence cependant se justifie par ces deux ordres de considérations: 1^o la création des caisses d'épargne ordinaires remonte à l'année 1818; celle de la caisse d'épargne postale à 1881. Nous savons qu'en dehors des 1,500,000 frs couverts en 3% perpétuel ou amortissable, on a pu, à différentes époques, acheter, pour les premières, des rentes à un taux très-rémunérateur, ce qu'on n'a pu faire pour la seconde, c'est-à-dire pour la caisse d'épargne postale; 2^o il existe, au point de vue des frais d'administration, une différence considérable entre les caisses d'épargne ordinaires et la caisse d'épargne postale, l'administration des postes et des télégraphes pouvant imposer, sans grand surcroît de dépense, un travail supplémentaire à ses nombreux employés.

On prétend, en second lieu, que l'Etat sert aux caisses d'épargne un intérêt trop considérable et qui n'est plus en rapport avec le taux actuel de l'argent; mais il faut se placer au moment où les fonds des caisses d'épargne ont été employés, et, bien qu'on ne puisse prétendre que les rentes des caisses d'épargne soient leur propriété, si ces rentes produisent aujourd'hui un intérêt considérable, on ne peut faire à ces dernières un grief d'en recevoir le montant. En demandant que le taux d'intérêt des fonds des caisses d'épargne versés à la caisse des Dépôts et consignations soit fixé à 3 7/8 %, on ne demande en somme, à l'Etat que ce que lui rapportent les rentes achetées avec ces fonds et l'on arrive à pouvoir ainsi grossir le fond de réserve de 5 à 6 millions par an.

Enfin, troisième grief, on trouve que le chiffre des fonds des caisses d'épargne ordinaires, qui s'élève actuellement à 2 milliards et demi est beaucoup trop considérable et qu'il faut

ouvrir à l'épargne de nouvelles voies. Tout le monde est d'accord sur ce point, mais ce n'est point par une disposition de la loi de finances que le Parlement peut avoir la prétention de résoudre une aussi grave question. Ces voies nouvelles dont on parle ne peuvent être ainsi trouvées du jour au lendemain, et il serait de la plus élémentaire prudence d'attendre, pour chercher la solution de ces problèmes, la discussion de la loi d'ensemble qui a été présentée par M. le ministre des finances.

M. Neostand croit aussi qu'il serait fâcheux que ce projet de loi n'arrivât pas tout entier devant le Parlement. Il signale en particulier l'inconvénient suivant résultant de cet état de choses.

Une disposition de la loi oblige les Présidents de caisses d'épargne à fixer, chaque année, dans le courant de décembre, le taux qui sera servi aux déposants l'année suivante. Si la disposition votée par la Chambre subsiste ou si l'on a recours aux douzièmes provisoires, ils ne pourront pas fixer ce taux, ou ils le fixeront d'après l'ancienne loi. Ils seront donc obligés de calculer un intérêt anticipé, et le taux véritable ne sera fixé d'une manière définitive qu'au milieu de l'année. De là un désordre effroyable dans la comptabilité des caisses d'épargne et une incertitude dans le public qui peut se traduire par une panique momentanée et de nombreux retraits.

M. Goullin appuie ces observations et exprime le vœu que le Sénat puisse, avant la fin de l'année, se mettre d'accord avec la Chambre des Députés pour fixer le taux à 3.75 %.

M. le Président dit qu'il lui semble bien difficile que le Sénat puisse, avant le 1^{er} janvier prochain, donner satisfaction sur ce

149

point à l'honorable préopinant.

M. Gouin demande à quel signe on peut reconnaître les capitaux de spéculation de ceux qu'on peut considérer comme de véritables produits de l'épargne.

M. Goullin répond que c'est à l'aide des livrets pris au nom de plusieurs membres de la même famille. Cela est assez facile à reconnaître dans une ville de 10 ou 15.000 habitants; il en est autrement dans les grands centres.

M. Gouin dit qu'il croyait qu'on devrait, à cet égard, faire une différence entre les versements au-dessous de 1000 frs et ceux qui dépasseraient cette somme, ces derniers devant être considérés comme des versements de spéculation. Il a voulu se rendre compte de ce qui existait, sous ce rapport, à la caisse d'épargne de Tours et il est arrivé au résultat suivant: sur les 11 millions environ que représentent les capitaux de cette caisse, il y a 3 $\frac{1}{4}$ ^{mes} qui représentent les versements au-dessous de 500 frs; 5 $\frac{1}{4}$ ^{mes} qui représentent ceux de 500 frs à 1000 frs; les 16 autres $\frac{1}{4}$ ^{mes} ou $\frac{2}{3}$ représentent les dépôts de 1000 à 2000 frs. L'honorable membre désirerait savoir quelle serait, au point de vue des retraits, l'influence de la réduction du taux de l'intérêt sur les versements qui dépassent 1000 frs.

M. Denormandie, sénateur et Président de la caisse d'épargne de Paris, est introduit et prend place au milieu des délégués du Congrès.

Répondant à la question de M. Gouin, M. Denormandie dit qu'à Paris, on ne sait pas ce que c'est qu'un livret de spéculation. Il a bien entendu dire qu'on appelait ainsi les livrets pris par plusieurs membres de la même famille, mais comment savoir si des personnes portant le même nom appartiennent bien à la même famille? Qui ne s'appelle pas Durand, Martin, Duval? On ne peut, dans tous les cas,

raisonner que par des probabilités. Il y a quelque temps, un père de famille avait pris un livret de 14 ou 1500 frs, puis sa femme et ses enfants avaient pris d'autres livrets en même temps et retiré leur argent également à la même époque. On fut frappé de ce fait et on voulut savoir dans quel but ils avaient agi ainsi. Il résulte de l'enquête à laquelle on se livra qu'ils avaient acheté un fonds de marchand de vin dans un faubourg de Paris. Mais c'est là un placement très légitime.

Cela seraient donc ces prétendus livrets de spéculation. Mais cette spéculation, si spéculation il y a, ne conduirait pas bien loin : à retirer tout au plus $3\frac{1}{2}$ ou 3 % de son argent. Tout cela n'est donc ni sérieux ni même bien fondé.

On s'est plaint également du maximum de 2,000 frs, que l'on trouve excessif, et qui aurait amené des sommes considérables dans les mains de la caisse d'épargne par le moyen des livrets multiples. L'orateur a voulu savoir quelle avait pu être dans les affaires de la caisse d'épargne de Paris la conséquence du maximum établi en 1884 et voici les résultats curieux auxquels il est arrivé. En 1876, la caisse d'épargne de Paris a encaissé 18 millions ; en 1877, 19 millions ; en 1878, 26 millions ; en 1879, 28 millions ; en 1880, 28 millions ; en 1881, 33 millions. On était toujours sous l'empire du maximum de 1.000 frs et les chiffres ci-dessus représentent le mouvement naturel et normal de l'épargne. Carrière la loi du 29 avril 1884, au lieu de 33 millions encaissés l'année précédente, la caisse reçoit 46,000,000, soit une augmentation de 13 millions. Si les versements, suivant le mouvement ascensionnel, précédemment constaté, s'étaient accrus dans la même proportion, c'est-à-dire de 4 à 5

millions, on aurait, sans la loi nouvelle, encaissé en 1882, 37 ou 38 millions; on en a encaissé 46, il reste donc seulement 8 millions représentant l'augmentation résultant du maximum de 2,000 frs. En 1883, au lieu de 46 millions, on n'encaisse plus que 45 millions, puis, en 1884, 46 millions; en 1885, 47 millions; en 1886, 48 millions; c'est-à-dire qu'on a augmenté de 8 millions la première année et qu'on est resté ensuite stationnaire.

Poussant plus loin ses recherches, l'orateur a trouvé, pour les opérations du dernier exercice clos, de l'exercice 1886, les résultats suivants. Pour les versements de 1 à 20 frs, la caisse a 211,000 lires; de 21 à 100 frs, 113,000 lires; de 101 frs à 200 frs, 48,000 lires; de 201 à 500 frs, 62,000 lires; de 501 à 1000 frs 27,000 lires; de 1000 à 2,000 frs, 30,000 lires, total 511,000 lires, dont la moyenne est de 218 frs.

Maintenant comme quotité, ces lires donnent:

De 1 à 20 frs — 1,775,000 frs

De 21 à 100 frs — 6,000,000 "

De 101 à 200 frs — 6,000,000 "

De 201 à 500 frs — 17,000,000 "

De 501 à 1000 frs — 26,000,000 "

De 1000 à 2000 frs — 43,000,000 "

Ce qui donne une moyenne totale de 1,436,000 frs.

Dans les six derniers mois, les versements dépassant 1,000 frs ont été de 2 millions 392,000 frs seulement. On baisse de plus en plus.

M. le Président fait remarquer que la commission n'est pas saisie de la question du maximum.

M. Denormandie répond que tout se tient dans la législation qui régit les caisses d'épargne et qu'il n'est guère possible de discuter le taux de l'intérêt sans parler du maximum. Le Parlement, du reste, sera

bientôt saisi d'un projet complet sur les caisses d'épargne, et il a jugé convenable de donner ces renseignements à la commission.

L'orateur ajoute que le taux de 4% n'est pas excessif, n'est pas usuraire comme on l'a dit à la Chambre des Députés. Il existe des établissements financiers qui donnent 4.50, 4 $\frac{3}{4}$ et même 5% de l'argent qui leur est confié.

M. Coirard fait remarquer que, dans ce cas, il ne s'agit pas de remboursements à vue.

M. Denormandie examine ensuite la situation des caisses d'épargne vis-à-vis de la caisse des dépôts et consignations, et démontre que cette dernière est une gérance et ne fait pas, comme beaucoup semblent le croire, un forfait. Qu'est-ce ensuite que le fonds de dotation? C'est l'excédent du revenu des caisses d'épargne accumulé depuis 1818, c'est, en un mot, leur propre revenu.....

M. M. Coirard et Guérin protestent contre cette manière de voir.

M. Denormandie cite l'art. 6 du nouveau projet de loi qui dit que le fonds de réserve "est la propriété collective des caisses d'épargne ordinaires."

M. Coirard dit que c'est là une proposition faite par le ministre, mais que jamais une pareille disposition n'a été votée. Jamais les caisses d'épargne n'ont été propriétaires du fonds de réserve.

M. le Président ajoute qu'elles ne voudraient pas l'être.

M. Denormandie dit qu'il veut seulement établir que la Caisse des Dépôts et consignations, c'est à dire en réalité le trésor public n'a jamais été en perte, qu'elle trouve dans les placements qu'elle fait des fonds des caisses d'épargne de quoi faire face aux 4%

142

qu'elle leur paye et que le fonds de réserve de 36 millions est une garantie suffisante pour sa gestion.

M. Rocher dit que les caisses d'épargne n'ont pas à savoir l'emploi que l'Etat fait de leur argent. Ce dernier n'est tenu qu'à deux choses: leur servir un intérêt de 4 % et leur rembourser le capital; mais s'il fait des bénéfices en plaçant leur argent, s'il arrive à réaliser 36 millions par ce moyen, ces 36 millions lui appartiennent et il ne doit rien du tout aux caisses d'épargne.

M. Coupric répond que les caisses d'épargne ne se prétendent pas propriétaires des excédents qui sont aux mains de la Caisse des Dépôts et consignations, mais qu'il ne serait pas juste, d'un autre côté, d'assimiler les caisses d'épargne à celles qui ont des fonds dans une banque. Il a, du reste, rédigé sur cette question, une note qu'il demande la permission de remettre à M. le Président.

L'orateur examine ensuite brièvement le système de l'intérêt gradué suivant le montant des versements, système proposé à la Chambre par M. le baron de Soubeyran, et le trouve inapplicable en raison de la complication extrême de la comptabilité qui en résulterait pour les caisses d'épargne; il faudrait doubler le personnel et la somme des avantages que présenterait cette innovation serait certainement au-dessous de celle des inconvénients.

M. Denormandie parle dans le même sens.

M. Girard demande à M. M. les délégués si c'est là une opinion résultant des délibérations du Congrès.

M. Coupric répond que la proposition de M. de Soubeyran étant postérieure au Congrès, il n'a pu en être question dans cette réunion.

il n'a donc exprimé qu'une opinion personnelle, mais il croit pouvoir affirmer que la grande majorité des Congrès serait hostile à une semblable mesure en raison de la complication inextricable des écritures.

M. Béal voudrait savoir quelle influence peuvent avoir les émissions d'emprunts sur les retraits des caisses d'épargne.

M. Couprie répond que cette influence est à peu près nulle parce que pour souscrire aux emprunts d'Etat français, il faut se présenter avec un gros capital pour avoir quelque chose. Il n'en serait peut-être pas de même s'il y avait un privilège pour les déposants des caisses d'épargne. En ce qui concerne la caisse dont il est administrateur, il n'a jamais été effectué un seul retrait pour acheter de la rente.

M. Denormandie dit qu'on a aussi trouvé trop élevé le montant de la retenue faite par les Caisses d'épargne sur l'intérêt servi aux déposants pour faire face à leurs frais d'administration. C'est avec cette retenue de 50 centimes qu'on a pu réaliser toutes ces améliorations qui ont contribué aux progrès et au développement toujours croissant de l'institution des caisses d'épargne. Si le taux de 3,25 % est maintenu, ces améliorations seront rendues impossibles dans l'avenir et le fonctionnement des caisses d'épargne en souffrira.

M. le Président de la caisse d'épargne des Bouches du Rhône appuie cette observation.

M. le Président demande à M. M. les délégués s'ils croient que la réduction du taux de l'intérêt à 3,25 % amènera de nombreux retraits.

M. le Président de la caisse d'Orléans dit que dans cette ville des retraits considérables ont été faits depuis le vote de la Chambre des Députés. Il y a déjà de ce chef 73.000 frs

de différence.

M. Denormandie croit également qu'à Paris, si le taux de 3, 25 est maintenu, les retraits seront très-nombreux.

M. M. Mostand et Chepié parlent dans le même sens.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. les délégués, qui se retirent.

La séance est levée à 4 h. 3/4.

Le Secrétaire,

Emile Louhe

Séance du 1^{er} Décembre 1887.

Présidence de M. Girard

Vice-président.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Barbey, Béal, Bocher, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Curiot, Duclerc, Gouin, Jaze, Camille Fournier, Lenoël, Magnin, Merlin, Girard.

M. Curiot, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la nomination du Président de la commission en remplacement de M. Dauphin nommé ministre des finances.

Le scrutin, ouvert à cet effet, donne les résultats suivants:

Nombre des votants	12
Majorité absolue	7

Ont obtenu :

M. M. Girard	10 voix
" " Gouin	1 —
Bulletin blanc	1 —

En conséquence, M. Girard, est nommé Président de la commission des finances.

Présidence de M. Girard
Président.

M. le Président remercie ses collègues de l'honneur qu'ils viennent de lui faire et donne la parole à M. Lenoël pour la lecture d'un rapport.

M. Lenoël donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de la marine d'un crédit supplémentaire de 4,318,650 francs pour les dépenses d'occupations de Madagascar.

M. Chesnelong ne combat pas le projet de loi en lui-même, il est convaincu que les crédits qu'on demande sont nécessaires et qu'il faut les voter, mais il regrette qu'un projet de loi de cette importance soit ainsi discuté à la dernière heure de la session et qu'on ne puisse demander préalablement à M. le ministre de la marine des renseignements sur notre situation à Madagascar.

M. le rapporteur explique comment ce projet de loi, déposé sur le bureau du Sénat le 23 juillet 1886, n'a pu, par suite d'un malentendu, être rapporté plus tôt. Il n'y a, dans ce retard, ni de la faute du Gouvernement ni de la faute du rapporteur. Cette question de Madagascar se représentera, du reste, dans quelques jours, à propos des protectorats, et M. Chesnelong pourra demander à M. le ministre de la marine les renseignements

qu'il regrette de ne pouvoir obtenir aujourd'hui.

Le rapport est ensuite mis aux voix et adopté.

M. le Président invite la commission à délibérer sur le projet de douzièmes provisoires qui vient d'être adopté par la Chambre des Députés et dont le Sénat va être saisi (assentiment).

M. le Président donne lecture de l'exposé des motifs et de l'art. 1^{er} du projet de loi.

M. Magnin dit qu'il serait bon, à propos de l'art. 1^{er}, de demander à M. le ministre des finances quels sont les votes de la Chambre des Députés que le Gouvernement accepte et quels sont ceux qu'il refuse. Il devra, en même temps, donner à la commission le tableau des divers crédits qui composent ce chiffre total de 54.203.836.

M. Guin ajoute qu'il courriendrait également de faire, dans le rapport, une réserve en ce qui touche la liberté du Sénat vis-à-vis des décisions de la Chambre des Députés.

M. le Président croit que cette réserve serait sans intérêt puisque les droits du Sénat ne sont pas contestés et qu'elle pourrait, au contraire, présenter un certain danger.

M. Casimir Fournier appuie la proposition de M. Magnin et dit que sous la réserve des explications qui seront fournies par M. le ministre des finances, l'art. 1^{er} peut être provisoirement adopté (Approbation).

M. le Président donne lecture de l'art. 2.

M. Chesnelong demande qu'une réserve formelle soit faite, à propos de cet article, dans le rapport. Il faut qu'il soit bien entendu que la question de la suppression ou du maintien du budget extraordinaire n'a été nullement résolue et reste tout entière.

M. Magnin ajoute qu'il est

également nécessaire pour la commission de savoir comment se compose cette somme de 21,558,827 fr demandée par l'art. 2. En conséquence, l'honorable membre propose à la commission de demander à M. le ministre des finances des explications à cet égard.

Les propositions de M. M. Chesnelong et Magnin sont adoptées.

La séance est suspendue à deux heures.

Elle est reprise à 2 heures $\frac{1}{4}$.

M. le Président donne lecture des art. 3, 4, 5 et 6, qui ne donnent lieu à aucune observation.

La commission décide qu'elle demandera à M. le ministre des finances des explications sur l'art. 7.

M. le Président donne lecture de l'art. 8 (réduction du taux de l'intérêt des caisses d'épargne).

M. Lemoël dit qu'autant il est disposé à voter les crédits provisoires, autant il lui paraît impossible de sortir du provisoire pour faire quelque chose de définitif. Or, c'est ce qu'on va faire, au moins pour deux mois, si l'on réduit à 3,25 % le taux de l'intérêt sur les fonds des caisses d'épargne. Il ne croit donc pas qu'on puisse résoudre une question de cette nature dans une loi de douzièmes provisoires.

M. Gonin, bien que partisan de la mesure proposée, regrette qu'on n'ait pas fait une loi particulière pour régler cette question.

M. le Président fait remarquer qu'on a procédé de la même façon lorsqu'on a diminué le taux d'intérêt de la caisse des retraites de la vieillesse et qu'on a pu ainsi, sans rencontrer de difficultés, économiser des sommes considérables au trésor.

M. Clamageran parle dans le même sens.

M. Duclerc dit qu'il votera la proposition, mais qu'il eût préféré qu'elle se présentât sous une autre forme.

Les art. 9 à 18 inclusivement ne donnent lieu à aucune observation.

À propos de l'art. 19, une discussion s'engage entre M. Clamageran, Curmiot et le Président sur la question de savoir si l'on devra dire : « la loi de finances de 1887 », ou : « les lois de finances de 1887 », rappelant ainsi la loi relative aux contributions directes votée au mois de juillet dernier.

La commission décide que la question sera soumise à M. le ministre des finances.

M. Dauphin, ministre des finances, est introduit et prend place au bureau.

M. Magnin reproduit l'observation qu'il a faite, au début de la séance, sur l'art. 1^{er} et demande à M. le Ministre quels sont, pour les ministères votés, les chapitres sur lesquels portent les exceptions qu'a cru devoir faire le Gouvernement.

M. le Ministre répond que la première exception porte sur le chapitre 4 (Personnel de l'administration centrale). La commission du budget avait consenti, d'accord avec le ministre des finances, à réduire à 176,000 frs la réduction de 200,000 frs qu'elle avait d'abord proposée sur ce chapitre, mais cette sorte de convention n'a pas eu à être examinée par la Chambre, par suite de l'adoption immédiate de l'amendement de M. Fernand Faure tendant à une réduction de 618,000 frs. C'est sur le pied de cette réduction de 176,000 frs, sur laquelle le Gouvernement et la commission du budget s'étaient mis d'accord, et en conformité du décret récent du Conseil d'Etat que la dépense a été calculée dans la loi de douzièmes provisoires.

le Gouvernement ayant l'intention de demander au Parlement de rétablir le crédit du chap. 19 dans les termes du décret de 1886.

La seconde exception concerne le chap. 19 (matériel de l'administration centrale.) Le Gouvernement a maintenu pour le calcul des douzièmes provisoires la diminution qu'il avait acceptée par rapport au budget de 1886, mais il s'est refusé à admettre celle qui a été votée par la Chambre des Députés.

En troisième lieu, il lui a été impossible d'admettre la suppression totale ou partielle des sous-préfets, et la totalité des traitements de ces fonctionnaires a été comprise dans la loi de douzièmes provisoires dans les conditions du budget de 1886.

Elles sont les trois seules réserves qu'a cru devoir faire le Gouvernement, qui accepte les autres réductions telles qu'elles ont été votées par la Chambre des Députés.

M. Clamageran demande à M. le ministre des finances quelles sont les réserves qu'il fait pour les ministères non votés.

M. le ministre répond que le Gouvernement a calculé les crédits provisoires sur les chiffres proposés par la commission du budget toutes les fois qu'il y a eu accord entre cette dernière et le Gouvernement, sauf sur les trois points suivants: allocation des chanoines, dépenses des séminaires protestants, dépenses des ministères israélites.

M. Clamageran demande à M. le ministre ce qu'il compte faire pour les facultés de théologie.

M. le ministre avoue qu'il a été fait à cet égard, une erreur matérielle: on a oublié d'ajouter à ces trois articles la somme peu importante de 16,000 frs nécessaire aux facultés de théologie, mais il a été jugé

155

inutile de modifier pour cela le projet de loi, parce que la répartition de ces sommes devant être faite non pas la loi, mais par décret, le ministre pourra, au moyen d'une ventilation nouvelle, trouver les sommes nécessaires pour assurer le service dont on veut de parler.

M. Magnin demande à M. le Ministre si, pour les pensions de la marine, il accepte le chiffre voté par la Chambre des Députés.

M. le Ministre répond que ce chiffre est accepté par M. le ministre de la marine. Il en est de même, en ce qui le concerne, lui, ministre des finances, pour le crédit des receveurs particuliers.

M. le Président demande à M. le Ministre si l'article 2 préjuge la question du budget extraordinaire, que le Gouvernement voulait faire disparaître et que la commission du budget a maintenue.

M. le Ministre répond que la question reste entière et que le conseil des ministres n'en a pas même délibéré. Le chiffre de 31 millions a été fixé sur la demande de M. le ministre des Travaux publics.

M. le Président interroge ensuite M. le Ministre sur l'art. 8 (réduction du taux de l'intérêt des fonds des caisses d'épargne) et lui demande si une disposition de cette importance est bien à sa place dans une loi.

M. le Ministre répond que c'est là une conséquence de la crise ministérielle qui a empêché le vote du budget d'avoir lieu avant la fin de l'année. La commission a entendu les représentants des caisses d'épargne, ils lui ont démontré la nécessité où ils étaient d'avoir une décision avant le 31 décembre 1886. Le Gouvernement a cru, lui aussi, qu'il était nécessaire de fixer le taux de l'intérêt des fonds des caisses d'épargne avant le

commencement de l'année prochaine, et bien qu'il penchât pour le taux de 3.50 %, il a adopté celui de 3.25, qui a été voté par la Chambre des Députés, après avoir été approuvé par une délibération du conseil de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. Chesnelong dit qu'il ne comprend pas comment du seul fait qu'on ne fixerait pas dès à présent le taux de l'intérêt, on se trouverait lié pour toute l'année prochaine.

M. le Ministre répond que cela résulte des règlements qui concernent les caisses d'épargne et qu'il est toujours dangereux de toucher à des règlements. Il existe entre les caisses d'épargne et les déposants une sorte de contrat annuel qui assure à ces derniers, pendant un an au moins, l'intérêt qu'on leur annonce.

M. Lenoël reproduit l'observation qu'il a présentée dans la première partie de la séance et répète qu'il lui paraît bien difficile d'introduire dans une loi provisoire une mesure absolument définitive.

M. le Ministre des finances se retire.

M. l'amiral Cléber, ministre de la marine et des colonies, est introduit et prend place au bureau.

M. le Président informe ce dernier qu'un membre de la commission, à propos du crédit supplémentaire de 4 millions demandé pour Madagascar, a exprimé le désir de l'interroger sur notre situation actuelle dans ces parages.

M. le Ministre répond qu'il ne peut donner à ce sujet que son opinion personnelle et non celle du ministre des protectorats. Il estime, pour sa part, que notre situation à Madagascar est aussi bonne que possible. Tant valent les hommes,

157

tant valent les choses. Or, M. Lemaire de Villiers est parfaitement à la hauteur de la tâche qu'il a acceptée.

D'un autre côté, le jour où les Hovas voudraient violer le traité qu'ils ont consenti, il serait très facile, sans armée expéditionnaire, de les amener à composition. Avec quelques centaines d'hommes on pourrait repousser toutes les attaques qui se produiraient du côté de Tananarive et nos croiseurs en bois commandés par des officiers d'élite suffiraient amplement à maintenir le blocus le plus strict autour de Madagascar contre toute ingérence du dehors.

D'autre part, nous avons à Diego Suarez une excellente position, et, n'étant plus liés par traité, nous pourrions faire appel aux Sakalaves et à toutes les populations qui détestent les Hovas; Diego Suarez serait le point de départ d'une tâche d'huile représentant notre envahissement lentement progressif.

Il n'y a donc rien à redouter de la part des Hovas et la situation de la France à Madagascar est aussi bonne que possible.

M. le Ministre de la marine se retire.

M. Maze, sénateur, est introduit et défend en quelques mots l'amendement qu'il a présenté sur l'art. 8.

Bien que professant sur la réforme des caisses d'épargne des idées plus radicales que celles du Gouvernement l'honorable sénateur ne peut admettre qu'on détache d'une loi d'ensemble sur les caisses d'épargne une mesure comme celle qu'on propose pour l'introduire dans une loi budgétaire et surtout dans une loi de douzièmes provisoires.

D'un autre côté, il faut se

rappeler que le Sénat a récemment voté une disposition aux termes de laquelle il est dit que désormais le taux d'intérêt des comptes courants des sociétés de secours mutuels sera le même que celui des caisses d'épargne. Si la mesure que le Gouvernement propose est adoptée, elle atteindra donc non seulement les déposants des caisses d'épargne, mais ceux des sociétés de secours mutuels. Avant de toucher encore à la situation de ces derniers, le Sénat doit y regarder à deux fois.

M. Maze se retire.

M. le Président résume la discussion et invite la commission à prendre une détermination.

Le maintien de la discussion de l'art. 8, demandé par le Gouvernement, est mis aux voix et n'est pas adopté.

La commission décide ensuite que l'art. 19 devra être ainsi libellé:
« Toutes contributions directes ou indirectes, autres
« que celles autorisées par les lois de finances,
« relatives à l'exercice 1887..... »

M. Casimir Fournier donne lecture de deux rapports sur deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés:

le 1^{er}, portant ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit supplémentaire pour le traitement des préfets et sous-préfets;

le 2^e, autorisant le Gouvernement à proroger par décret les surtaxes d'octroi.

Les deux rapports sont adoptés.

M. Cazot donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de la justice d'un crédit supplémentaire pour la magistrature tunisienne.

Le rapport est adopté.

M. Lockroy, ministre du commerce

159

et de l'industrie, est introduit et prend place au bureau.

M. le ministre demande à la commission de vouloir bien rapporter immédiatement, pour le faire voter, si c'est possible, avant la clôture de la session, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre du commerce d'un crédit de 200.000 frs pour commencer les travaux d'assainissement qui doivent être exécutés dans la ville de Marseille. Cette ville, tout le monde le sait, est un foyer d'épidémie, il faut la protéger contre une invasion possible du choléra, car le choléra à Marseille, c'est un arrêt pour tout le commerce de la France.

M. Faye rappelle qu'il y a trois semaines M. le ministre, convoqué pour délibérer sur cette question, n'a pas déféré au désir de la commission.

M. le Ministre déclare qu'il ne se rappelle pas avoir reçu cette lettre de convocation.

M. Faye ajoute que la commission, après avoir commencé l'examen de ce projet de loi, a fait cette double objection: 1^{re} il est étrange qu'à cette époque de l'année on vienne demander un crédit extraordinaire sur l'exercice 1886, les travaux qu'on a eu vue ne pouvant être commencés que dans les premiers jours de l'année prochaine; 2^{de} c'est le ministre du commerce qui demande ce crédit, alors que les 200.000 frs prévus pour 1887 sont inscrits au titre des travaux publics.

Ces deux objections n'ont pas disparu, la première même a plus de force encore qu'au moment où elle a été soulevée, et, dans ces conditions, il semble à l'honorable rapporteur qu'il y aurait intérêt pour M. le ministre à forcer le chiffre du crédit pour 1887 et abandonner sa demande pour 1886.

(Assentiment).

M. le ministre du commerce se retire.
La séance est suspendue à 4 h. $\frac{1}{4}$.

Elle est reprise à 4 heures $\frac{1}{2}$.

M. Loubet donne lecture de son rapport sur la loi des douzièmes provisoires.

Le rapport est adopté et la séance levée à 5 heures.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 18 janvier 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Parbey, Clamageran, Faye, Casimir Fournier, Loubet, Magnin, Girard.

M. le Président donne connaissance d'une lettre de M. le Ministre des finances la priant de hâter le dépôt du rapport sur le projet de loi ouvrant au ministre du commerce et de l'industrie un crédit extraordinaire de 200.000 frs sur l'exercice 1886 pour la participation de l'Etat à l'assainissement de la ville de Marseille.

M. Faye, rapporteur de ce projet de loi, après avoir fait l'historique de l'affaire en s'appuyant sur le rapport de M. de Hérédia devant la Chambre des Députés, rappelle à la commission qu'il s'agit là de travaux non commencés et qui ne pourront

161

recevoir un commencement d'exécution que lorsque l'Etat aura, par une allocation formelle, ratifié la promesse faite par M. le ministre des Travaux publics aux termes de son arrêté du 29 juillet 1885.

Lorsque la commission, dans les premiers jours du mois de décembre dernier, fut saisie du projet de loi, elle se demanda, d'une part, s'il était régulier, en anticipant le paiement de la subvention, d'imputer sur les ressources du budget de 1886, c'est-à-dire de faire supporter par la dette flottante en 1886 un crédit de 200.000 frs, qui, d'après le projet primitif, devait être inscrit aux trois budgets de 1887, 1888 et 1889, et d'autre part, s'il y avait intérêt, à cette époque de l'année, de mettre à la disposition de la ville de Marseille une somme qui ne pourra être autorisée que dans le cours du prochain exercice. Frappée de cette double considération, la commission décida qu'elle ne se prononcerait qu'après avoir entendu M. le ministre de commerce et de l'industrie. Une convocation fut adressée à ce dernier, mais il ne vint devant la commission que le dernier jour pour demander où en était cette affaire. M. le rapporteur lui répondit qu'il avait été convoqué depuis longtemps, qu'il ne s'était pas rendu à cette convocation et que le projet était resté dans les cartons; il lui fit part en même temps des scrupules de la commission et lui démontra que l'adoption du projet de loi, à cette époque de l'année, ne présentait pas un grand intérêt. « Il n'y a aucun intérêt, en effet, répondit le ministre, à faire porter ce crédit sur 1886 » et il se retira. Le Gouvernement avait donc implicitement accepté de faire porter le crédit sur les ressources ordinaires du budget de 1887; il est étrange qu'il revienne aujourd'hui sur

sa détermination.

M. le Président fait observer que le Gouvernement est sans doute poussé par la ville de Marseille, qui veut avant tout faire consacrer par une loi le principe de la subvention promise par M. le ministre des Travaux publics.

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. Faye, Loubet, Magnin et le Président, la commission décide que M. Faye verra M. le ministre des finances pour lui demander des explications sur le projet de loi et s'entendre avec lui.

La séance est levée à 2 h. $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 24 janvier 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Harbey, Bocher, Béral, Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Duclerc, Faye, Casimir Fournier, Lemoël, Loubet, Magnin, Marion, Girard, Cazot, Merlin.

M. M. Calmon et Gouin s'excusent, par lettres, de ne pouvoir assister à la séance.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Faye informe la commission que, conformément au désir exprimé par

163

cette dernière, il a entretenu M. le Ministre des finances du projet de loi relatif à l'assainissement de la ville de Marseille. Le ministre lui a répondu qu'il n'avait aucun souvenir de la lettre qu'il avait adressée à M. le Président de la commission des finances et que, dans tous les cas, cette dernière pourrait ajourner cette affaire jusqu'à ce qu'elle en soit saisie à nouveau.

M. C. Fournier donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter de 100.000 frs la dépense de construction des écoles supérieures d'Alger.

Le rapport est adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget du ministère de la marine et des colonies.

M. Garbey, rapporteur, dit qu'avant de rédiger son rapport, il voudrait donner à la commission quelques indications sur l'économie générale de ce budget et prendre son avis au sujet de certains points qu'il va avoir l'honneur de lui signaler.

Le budget de la marine, tel qu'il était présenté par le Gouvernement, était à peu près celui des années précédentes, mais sur les instances de la commission du budget, le cadre en a été complètement modifié, les 31 chapitres de l'ancien cadre se sont élevés à 43, et ils sont établis par nature au lieu d'être établis comme autrefois tantôt par nature, et tantôt par services, de sorte qu'il est assez difficile d'y suivre les réductions apportées par la commission du budget et la Chambre des Députés, le type actuel du budget n'étant pas conforme à celui qui sert de base au rapport de la commission.

Ces réductions s'élèvent sur les chiffres de l'exercice 1886 à 12 millions environ, mais

à côté de ces réductions on va proposer un budget extraordinaire de 16 millions pour constructions neuves. C'est l'inverse de ce que la Chambre avait décidé, il y a quelque temps, elle s'était formellement opposée à la demande d'un budget extraordinaire de 3 millions concernant l'artillerie et la défense des ports, et avait décidé, au contraire, que ces 3 millions devaient rentrer dans le budget ordinaire. On ne comprend pas qu'elle se déjuge en si peu de temps. Le danger que présente ce budget extraordinaire, en dehors des inconvénients financiers que la commission a souvent signalés, c'est qu'on va commencer à la fois une foule de constructions qui ne devraient être faites que graduellement et suivant les progrès accomplis; on va construire une quantité considérable de navires dont le type, excellent aujourd'hui, sera peut-être inférieur dans dix ans. L'orateur aurait préféré, pour sa part, qu'on ne diminuât pas le budget ordinaire de ces 12 millions, qu'on l'augmentât même si c'était nécessaire et qu'on ne créât pas de budget extraordinaire.

L'orateur ne dira rien, quant à présent, de la classification par nature de dépenses qu'on a substituée, dans le cadre du budget, à la classification par nature de services; elle présente certains avantages; cependant ce qu'il ne saurait approuver, c'est cette tendance à vouloir tout modifier et tout faire à la fois. Certes il était bon de modifier la comptabilité de la marine, mais pourquoi ne pas s'en tenir là, et pourquoi attaquer tous les services à la fois?

La discussion qui a eu lieu sur le budget de la marine à la Chambre des Députés a été terre à terre et l'on ne s'y est guère occupé que de questions de clocher. L'orateur

15
signale, en passant, le danger qu'il y aurait à transformer en arsenaux des ports de commerce comme de Havre, Marseille, beaucoup trop exposés aux coups de l'ennemi. Quant à la discussion qui s'est élevée sur les avantages qu'il pourrait y avoir à confier les constructions maritimes à l'industrie privée, elle a été stérile; il est certain qu'on ne doit trop aller ni d'un côté ni de l'autre et qu'il faut conserver dans un juste équilibre la fabrication par les arsenaux et la fabrication par l'industrie privée.

En somme le budget ordinaire de la marine ne présente peut être pas de différences telles que la commission puisse le contester, mais c'est surtout sur le budget extraordinaire que devront porter ses demandes d'explications.

M. Curvot demande à M. le Rapporteur si le ministre de la marine peut ordonner la construction de navires nouveaux ou modifier ceux qui existent sans consulter aucun comité, à la différence, par exemple, du ministre des Travaux publics qui, toutes les fois qu'il adresse au Parlement une demande de déclaration d'utilité publique, est obligé de joindre à son projet l'avis du conseil supérieur des Ponts et Chaussées.

M. le rapporteur répond que le ministre de la marine, pour tout ce qui regarde les constructions et le personnel, doit consulter le conseil d'amirauté, ainsi que le conseil des travaux, mais que ces avis ne sont pas pour lui obligatoires. D'un autre côté, il n'y a plus de secret aujourd'hui, en ce qui concerne les choses de la marine, pour la commission du budget, qui est devenue une sorte de comité consultatif de la marine.

M. le Président demande à M. le rapporteur si lorsque le ministre a

consulté le conseil d'amirauté ou tout autre comité sur ces graves questions de transformation du matériel de la marine et de constructions nouvelles, il ne doit pas saisir le Parlement de l'avis émis par ces divers conseils.

M. le rapporteur dit qu'il ne croit pas que, dans la marine, ce soit l'usage de communiquer ces avis. Dans tous les cas, on ne l'a pas fait dans la circonstance.

M. Clamageran fait observer qu'on peut toujours demander ces avis à M. le Ministre.

M. M. Faye et Curmiot ajoutent que cette demande est d'autant plus nécessaire que la commission n'a, pour se prononcer sur des questions de ce genre, en dehors de l'opinion exprimée par M. le Ministre, que celle des comités spéciaux et qu'il est indispensable que ces deux éléments soient réunis pour qu'elle puisse prendre un parti en connaissance de cause.

M. Duclerc rappelle à M. le rapporteur le remarquable rapport de M. Dufaure fait à la suite de l'enquête de 1849 sur les ouvriers des arsenaux. M. Dufaure constatait que le nombre de ces ouvriers qui étaient, à cette époque, de 12.000 était abusif et qu'il fallait le ramener à celui de 10.000 qu'il jugeait parfaitement suffisant. Il est aujourd'hui de 23.000. Cet écart énorme est-il justifié?

M. le Rapporteur répond que le chiffre de 10.000 ouvriers que M. Dufaure, en 1849, considérait comme normal, serait aujourd'hui insuffisant. On pourrait le fixer à 20.000 et, comme on l'a dit, du reste, à la Chambre, une fois le chiffre fixé, il serait bon de s'y tenir.

M. Rocher demande à M. le

rapporteur s'il pourrait faire connaître à la commission le rapport qui existe entre les 18 millions de réductions sur le budget ordinaire et les 16 millions du budget extraordinaire projeté. Ces dépenses supprimées du budget ordinaire se retrouvent-elles en tout ou en partie dans le budget extraordinaire?

M. le Rapporteur dit qu'il ne pouvait répondre aujourd'hui d'une manière exacte à cette question. C'est une étude à laquelle il se livrera lorsqu'il rédigera son rapport et dont il pourra faire connaître les résultats à la commission.

M. le Président demande à M. le rapporteur si, par suite de la nouvelle classification dont il a parlé, le crédit du chap. 14 (traitement du ministre et de l'administration centrale) ne se trouve pas diminué de certaines dépenses qui ont été réparties sur d'autres chapitres spéciaux, d'où une confusion qui peut empêcher le contrôle du Parlement.

M. le rapporteur répond que c'est là une observation très-juste qui a été faite, à la Chambre des Députés, par M. Maurel et à laquelle il n'a pas été répondu. Cette classification par nature de dépenses a son bon côté, mais M. le rapporteur est d'avis qu'il faut modifier, sous ce rapport, le moins possible. Qui dit, en effet, qu'une nouvelle commission ne demandera pas demain une autre classification?

M. le Président dit qu'il est d'autant plus de cet avis que le changement en sens inverse avait été fait, il y a quelques années. Au ministère de l'agriculture et du commerce, par exemple, le personnel des poids et mesures était payé sur le crédit du chapitre des poids et mesures, celui des haras sur le crédit du chapitre des haras; la première chose qu'a faite l'orateur à son entrée au ministère a

été de faire rentrer dans le chap. 1^{er} toutes ces dépenses disséminées dans des chapitres spéciaux. C'est le contraire qui vient d'être fait au ministère de la marine.

M. le rapporteur dit que cette réduction de crédit du chapitre 1^{er} n'est pas bien considérable, qu'elle ne porte guère que sur les gratifications des garçons de bureau et le chauffage.

M. Clamageran voudrait que le travail auquel M. le rapporteur pourrait se livrer à cet égard fût fait de très près. C'est un travail facile à faire, il suffira à M. le rapporteur de rapprocher la nomenclature des crédits votés du projet autographié du ministère de la marine.

C'est un vieux péché de l'administration française que cette habitude de prendre sur des services extérieurs le complément de ce qui manque pour l'administration centrale, et cela n'est pas particulier au ministère de la marine, mais à tous les autres départements ministériels.

M. Lenoël insiste sur la confusion qui existe dans le budget de la marine par suite de cette substitution des dépenses par nature aux dépenses par services. Il est impossible que la commission du Sénat ne fasse pas une observation à cet égard.

M. le Président fait observer qu'on aurait du au moins donner des explications au sujet de ce changement.

M. Lenoël demande à la commission de vouloir bien faire des réserves au sujet de la substitution proposée des torpilleurs à l'escadre cuirassée. Il est personnellement très inquiet des projets

du ministère à cet égard ; et son inquiétude est partagée par beaucoup d'officiers supérieurs par beaucoup d'hommes du métier. Il faut inviter le ministre à une très grande prudence dans l'intérêt des forces navales de la France.

M. Saye trouve qu'il est bien difficile que la commission fasse des réserves dans une question où la commission n'est pas compétente et ne peut être éclairée que par les avis des comités spéciaux.

M. Bocher voudrait savoir si cette idée d'une nouvelle transformation du matériel de la flotte a pris naissance dans l'esprit de l'amiral Dube en même temps que celle du budget extraordinaire, ou s'il comptait déjà se réaliser au moyen des ressources du budget ordinaire.

M. le rapporteur dit qu'il est difficile de répondre à une pareille question et donne des explications techniques sur les expériences et les essais qui viennent d'avoir lieu. Il croit que le ministre de la marine, à la suite de ces essais, n'est plus aussi enthousiaste des torpilleurs et prépare de nouveaux projets.

Ce qu'il faudrait c'est que ces projets fussent définitivement arrêtés de concert avec le conseil d'amirauté et qu'une fois arrêtés, le ministre s'y tint.

M. Chesnelong s'élève contre la tendance qui se manifeste aujourd'hui de profiter des besoins de la défense nationale pour revenir au système condamné des budgets extraordinaires.

À la suite d'un échange d'observations entre M. le Président, Maquin, Cuvinot, Saye et le Rapporteur la commission décide qu'elle entendra sur tous ces points M. le ministre de la

marine, qui sera convoqué pour mercredi
à 2 heures.

M. Péral fait remarquer qu'il y a
une importante question qui n'a été
qu'effleurée et sur laquelle il sera
nécessaire de revenir, c'est celle des
constructions navales à confier aux ouvriers
des arsenaux ou à l'industrie privée.
(Assentiment)

L'ordre du jour appelle l'examen
du budget du ministère de l'intérieur.

M. Casimir Fournier, rapporteur,
dit qu'il a vu, le matin même, M.
le Président du Conseil, ministre de
l'intérieur, et qu'il l'a entretenu des
trois questions suivantes. Ces questions,
bien que d'importance inégale, sont
les seules qui présentent des difficultés.

La première a trait au Chap.
1^{er} (traitements des directeurs). Ces traitements
se composaient autrefois d'une somme
fixe de 15,000 frs et de gratifications
qui élevaient les emoluments des
directeurs à 22 ou 23,000 frs par an.

M. le Président du Conseil ne voudrait
pas conserver les gratifications, mais il
demandera au Sénat d'élever le chiffre
du traitement voté par la Chambre
de 15,000 à 20,000 frs, se basant sur
ce que ces directeurs sont des préfets
de 1^{re} Classe, dont les traitements
sont supérieurs à 20,000 frs. La
commission est-elle de cet avis?

M. Clamageran fait
remarquer que cette proposition
renferme deux questions: 1^{re} suppression
des gratifications — tout le monde est
d'accord sur ce point — 2^e.
Elevation de 15 à 20,000 frs des

169

traitement des directeurs. Sur ce dernier point l'honorable membre est très hésitant et demanderait à entendre les explications de M. le Ministre de l'intérieur.

M. Rocher demande à la commission de ne pas, autant que possible, multiplier les questions, afin de mieux réserver les droits du Sénat sur des questions importantes.

M. le rapporteur dit qu'il est en principe, de l'avis de M. Rocher et qu'il ne faudrait pas soulever cette question si elle devait amener un conflit; mais M. le Président du Conseil est persuadé que la Chambre acceptera parfaitement l'augmentation.

M. Lenoel dit qu'il est très touché de l'observation de M. Clamageran.

Les directeurs du ministère de la justice sont d'anciens procureurs généraux, ceux du ministère de l'instruction publique d'anciens recteurs, et ils se contentent d'un traitement de 25,000 frs.

M. le Président dit qu'il ne peut donner son avis sur les directeurs des autres ministères, mais qu'en ce qui concerne le ministère des finances, les directeurs du mouvement des fonds et de la dette inscrite, par exemple, sont des hommes qui rendent de grands services à l'État et qu'on ne les paye pas certainement trop en leur donnant 25,000 frs. Si on diminuait leur traitement, on trouverait pour remplir ces fonctions des hommes moins capables et la petite économie que l'on aurait faite serait de beaucoup dépassée par la perte que ferait le trésor.

La commission décide qu'elle entendra sur ce point M. le Président du Conseil.

M. le rapporteur expose que la deuxième question porte sur le rétablissement du crédit des sous-préfets. M. le Président du Conseil propose ce rétablissement avec une diminution de 3^e 000 frs seulement pour marquer son désir de se conformer aux vœux de la Chambre, en diminuant le nombre des sous-préfets.

M. le rapporteur a cru pouvoir dire à M. le ministre qu'il ne rencontrerait pas d'opposition au sein de la commission des finances, pourvu qu'il soit bien entendu qu'en acceptant cette diminution de 3^e 000 frs, elle n'accepte pas d'avance le projet de loi sur les sous-préfectures dont vient d'être saisie la Chambre des Députés. Et il est convenu avec M. le Président du Conseil, d'une rédaction qui réserve tous les droits de la commission et du Sénat.

M. Le rapporteur donne lecture de cette rédaction.

M. Fays demande à M. le rapporteur s'il a interrogé le ministre sur la question de savoir si cette réduction de 3^e 000 frs lui permettrait d'assurer le traitement de tous les sous-préfets qui existent aujourd'hui.

M. le rapporteur dit que M. le Président du Conseil n'a pas voulu répondre à cette question, qu'il s'est contenté de dire qu'il faisait ses réserves comme la commission faisait les siennes.

M. Fays fait observer que toutes les réserves qu'on pourra faire

121
n'empêcheront pas les 3^e 000 frs de manquer.
Il en arrive donc à se demander si des
réserves sont suffisantes.

M. Rocher dit qu'on aurait
même fait de rétablir tout le crédit.
De cette façon la question resterait toute
entière.

M. Chesnelong dit que la première
partie de la rédaction lue par M.
le rapporteur lui suffit, mais que
la seconde lui semble de trop, car
elle engage un peu l'avis de la commission
sur un projet dont elle n'est pas saisie
et qui sera examiné par une commission
spéciale.

M. le Président propose à la
commission d'entendre sur ce point
M. le Président du Conseil et de reprendre
la question après qu'il se sera expliqué
à cet égard (Assentiment)

M. le rapporteur rappelle à
la commission ce qui s'est passé au
sujet du crédit du chap. 149 (sociétés
de secours mutuels). Le crédit de
100,000 frs demandé par le Gouvernement
a été voté sans observation par la Chambre
des Députés, mais il est bien certain
que le ministre (il l'annonce d'ici)
reste dans son exposé des motifs)
demandera en cours d'exercice comme
il l'a fait l'année dernière, par suite
du rejet du projet de subvention
de 10 millions, un crédit sup-
plémentaire de 200,000 frs. Dans ces
conditions, M. le rapporteur a déclaré
à M. le Président du Conseil
qu'il ne pouvait rédiger son rapport
sur ce point avant que M. le
ministre soit venu s'expliquer à

cet égard devant la commission.

M. Bocher demande à M. le rapporteur si le ministre dénie au Sénat le droit de rétablir ce crédit.

M. le rapporteur répond que M. le ministre n'a pas nié ce droit, mais qu'il ne voudrait pas retourner devant la Chambre.

M. le Président dit que le système de la subvention de 10 millions, qu'avait d'abord proposé le Gouvernement, lui semble très mauvais; c'est purement et simplement une imposition sur la dette flottante; il vaut mieux que cela soit payé par le budget que par la dette flottante.

M. Bocher répète que le Sénat aurait le droit de rétablir le crédit.

M. le Président croit qu'il serait inopportun de soulever cette question à propos d'un chapitre comme celui-là. Il suffirait d'insérer dans le rapport une phrase très énergique contre un semblable mode de procéder.

M. Chesnelong demande à M. le rapporteur s'il ne dira rien dans son rapport de la théorie hasardeuse que M. le Président du Conseil a exposée à la Chambre des Députés à propos du chapitre relatif à la subvention aux chemins vicinaux et du procédé irrégulier qui a été employé et qui consiste à décharger un exercice budgétaire (l'exercice 1887) dans l'espace

pour mettre le double de cette charge
à l'exercice suivant.

M. le rapporteur répond qu'il
est prêt à obéir à la commission, si
elle croit que des observations doivent
être faites dans le rapport à ce sujet,
mais qu'il ne saurait trop où les placer,
le chapitre 60 (subvention aux chemins
vicinaux - mémoire), qui figurait dans
le projet primitif, ayant disparu.

À la suite d'un échange d'ob-
servations entre M. M. Chesnelong,
Rocher, Saye, Loubet, le Président
et le rapporteur, la commission décide
qu'elle entendra vendredi, à une heure,
M. le Président du Conseil sur les
différentes questions qui viennent d'être
soulevées.

M. Casimir Fournier donne
connaissance à la commission d'une
circulaire de M. le ministre des
finances relative aux commissions des
trésoriers payeurs généraux et des receveurs
particuliers, dans laquelle il est dit : ((
que bien que le vote de la Chambre
des Députés n'ait pas été sanctionné
par le Sénat, ce vote a été ratifié
par le décret de M. le Président de
la République portant répartition
des crédits provisoires accordés par la
loi du 18 Décembre 1866.)) Il résulte
donc de ce document que, dans l'opinion
de M. le ministre des finances, le
Sénat, sans avoir même délibéré,
est engagé sur la question de remise
des trésoriers payeurs généraux.

M. le Président fait observer que
M. le ministre des finances ne pouvait
agir autrement pour les deux premiers

mois de l'exercice.

Il propose ensuite à la commission de fixer à la prochaine séance l'élection d'un vice-Président en remplacement de M. Cuvard nommé Président.

Cette proposition est adoptée.
La séance est levée à 9 heures.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 25 Janvier 1887.

Présidence de M. Cuvard

La Séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Barbey, Biral, Bocher, Cazot, Clamageran, Cuvard, Chesnelong, Duclerc, Faye, C. Fournier, Gounin, Magnin, Lenoel, Loubet, Cuvard, Merlin.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la nomination d'un vice-Président en remplacement de M. Cuvard.

Il est procédé à cette opération et le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Nombre des votants — 17
Majorité absolue — 9

124

Ont obtenu :

M. M. Casimir Sourmer	11 voix
Clamageran	2 voix
Loubet	1 "
Duclos	1 "
Gounin	1 "
Bulletin blanc	1 "

En conséquence M. Casimir Sourmer, ayant réuni la majorité absolue des suffrages, est élu vice - Président de la commission des finances.

M. Cazot demande à la commission si elle désire qu'il lui donne une seconde fois lecture de son rapport sur le budget du ministère de la justice.

M. le Président répond que cette seconde lecture est inutile si M. le rapporteur n'a apporté à son travail aucune modification, mais qu'il reste toujours décidé qu'on entendra sur ce rapport M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice.

Il informe ensuite la commission que M. Calmon retenu chez lui par son état de santé demande à être remplacé comme rapporteur du budget du ministre des affaires étrangères.

M. Clamageran est nommé rapporteur de ce budget en remplacement de M. Calmon.

M. l'amiral Aube, ministre de la marine et des colonies, est introduit et prend place au bureau.

M. le Président demande d'abord à M. le ministre de la Marine si les 12 millions d'économies faites sur le budget de 1887 par rapport à celui de 1886 sont des économies réelles, ou si les dépenses du budget ordinaire qu'elles

représentent ne se retrouveront pas au moins en partie, dans le budget extraordinaire.

M. le ministre répond qu'il n'y a aucune économie du budget ordinaire qui soit compensée par le budget extraordinaire, sauf une somme de 2 millions qui doit être consacrée à entretenir 2,000 ouvriers de plus dans les arsenaux.

M. le Rapporteur fait observer que les 12 millions d'économies portant sur presque tous les chapitres du budget, cependant il y a 6 millions, en chiffres ronds, qui portent plus particulièrement sur les chapitres 14, 15, 16, 17, 18, 19, et 20 (ancien cadre - Constructions navales.)

Il est certain, par conséquent, que ces 6 millions sont distraits des crédits alloués pour les constructions navales et qu'ils devront se retrouver dans le budget extraordinaire.

M. le Ministre dit que si l'on veut bien faire appeler par le téléphone M. le Directeur Général de la Comptabilité, ce dernier pourra parfaitement répondre à cette question ou à d'autres de même nature qui lui seraient posées.

M. le Rapporteur rappelle à M. le Ministre qu'il avait d'abord déposé un premier projet demandant, pour la refecton du personnel matériel naval, une somme de 140 millions répartie en plusieurs annuités, puis qu'il a renoncé à ce projet pour demander en 1887 un crédit extraordinaire de

128
25 millions. M. le ministre n'a sans
doute pas encore l'état des constructions
qu'il se propose de faire faire avec
cette somme soit par les arsenaux
soit par l'industrie privée.

M. le Ministre répond qu'il a
un contraire, cet état non seulement
pour les constructions de la flotte,
mais pour les constructions à terre.

Il explique comment il a été nommé
par l'état actuel des choses à demander
140 millions pour la flotte et 60
millions pour les constructions des
ports, des magasins et des différents
établissements que comporte le service naval.

La commission a pu voir par le rapport
de M. Ménard Dorian, qui est très optimiste,
que la flotte se compose de 11 cuirassés d'escadre,
de 7 cuirassés de croisière, de 8 garde-côtes
cuirassés et d'un certain nombre d'autres
bâtiments. Les cuirassés d'escadre, sauf quatre
qui sont l'amiral Duperré, la Dévastation,
le Redoutable et le Courbet, qui vient d'entrer
en ligne, sont construits en bois. Les quatre
navires en fer et en acier dont on vient de
parler ont une valeur sérieuse, bien qu'on
puisse leur reprocher de manquer de vitesse,
quant aux deux autres, le Colbert, le Friedland,
sont des bâtiments en bois, déjà vieux et ne
filant plus guère que 11 ou 12 nœuds. À
côté de ces cuirassés la marine ne possède
que 4 cuirassés de croisière qui ont une
certaine valeur, parce qu'ils sont de
création récente et qu'ils filent, en moyenne,
de 12 à 13 nœuds; deux croiseurs seulement,
le Duquesne et le Tourville ont donné
une vitesse de 16 nœuds, ils n'en donnent
plus maintenant que 14 et ils sont condamnés
le dernier parce qu'il dépense trop de

charbon, l'autre parce qu'il ne peut plus
manœuvrer à la voile. Comme éclaircissements, il
existe 8 bâtiments qui sont incapables
actuellement de servir parce qu'il faut
changer leurs chaudières. Des contre-torpilleurs
ont été commandés récemment à l'industrie
privée, mais au bout de dix-huit mois
on a dû les rendre aux maisons qui les
avaient construits. M. l'Inspecteur général
du génie de Bussy ayant constaté, d'après
les études qu'il a faites en Angleterre, que
les chaudières de ces bâtiments devraient être
en cuivre; On procède, en ce moment,
à cette transformation, et ce n'est que dans
quatre mois qu'on pourra savoir si ces
contre-torpilleurs tiennent la mer et
peuvent rendre des services.

M. le Président demande à M.
le Ministre s'ils sont payés.

M. le Ministre répond qu'ils le
sont en partie, parce que lorsque l'on fait
des commandes à l'industrie privée, il est
d'usage de lui faire, en même temps,
des avances.

Ces contre-torpilleurs sont, du reste,
admirablement construits, ils portent 800 tonnes
et donnent, comme vitesse, 18 nœuds à l'heure.

Parmi les torpilleurs, qui figurent en
grand nombre sur la liste de M. Méliard-Dorian,
il n'y en a que 9, du type 64 et 65, qui soient
capables de lancer des torpilles. Quant aux
neuf torpilleurs autonomes qu'on avait fait
faire en même temps (type du *Galvez* et
de *Déroulède*), on attend que leurs essais
soient définitifs, mais il est à peu près certain
que leurs chaudières sont mauvaises et qu'il
faudra les changer.

De ce qui précède, il résulte que
nous n'avons réellement que quatre grands

cuirassés de combat d'une vitesse moyenne de 13 nœuds. Et encore faut-il dire que la *Dérastation* a ses cylindres fondus et que l'*Amiral Duperré*, ayant tous ses canons sur le pont, ce pont exposé à la grosse artillerie et surtout à la petite devient bientôt inhabitable. En résumé, nous avons des cuirassés, mais nous n'avons ni croiseurs, ni éclaireurs et les torpilleurs et contre-torpilleurs dont nous pourrions disposer sont en nombre dérisoire.

M. le Ministre rappelle à la Commission qu'il a fait faire récemment des expériences entre l'escadre et les torpilleurs, expériences certainement inégales, puisque l'escadre représente toute la force vive de la marine française tant au point de vue du matériel que de l'entraînement et de la discipline du personnel. En face de cette escadre, ayant son maximum de puissance, on a pu, en frappant à toutes les portes, réunir à Toulon 12 torpilleurs de première classe auxquels il a fallu joindre des torpilleurs dont le rôle est la défense des ports et qui ne sont pas construits, bien entendu, pour de longues traversées. Cette escadrille représentant une vingtaine d'unités de combat, montée par des équipages inexpérimentés, n'en a pas moins quitté, sans regarder au temps, les ports de Cherbourg, de Brest et de Lorient, et est arrivée à Toulon sans une seule avarie sérieuse. Et on disait ces petits bateaux incapables de tenir la mer!

Les résultats de ces expériences ont été constatés, non par des journalistes plus ou moins de parti pris, plus ou moins compétents, mais par les amiraux qui en avaient dressé le programme. Ils ont déclaré unanimement, non pas que les torpilleurs

pourraient empêcher un bombardement ou un blocus, mais qu'une escadre de 6 cuirassés devait être complétée par deux croiseurs de grande vitesse filant au moins 18 nœuds, quatre éclaireurs de très grande vitesse et que chacun de ces bâtiments devait être complété par un torpilleur et un contre-torpilleur. De telle sorte que si l'on forme deux escadres avec nos douze cuirassés, ces deux escadres devront comprendre : 4 croiseurs, 8 éclaireurs, 12 torpilleurs et 12 contre-torpilleurs, plus au moins un tiers en plus de ces bâtiments pour parer aux cas d'accident ou d'avarie.

Il ne suffit pas, en outre, que l'escadre soit ainsi complétée, mais il faut encore que nos côtes soient défendues et la guerre tant offensive que défensive dans ce que l'orateur appelle les mers nationales comporte encore un certain nombre de croiseurs, d'éclaireurs, de torpilleurs et de contre-torpilleurs.

C'est ainsi que M. le Ministre de la marine a été amené à demander ces 140 millions, non pas pour les prévisions de l'avenir, pour la marine de l'avenir, mais pour la marine de demain, si elle avait à se présenter au combat.

On a objecté que cette proposition ne représentait que l'opinion du ministre actuel de la marine et de quelques amiraux, ceux qui ont assisté aux expériences, mais M. le Ministre s'est adressé au conseil d'amirauté, il lui a posé une série de questions et voici les réponses qui ont été faites à ce questionnaire dans la séance du 7 janvier 1887.

L'orateur donne lecture de plusieurs de ces réponses qui concluent

dans le même sens que lui.

Le remède à apporter à la situation actuelle, ajoute-t-il, me semble tellement urgent que si j'avais, en ce moment, 140 millions et qu'on vint m'offrir pour 140 millions de constructions, je n'hésiterais pas à faire l'échange et à donner mon argent.

M. le Ministre explique que tout ce qu'il a pu faire avec les ressources du budget ordinaire pour parer à cette situation n'a été qu'un remède anodin, une simple amorce. Aussi, dans la situation financière où se trouve actuellement le pays, s'était-il fait ce raisonnement, "Il y a 140 millions de dépenses à faire, cela représente la part afférente pendant quinze ans aux constructions carpiées à l'industrie privée. Eh bien, l'industrie privée consommera en quatre ans sa part de quinze ans." Et il avait rédigé un projet dans ce sens. Ce projet, adopté par le Conseil des Ministres, fut repoussé par la commission du budget, qui semble préférer pour cette année un crédit extraordinaire de 27 millions. Ce crédit, M. le Ministre l'accepte, faute de mieux, parce que, d'une part, il répond assez bien à la somme de constructions qu'on peut faire cette année, et, d'autre part, parce que c'est une promesse virtuelle que l'œuvre de la réfection de la flotte sera continuée et conduite à bonne fin. Quant au projet de 140 millions, l'orateur déclare qu'il ne le retirera que lorsqu'il sera sur d'avoir les 20 millions.

Répondant ensuite à une question de M. Faye, M. le Ministre donne les renseignements suivants sur les cuirassés ci-après :

Amiral Duperré - un des plus beaux spécimens de cuirassés qu'il y ait dans le

monde - a ses pièces sur le pont.

Dévastation. Excellents bâtiments, mais
à ses cylindres fendus et ses chaudières à changer.

Redoutable. - Très bon bâtiment,
peut être le meilleur de l'escadre.

Courbet. Même type que la Dévastation.
Bon bâtiment. - Sa vitesse, au lieu d'être
de 16 à 17 nœuds comme celle des similaires
anglais, n'est que de 14 nœuds.

Indomptable. Excellent bâtiment,
bonne vitesse : 17 nœuds, a ses pièces sur le
pont. Sert, en ce moment, à des expériences
faites avec la mélinite. Armé depuis 4 jours.

Terrible. - A l'essai, mais
pourra bientôt entrer en ligne.

Tous ces bâtiments sont en fer ou
en acier et ont une valeur réelle. Les
autres, comme le Colbert, le Friedland, le
Marengo, le Suffren etc sont en bois et
filent au plus 12 nœuds à l'heure. Ils
peuvent néanmoins rendre encore des
services parce qu'ils sont montés par des
équipages d'élite.

M. le Ministre répond ensuite à
l'objection qu'on lui a faite et qui consiste
à dire : vous voulez faire en cinq ou six ans
pour 140 millions de constructions neuves,
mais ne craignez-vous pas que les types
que vous adaptez en ce moment ne soient
démodés avant peu d'années ? M. le
Ministre répond : non, parce qu'il y a
un maximum de vitesse qu'on ne peut
dépasser, parce que la loi des résistances,
par exemple, ne permet pas aux chaudières
de supporter une pression supérieure à 14
atmosphères, et parce que tous les bâtiments
que l'Etat fera construire atteindront ce
maximum de vitesse qu'il est impossible
de dépasser. De plus, par suite de

l'émulation que l'intérêt va faire naître entre les diverses maisons rivales, il est certain que ces constructions réaliseront les derniers progrès de la science et de l'industrie et qu'avant dix ans au moins ils ne seront pas démodés.

M. Gorin demande à M. le Ministre si avec les 26 millions que va lui donner le Parlement il entend construire un nombre déterminé de navires, le système par exemple, ou s'il entend commencer à la fois, avec cette somme tous les navires qu'il croit nécessaires à la réfection de la flotte et dont il évalue la dépense à 140 millions.

M. le Ministre répond qu'il considérera ce crédit de 26 millions comme impliquant une sorte d'engagement pris par le Parlement de donner le reste des 140 millions, minimum de ce qu'il faut dépenser pour faire non pas la flotte de l'avenir, mais la flotte de demain.

M. Faye demande à compléter la question de M. Gorin et dit que si l'on divise 140 millions par 26, somme accordée pour une année, on voit qu'il faudra cinq ans et demi pour avoir la possibilité de compléter l'œuvre patriotique que poursuit M. le Ministre. Dans ces conditions, ne vaudrait-il pas mieux, au lieu d'embrasser l'ensemble de l'entreprise, l'échelonner sur un nombre déterminé de constructions de façon à avoir déjà un certain nombre de navires terminés dans un an, par exemple.

M. Curmiot fait observer que la construction d'un navire exige un plus long espace de temps.

M. le Ministre dit que la construction d'un torpilleur demande 7 mois au moins, un éclairer un an et

un croiseur deux ans.

M. le Président dit que M. M. Gouin et Faye ne contestent pas l'utilité des 140 millions de constructions neuves, mais ils se demandent si, étant donné que 26 millions représentent le cinquième de cette somme, il ne vaudrait pas mieux, au lieu de tout commencer à la fois, d'organiser les travaux de manière à avoir au bout de 2 mois le genre des torpilleurs, au bout d'un an le genre des éclaireurs, en un mot le genre de la flotte terminée.

M. le Ministre répond qu'il est bien clair qu'il va employer les 26 millions qu'on lui donnera à obtenir le plus tôt possible des navires terminés.

M. le Directeur de la Comptabilité ajoute qu'il a été préparé au ministère un devis des 140 millions, desquels il résulte que l'administration de la marine cherche à ne mettre en chantier que le plus petit nombre de bâtiments possible pour avoir dans le plus bref délai le plus grand nombre possible de navires terminés. Ce document pourra être communiqué à la commission.

M. le Président constate que dans ces conditions, tout le monde est d'accord.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre si, parallèlement à la construction de ces navires à grande vitesse, il ne serait pas bon de maintenir, comme nombre, nos cuirassés à la hauteur de ceux des nations étrangères et de reprendre, par exemple, la construction du Charles Martel et du Brennus que le rapport de M. Ménard Dorian présente comme seulement ajournée.

M. le Ministre répond que son

opinion est bien connue à cet égard, il croit qu'on est entré dans une mauvaise voie en construisant de grands cuirassés. On a ainsi oublié ce proverbe vulgaire qui dit qu'on ne doit pas mettre tous ses œufs dans le même panier, on a voulu réunir dans un même bâtiment le maximum de la résistance par le maximum de la cuirasse, le maximum de l'attaque par la réunion de l'éperon, des canons, des torpilles etc, on a oublié le principe de la spécialisation de l'outil. Le cuirassé monstre est condamné et récemment, en Angleterre lord Beresford déclarait qu'après que le *Hil* et le *Trafalgar* auraient été construits, on n'en mettrait plus en chantier.

M. le Président fait observer à M. le Ministre que, d'une façon générale, la commission est un peu inquiète en présence de ce nouveau programme de dépenses parce qu'elle se rappelle que depuis 1872 on a dépensé 4 1/4 millions pour la marine, et que le tableau que veut de faire M. le Ministre de la situation actuelle de la flotte prouve que cet énorme sacrifice a produit des résultats qui ne sont rien moins qu'encourageants.

M. le Ministre répond que ces tristes résultats sont dus aux erreurs commises. On a cru que toute la force d'un bâtiment résidait dans sa puissance de résistance et dans le nombre de ses canons, et l'on a construit ces grands cuirassés, qu'on a proclamés les rois de l'Océan, tandis que ceux qui avaient l'intuition de l'avenir, ont compris que désormais la grande force d'un navire de guerre résidait plutôt dans sa vitesse. Ceux qui avaient dressé le programme de 1872 n'avaient prévu ni

les torpilles, ni la science des explosifs, ni tant d'autres facteurs qui doivent présider à la construction des bâtiments modernes. Il n'en sera pas de même des constructions nouvelles parce que, comme l'a déjà dit l'orateur, elles ne peuvent pas être démodées avant d'avoir fourni la carrière pour laquelle elles seront créées.

M. Gocher espère que la confiance que M. le Ministre a dans ses propres projets ne sera pas trompée comme celle de ses prédécesseurs. Dans tous les cas, la commission ne devra prendre un parti qu'après avoir étudié le devis que M. le Directeur général a promis de lui communiquer.

Maintenant l'honorable membre aurait une dernière question à adresser à M. le Ministre. Il y a, dans le budget ordinaire, une somme de 50 millions environ pour constructions navales, achats de bâtiments etc. A quoi doivent être employés ces fonds? Doit-on les confondre avec les 20 millions?

M. le Ministre répond que les 140 millions de crédits extraordinaires qu'il demande pour la réfection de la flotte sont absolument en dehors de ces dépenses là, qui constituent la suite donnée aux idées qui prévalaient lors de son entrée au ministère et à l'entretien normal de la flotte.

M. le Président rappelle à M. le Ministre sa promesse de communiquer à la commission le devis des travaux qu'il compte engager en 1887 et lui demande s'il verrait un inconvénient à lui communiquer en même temps les procès-verbaux des séances du conseil d'amirauté.

137
Il assure M. le Ministre qu'aucune indiscretion ne sera commise.

M. le Ministre répond qu'il est entièrement à la disposition de la commission et qu'il n'a malheureusement, à craindre aucune indiscretion, car les idées dont il s'est fait l'apôtre et pour lesquelles il a encore besoin de combattre en France, ont été adoptées par toutes les nations étrangères.

L'orateur ajoute qu'en sus des 140 millions, il a demandé 60 millions pour les constructions à terre et qu'il regarde ces 60 millions comme encore plus nécessaires que ceux qui doivent servir à la réfection de la flotte. Nous n'avons, dans nos mers nationales, aucun port de concentration et de refuge. Il y en a un cependant qui est admirable et qui avait été découvert par Vauban, il était malheureusement impraticable à la navigation à voiles mais il ne l'est pas à la navigation à vapeur, c'est le port de Portrieux, à gauche et à l'ouest de Cherbourg.

Dans la Méditerranée, nous sommes maîtres, en théorie du moins, de la porte nord qui sépare le cap Corse des côtes de la Provence, nous pourrions l'être aussi de la porte sud et du détroit de Bonifacio, nous n'avons pas même la plus petite fortification sur ce point si important. Nous devons, en même temps, être les maîtres incontestés de la grande ligne commerciale de Suez à Gibraltar, nous ne sommes pas même fortifiés à Bizerte, à tel point que les Anglais et les Italiens s'en indignent et disent que nous ne sommes pas dignes de notre fortune.

Ce simple aperçu doit frapper la commission et l'orateur espère qu'on ne lui

marchandera pas les 60 millions qu'il demande.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre de la marine, qui se retire.

M. le Président demande à M. le Directeur général de la comptabilité, au sujet des modifications introduites dans la nomenclature du budget de la marine, des explications que la commission a vainement cherchées, et dans le budget rectifié et dans le rapport que M. Ménard-Dorian.

M. le rapporteur ajoute que la commission accepte bien le classement par nature, qui présente certainement des avantages en faisant disparaître la confusion qui existait dans l'ancienne classification, mais qu'elle a remarqué que contrairement à ce qui est dit dans la note de l'administration insérée dans le rapport de M. Ménard-Dorian, cette confusion persiste au moins pour les chapitres 1 et 2. Le chapitre 2 a entièrement disparu, et certains articles du chapitre 1^{er} en ont été distraits et se trouvent noyés dans la masse du crédit de certains chapitres spéciaux.

M. le Directeur répond qu'en préparant le budget sous cette nouvelle forme, l'administration de la marine n'a pas eu la prétention de faire une personnel, qu'elle a entendu, au contraire, se conformer aux vœux des différentes commissions du budget qui se sont succédés en France depuis la Restauration, qu'elle a été surtout guidée dans son travail par les observations du remarquable rapport présenté en 1879 par M. Lamy.

Répondant ensuite à des points de détails qui lui sont signalés par M. le rapporteur, l'orateur entre à ce sujet

dans de longues explications pour justifier la classification adoptée. Cette classification présente encore, c'est certain, des inconvénients, mais la question est de savoir si ces inconvénients ne sont pas compensés par de plus grands avantages. L'administration, du reste, est toute disposée à faire tout ce qu'il sera possible de faire pour faciliter le contrôle du Parlement. Le temps lui a manqué pour lui soumettre, cette année, les chiffres des différents articles suivant les deux cadres anciens et nouveaux; ce travail qui n'a pu être qu'en bloc, cette année, sera fait l'année prochaine avec tous les détails et tout le soin possible. En un mot, la contexture des annexes sera de nature, — du moins, l'orateur en a l'espoir —, à faire disparaître les inconvénients qui ont été signalés, pour le chap. 1. et 2, par M. le rapporteur.

Sur la proposition de plusieurs membres, la suite de l'examen du budget de la marine est renvoyée à une séance ultérieure dont on fera connaître la date à M. le Directeur général de la Comptabilité.

La séance est levée à 5 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 28 Janvier 1889

Présidence de M. Liorat

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Barbey, Béal, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Ducloux,

Faye, Casimir Fournier, Gouin, Lenoël,
Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Tirard.

M. Goblet, président du conseil,
ministre de l'Intérieur, assiste à la séance.

M. Casimir Fournier, rapporteur
du budget du ministère de l'Intérieur,
rappelle à M. le Ministre qu'il a déjà eu
l'honneur de l'entretenir des trois seules
questions de ce budget qui paraissent présenter
quelques difficultés.

La première est celle qui a
trait aux émoluments des directeurs.

M. le Ministre fait observer
qu'avant cette question, il y en a une
autre relative aux traitements du
personnel du cabinet du ministre.
Ce personnel se compose d'un chef
de cabinet, ayant le titre de directeur -
c'est M. Robert, dont le traitement, au
ministère de l'instruction publique,
était de 13,000 francs, - et du secrétaire
particulier du ministre, un conseiller de
préfecture de 1^{re} classe, dont le traitement,
par conséquent, est de 4,000 frs. Or, le
crédit affecté au personnel du cabinet est
de 15,000 frs seulement. Le sous-secrétaire
d'Etat à l'intérieur est supprimé, et
l'on a réalisé de ce chef une économie
de 20,000 frs. Il semblerait naturel de
faire également une économie sur le
crédit affecté au cabinet du sous-secrétaire
d'Etat, mais il faut remarquer que la
suppression même de ce fonctionnaire
donne un surcroît de travail au
secrétaire particulier du ministre. Dans
ces conditions, M. le Ministre espère que
la commission voudra bien maintenir
les 6,000 francs qu'il réclame et qui
étaient autrefois affectés au paiement

du personnel du cabinet du sous secrétaire d'Etat.
a En ce qui concerne les directeurs, M. le Ministre répète ce que M. le Rapporteur a déjà fait connaître à la commission dans l'avant-dernière séance. Les directeurs du ministère de l'Intérieur, dont le traitement était fixé à 18,000 frs, recevraient en réalité 28,000 frs, grâce à des gratifications prélevées sur le chap. 17. M. le Ministre est décidé à faire cesser cet abus, mais il veut, en même temps, élever de 18 à 20.000 frs le traitement des directeurs, qui sont, en général, d'anciens préfets de 1^{re} ou de 2^{ème} classe.

M. Lenoël fait remarquer que les directeurs du ministère de la justice, qui sont ordinairement d'anciens procureurs généraux, ayant déjà rendu de longs services, ne touchent que 18.000 frs.

M. le Ministre répond qu'il est peut-être fâcheux que tous les traitements des directeurs des divers ministères ne soient pas uniformisés, mais que, dans tous les cas, le travail des directeurs de l'intérieur est bien plus considérable que celui de la justice.

Passant ensuite au chapitre 3, (Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des Départements), M. le ministre rappelle que le Gouvernement a rétabli le crédit affecté aux traitements des sous-préfets, mais avec une diminution de 35.000 frs, pour bien marquer son intention de déférer au vœu de la majorité républicaine de la Chambre, qui paraît bien moins vouloir la suppression que la diminution du nombre des sous-préfets. Il a donné, en même temps, satisfaction aux idées de la commission des finances, en déclarant qu'il n'entendait pas procéder à cette réforme par voie budgétaire, et en

déposant un projet de loi spécial. Peut-être le crédit de 1.400.000 frs suffira-t-il pour payer tous les sous-préfets, dans le cas où le projet de loi portant suppression d'un certain nombre de sous-préfectures ne serait pas adopté, mais il est plus naturel de supposer le contraire, et c'est pour donner un gage à la Chambre des Députés que M. le Président du Conseil a consenti à cette suppression de 35.000 frs. En acceptant le chiffre proposé par le Gouvernement, le Sénat ne s'engagera en aucune façon à voter le projet de loi sur les sous-préfets. (Il fera, du reste, toutes ses réserves à cet égard.) mais il fera bien de l'accepter pour éviter au Gouvernement de nouvelles difficultés avec la Chambre et aboutir le plus rapidement possible au vote du budget.

M. Clamageran dit qu'en un mot, par cette réduction de 35.000 frs, le Gouvernement se considère comme engagé à soutenir son projet de loi, tandis que le Sénat, en adoptant sous réserves le chiffre du Gouvernement, reste libre de voter ou de ne pas voter le projet de loi.

M. le Président du Conseil fait un geste affirmatif et M. le Président déclare que, dans ce cas, la commission a, sur ce point, toute satisfaction.

Un membre de la commission demande à M. le Ministre ce qu'il pense de la suppression des cinq inspecteurs généraux votée par la Chambre.

M. le Ministre répond que bien que cette réforme ait été faite par voie budgétaire, il ne demandera pas le rétablissement du crédit, parce qu'il est certain de ne rien obtenir de la Chambre à cet égard.

M. Faye lui demande ce qu'il compte faire des fonctionnaires ainsi supprimés.

M. le Ministre répond qu'il les mettra à la retraite pour cause de suppression d'emploi.

M. Faye, n'ennisageant la question qu'au point de vue financier, fait remarquer que si, dans un avenir prochain, M. le Ministre est obligé de nommer de nouveaux inspecteurs généraux, ces derniers recevront de nouveaux traitements, tandis qu'on payera des pensions d'au moins 4,000 frs à des fonctionnaires retraités dans toute la rigueur de l'âge.

M. le Ministre répond qu'il ne pourra faire autrement, n'ayant pas de traitements de disponibilité.

M. le Président aborde ensuite le chap. 49 (Sociétés de secours mutuels) pour lequel il n'est demandé qu'un crédit de 160,000 frs, quand il est certain, - M. le Président du Conseil l'a lui-même reconnu, - qu'il sera indispensable de demander, en cours d'exercice, par ce même chapitre, un crédit supplémentaire de 200,000 frs. N'est-il pas de bonne règle financière de prévoir au budget toutes les dépenses certaines de l'année?

M. le Ministre répond qu'il abonde dans ce sens, mais que c'est par suite de la crise ministérielle et du désarroi momentané du personnel qu'une note qui avait été préparée pour ajouter ces 200,000 frs au chap. 49 n'a pas passé sous les yeux du ministre et que le chiffre de 160,000 frs seulement a été voté par la Chambre. Ne pouvant demander le rétablissement de ces 200,000 frs au Sénat, M. le Ministre sera bien forcé de demander dans le cours de l'année un crédit supplémentaire de pareille somme.

M. le Président demande à M. le

Ministre, si, dans sa pensée, le Sénat n'a pas le droit de prendre l'initiative du relèvement d'un crédit de cette nature.

M. le Ministre répond que ce serait là une discussion un peu théorique et qu'il serait inopportun de soulever en ce moment, étant donnée la nécessité de terminer avant la fin de février le vote du budget. Il serait désespéré, pour sa part, d'avoir, comme l'annoncent déjà certains journaux, à demander au Parlement un nouveau douzième provisoire.

M. le Président fait remarquer à M. le Président du Conseil que, tous les ans, le Sénat est mis dans la nécessité de discuter en quelques jours un budget, que la Chambre des Députés a mis de longs mois à étudier et qu'il lui est impossible de donner à la discussion des plus graves questions toute l'ampleur qu'elles comportent. Cette situation est digne d'attention et malgré le désir qu'a la commission de ne causer aucune entrave au Gouvernement, elle ne peut répondre que certaines questions ne seront pas soulevées.

M. le Ministre dit qu'il ne méconnaît pas cette situation, mais qu'il plaide, en ce moment, les circonstances atténuantes. Le budget de 1888 sera déposé à la fin de février sur le bureau de la Chambre des Députés et le Gouvernement fera tout son possible pour que le Sénat puisse exercer des droits, qui, jusqu'à présent, n'ont pas reçu une entière satisfaction.

M. le Président remercie de ses explications M. le Président du Conseil qui se retire.

M. Guin demande à la commission la permission de lui soumettre les observations préliminaires dont il a cru devoir faire précéder

195
son rapport sur le budget du ministère de la guerre. (Assentiment) L'honorable membre donne lecture de cette partie de son rapport.

M. Clamageran voudrait que M. le rapporteur ajoutât aux mots «visites de contrôle» le qualificatif de «improvisées» parce que toute visite qui est annoncée à l'avance ne peut être une visite sérieuse.

M. Gouin dit qu'il fera droit à cette observation et ajoute qu'au point de vue du contrôle, ce qu'il demande à l'administration de la guerre depuis longtemps et ce qu'il n'a jamais pu obtenir, c'est un état dans lequel on dirait, — aujourd'hui que le programme des approvisionnements pour chaque corps d'armée est définitivement arrêté — dans telle ville, dans tel magasin, il y a telles et telles choses. De cette façon il suffirait d'aller à l'improviste dans deux ou trois magasins pour savoir si les approvisionnements existent et surtout si ce que le service courant a pris au service de réserve est ou va être remplacé.

M. Magnin dit que pour les approvisionnements de concentration, en vertu du traité passé entre l'Etat et la Société de la graineterie française, il y a un triple contrôle, celui de la société et celui de la Banque de France qui donnent toute sécurité.

M. Duclerc fait observer que ce que demande M. Gouin est prescrit par les ordonnances.

M. Faye répond que les ordonnances dans ce cas ne sont pas exécutées, que dans tous les magasins les deux services sont confondus et qu'il n'existe qu'une comptabilité unique qui ne permet aucun contrôle sérieux.

A la suite d'un échange d'observations entre M. le Président, M. M. Magnin, Faye et Gouin la commission décide qu'elle demandera sur cette question des explications à M. le

Ministre de la guerre.

M. Chesnelong appelle l'attention de la commission sur les deux points suivants. En premier lieu, l'honorable membre ne demande pas le rétablissement du crédit de 6.700.000 frs que M. Kellier a demandé à la Chambre sur le chapitre 12, mais M. le rapporteur pourrait dire un mot du danger qu'il y a à diminuer, en ce moment, nos effectifs; il dégagerait ainsi la responsabilité de la commission.

M. le Président fait observer que la commission ne saurait avoir d'opinion sur ce point avant d'avoir entendu M. le Ministre de la guerre (Approbation).

M. Chesnelong critique en second lieu le passage du rapport de M. Gouin où il est dit, en parlant des 108 millions, que « nous sommes au terme de nos sacrifices. » C'est « un terme des dépenses prescrites par le programme de cette époque » qu'il faudrait dire.

M. Clamagran appuie cette dernière observation.

La commission décide ensuite qu'elle attendra que le budget de la guerre soit voté en entier pour convoquer M. le Ministre de la guerre.

M. Darby, rapporteur du budget de la marine, demande à la commission de prendre une décision au sujet du budget extraordinaire de 26 millions demandé par M. le Ministre, pour qu'il puisse rédiger son rapport et le soumettre ensuite à la commission.

M. le Président dit qu'il ne faut pas qu'on puisse dire que la commission a accepté les 12 millions d'économies du budget ordinaire parce qu'elle sait que ces dépenses reparaitront dans le budget extraordinaire. Hier, M. le ministre a déclaré qu'il n'y

117
avait aucun transfert du budget ordinaire au budget extraordinaire.

M. Clamageran fait observer qu'il a dit, sauf pour les 2 millions des ouvriers des arsenaux. De plus, il est certain qu'il y a bien d'autres dépenses qui sont soustraites du budget ordinaire et reportées au budget extraordinaire. Il serait facile de les retrouver en comparant les deux budgets et c'est un travail que pourrait faire M. le rapporteur.

M. Duclerc dit qu'il ne combat pas le budget extraordinaire, mais qu'il est d'avis de prohiber absolument tout transfert de cette nature.

Nous discutons, à laquelle prenant part M. M. le rapporteur, Duclerc, Clamageran, Cuniot, Magnier et Gouin s'engage sur le principe même du budget extraordinaire de la marine et l'opportunité des réformes projetées par M. le Ministre de la marine.

M. le rapporteur donne lecture de certains passages de la délibération du conseil d'amirauté qui contredisent les déclarations faites dans la séance d'hier par M. le ministre de la marine. L'honorable membre est d'avis que si l'on avait, chaque année, consacré les économies réalisées à faire des constructions neuves, on n'aurait pas besoin aujourd'hui d'un budget extraordinaire. Il donne lecture de la partie de son rapport où se trouve consignée cette observation.

M. Clamageran fait observer que les constructions qu'on aurait ainsi faites seraient probablement aujourd'hui démodées.

M. Duclerc parle en faveur des projets du ministre et dit qu'il ne faut pas les condamner parce que certains hommes compétents les critiquent. Il en a été de même pour le fusil Chassepot et pour le

fusil Gras.

M. Gouin dit qu'il ne marchandera jamais un crédit à la guerre ou à la marine, mais qu'il voudrait que ces dépenses fussent payées avec le produit de l'impôt et non avec des ressources d'emprunt.

M. Chesnelong parle également contre le principe du budget extraordinaire.

M. Cuniot fait remarquer qu'il n'y a rien d'arrêté dans l'esprit de M. le Ministre de la marine et qu'en somme, il demande des crédits pour un type de navire qu'il ne fait pas connaître.

M. Faye déclare qu'il aimerait mieux donner 10 millions pour une expérience que 140 millions pour des constructions sur lesquelles il n'a pas la compétence voulue pour se prononcer.

Après un échange d'observations entre M. M. Magnin, Héral, Gouin et Faye sur la question de savoir si le Parlement, à la suite du rapport de M. Wilson, peut être considéré comme saisi des divers budgets extraordinaires, la commission, sur la proposition de M. Faye, décide qu'elle peut examiner la question au fond.

M. le Président met alors aux voix l'adoption du budget ordinaire avec la perspective d'un budget extraordinaire, mais avec cette réserve que toutes les dépenses qui auront été distraites du budget ordinaire pour figurer au budget extraordinaire, seront rétablies dans le premier de ces budgets, quitte à diminuer d'autant le budget extraordinaire.

Cette proposition est adoptée.

M. Casimir Fournier donne ensuite lecture de son rapport sur le

199

Budget du ministère de l'Intérieur.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 heures $3\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 31 janvier 1887.

Présidence de M. Liard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Léal, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Fays, Casimir Fournier, Magnin, Merlin, Loubet, Dernoël, Marion, Liard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

Sur la proposition de M. le Président, la commission décide qu'elle entendra immédiatement M. M. les délégués du Congrès des Caisse d'épargne, qui ont demandé à être entendus de nouveau.

Messieurs les délégués, au nombre de 6, sont introduits et prennent place parmi les membres de la commission.

M. le Président leur demande de circonscrire leurs observations aux faits nouveaux qu'ils ont à faire connaître à la commission, cette dernière ayant pris bonne note des arguments qu'ils ont fait valoir dans la séance du mois de décembre dernier.

M. le Président de la caisse d'épargne de Nantes remercie la commission et dit qu'il

n'a que deux très courtes observations à lui présenter.

La première a trait à l'art. 8 du projet de loi de finances tel qu'il est sorti des délibérations de la commission du budget. Cet article propose d'affecter aux produits divers du budget le bénéfice résultant pour l'Etat de la différence entre les intérêts payés aux caisses d'épargne par la Caisse des Dépôts et Consignations, et les intérêts qu'elle tire du placement des fonds versés par ces caisses. Or, l'Etat doit encourager l'épargne parmi les classes laborieuses, mais il ne doit pas chercher à en tirer un profit pour lui-même. L'orateur espère que la Chambre ne ratifiera pas la décision de sa commission du budget, et que si, par impossible, elle adoptait cet article 8, le Sénat saurait le repousser.

Quant à l'article 38 du même projet de loi, qui fera l'objet de sa deuxième observation, l'orateur le déclare en contradiction absolue avec la promesse qui a été faite, lors de l'organisation de la caisse d'épargne postale, que jamais cette caisse nationale ne ferait concurrence aux caisses d'épargne privées. Il voudrait qu'il y eût au moins un écart de 50 centimes, si l'on ne veut pas maintenir le statu quo entre le taux de l'intérêt servi aux déposants par les deux caisses ou bien qu'on attribue au moins aux caisses la moyenne du revenu réalisé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Enfin l'orateur soutient qu'on ne peut pas modifier par une simple disposition budgétaire la loi organique sur les caisses d'épargne.

M. le Directeur de la caisse d'épargne des Bouches du Rhône ajoute

21

qu'il n'y a aucune raison sérieuse de trancher, en ce moment, cette question du taux de l'intérêt, puisque M. le Ministre des finances, dans la dernière séance de l'année 1886, a annoncé que le projet de loi organique sur les caisses d'épargne serait discuté dans le plus bref délai.

En second lieu, l'orateur appelle l'attention de la commission sur les difficultés de comptabilité véritablement inextricables qui se produiront, si l'article 8, comme le demande la commission du budget, est appliqué en cours d'exercice, c'est-à-dire à partir du 1^{er} avril 1887. En conséquence, dans le cas où cet article serait voté par la Chambre des Députés, si le Sénat était également disposé à l'adopter, M. le Directeur demanderait subsidiairement à la commission de n'en proposer l'exécution qu'à partir du 1^{er} janvier 1888.

Il termine en disant que M. le rapporteur de la Chambre des Députés a commis, du reste, une erreur matérielle en s'appuyant sur une phrase qui semble dire que le Sénat a approuvé la réduction à 3.25 % et en disant que les déposants continueraient à recevoir 3.25 %, tandis qu'avec la réduction proposée, ils ne toucheraient dans beaucoup de caisses d'épargne que 2.75 %. Le Sénat a simplement voulu dire qu'il lui était impossible de se prononcer d'une manière irréfléchie sur une aussi grave question.

M. l'administrateur de la caisse d'épargne de Villefranche combat ensuite en quelques mots le système du taux différentiel, qui, suivant toutes probabilités, sera également proposé au Sénat. Deux motifs principaux s'opposent à ce que ce système puisse être adopté. Le premier, c'est qu'il serait à peu près impraticable à cause de l'extrême complication

des écritures ; le second, c'est qu'il n'est nullement conforme à la comptabilité que doit adopter un Etat, parce que qu'il n'y aurait aucun moyen de contrôler les déclarations des caisses d'épargne, s'il y avait des taux différents. Il espère que si le taux unique est maintenu, on le fixera en vue des petits déposants et qu'on se souviendra que la moyenne des livrets est inférieure à 500 frs.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. les délégués, qui se retirent.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget du ministère de l'Instruction publique.

M. Merlin, rapporteur de ce budget, donne lecture de son rapport.

Les six premiers chapitres ne donnent lieu à aucune observation.

A propos du chapitre 6 (Facultés - Personnel) M. le rapporteur expose que les économies projetées se sont traduites par une augmentation de 130. 750 frs provenant des trois causes ci-après :

1^{re} Création de trois chaires nouvelles (une chaire de science de l'éducation à la faculté de Paris ; une chaire d'astronomie à la faculté de Lille ; et une chaire de grammaire comparée à créer dans une faculté de province) ;

2^{re} Rectification du cadre du personnel enseignant : Injustice à réparer envers les professeurs qui n'ont que le traitement de la 1^{ère} classe, bien qu'ayant droit à celui de la 3^{ème} ;

3^{re} Création à l'école de droit d'Alger d'une nouvelle chaire de droit romain et d'une nouvelle chaire de droit français.

M. Clamageran, sur le premier

294

point, fait remarquer que ces chaires sont surtout créées en vue d'une personne. La chaire de sciences de l'éducation, dans l'espèce, est créée en vue de M. Marion, professeur des plus distingués, mais si intéressante que soit cette création, elle n'est pas d'une nécessité absolue, et l'honorable membre se demande si dans l'état actuel de notre situation financière, il convient de créer des chaires dont la nécessité n'est pas démontrée.

Il demande à la commission de vouloir bien interroger sur ce point M. le Ministre de l'instruction publique.

Cette proposition est adoptée.

Sur le deuxième point, M. Faye fait observer que si, — précisément parce qu'on a doté un nombre plus considérable de professeurs du traitement de la dernière classe, — le total des traitements n'arrive pas à l'équilibre, c'est qu'on a augmenté le nombre des professeurs en général sans que le crédit du chapitre ait été lui-même augmenté. Des explications devront être aussi demandées sur ce point à M. le Ministre (Assentiment).

Sur la proposition de M. Faye et Cazot, la commission décide également de demander à M. le ministre si la création des deux chaires nouvelles de l'école de droit d'Alger est justifiée par le nombre croissant des élèves.

M. le rapporteur fait remarquer que le chapitre 3 (Facultés - matériel) comporte une augmentation de 335.000 frs pour amélioration du service des facultés.

M. Faye dit qu'il comprendrait une semblable augmentation dans un budget en parfait équilibre, mais qu'il serait d'avis d'ajourner ces dépenses dans un budget d'attente comme celui de cette année.

M. le rapporteur fait observer qu'il serait peut-être dangereux de s'arrêter dans la voie où l'on marche depuis quelques années. On risquerait alors de perdre le bénéfice des dépenses faites et des progrès accomplis.

La commission décide qu'elle entendra sur ce point M. le Ministre de l'Instruction publique.

Aucune observation sur les chapitres 8, 9, 9 bis, 10 et 11.

Chapitre 12 (Collège de France). La commission décide qu'elle demandera des explications à M. le Ministre, sur la création d'une chaire de la Théorie des nombres.

Les chap. 13 à 43 inclusivement ne donnent lieu à aucune observation.

A propos du chap. 43 bis (subventions aux sociétés de tir des départements) M. le rapporteur rappelle comment, à la Chambre des Députés, ce crédit a été voté sur la demande de M. Méryllon en même temps que la subvention au concours national de Paris était refusée.

M. Magnin fait observer que le crédit de 50.000 frs à répartir entre toutes les sociétés de France produira peut-être une subvention de 20 frs pour les plus favorisées et de quelques francs pour les autres. Ce sera de l'argent perdu et l'on entre ainsi dans une voie périlleuse, car ce crédit de 50.000 frs notoirement insuffisant ne peut aller qu'en s'accroissant chaque année.

L'honorable membre demande à la commission la suppression du crédit.

Après un échange d'observations entre M. M. le Président, Clamageran, Chesnelong, Marion et Casimir Fournier, cette proposition est mise aux voix et adoptée.

23

Cette décision sera portée à la connaissance de M. le Ministre.

Le chap. 44 ne donne lieu à aucune observation.

A propos du chap. 45 (lycées nationaux de garçons) M. le rapporteur rappelle dans quelles circonstances l'amendement de M. Campaigre demandant le maintien à 1.350.000 frs du crédit des remises des frais d'externat et de pension.

M. le rapporteur propose à la commission d'accepter également ce chiffre conforme à celui du budget de 1886 et calculé sur la moyenne des cinq dernières années.

Le chiffre de 1350,000 frs est adopté.

Le chapitre 46 ne donne lieu à aucune observation.

Chapitre 47 (Enseignement secondaire des jeunes filles). M. le rapporteur explique que l'augmentation du crédit de ce chapitre par rapport au budget de 1886 est la conséquence nécessaire du développement de cette institution.

M. Chesnelong trouve que c'est aller bien vite dans la voie des dépenses pour un objet dont l'utilité n'est pas bien démontrée. Et puis, le nombre croissant des établissements crée est-il justifié par le nombre croissant des élèves? Dans quelle proportion entre parmi ces élèves le nombre des boursières?

M. Loubet fait remarquer que le Journal Officiel publie les noms de toutes les boursières et qu'on peut être ainsi renseigné sur ce dernier point.

M. Clamageran dit que pour avoir ce renseignement il faudrait se livrer à un travail impossible et qu'on ne connaît pas, du reste, les extinctions qui se produisent. Seulement, M. le Ministre pourrait donner à la commission le tableau général de ces

bourses et l'honorable membre propose à la commission de le lui demander (Approbation).

L'orateur ajoute que bien que partisan de l'institution des lycées de filles, il serait assez d'avis d'aller plus lentement dans la progression de ces dépenses, qui, si l'on n'y prend garde, auront atteint dans quelques années des proportions énormes.

À la suite d'observations échangées sur le même sujet entre M. M. le Président, Marion et Chesnelong, la commission décide qu'elle entendra sur ce point M. le Ministre.

Aucune observation sur les chapitres 48, 49, 50, 51 et 52.

M. le Rapporteur rappelle à la commission ce qui s'est passé à la Chambre des Députés à propos du chapitre 53 et comment, après que l'amendement de Soland eut été rejeté, l'amendement Steeg a été adopté. M. le rapporteur fait remarquer, à ce propos, que le Gouvernement a entre les mains les ressources suffisantes pour satisfaire comme par le passé aux subventions des écoles maternelles des communes au-dessous de 2.000 âmes.

Une discussion à laquelle prennent part M. M. Faye, Chesnelong, Clamageran et le Président s'engage sur la portée de l'amendement de M. Steeg. Cet amendement, conclut M. le Président, a pour but de permettre au ministre de continuer aux écoles maternelles des communes au-dessous de 2.000 âmes les subventions qu'elles recevaient avant la loi du 30 octobre 1886.

Le reste des chapitres du budget ne donne lieu à aucune discussion.

M. Chesnelong annonce à la commission son intention d'examiner et d'apprécier à la tribune du Sénat les

195

conséquences financières du système scolaire suivi depuis quelques années jusqu'à ce jour.

La commission décide qu'elle se réunira demain à 1 h. $\frac{1}{2}$ pour entendre les rapports de M. M. Clamageran et Marion; le premier sur le budget du Ministère des affaires étrangères, le second sur le budget des beaux-arts et qu'elle convoquera pour mercredi, 2 heures, M. le ministre de l'instruction publique.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 1^{er} Février 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Néral, Rocher, Cazot, Duclerc, Fays, C. Fournier, Gouin, Henoël, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Girard.

M. Merlin donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget du ministère des affaires étrangères.

M. Clamageran, rapporteur, dit qu'il n'a pas encore rédigé son rapport, mais qu'il demande à la commission la permission de faire devant elle un rapide examen de ce budget, afin de bien préciser les points sur lesquels des explications pourront

être demandées à M. le Ministre des affaires étrangères.

M. le rapporteur constate d'une manière générale que le budget du ministère des affaires étrangères, en ce qui concerne la 1^{ère} section (Service ordinaire) ne présente, par rapport à celui du dernier exercice, qu'une très-légère augmentation. Il n'y a, à proprement parler, de modification que dans l'ordre des chapitres, et tous ces chapitres ont été adoptés par la Chambre des Députés avec les chiffres présentés par la commission d'accord avec le Gouvernement.

La seule discussion sérieuse qu'il y ait eu à la Chambre, a porté sur les divers articles du chapitre 3 (Traitements des agents diplomatiques et consulaires). L'amendement de M. Michelin tendant à la suppression de l'ambassade du Vatican a été repoussé et l'orateur ne croit pas que personne veuille le reprendre au Sénat. Une deuxième discussion a été soulevée à propos du cumul des fonctions publiques et du mandat de député. Rien à dire des missions Paul Bert et Constant, mais, à propos de la nomination de M. Chiessié au poste de ministre plénipotentiaire à Caracas, on pourrait adresser à M. le Ministre deux questions, l'une sur la transformation du consulat général de Venezuela en légation et l'autre sur la nomination elle-même de ce député.

On pourrait également interroger M. le Ministre sur la question de la fusion des pouvoirs diplomatiques et consulaires ou sur l'organisation de ces mêmes pouvoirs en sens contraire, et lui demander quels étaient, au point de vue de la réforme consulaire, les desirata de la

28

commission extra-parlementaire, qui a fonctionné, il y a quelque temps.

Celles sont les questions qui ont été agitées à la Chambre des Députés à propos du Chap. 3, mais il en est deux autres d'un ordre beaucoup plus budgétaire qui se présentent à propos de ce chapitre.

Le Gouvernement, voulant donner l'exemple des économies, avait proposé une réduction de 160.000 frs sur les traitements des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires, la commission l'a repoussé par ce motif démocratique que ces fonctions ne pourraient plus, dans ce cas, être acceptées et exercées que par des personnes très riches.

En second lieu, on a distrait du chapitre 3 les frais de représentation, qu'on a distingués du traitement, et on les a transportés au chap. 6. Il y a, en réalité, de ce chef, une augmentation; seulement les ambassadeurs seront obligés désormais d'établir par état ces frais de représentation. Cette réforme est-elle bonne? Aboutira-t-elle à un résultat? Il serait bon d'entendre sur ce point le Gouvernement.

Ces sont les deux points sur lesquels M. le rapporteur propose à la commission de demander à M. le Ministre des explications. (Assentiment.)

Les autres chapitres de la 1^{re} section ne donnent lieu à aucune observation.

M. le rapporteur passe ensuite à la 2^{ème} section (service des protectorats) qu'on a très bien fait, suivant lui, d'imaginer et propose à la commission d'interroger sur le chap. 1^{er} M. le Ministre des affaires étrangères. Partage-t-il l'opinion de son prédécesseur sur la spécialisation des crédits et trouve-t-il, comme lui, qu'un crédit accordé en bloc pour le

Confin et l'Annam se justifie par la nécessité de maintenir le provisoire dans ces contrées et de donner à l'administration la plus grande latitude possible pendant un certain nombre d'années?

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. Rocher, Faye, et le rapporteur, la proposition de ce dernier est adoptée.

M. le rapporteur propose également à la commission de demander à M. le Ministre des renseignements sur notre situation à Madagascar et surtout sur notre établissement dans la baie de Diego-Suarez.

Cette proposition est également adoptée.

M. Marion, rapporteur du budget des Beaux-arts, constate que ce budget présente, par rapport à celui de 1886, une diminution de 1217,000 frs. Il établira, dans son rapport écrit, les points sur lesquels porte cette diminution.

La seule question qu'on pourrait adresser à M. le Ministre sur ce budget est celle de savoir s'il accepte la suppression des 50,000 frs pour subvention aux théâtres d'Algérie.

M. le Président croit qu'il est inutile de provoquer de la part du ministre une demande de rétablissement de ce crédit. On peut lui demander purement et simplement s'il accepte les chiffres du budget des Beaux-Arts tels qu'ils ont été votés par la Chambre des Députés.

M. Merlin donne ensuite lecture de son rapport sur le budget des Cultes.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 h. $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

Emile Loebe

209

Séance du 2 Février 1887

Résidence de M. Guard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Garbey, Béal, Chesnelong, Clamageran, Curinot, Duclerc, Faye, C. Fournier, Guin, Maguin, Marion, Merlin, Senvil, Loubet, Guard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès verbal de la dernière séance.

M. Berthelot, ministre de l'Instruction publique, ainsi que les cinq directeurs de son ministère, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président dit qu'à propos du chap. 6 du budget de l'Instruction publique, la commission s'est demandée si, dans l'état actuel de nos finances, la création de trois chaires nouvelles était suffisamment justifiée.

M. le ministre fait d'abord remarquer que le rétablissement des droits d'inscription a créé des ressources spéciales qui n'existaient pas, les années précédentes, au budget de l'Instruction publique et que la création des trois chaires dont il s'agit ne constitue pas une charge pour le budget de cette année par rapport au budget de l'exercice précédent.

D'un autre côté, la France, au point de vue du développement de l'Instruction supérieure, doit chercher à se mettre au niveau des nations voisines. A ce titre, la création des trois chaires nouvelles est pleinement justifiée. La première, celle

de la science de l'éducation, a été créée à la Faculté des lettres de Paris sur la demande de la faculté elle-même, et pour donner une forme définitive au cours si remarquable et si nécessaire, étant donné le caractère de tout notre enseignement, que fait depuis quelque temps M. Marion. Il en est à peu près de la chaire de grammaire comparée à créer à la faculté de Lyon. C'est la constitution définitive d'un enseignement qui a existé dans cette ville et qui existe déjà depuis quelque temps. Quant à la chaire d'astronomie de Lille, elle est absolument nécessaire pour combattre la concurrence de l'université catholique de cette ville.

M. le Président demande à M. le Ministre des explications au sujet de l'augmentation de 34.000 frs nécessitée par la vérification des cadres du personnel enseignant.

M. le Ministre explique que la classification des professeurs de facultés a été établie par un décret rendu en 1884 sous le ministère de M. Wallon. Depuis cette époque, le nombre des professeurs a été sensiblement augmenté et comme on a placé dans la 4^e classe tous les titulaires des charges nouvelles, la proportion établie par le décret de 1884 a été rompue au détriment de ces derniers, pour lesquels tout avancement est ainsi rendu impossible. L'augmentation de crédit demandée a pour but de rétablir cette proportion et de réparer cette injustice.

M. Curmiot fait observer que les expressions dont on s'est servi sont impropres; il eût mieux valu dire: rétablissement des proportions maintenues dans le cadre du personnel enseignant à raison de l'augmentation

du personnel.

Interrogé ensuite sur la création des deux chaires de l'école de droit d'Alger, M. le ministre répond qu'elle a pour but de donner aux études le niveau nécessaire pour qu'il soit possible, un jour, de constituer l'école en une faculté analogue à celles de la métropole.

M. le Directeur de l'enseignement supérieur ajoute que la loi du 7 décembre 1885 ayant conféré à cette école le droit de délivrer des diplômes de licenciés, il était nécessaire d'établir une troisième année d'enseignement et de créer les deux chaires de cet enseignement.

M. le Président demande à M. le ministre des explications sur l'augmentation de 335.000 frs du chapitre 7 (Matériel des Facultés.)

M. le Directeur de l'instruction supérieure démontre que cette augmentation de dépenses dont la plus grosse partie (318.650 frs) porte sur les travaux pratiques des élèves, le développement des bibliothèques, est parfaitement justifiée et ne constitue pas une charge pour le budget. Le rétablissement des droits d'inscription a permis à l'administration de supprimer du chapitre 9, 300.000 frs que l'Etat était obligé de donner aux villes et qu'elles trouvaient désormais dans les droits d'inscription, de telle sorte que si l'on envisage l'ensemble des chapitres de l'enseignement supérieur, on voit que si, d'un côté, il y a un total d'augmentations s'élevant à 500.000 frs, de l'autre il est créé une ressource de 800.000 frs, résultat présumé du rétablissement des droits d'inscription et une diminution de 300.000 frs sur le chap. 9, bénéfice net pour l'Etat : 300.000 frs.

M. le Président demande à M. le Ministre s'il juge indispensable la création au Collège de France (Chap. 18) d'une chaire de la théorie des nombres.

M. le Ministre répond qu'il n'a pas fait opposition à la création de cette chaire, mais qu'il ne l'a pas demandée.

M. le Président dit que quelques membres de la commission ont fait remarquer que, pour cette création de chaire, les règlements n'ont pas été observés, que le Collège de France et l'Institut n'ont pas été consultés.

M. le Ministre répond qu'il n'y a pas de règlements à cet égard. La création d'une chaire a lieu tantôt sur la demande du corps compétent qui présente, en même temps, le professeur titulaire, tantôt sur la proposition du ministre, le corps compétent consulté, tantôt sur l'initiative seule de ce même ministre.

M. le Président demande à M. le Ministre ce qu'il pense du crédit de 50.000 frs accordé pour subventions aux sociétés de tir des départements (Chap. 43 bis.)

M. le Ministre dit qu'il répondra à la commission ce qu'il a répondu à M. Ménil, auteur de la proposition : "je ne m'oppose pas à l'adoption de ce crédit, mais je ne le demanderai pas." Et ni M. le Ministre de l'Instruction publique, et ni M. le Ministre de la Guerre, n'ont pris part à la discussion.

M. le Président, à propos du Chap. 47 (Enseignement secondaire des jeunes filles) demande à M. le Ministre s'il n'est pas un peu effrayé de la progression croissante des dépenses qui entraînent le développement de l'institution des lycées de filles.

M. le Ministre répond que cette institution, ayant pour but de donner aux femmes qui doivent devenir des mères de famille une éducation vraiment moderne et républicaine, est excellente à ses yeux et qu'il demandera à la commission, dans l'état actuel des choses, à ne consentir à aucune réduction sur ce chapitre. Plus tard, M. le Ministre le reconnaît, il sera sage de modérer autant que possible les dépenses à faire pour cet important service.

M. le Président dit que la commission aurait désiré savoir quel était le nombre des boursières comparativement au nombre des élèves.

M. le Directeur de l'enseignement secondaire répond que depuis la fondation de l'institution, il y a eu 180 bourses sur environ 4,900 élèves. Au premier de ces chiffres, il convient toutefois d'ajouter 8 bourses créées en vertu de la loi de finances du 8 août 1886.

M. le Rapporteur rappelle ensuite ce qui s'est passé à la Chambre lors de la discussion du chap. §3 et demande à M. le Ministre quelle doit être, suivant lui, la portée de l'amendement de M. Steeg, adopté par la Chambre, relatif aux écoles maternelles, des communes au-dessous de 2000 âmes.

M. le Ministre répond qu'il y a, à cet égard, une distinction à faire. Pour les deux derniers mois de l'exercice 1886, tout le monde convient qu'on subventionnera ces écoles comme elles l'étaient avant la loi du mois d'octobre 1886. Pour 1887, il a été entendu que ces mêmes écoles, — par une sorte de dérogation à cette loi, — continueraient à prendre part aux subventions de l'Etat dans la mesure des ressources dont le Gouvernement pourra disposer. Il n'y a

Cependant aucun engagement ferme de l'Etat à cet égard.

M. Chesnelong dit que l'Etat ne pourra continuer aux écoles maternelles des communes de moins de 2.000 âmes la totalité des subventions qu'elles recevaient avant la loi du 30 8^{bre} 1886 puisque le crédit qui servirait à payer les subventions a été réduit de 500.000 frs. Il faudra donc faire une répartition. Cette répartition sera-t-elle proportionnelle pour toutes les communes ou bien procédera-t-on par exclusion de certaines communes au profit de certaines autres. L'orateur ne cache pas sa préférence pour le premier système qui donne moins de place à l'arbitraire et au bon plaisir.

M. le Ministre dit qu'il ne peut pas donner de réponse absolue à cet égard. D'abord par suite de rectifications déjà faites par les communes elles-mêmes qui ne demandent plus part à la subvention, par suite aussi de la transformation, dans d'autres communes, des écoles maternelles en classes enfantines, il n'est pas certain que le crédit voté par le Parlement ne suffira pas à subventionner toutes les écoles; mais s'il y a une répartition à faire, le Gouvernement la fera en tenant compte avant tout des ressources des communes et en favorisant autant que possible les plus pauvres.

M. Béral demande à M. le Ministre s'il pourrait donner à la commission le chiffre approximatif de la totalité des subventions actuellement accordées.

M. le Directeur de l'enseignement primaire répond qu'il y a 1143 écoles maternelles qui reçoivent une subvention qui varie de 200 à 700 frs, ce qui donne un chiffre de 2 à 3 millions.

M. le Président demande à M. le Directeur

93

de vouloir bien faire le compte détaillé de ces subventions afin d'en fournir le chiffre exact à la commission. On peut avoir besoin de ce renseignement pour la discussion.

M. Béral appelle l'attention de M. le ministre sur les programmes de l'enseignement des écoles primaires supérieures et demande que l'enseignement professionnel et surtout agricole y tiennent une plus large place. Il ne faut pas que ces écoles soient uniquement, comme on l'a dit, des pépinières d'employés.

M. Lenoël appuie l'observation de M. Béral et dit qu'il pourrait y avoir, à ce sujet, entente entre M. le ministre de l'instruction publique et M. le ministre de l'agriculture.

M. le Ministre reconnaît la justesse des observations qui viennent d'être présentées et dit que le Gouvernement est déjà entièrement éclairé par l'expérience, dans la voie indiquée par M. M. Béral et Lenoël, et qu'il continuera à y marcher.

M. Clamageran demande à M. le ministre s'il pourrait communiquer à la commission l'état complet des bourses de tous les établissements scolaires.

M. le Directeur de l'enseignement secondaire dit que cet état est très facile à dresser, il le remettra à M. le ministre, qui le communiquera à la commission.

M. M. Liard, Lebort et Buisson se retirent.

M. Marion, rapporteur du budget des beaux-arts, demande à M. le Ministre s'il accepte tous les chiffres de ce budget, tels qu'ils ont été votés par la Chambre des Députés.

M. le ministre répond que toutes les réductions ayant été établies à la suite d'un

accord entre la commission du budget et le Gouvernement, il n'a pas l'intention de demander au Sénat le relèvement d'aucun crédit.

M. C. Fournier fait observer que les sénateurs de l'Algérie demanderont probablement le rétablissement de la subvention en faveur des théâtres.

M. le ministre répond que, dans ce cas, il dira au Sénat ce qu'il a dit à la Chambre : qu'il ne fait aucune opposition au rétablissement du crédit.

M. le Président demande à M. le Directeur des Bâtiments civils si les travaux de réparation du Conservatoire des Arts et Métiers, dont les dépenses ont déjà dépassé toutes les prévisions, ne vont pas être arrêtés, aucun crédit n'ayant été voté pour cette année. N'y a-t-il pas à craindre, dans ce cas, que les travaux déjà faits n'en souffrent beaucoup et n'occasionnent encore de ce chef de nouvelles dépenses?

M. le Directeur répond que les travaux marchent encore parce que les 300.000 fr. votés l'année dernière n'ont pas été dépensés. La dépense s'en achèvera cette année.

M. le Président dit qu'il compte beaucoup sur la fermeté de M. le Directeur pour ne pas continuer les errements qu'on a suivis jusqu'ici; il faut que le Parlement puisse pénétrer dans les arcanes de cette administration des Bâtiments civils que, à l'heure actuelle, est absolument fermée.

M. le Directeur remercie M. le Président de la confiance dont il veut bien l'honorer et dit qu'il fera tout son possible pour la mériter.

Il donne ensuite à la commission des explications techniques sur les travaux en cours d'exécution tant à Paris que dans les départements.

Plusieurs membres de la commission

25

signalent à M. le ministre l'état déplorable où se trouve matériellement la manufacture des Gobelins. Ne pourrait-on pas y faire des dépenses absolument nécessaires et qui pourraient être compensées par la vente de certains terrains inutiles dépendant de l'établissement?

M. le ministre promet d'étudier cette question et remercie la commission de l'appui qu'elle lui promet à l'avance dans cette question. M. le rapporteur pourrait formuler, dans son rapport, un vœu dans ce sens.
(Approbation.)

Interrogé par M. le rapporteur sur le crédit relatif au dépôt d'étalons de St-Lô, M. le ministre expose que de concert avec M. le ministre de l'agriculture il a divisé le crédit de 200.000 frs en deux parties: 100.000 frs pour le dépôt de St-Lô, et 100.000 frs pour la construction de l'institut agronomique sur les terrains de l'ancienne école de pharmacie de Paris.

M. le ministre dit qu'il a un scrupule à soumettre à la commission relativement à la question d'entretien et grosses réparations des bâtiments civils.

Plusieurs députés avaient exprimé le désir qu'on prît sur le chap. 31 (Entretien et grosses réparations des bâtiments civils) une somme de 50.000 frs pour certains travaux d'entretien de l'Opéra. M. le ministre leur dit que pour sa part, il n'y faisait pas d'objection, mais qu'il ne pouvait, de son autorité privée, changer le cahier des charges et qu'il fallait que la Chambre prît une décision à cet égard. La Chambre des Députés n'a pas pris de décision ferme, mais elle a approuvé la déclaration faite à cet égard par M. le rapporteur. Est-il suffisamment couvert par cette déclaration? C'est la question que

M. le ministre croit devoir soumettre à la commission des finances du Sénat.

M. le Président dit que la commission n'a qu'à remercier M. le Ministre de lui avoir soumis cette question et qu'elle examinera la question.

M. le Ministre de l'Instruction publique se retire.

M. Faye donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'installation d'un hôtel des postes et des télégraphes à Toulouse (H^{ôte} Garonne).

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 4 h. $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Émile Loubet

Séance du 3 février 1887.

Présidence de M. Girard

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Harbey, Béral, Rocher, Cazot, Clauzagerau, Curmiot, Duclerc, Faye, Casimir Fournier, Gouin, Lemoël, Loubet, Magnier, Marion, Merlin, Girard, Chesnelong.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

La commission entend ensuite M. le général Boulanger, ministre de la Guerre.

La commission décide qu'elle entendra demain à 2 h. $\frac{1}{2}$ M. Faye rapporteur des budgets du ministère des postes, et à 3 heures, M. le

214

Ministre des Affaires étrangères sur son budget.
La séance est levée à 3 h. $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 4 février 1887.

Présidence de M. Curard.

La séance est ouverte à 2 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Barbey, Brial, Capot, Chesnelong, Clamageran, Duckers, Faye, C. Fournier, Gouin, Lemoël, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Tirard.

M. Faye donne lecture de son rapport sur le budget du ministère des postes et des télégraphes.

Le rapport est adopté sans observation.

M. Florens, ministre des Affaires étrangères, est introduit et prend place au bureau, ainsi que les trois directeurs de son ministère: M. M. Clavier, Charmes et Roger.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Clamageran, rapporteur, l'interroge sur les points suivants du budget des affaires étrangères:

Chap. 3 (Traitement des agents diplomatiques et consulaires). M. le Ministre voit-il un avantage quelconque dans la distinction faite par la Chambre des Députés entre les traitements des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires et les frais de représentation, qui ont été distraits de ces traitements et portés à un chapitre 6? n'y voit-il pas, au contraire, un inconvénient?

M. le Ministre répond qu'il ne voit pas de grands avantages dans cette innovation, mais qu'il n'y voit pas non plus de graves inconvénients. C'est une question qui pourra être plus sérieusement étudiée lorsque viendra la discussion du budget de 1888, mais, dans ce moment, il faut aboutir le plus rapidement possible au vote du budget, et le budget spécial du ministère des affaires étrangères ayant été voté par la Chambre sans réduction et même dans des conditions plus favorables que celles auxquelles se soumettait le Gouvernement, il serait peut-être dangereux de renvoyer ce budget devant la Chambre et de rouvrir la discussion. M. le ministre demande à la commission de vouloir bien ne proposer, au moins pour cette année, aucune modification.

M. le Président fait observer à M. le ministre que de toutes façons le budget retournera à la Chambre des Députés. Or, il faut bien se demander si la mesure dont il s'agit ne présente pas plus d'inconvénients que d'avantages. De deux choses l'une, en effet, ou l'on demandera aux ambassadeurs et agents diplomatiques une justification complète de leurs dépenses en ce qui touche aux frais de représentation, ce qui les placera dans une situation souvent difficile et toujours quelque peu humiliante, ou l'on se contentera d'une simple déclaration de leur part, et alors la mesure est absolument illusoire.

M. Faye fait observer que la conséquence de cette mesure, si elle a une portée quelconque, est l'obligation pour les ambassadeurs de donner une justification complète de la dépense de leurs frais de représentation. Ils seront ainsi soumis au contrôle de la Cour des Comptes qui ne se contentera pas d'une simple déclaration ou d'un état, mais qui exigera des pièces justificatives. Cette immixtion

d'un corps judiciaire dans les agissements du personnel diplomatique ne présente-t-elle pas certains inconvénients?

M. le Ministre répond que ces justifications après tout ne sont pas impossibles à donner. Il n'aurait pas spontanément proposé cette mesure, mais puisqu'elle a été adoptée par la Chambre, c'est une expérience à faire, et si les résultats n'en sont pas satisfaisants, on reviendra, l'année prochaine à l'ancien état de choses.

M. Roger dit que ce n'est pas la première fois que cette mesure a été appliquée, elle l'a été en 1883 et l'on se contentait d'une simple déclaration de l'ambassadeur en fin d'exercice.

M. le rapporteur répond que c'était là une exigence un peu enfantine et que le décret de 1882 qui l'avait établie a été immédiatement rapporté.

Il interroge ensuite M. le Ministre sur la transformation du consulat de Caracas en légation.

M. Charmes explique que c'est pour aider à la reprise des négociations avec le Venezuela que le Gouvernement a consenti à donner une apparence plus importante au poste de Caracas et à y envoyer un député en mission temporaire. Au point de vue budgétaire, la situation reste exactement la même et M. Chiessi, envoyé extraordinaire et non, comme on l'a dit, ministre plénipotentiaire, ne sera pas conservé au delà du délai déterminé par la loi.

M. le rapporteur se déclare satisfait de ces explications, et demande quel est le consulat et le vice-consulat qui ont été supprimés.

M. Clavier répond que le consulat supprimé est celui de Buenos Ayres et le vice-

consulat un vice-consulat d'Espagne.

M. le rapporteur serait bien aise de savoir où en est la réforme de l'organisation consulaire. La commission extra-parlementaire nommée en 1885 avait indiqué un certain nombre de réformes; elle avait recommandé notamment l'avancement sur place et la suppression de certains postes très-rapprochés de la frontière pour les remplacer par d'autres postes plus éloignés et plus utiles.

M. Clavier répond que l'administration est entrée dans la voie qui vient d'être indiquée et qu'elle continuera d'y marcher, mais avec prudence et toujours guidée par le désir de ne pas désorganiser les services.

M. le rapporteur demande ce qu'entend l'administration par non pas la fusion, mais la pénétration des deux services diplomatique et consulaire dont il a été parlé à la Chambre des Députés.

M. Clavier répond qu'aujourd'hui contrairement à ce qui existait autrefois, l'assimilation entre les deux carrières est complète, ce qui rend beaucoup plus facile le mouvement d'une carrière à l'autre.

M. Charrier ajoute que les examens pour l'entrée sont également les mêmes.

M. le rapporteur se demande si la diminution du crédit du chap. 7 (Frais de service des résidences) constitue une réelle économie et si l'on ne sera pas forcé de demander de ce chef, en cours d'exercice, des crédits supplémentaires.

M. Rogier répond que l'administration cherche à se renfermer autant que possible dans la limite des crédits votés, mais que certaines dépenses, — celles des télégrammes notamment, — suivant toujours une marche ascendante, elle est bien forcée de demander des crédits supplémentaires. Il rétablirait même au chap. 7. les 103.000 frs qui

921
ont été supprimés que l'administration ne
serait pas encore certaine de ne pas demander
cette année de crédits supplémentaires.

M. le Président fait observer que
c'est là précisément une raison majeure
pour ne pas accepter de réductions de crédits.

M. le rapporteur dit que la même
observation s'applique au chap. 8 (Frais d'établissement).
Il y a là une diminution de 25.000 frs qui est
tout à fait illusoire. Il en est de même du
chap. 11, pour lequel il est probable que des
crédits supplémentaires seront demandés en
cours d'exercice.

M. Magnin tire la même conclusion
d'un passage du rapport de M. Thomson
dont il donne lecture à la commission.

M. le Ministre dit qu'il y a peut-
être de l'exagération à affirmer dès à présent
que les crédits votés sont insuffisants et que
des crédits supplémentaires seront fatalement
demandés. L'administration tiendra compte
de la situation actuelle des finances et
fera tout son possible pour ne pas imposer
de nouvelles charges au Trésor.

M. le rapporteur voudrait savoir
pourquoi le chapitre 15 (allocations à la famille
d'Abd-el-Hader) a été réduit de 10.000 frs.

M. Roger répond que cela tient à ce
que quelques fils d'Abd-el-Hader n'ont pas
fait leur soumission. Les 10.000 frs qui leur
revenaient étaient distribués en gratifications aux
autres membres de la famille; l'administration
a jugé convenable de les supprimer.

Passant au chap. 1^{er} de la 2^e section
(Protectorat de l'Annam et du Tonkin), M. le
rapporteur demande à M. le ministre s'il partage
les idées de son prédécesseur sur la spécialisation
des crédits et s'il ne serait possible, dans le cas où
il croirait comme lui que le budget du Tonkin

doit être voté in globo, de donner un caractère officiel aux détails de ce budget que l'on ne trouve, à l'heure actuelle, que dans le rapport de la commission du budget.

M. le ministre répond qu'il partage entièrement les idées exprimées à la Chambre par M. de Freycinet sur la nécessité de voter en bloc le budget du Tonkin, mais que le Gouvernement a l'intention de faire imprimer ce budget, après qu'il aura été délibéré en conseil des ministres et approuvé par un décret de M. le Président de la République, et de le mettre, avec les pièces justificatives à l'appui, à la disposition du Parlement.

M. le rapporteur déclare qu'il aura ainsi toute satisfaction et demande à M. le ministre ce qu'il compte faire en ce qui concerne la ferme des jeux au Tonkin.

M. le Ministre répond que dans la situation actuelle, alors qu'on n'a pas encore de renseignements précis sur la manière dont rentrent les impôts, il est impossible de prendre un engagement à cet égard. M. le ministre partage l'opinion de son prédécesseur sur le caractère de cette recette, et il la fera disparaître aussitôt que les circonstances le permettront.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre s'il est partisan du maintien d'un résident supérieur à Hanoi à côté du résident général. Ce résident coûte 100.000 frs par an, et si, comme l'affirment certaines personnes, son existence est une cause d'embaras pour le résident général, il vaudrait mieux le supprimer.

M. le ministre ne croit pas que, du moins pour le moment, on puisse faire cette économie. On pourra peut-être modifier la situation respective des deux

résidents, mais on ne peut supprimer le résident supérieur d'Hoanai.

M. le rapporteur demande à M. le ministre des renseignements sur la situation de la France à Madagascar, notamment sur notre établissement dans la baie de Diego Suarez.

M. le ministre fait remarquer que cette dernière question devrait être plutôt adressée à M. le Ministre de la marine et des Colonies, mais qu'il croit pouvoir dire que les forces françaises sont suffisamment représentées dans cette baie et que la situation générale à Madagascar est aussi bonne que possible.

M. Lenoël demande à M. le Ministre si les chefs sakalaves qui ont été nos alliés sont suffisamment protégés.

M. le Ministre répond que les résidents qui ont été envoyés chez les Sakalaves ont été bien accueillis et qu'il n'a reçu aucune plainte à ce sujet.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre et M. M. les Directeurs, qui se retirent.

M. le rapporteur demande à la commission de vouloir bien prendre une décision sur la question de la séparation des traitements des agents diplomatiques des frais de représentation. Il n'est pas, pour son compte, favorable à cette séparation.

M. le Président met aux voix la réunion des deux chapitres en un seul.

Cette réunion est adoptée à l'unanimité.

La commission décide ensuite, sur la proposition de M. Faye, que conformément aux errements qu'elle a toujours suivis, elle ne demandera pas sur les chapitres 2, 8 et 11 le rétablissement des crédits supprimés, mais

que le rapport, après avoir démontré que cette suppression rend les crédits de ces chapitres notoirement insuffisants, devra s'élever énergiquement contre cette manière de procéder.

Le rapport sur le budget du ministère des affaires étrangères est ensuite mis aux voix et adopté.

M. Marion, rapporteur du budget des beaux-arts, rappelle le scrupule dont a parlé M. le ministre de l'instruction publique relativement à une somme de 50.000 frs que M. le rapporteur du budget des beaux-arts à la Chambre des Députés a indiquée comme pouvant être prélevée sur les 1.500.000 frs du chap. Et pour divers travaux d'entretien de l'Opéra, et dit qu'il y aurait un moyen, sans élever le chiffre général des crédits, de permettre à M. le Ministre de prendre cette mesure qu'il paraît désirer : ce serait de diminuer de 50.000 frs le crédit du chap. Et de reporter cette somme au chapitre des théâtres nationaux.

M. le Président fait remarquer que la commission n'est, en aucune façon, saisie de la question. Il n'y a eu ni proposition du Gouvernement, ni vote de la Chambre, mais une simple déclaration d'un rapporteur sur la valeur de laquelle M. le Ministre a consulté la commission. Or, la commission n'a pas de consultation à donner.

M. Clamageran dit qu'on peut, dans le rapport, répondre à une déclaration faite à la Chambre des Députés et à laquelle il n'a pas été répondu. En gardant le silence, on semblerait sanctionner cette déclaration. Il faut dire, au contraire, que la Cour des Comptes ne tolérerait pas une pareille

manière de procéder et que si l'on veut augmenter la subvention de l'Opéra, il faut le faire d'une façon régulière, en procédant, par exemple, comme l'indiquait tout à l'heure M. Marion. (Approbation).

La commission décide qu'elle se réunira demain à 2 heures pour examiner le budget des colonies et celui du ministère de l'agriculture.

La séance est levée à 4 heures $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 9 février 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Harbey, Béal, Rocher, Clamageran, Duclerc, Faye, C. Fournier, Lenoël, Loubet, Magnin, Marion, Girard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Lenoël donne lecture de son rapport sur le budget de la marine et des colonies (2^e section. — Service colonial.).

M. Rocher demande à M. le rapporteur une explication sur le double transfert au budget colonial du traitement de M. le sous-secrétaire d'Etat et du matériel de son cabinet.

M. le rapporteur répond que le

matériel figurait déjà au budget des Colonies et qu'on l'y a laissé. On a seulement porté dans ce budget le traitement du sous-secrétaire d'Etat, qui, autrefois, rayonnait sur les deux sections et qui ne s'occupe plus aujourd'hui que du service colonial.

M. Clamageran demande à M. le rapporteur si l'économie de 110.000 frs qu'il signale, déduction faite des dépenses nouvelles portées au budget du service colonial, portent sur de véritables suppressions de dépenses et constituent ainsi des économies incontestables ou si elles portent, au contraire, sur des évaluations pouvant donner lieu à des mécomptes.

M. le rapporteur répond qu'elle porte en partie sur des suppressions de dépenses, et, en partie, sur des diminutions dans les évaluations.

Après ce court échange d'observations, le rapport de M. Lemoine est mis aux voix et adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget du ministère de l'Agriculture.

M. Héral donne lecture du préambule de son rapport et propose à la commission de passer successivement en revue les divers chapitres du budget pour déterminer les points sur lesquels des explications pourront être demandées à M. le ministre de l'agriculture. (Assentiment).

Il dit qu'il ne retiendra qu'un point de la discussion générale qui a lieu devant la Chambre des Députés, celui qui a été traité par M. Goussier sur l'extension désirable de la culture du tabac en France. Il y aurait peut-être là, en effet, un moyen efficace de venir en aide à l'agriculture, et la commission aura à décider si un vœu dans ce sens doit être formulé dans le rapport.

M. Girard dit qu'il s'est particulièrement

occupé de cette question lorsqu'il était ministre de l'agriculture et demande à la commission de lui permettre de lui donner quelques renseignements à cet égard.

D'abord il faut dire que si la France, à l'heure actuelle, produit beaucoup moins de tabac que par le passé, cela tient surtout à la perte de l'Alsace; la surface des autres départements où le tabac est cultivé a très peu diminué.

En second lieu, ce qui augmente le prix de revient des tabacs français, ce sont les frais de surveillance qui augmentent d'autant plus que la culture est plus subdivisée. Cependant sous son ministère et un peu malgré la résistance de l'administration des tabacs, des essais furent faits dans le Var, le Vaucluse, les Bouches du Rhône et en Algérie. Ces essais furent malheureux et ces nouvelles cultures ne donnaient qu'un tabac de très mauvaise qualité. Ce n'est peut-être pas une raison pour ne pas faire de nouvelles expériences, mais la première condition du succès, suivant l'orateur, sera de condenser autant que possible les espaces cultivés.

M. Faye ajoute qu'une des causes principales de cet insuccès vient aussi de la révolution qui s'est opérée dans la culture du tabac. Autrefois on cultivait, par exemple, dans le Lot un tabac à longues feuilles à raison de 10.000 pieds par hectare. Ce tabac était exclusivement destiné à fournir à la régie du tabac à priser, et ce tabac était excellent. Malheureusement la consommation du tabac à priser a beaucoup baissé, celle du tabac à fumer a augmenté, au contraire, dans des proportions considérables. Or, le meilleur tabac à fumer, celui qu'on cultive seul de

nos jours, - et c'est là la révolution dont l'orateur parlait il y a un instant, - est un tabac qui provient de la Virginie, qui est planté à raison de 30.000 pieds par hectare, et qui est connu sous le nom de scaferlati. Sa qualité est tellement supérieure à celle des tabacs anciens, au tabac du Lot par exemple, que l'administration, qui est bien forcée encore de prendre celui-ci, s'en débarrasse en le divisant entre toutes les manufactures de France. Les départements qui demandent l'extension de la culture du tabac devront donc changer d'abord leur mode de culture, mais toute la question est de savoir si le scaferlati réussira dans les terres où on le cultivera. On comprend que, dans ces conditions, l'administration hésite à multiplier le nombre des autorisations.

M. le rapporteur dit qu'il ne fait pas de cette question une question de département, mais qu'il s'est demandé, comme on l'a fait à la Chambre des Députés, si, dans l'intérêt général de l'agriculture, on ne devrait pas chercher le moyen sinon de renouer, pour les achats de tabacs, aux anciennes proportions, du moins de donner une part plus large au tabac indigène et de diminuer d'autant les achats de tabac exotique.

À la suite d'un échange d'observations sur le même sujet entre M. M. Marion, Rocher, le Président et le rapporteur, la commission décide qu'elle consultera sur cette question M. le Ministre de l'Agriculture.

M. le Rapporteur passe ensuite à l'examen des chapitres 1, 2 et 3, qui ne donnent lieu à aucune observation.

Chap. 4 - Personnel des écoles vétérinaires.

La commission décide qu'elle interrogera M. le ministre sur l'augmentation de 18.000 frs pour création de six emplois de chefs de travaux, création que le Gouvernement n'a pas lui-même proposée.

M. le Rapporteur trouve également un peu élevé le chiffre de 4.000 frs attribué à l'inspecteur des trois écoles vétérinaires.

La commission décide qu'elle interrogera aussi M. le Ministre sur ce point.

Les chap. 5 et 6 ne donnent lieu à aucune observation.

Chap. 7 — Indemnités pour abattage d'animaux. — M. Faye propose à la commission de demander à M. le Ministre ce qui a été dépensé sur ce chap. (Assentiment).

Chap. 8 et 9. — Aucune observation.

Chap. 10. — Subventions à diverses institutions agricoles et aux champs de démonstration. M. le rapporteur se propose d'interroger M. le ministre sur les diverses augmentations du crédit de ce chapitre, notamment sur le crédit de 850.000 frs affecté aux champs de démonstration et sur ce fait, que semble avoir oublié M. le rapporteur de la Chambre des Députés, que déjà dans l'art. 4 les champs de démonstration sont compris pour 450.000 frs (Approbation). M. le rapporteur ajoute qu'il serait assez d'avis de supprimer du chap. 10 le crédit affecté au service pastoral et à la création de fruitières pour le laisser tout entier dans le service des forêts, en augmentant d'autant, s'il le faut, le crédit qui sera concentré dans ce service. Des renseignements devront être aussi demandés au ministre en ce qui touche le contrôleur des fruitières, que combat M. le rapporteur de la Chambre des Députés.

Le chap. 11 ne donne lieu à aucune

observation.

Chapitre 12. - Encouragements à l'agriculture - La commission décide qu'elle demandera à M. le Ministre des renseignements sur les bourses de voyage. Et quelles personnes sont accordées ces bourses?

Les chap. 13, 14 et 15 ne donnent lieu à aucune observation.

Chap. 16 et 17. - Personnel des haras et dépôts d'étalons - Matériel et dépôt d'étalons. Sur la proposition de M. le rapporteur, la commission décide qu'elle demandera à M. le ministre des explications sur les points suivants.

Sur quoi porte la réduction de 45.000 frs opérée sur le crédit du chap. 16?

Comment doit s'expliquer la diminution de 68.000 frs du chapitre 17?

Que doit-on penser des critiques de M. le rapporteur de la Chambre des Députés en ce qui touche les frais de représentation des directeurs des haras du Pin et de Pompadour et de prétendus abus qu'ils commettraient en se servant des chevaux du dépôt pour leur usage personnel et en nourrissant leurs propres chevaux avec les rations de l'administration?

Le chap. 18 ne donne lieu à aucune observation.

Chap. 19. - Encouragements à l'industrie chevaline - M. le Rapporteur rappelle à la commission ce qui s'est passé à la Chambre des Députés à propos de la suppression de 150.000 frs sur le crédit destiné à subventionner les hippodromes de province et comment un amendement demandant au moins le rétablissement de 100.000 frs à ce crédit a été repoussé à une voix de majorité. L'orateur tout disposé qu'il soit à donner

le plus d'encouragements possible à l'industrie chevaline, se demande si ces subventions de 500, de 500 frs, de 1000 ou 1200 frs données à des hippodromes de province et à des courses, qui ne sont en réalité que des fêtes locales, ne sont pas un encouragement bien stérile donné à l'industrie chevaline. Cependant il se conformera à la décision que prendra à cet égard la commission.

M. Rocher demande le rétablissement du crédit et dit qu'il se borne pour le moment à faire cette seule observation: c'est que toutes les parties de la loi de 1874 sur les haras, qui a permis à l'industrie nationale de réaliser de si grands progrès, se combinent et se tiennent et qu'il serait dangereux d'y toucher.

La commission décide qu'elle entendra sur cette question M. le Ministre de l'Agriculture.

Les chap. 20 et 21 ne donnent lieu à aucune observation.

Chap. 22. - Etudes et subventions pour travaux d'irrigation. - La commission décide qu'elle demandera à M. le ministre des explications sur les fontaines publiques qui figureraient inscrites à l'art. 1 de ce chapitre.

Les chap. 23 à 28 ne donnent lieu à aucune observation.

Chap. 29. - Restauration et conservation des terrains en montagne. M. le rapporteur propose à la commission d'interroger M. le ministre sur la double cause de la diminution de 36.000 frs du crédit de ce chapitre (Assentiment).

Le reste des chapitres ne donne lieu à aucune nouvelle observation.

La commission décide qu'elle entendra lundi à deux heures M. le Ministre de l'Agriculture et à 3 heures, M. le Garde des sceaux, ministre de la justice.

La séance est levée à 5 heures.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 7 février 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Harbey, Néral, Rocher, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Cuniot, Duclerc, Faye, C. Fournier, Lenoël, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Girard.

M. de Cornette, Directeur des haras, assiste à la séance.

M. Néral, rapporteur du budget de l'agriculture, demande à M. le Directeur, si le Gouvernement accepte la réduction de 45.000 frs votée par la Chambre des Députés sur le chap. 16. (Personnel des haras et dépôts d'étalons) et sur quels traitements porterait cette réduction.

M. le Directeur répond qu'il est chargé par M. le Ministre de l'Agriculture de déclarer que le Gouvernement accepte la réduction. M. le Ministre compte pouvoir faire l'économie dont il s'agit en retardant l'avancement de certains employés, notamment des palefreniers. Et cependant il est nécessaire de choisir comme palefreniers des hommes d'élite, possédant, outre leurs connaissances spéciales, des notions de comptabilité, ce qui oblige, par conséquent, à les bien payer.

M. le rapporteur dit qu'il croyait que le ministre comptait réaliser en grande

partie cette économie en diminuant le crédit affecté aux frais de tournée des inspecteurs généraux.

M. le Directeur répond que c'est par erreur qu'on a considéré ce crédit comme affecté seulement aux frais de tournée des inspecteurs généraux, qu'il s'applique en réalité à tous les fonctionnaires de l'administration des haras.

L'orateur s'efforce ensuite de démontrer que la partie du crédit de l'art. 16 affectée aux frais de tournée des inspecteurs généraux est plutôt insuffisante, qu'il résulte d'un relevé qu'il a fait faire que ces fonctionnaires voyagent près de 300 jours par an et qu'ils mettent en général 2 ou 3.000 frs de leur argent pour subvenir à leurs frais de déplacement.

M. le Président et M. le rapporteur font observer que le ministre, en acceptant cette réduction de 45.000 frs, a l'air cependant de donner raison aux critiques dirigées contre ce service et contre l'organisation et le fonctionnement actuels de l'école des Haras du Pin. Est-ce qu'il a l'intention de modifier l'organisation de cette école?

M. le Directeur dit qu'il ne peut fournir à la commission aucun renseignement à cet égard.

M. le Rapporteur demande à M. le Directeur si le Gouvernement accepte la réduction de 45.000 frs sur le crédit du chap. 17 (Matériel des Haras et dépôts d'étalons). Cette réduction porterait sur la suppression des frais de représentation des directeurs des Haras du Pin et de Pompadour et sur la suppression des rations de 23 chevaux appartenant aux directeurs et des émoluments de 23 palefreniers que ces directeurs emploieraient abusivement pour leur service personnel.

M. le Directeur répond que le Gouvernement

accepte la réduction.

Il affirme ensuite que les directeurs de haras et de dépôts d'étalons ne se servent jamais des palefreniers de l'établissement qu'ils dirigent pour leur service personnel. Quant aux frais de représentation des directeurs du Haras du Pin et de Sandeuvre, ils sont amplement justifiés par la situation isolée de ces établissements et les nombreuses visites de personnages officiels qu'ils reçoivent.

M. le Président renouvelle l'observation qu'il a déjà faite à propos du chapitre 16. En acceptant la réduction proposée par la commission du budget, le ministre paraît reconnaître le bien fondé des critiques sur lesquelles sont basées les demandes de réduction. La commission entendra, du reste, sur ces diverses questions M. le Ministre de l'agriculture.

M. le Rapporteur rappelle ensuite dans quelles circonstances la Chambre des Députés a adopté (à une voix de majorité, il est vrai) la réduction de 150.000 frs sur le crédit du chap. 19 (subventions aux courses de province) et dit que la Chambre paraît avoir été surtout touchée par cette considération qu'il restait sur le crédit voté pour ce même objet, l'année dernière, un reliquat de 45.000 frs.

M. le Directeur dit que le rapporteur de la commission du budget a commis une erreur en disant qu'il y avait sur le crédit destiné à subventionner les hippodromes des départements un reliquat de 45.000 frs. Ce reliquat existe bien, mais porte sur l'ensemble du chapitre. En ce qui concerne le crédit de l'art. 1^{er} relatif aux courses, le reliquat est seulement de 1.900 frs et c'est exceptionnellement

220
que ce fait s'est produit cette année. Il ne peut, en effet, se produire que pour les prix nationaux, lorsque par suite d'accident ou de toute autre circonstance, les chevaux désignés pour ces sortes d'épreuves ne se présentent pas ou se présentent en nombre insuffisant au poteau.

M. le Rapporteur dit que le Ministre, par une sorte de transaction, avait accepté un amendement demandant le rétablissement de 100.000 frs seulement. - M. le Directeur pense-t-il que M. le Ministre de l'agriculture soit toujours dans les mêmes intentions, et croit-il qu'on puisse supprimer le crédit, comme l'a fait la Chambre des Députés, sans nuire aux éleveurs et à l'industrie privée?

M. le Directeur répond que cette suppression aurait de très graves inconvénients. Il vaudrait mieux que le crédit de 150.000 frs fût relevé tout entier, mais il croit que M. le Ministre avait depuis longtemps l'intention de consentir sur ce crédit une réduction de 50.000 frs.

M. le Rapporteur demande à M. le Directeur des explications sur une allocation de 66.000 frs qui aurait été accordée à l'hippodrome de Caen sans affectation spéciale.

M. le Directeur répond que l'origine de cette allocation remonte à l'année 1878. Au moment de l'exposition universelle, on jugea convenable d'organiser des courses au trot. La Chambre des Députés vota pour cet objet un crédit de 66.000 frs. Les courses eurent lieu à Maisons-Laffitte et obtinrent un plein succès. On pensa alors que notre subvention devait rester dans le budget de l'administration des haras, et en effet, elle y fut maintenue. Cette subvention est donnée à la société du demi-sang, qui ne l'attribue pas seulement aux

courses de Caen, mais qui la partage entre toutes les réunions de courses au trot de France.

M. le Rapporteur demande à M. le Directeur s'il juge utile qu'une visite supplémentaire des étalons ait lieu, comme l'a demandé un député, à la fin de janvier ou au commencement de février.

M. le Directeur répond que cette mesure peut donner de bons résultats surtout dans les grands centres de production. Ces réunions pourraient entraîner une dépense de 10 ou 12,000 frs pour l'année 1888. Le ministre autorisera ces réunions supplémentaires partout où il le jugera nécessaire.

M. le Président remercie de ses explications M. le Directeur des haras, qui se retire.

M. le Directeur des forêts est introduit et prend place au bureau.

Interrogé par M. le Rapporteur sur les réductions du chap. 39 et sur le transport d'une partie du crédit de ce chap. au chap. 10, M. le Directeur donne les explications suivantes.

Le service pastoral n'a été envisagé par M. le rapporteur de la Chambre des députés qu'au point de vue des subventions accordées aux fruitières. Or, la question des subventions à accorder aux fruitières n'est qu'une très faible partie des attributions du service pastoral, qui est corrélatif avec le service du reboisement et de la conservation des terrains en montagne et l'on ne comprendrait guère qu'une partie de ces attributions fut exercée par le service des forêts et l'autre par le service de l'agriculture. M. le Directeur ne juge donc pas bonne la mesure qui a été prise pour distraire du chap. 39 les 10.000 frs des fruitières qu'on a transportés au chap. 10.

233

Quant à la diminution de 32.000 frs votée par la Chambre et à la suppression du service pastoral, M. le Ministre de l'Agriculture est décidé à demander le rétablissement de ce crédit.

Enfin l'orateur combat également la réduction qui résulterait de la résiliation du traité conclu avec M. Legendre, géomètre expert, pour le service des expropriations. Ce fonctionnaire s'est acquitté d'une façon très habile et très dévouée de la mission qui lui a été confiée. Ces sortes d'opérations ne sont pas familières aux agents des forêts, et comme il y a encore de nombreuses expropriations à faire dans les Hautes Alpes, le moment n'est certainement pas venu de profiter, comme l'a demandé M. Viette, de la clause résolutoire insérée dans le contrat.

M. le Directeur des forêts se retire après avoir remis à M. le Rapporteur une note sur le service pastoral.

M. Sarrien, garde des sceaux, ministre de la Justice, est introduit et prend place au bureau.

M. Cazot, rapporteur du budget de la Justice, demande à M. le ministre s'il accepte les réductions votées par la Chambre des Députés sur le budget de son ministère, réductions portant principalement sur le personnel du Conseil d'Etat, de la Cour d'appel, des Tribunaux de première instance et des justices de paix. De plus, est-il vrai, comme l'affirme M. le rapporteur de la Chambre des Députés, que la part du traitement des magistrats démissionnaires ou décédés qui ne sont pas immédiatement remplacés soit distribuée en gratifications aux autres employés?

M. le ministre répond, sur ce dernier point, qu'il sait qu'au Conseil d'Etat, des gratifications prélevées sur le crédit du personnel

ont été distribuées, l'année dernière, aux employés, mais que pour les autres tribunaux, ce même fait ne s'est jamais produit.

Il déclare ensuite qu'il accepte les réductions votées par la Chambre des Députés sur le personnel pour vacances d'emplois présumées, mais qu'il se réserve, bien entendu, si le nombre des décès ou des démissions n'est pas suffisant, de demander un crédit supplémentaire.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre s'il accepte également la réduction de 1 million sur le crédit demandé par le Gouvernement pour frais de justice criminelle en France et en Algérie.

M. le ministre répond qu'il n'est pas douteux que des abus ont été commis et qu'en Algérie notamment on peut réaliser de ce chef une économie que M. le procureur général d'Alger évalue à 1.000.000 frs. Des mesures seront prises également pour diminuer ces frais en France. M. le Ministre accepte donc la réduction qui a été votée par la Chambre des Députés, et s'il est obligé, en cours d'exercice, de demander un crédit supplémentaire, il ne croit pas que ce crédit sera considérable.

M. Rocher fait observer que ces crédits, qui, par suite de vacances d'emplois, tombent en annulation à la fin de l'exercice ne constituent pas une véritable économie.

M. le Président remercie de ses explications M. le garde des sceaux qui se retire.

Sur la demande de M. Harbey, rapporteur du budget de la marine, et à la suite d'observations échangées entre M. le rapporteur, le Président, Faye, Clamageran et Chemeloug, la commission décide :

1^o que le rapport sur le budget ordinaire

de la marine ne parlera pas de la question des 2 millions pour les ouvriers des arsenaux ;

2^o. qu'il ne parlera pas non plus des travaux hydrauliques, auxquels vient de renoncer M. le ministre de la marine ;

3^o. qu'en ce qui concerne les 1,300,000 frs distraits dans le budget ordinaire, du chapitre de l'industrie privée, M. le rapporteur verra le ministre de la marine et motivera la réduction du rapport sur la réponse que fera ce dernier à cette question nettement posée : Renoncez-vous aux 1.300.000 frs qui devaient figurer au budget ordinaire, ou entendez-vous les reporter dans le budget extraordinaire ?

M. Clamageran demande que cette dernière question ne soit résolue qu'après une nouvelle délibération de la commission.

M. le Président dit que M. Parbey interrogera M. le Ministre sur cette question, qui donnera lieu ensuite à une discussion au sein de la commission.

M. Merlin, rapporteur du budget de l'instruction publique, donne lecture des passages de son rapport relatifs à différents points qui avaient été réservés.

Sur le chap. 6, il conclut au maintien du crédit voté par la Chambre pour création de trois nouvelles chaires, savoir : de science de l'éducation à la faculté des lettres de Paris, d'astronomie à la faculté des sciences de Lille et de grammaire comparée à la faculté des lettres de Lyon.

La création de la première et de la troisième de ces chaires est combattue par M. M. Denvèl et Chemeloug.

M. le Président met aux voix les conclusions du rapport, qui sont adoptées.

M. le Rapporteur donne lecture de la partie de son travail relative aux

chap. 12 (Collège de France); 43 bis (Subventions aux sociétés de tir des départements) et à la question des écoles maternelles.

Les conclusions qu'il propose sont adoptées ainsi que l'ensemble du rapport sur le budget de l'instruction publique.

M. Faye, rapporteur du budget du ministère des finances, dit qu'il lui est impossible de terminer son rapport avant d'avoir entendu sur certains points M. le Ministre des finances. Il propose à la commission de fixer le jour de cette audition à vendredi prochain, 3 heures.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 4 h. $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Guil. Loubet

Séance du 9 février 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Barbey, Béral, Rocher, Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Faye, C. Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Girard.

M. Deville, ministre de l'agriculture, assiste à la séance.

M. Béral, rapporteur du budget de l'agriculture, demande à M. le Ministre des explications sur les art. 2 et 4 du chapitre 4 de ce budget (création de six emplois de

238

chefs de travaux - frais de tournée de l'inspecteur général des écoles vétérinaires.)

M. le Ministre répond que c'est d'accord avec le Gouvernement que la commission du budget a proposé la création de six emplois de chefs de travaux. Quant aux frais de tournée de l'inspecteur général, ils sont payés sur état et l'administration examine scrupuleusement ces états. M. le Ministre trouve, en effet, que les frais de tournée des inspecteurs généraux en général sont trop élevés et il aura sans doute, l'année prochaine, des propositions nouvelles à faire, à cet égard, au Parlement. Pour cette année, il demande à la commission de vouloir bien accepter le crédit du chap. 10 tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre s'il accepte le crédit de 250.000 frs (art. 1^{er} du chap. 10) affecté aux champs de démonstration.

M. le Ministre répond qu'il est très favorable à cette institution appelée à rendre les plus grands services, mais qu'il n'est pas d'avis de la développer outre mesure dès le début. Ce crédit de 250.000 frs est évidemment trop élevé, mais ce chiffre variera suivant les décisions que prendra le Sénat relativement à la question des courses de province et à celle du service pastoral.

M. le Rapporteur fait remarquer que dans ce même chapitre 10, figure une augmentation de 11.000 frs pour les fermes écoles et écoles pratiques, que le Gouvernement n'avait pas demandée.

M. le Ministre répond qu'il a accepté cette augmentation rendue nécessaire par la création d'un certain nombre d'écoles pratiques dans le Pas de Calais, l'Orne, la

Manche et d'autres départements.

M. le Président propose d'aborder immédiatement la question des courses (Approbation).

M. le Ministre dit qu'en raison de la crise actuelle que traverse l'élevage les encouragements donnés à cette industrie sont absolument nécessaires. Qu'il était-il disposé à demander le rétablissement du crédit tout entier, mais en présence du sentiment qui s'est manifesté à la Chambre des Députés, il demandera seulement au Sénat de vouloir bien rétablir 100.000 frs sur les 150.000 affectés aux subventions à donner aux hippodromes de province.

M. Lerroël demande à M. le Ministre s'il compte avec cette somme pouvoir subventionner tous les hippodromes de province qui aident véritablement à la production. Ce sont souvent les plus petits qui sont les plus dignes d'intérêt.

M. le Ministre répond qu'il n'entérinera pas un centime aux hippodromes de la Normandie et de la région des Pyrénées. Il retranchera seulement les subventions données aux courses qui ne sont qu'un complément de fête locale et qui ont lieu dans des contrées éloignées des grands centres d'élevage.

M. Rocher a de la peine à croire que les 50.000 frs qu'abandonne M. le Ministre étaient perdus; il croit, au contraire, qu'ils profitaient à l'élevage et qu'il est nécessaire de les maintenir au crédit du chap. 19. Dans l'intérêt de l'agriculture et de l'armée, il demandera donc à la commission de vouloir bien relever le crédit tout entier.

M. Gouin appelle l'attention de M. le Ministre sur l'élevage des chevaux de selle

pour l'armée. Ne pourrait-on pas chercher à donner à cet élevage le développement qu'il reçoit, en ce moment, dans les haras étrangers?

M. le Ministre répond qu'il n'y a pas que le cheval d'armes qui ait diminué en France, mais qu'on a partout substitué à une race de chevaux de trait légers, qui pourraient servir pour l'artillerie, des chevaux beaucoup trop forts comme les Boulonnais et les Percherons, mais qu'on ne peut empêcher les centres d'élevage de donner la préférence aux chevaux dont ils tirent le plus grand profit.

L'orateur entre, à ce sujet, dans d'autres explications techniques et conclut en disant qu'il ne demandera au Sénat que le rétablissement du crédit jusqu'à concurrence de 100.000 frs seulement, parce qu'à la Chambre des Députés, il sera plus solide sur ce terrain.

Interrogé sur le chap. 39 (Restauration et conservation des terrains en montagnes) et particulièrement sur la résiliation proposée par la commission du budget en ce qui concerne le contrat passé avec le géomètre expert chargé de préparer les dossiers d'expropriations, M. le Ministre dit qu'il a défendu avec la dernière énergie ce géomètre devant la commission de la Chambre, qu'il est certain qu'en se privant des services de M. Legendre, on fait un acte de mauvaise administration, mais qu'il ne demandera pas le rétablissement du crédit.

M. Marion dit que la commission du budget, en proposant cette mesure, a voulu surtout s'opposer à la création de fonctionnaires nouveaux; mais n'y aurait-il pas moyen de tourner la difficulté en payant par exemple, le géomètre expert sur états?

M. le Ministre répond que c'est, en

effet, ce qu'il compte faire.

M. le Président dit que la commission reprendra tout à l'heure la question et en délibérera. Il prie M. le Ministre de vouloir bien s'expliquer sur la réduction de crédit de ce même chapitre 19 s'appliquant au service pastoral.

M. le Ministre expose que M. le Rapporteur de la commission du budget a mal compris la question. Il n'a vu dans les subventions accordées aux fruitières des terrains en montagne qu'une concurrence déloyale faite aux fruitières du Doubs, comme si ces dernières, dont les frais d'établissement sont, en effet, bien inférieurs, pourraient être comparées à celles des pays de montagnes. Il faut, en outre, considérer que les subventions du chap. 39 sont également destinées à donner une compensation aux habitants dépossédés des terrains où ils faisaient paître leurs moutons.

M. le Ministre déclare que pour ce double motif, il demandera au Sénat de vouloir bien rétablir le crédit de 32.000 affecté au service pastoral. Il lui demandera en même temps de vouloir bien distraire les 10.000 frs du chap. 10, applicables aux fruitières, pour les reporter à ce même crédit du chapitre 39.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre des explications sur les crédits du chap. 12 affectés au traitement des délégués à l'étranger et aux bourses de voyage.

M. le Ministre répond qu'il a demandé un premier crédit de 12.000 frs pour deux délégués qui résideront, l'un à Berlin et l'autre en Amérique. Il est indispensable que l'administration soit renseignée sur tous les

progrès agricoles qui s'accomplissent à l'étranger. Le crédit affecté aux bourses de voyage est le complément indiqué de cette mesure.

M. le Ministre répond ensuite à M. le rapporteur qu'il accepte les réductions des chapitres 16 et 17, qu'il saura faire face, avec les crédits votés par la Chambre, aux besoins de ces différents services, mais qu'il demande qu'on lui laisse une certaine latitude dans l'application de ces crédits et qu'il ne soit pas obligé de faire porter les réductions de ces deux chapitres sur certains points déterminés, comme, par exemple, sur des modifications à apporter à l'école du Vin ou la suppression de la ration accordée jusqu'ici au cheral du directeur d'un haras ou d'un dépôt d'étalons.

M. le rapporteur interroge M. le Ministre sur le crédit de l'art. 2 du chap. 18 (établissement de fontaines publiques.)

M. le Ministre répond qu'en faisant établir en Corse des fontaines publiques, qui habituellement sont à la charge seule des communes, il obéit à des engagements qui ont été pris par l'Etat, il y a plus de vingt ans.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre si les crédits des chapitres 16 et 17 sont dépensés annuellement.

M. le Ministre répond que non et que c'est pour ce motif que le Gouvernement a accepté les réductions opérées sur ces chapitres, mais qu'il a la ferme volonté de demander, l'année prochaine, au Parlement de lui rendre ces crédits et qu'il lui présentera des projets auxquels il espère bien que le Sénat ne fera pas opposition.

Interrogé sur la question de l'extension de la culture du tabac dans les départements français, M. le Ministre répond qu'il est disposé

à faire tout son possible pour donner, sur ce point, toute satisfaction aux cultivateurs, mais que cela dépend surtout du ministre des finances.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre de l'Agriculture, qui se retire.

La commission délibère ensuite sur le budget du ministère de l'Agriculture et prend les résolutions suivantes.

Les crédits du chap. 4 relatifs aux frais de tournée de l'inspecteur des écoles vétérinaires et à la création de six emplois de chefs de travaux sont adoptés tels qu'ils ont été votés par la Chambre des Députés.

Même décision pour le crédit du Chap. 10 relatif aux bourses à accorder dans les nouvelles écoles pratiques. Le crédit de 10.000 frs relatif aux fruitières est détaché de ce chapitre et reporté au chap. 39.

Les crédits du chap. 12 (délégués à l'étranger et bourses de voyage) sont adoptés tels que les a votés la Chambre des Députés.

Même décision pour les réductions des chapitres 16 et 17 (Personnel et matériel des Haras).

Le crédit destiné à subventionner les hippodromes de province (courses plates) est rétabli jusqu'à concurrence de 100.000 frs.

Chap. 39. - M. Lenoël fait remarquer qu'en ce qui concerne la question du géomètre-expert il ne peut être allégué qu'il s'agit là d'une création d'un nouveau service. On ne fait pas de traité avec un fonctionnaire. La vérité est qu'on a passé un contrat avec un agent d'expropriations et que si on le paye sur état, on le payera beaucoup plus cher.

M. Loubet expose à la commission

Comment l'Etat a été amené à passer ce traité avec M. Legendre, qui, chargé de préparer les dossiers d'expropriation et de conclure les ventes amiables, ne saurait, sans préjudice pour l'Etat être remplacé par des agents des forêts qui ne sont nullement familiers avec ces opérations.

La commission décide que la réduction votée par la Chambre des Députés sera maintenue mais que des explications seront données à cet égard dans le rapport et que le ministre pourra continuer à se servir du géomètre-expert, en le payant, non sur état, mais sur l'ensemble du crédit affecté au rebasement des terrains en montagne.

Elle décide ensuite que le crédit affecté au service pastoral sera rétabli comme le demande M. le Ministre.

M. Gouin donne lecture de son rapport sur le budget du ministère de la guerre.

Après un échange d'observations entre M. M. Duclerc, Faye, le rapporteur et Chesnelong, la commission décide que la partie du préambule renfermant une sorte de critique de la diminution de l'effectif sera supprimée.

M. le rapporteur passe successivement en revue les divers chapitres du budget, qui sauf les suivants, sont adoptés sans observation.

Chap. 11 - M. Clamageran voudrait qu'à propos des non combattants le rapport, au lieu de constater simplement que ces corps ont été beaucoup augmentés, appuyât sur les inconvénients d'une telle augmentation.

Chap. 12 - (Solde des corps de troupe)
La commission, sur la proposition de M. le Président, adopte sur le crédit de ce chapitre, une réduction de 300.000 frs, représentant une économie réalisée.

Le vote sur le crédit de 140.000 frs destiné à subventionner le cercle national des armées de terre et de mer est ajourné à la prochaine séance.

Le reste du rapport est mis aux voix et adopté.

M. Péral donne lecture de son rapport sur le budget du ministère du commerce et de l'industrie.

Sur le Chap. 1^{er}, une discussion à laquelle prennent part M. M. le Rapporteur, Magnin, Fays, Lemoël et Chesnelong, s'engage sur le rattachement au ministère du commerce du bureau des syndicats professionnels, qui était autrefois dans les attributions du ministère de l'intérieur.

M. Lemoël fait observer qu'aux termes du décret qui a réglé cette question, la surveillance de la partie technique du fonctionnement des syndicats professionnels a seulement été transférée au ministère du commerce; quant à la surveillance proprement dite des syndicats au point de vue de l'ordre public, elle reste entre les mains du service de la sûreté générale.

M. Chesnelong dit que, dans tous les cas, ce service, même restreint dans les proportions que vient d'indiquer M. Lemoël, n'est pas à sa place au ministère du commerce et demande que le rapport exprime un regret à cet égard.

M. Clamageran fait remarquer qu'il est inutile d'entamer cette discussion dans le budget, puisqu'elle viendra tout naturellement lors de la discussion du projet de loi spécial déposé par M. Marcel Barthe.

La proposition de M. Chesnelong est mise aux voix et n'est pas adoptée.

Sur la proposition de M. Clamageran,

245

l'augmentation de 15.000 frs votée par la Chambre pour porter à 2.100 frs les émoluments de début des employés du ministère est mise aux voix et n'est pas adoptée. D'autre part, le crédit de 5.000 frs pour secours est détaché du chap. 1^{er} pour être reporté, comme l'a décidé la Chambre des Députés, au chap. 2 (Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale).

Les chap. 2 à 8 ne donnent lieu à aucune observation.

Chap. 9 - L'augmentation de 20.000 frs pour bourses à l'école centrale des arts et manufactures est mise aux voix et adoptée.

Chap. 11 - (Enseignement commercial et industriel) M. le Rapporteur propose à la commission d'adopter le chiffre de 30.000 frs voté par la Chambre des Députés.

M. Clamageran trouve que le moment est mal choisi pour accepter une augmentation aussi considérable, quelque intéressante que soit la dépense, et demande à la commission de vouloir bien revenir au chiffre du Gouvernement.

Cette proposition est adoptée.

Chap. 15 - L'augmentation de 10.000 frs pour médailles à accorder aux vétérans du travail, adoptée par la Chambre des Députés à la suite de l'amendement de M. Félix Faure, n'est pas acceptée et sur la proposition de M. M. Faye et Curmiot le chiffre primitif du Gouvernement demandé pour ce chapitre est adopté.

Par contre, l'augmentation votée par la Chambre, au chapitre 18, pour création de chambres de commerce à l'étranger est adoptée et le chiffre du chapitre fixé à 118.000 frs.

M. le Président demande qu'en ce qui concerne les médailles et décoration, le rapport exprime le vœu que les créations de ce genre soient désormais l'objet d'une loi spéciale et non d'un simple décret.

Cette proposition est adoptée.

Le reste des chapitres du budget du commerce et de l'industrie ne donnant lieu à aucune observation, ils sont adoptés par la commission tels qu'ils ont été votés par la Chambre des Députés.

L'ensemble du rapport est adopté et la séance levée à 3 h. $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 10 février 1887

Présidence de M. Girard

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Harbey, Péral, Hoche, Cazot, Clamageran, Curviot, Faye, C. Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Merlin, Girard.

M. Millet-Foutarabie, sénateur, est introduit et parle en faveur d'un amendement qu'il a l'intention de déposer sur le chap. 5 du budget des colonies (Personnel des Cultes) pour demander le rétablissement, à ce chapitre, d'un crédit de 18.000 frs destiné à payer le traitement de neuf vicaires absolument nécessaires pour desservir les paroisses si disséminées de l'île de la Réunion. L'orateur

démontre que le service du culte ne peut avoir lieu dans cette colonie si l'on maintient les réductions de personnel votées, il y a deux ans, par la Chambre des Députés. Le personnel du clergé de la Réunion, sur un amendement de M. Félix Faure, fut réduit, à cette époque, de 18 prêtres, mais, en même temps, M. Rousseau, parlant au nom du Gouvernement, déclarait que si, avec ces réductions, le service du culte ne pouvait plus se faire à la Réunion, le Gouvernement demanderait à la Chambre l'augmentation de personnel qui serait jugée nécessaire. C'est sur cette déclaration que s'appuie l'honorable sénateur pour présenter son amendement.

M. le Président demande à M. Millet-Foutarabie s'il s'est préalablement entendu avec M. le Ministre de la Marine ou M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies. La commission serait bien plus forte pour proposer l'amendement, s'il était appuyé par le Gouvernement.

M. Faye ajoute qu'il faudrait en même temps un rapport de l'autorité diocésaine, ou, tout au moins, une note demandant le rétablissement de ces neuf vicaires et démontrant la nécessité de cette mesure.

M. Millet-Foutarabie dit qu'il pourra remettre ce document à la commission et qu'il fera une démarche auprès du ministre ou du sous-secrétaire d'Etat de la marine et des colonies.

M. le Président dit que la commission pourra alors être plus utilement saisie de l'amendement et qu'elle en délibérera.

M. Millet-Foutarabie se retire.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Général Boulanger, ministre de la guerre, s'excusant auprès de la commission

et de M. le Rapporteur de n'avoir pu se rendre au Sénat lors de la discussion du projet de loi relatif à l'orphelinat Héciniot.

Sur la proposition de M. Héral, rapporteur du budget du commerce, la commission décide que M. le Ministre du commerce et de l'industrie sera convoqué pour demain, afin d'être entendu sur certains crédits contestés du budget de son ministère.

M. Cuvinot donne lecture de son rapport sur le budget du ministère des travaux publics.

Les crédits des chapitres 1 à 12 sont adoptés sans observation.

Chapitre 13. (Personnel des commissaires généraux et inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer). M. le Président propose à la commission, comme sanction de l'observation de M. le Rapporteur disant que rien, jusqu'à présent, n'est venu révéler l'utilité des commissaires généraux, de diminuer l'ensemble du chapitre d'une somme de 6.000 frs.

M. Casimir Fournier dit que si l'administration n'a rien fait pour démontrer l'utilité de ces fonctionnaires, il peut se trouver cependant que leur rôle soit très efficace. Leur contrôle, par exemple, peut s'exercer d'une tout autre façon que celui des inspecteurs des finances.

M. le Président répond que l'on peut toujours voter cette diminution. On entendra M. le Ministre, et s'il arrive à démontrer la grande utilité de ces fonctionnaires, il sera toujours loisible à la commission de revenir sur sa décision.

Le reste des chapitres de la 1^{re} section (section ordinaire) ne donne lieu à aucune observation, sauf le chapitre 31 (Personnel des travaux publics en Algérie) comportant une

augmentation de 50.000 frs pour la création d'un second service d'ingénieur en chef à Alger.

M. Casimir Fournier se demande s'il ne vaudrait pas mieux augmenter le cadre des ingénieurs ordinaires, et la commission décide qu'elle interrogera sur ce point M. le Ministre.

Le chap. 48 de la 2^e section (Travaux extraordinaires) donne lieu à quelques observations. La commission approuve, en principe, la rédaction du rapport en ce qui concerne les projets en préparation, mais décide néanmoins qu'elle interrogera M. le Ministre sur le projet de loi qu'il va soumettre au Parlement pour la création d'un bassin à pétrole à Marseille.

À propos des trois premiers articles du budget sur ressources extraordinaires concernant l'ensemble du personnel, M. le Président dit qu'il résulte d'un travail de comparaison, qu'il a fait, que depuis 1883, bien que les travaux aient diminué de moitié, le chiffre du personnel est toujours resté le même.

M. le Rapporteur dit que cela tient probablement à ce qu'on a remplacé les employés titulaires par des auxiliaires qui ne figuraient pas au budget, car depuis longtemps on ne fait plus de concours.

Il propose à la commission d'insérer une note dans le rapport pour prier M. le Ministre de ne négliger aucune occasion de réduire les dépenses de ce chapitre (Assentiment).

La commission décide ensuite de demander à M. le ministre des travaux publics des renseignements sur le chapitre 5 (Études de travaux de chemin de fer à exécuter par l'État).

Le reste des chapitres du budget sur ressources extraordinaires ne donne lieu à

aucune observation.

L'ensemble du rapport est mis aux voix et adopté.

M. Curmiot donne lecture de son rapport sur le budget des chemins de fer de l'Etat.

Le rapport est adopté.

M. Barbey donne lecture d'une note qui lui a été communiquée par le ministre de la marine sur la répartition des 26 millions du budget extraordinaire entre les ports et l'industrie privée.

Une discussion à laquelle prennent part M. M. le Président, Barbey, Desail, Faye et Curmiot, s'engage sur la question de savoir si, avant d'adopter le budget extraordinaire de la marine, elle devra consulter des hommes compétents comme les amiraux Jaures, Jauréguiberry, et M. Charles Reun.

La commission se range à l'avis de M. Faye, appuyé par M. le Rapporteur, qui elle ne doit pas prendre le rôle d'une commission technique et assumer une responsabilité qui appartient tout entière à l'administration de la marine.

M. Barbey donne lecture des divers passages de son rapport concernant les points contestés.

M. Giral exprime le regret que des travaux qui doivent rester secrets, comme ceux de construction de nouveaux types de navires, soient confiés à l'industrie privée.

M. le Président fait observer que là encore la commission des finances ne doit pas se substituer à l'administration de la marine, qui doit savoir ce qu'elle fait, et ne pas endosser une responsabilité qui ne lui appartient pas.

L'ensemble du rapport de M. Barbey est mis aux voix et adopté.

M. Casimir Fournier donne lecture de son rapport sur le budget de l'Algérie.

A la suite d'un échange d'observations sur quelques points de détail, le rapport est adopté.

M. Loubet donne lecture des principaux passages du préambule du rapport général.

La rédaction en est provisoirement adoptée.

La commission décide qu'elle se réunira demain à 3 heures pour entendre M. M. les ministres du commerce et des finances.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 11 février 1887.

Présidence de M. Laird.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Barbey, Bérat, Bocher, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Duclerc, Faye, C. Fournier, Gouin, Lemoine, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Laird.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des finances, qui, retenu à la Chambre par la discussion du budget des recettes, s'excuse de ne pouvoir se rendre aujourd'hui devant la Commission.

M. le Président informe également la commission qu'il a vu, le matin même, M. le Ministre du commerce que son état de santé retient chez lui. M. le rapporteur du budget du commerce pourra se rendre auprès de M. le Ministre et conférer avec lui sur les différents points contestés de ce budget. (Assentiment).

M. Faye donne lecture de son rapport sur le budget du ministère des finances.

Le préambule du rapport et les Chapitres 1 à 4 ne donnent lieu à aucune observation.

M. Chesnelong critique le passage du rapport, relatif au chap. 5, où M. le rapporteur semble regretter que la Chambre des Députés n'ait pas adopté le système de M. Dauphin. Il aurait accepté jusqu'à un certain point celui de M. Sadi-Carnot dans lequel la suppression de l'amortissement était compensée par la suppression du budget extraordinaire, mais il ne saurait regretter l'adoption d'un projet qui, d'une part, supprimerait l'amortissement, et, d'autre part, conserverait le budget extraordinaire qui serait alimenté non plus par des obligations à court terme, mais par des obligations amortissables en soixante six ans. Ce projet qui créait à côté du budget extraordinaire un moyen si facile de l'alimenter en tournant un robinet d'emprunt, était plus dangereux, aux yeux de l'orateur, que le système adopté par la commission qui crée des obligations décennaires qui ne sont gagées par rien. Ce dernier système, en effet, est tellement absurde qu'il ne peut pas tenir longtemps, tandis que celui de M. Dauphin, moins mauvais en apparence, avait des chances

153

de durée qui le rendaient plus dangereux.

M. Marion sroure que le système de M. Dauphin valait encore mieux que celui de la commission du budget, car il contenait un amortissement lointain, mais assuré.

M. Rocher demande que le rapport ne donne son approbation à aucun des trois systèmes.

M. le Président fait remarquer que le passage du rapport qu'on critique ne constitue pas une approbation, mais plutôt une indication des faits qui se sont passés et des nécessités qu'on a eu à subir.

Quelques observations sont encore échangées sur le même sujet entre M. M. Chesnelong, Faye et Rocher, et M. le Président met aux voix le maintien de la rédaction du rapport, qui est adopté.

Les chapitres 6 à 19 ne donnent lieu à aucune observation.

Chapitre 20. — (Intérêts de la dette flottante du Trésor). M. le Rapporteur fait observer qu'il est impossible à la commission de prendre une décision sur ce point avant d'avoir entendu M. le Ministre des finances et de lui avoir demandé quelle attitude il entend prendre devant le Sénat au sujet de la suppression ou du maintien au chap. 20 de la subvention de 1.200.000 frs faite, pour les caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations.

Aucune observation sur le chap. 21.

Quelques observations sont échangées entre divers membres de la commission à propos des pensions militaires et civiles.

M. Gouin dit qu'on pourrait émettre le vœu que, pour les pensions militaires, l'âge de la retraite fût fixé par une mesure législative et non par un simple décret.

M. le Rapporteur pense qu'il suffit que la commission approuve, dans le rapport, la réduction opérée par la Chambre sur le crédit du chap. 87 ainsi que les motifs qui l'ont dictée (Approbation).

Chapitre 32. — Pensions civiles —

M. Clamageran ne sait pas si M. le Rapporteur a bien saisi le sens de la citation qu'il lui emprunte. Il a voulu surtout parler de la complaisance que mettait trop souvent l'administration à accorder des pensions pour des infirmités qui n'existaient pas ou qui n'avaient pas été contractées comme le veut la loi, dans le service.

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. Clamageran, le Rapporteur et le Président, la commission décide que M. le Rapporteur s'entretienne pour la rédaction de ce passage avec M. Clamageran.

Les chap. 32 à 44 sont adoptés sans observation.

M. le Président demande à interrompre la lecture du rapport pour soumettre à la commission la question de la subvention de 140.000 frs au cercle national des armées de terre et de mer, qui a été réservée.

La suppression de ce crédit, demandé par certains membres, est mise aux voix, et repoussée par 8 voix contre 5.

La commission décide ensuite que le rapport devra exprimer la pensée que cette subvention doit être considérée comme une subvention exceptionnelle, une fois donnée et ne devant plus se représenter dans le budget des exercices suivants.

M. Gouin propose ensuite à la commission de majorer de 750.000 frs le crédit du chapitre 88

255

(lits militaires) et de diminuer de 300.000 frs celui du chap. 12 (Corps de troupes). Il a déjà fait connaître à la commission les motifs de cette double modification.

Cette proposition est adoptée.

M. Cazot donne lecture de deux rapports: le premier sur le budget de la légion d'honneur, le second sur celui de l'imprimerie nationale.

Ces deux rapports sont adoptés.

M. Faye reprend et termine la lecture de son rapport sur le budget des finances.

Le reste des chapitres est adopté sans observation.

Sur la proposition de M. le Président, la commission décide qu'elle interrogera M. le Ministre des finances sur l'article additionnel de la loi de finances voté hier par la Chambre des Députés, enjoignant au Gouvernement de préparer un projet de loi établissant l'impôt sur le revenu.

M. Marion donne lecture de son rapport sur le budget des beaux arts.

Une seule discussion s'élève au sujet d'une somme de 50.000 frs que M. le Ministre des beaux-arts aurait le désir de prendre sur l'ensemble du chapitre 31: (Entretien et grosses réparations des bâtiments civils) pour décharger l'administration de l'Opéra de la dépense de certains travaux d'entretien.

M. le Rapporteur rappelle que M. le Ministre a déjà soumis à la commission ses scrupules à cet égard. Il ne voudrait rien faire sans avoir l'assentiment des deux chambres et, dans ce but, il a préparé une note qu'il a chargé M. le rapporteur de soumettre à l'approbation de la commission pour être ensuite insérée dans le rapport.

M. le Rapporteur donne lecture de la note.

M. Loubet n'est pas d'avis de donner à M. le Ministre l'autorisation qu'il demande et d'aider l'administration de l'Opéra à se débarrasser, comme elle l'a tenté déjà plusieurs fois, des clauses du cahier des charges qu'elle a consenti. M. le Ministre peut modifier, s'il le veut, ce cahier des charges, mais sous sa seule responsabilité.

M. le Président fait observer que la commission ne peut prendre une résolution sur une proposition dont elle n'est pas régulièrement saisie. M. le Ministre a d'abord exposé ses scrupules à la commission et lui a demandé une sorte de consultation, il lui a été répondu que la commission ne pouvait donner de consultation. L'orateur croit que la commission doit rester sur ce terrain, laisser le ministre entièrement libre de modifier ou de ne pas modifier le cahier des charges et ne rien dire absolument de cette question dans le rapport.

M. Clamageran appuie ses observations et dit qu'il ne faut pas créer un précédent dangereux, qui permettrait dans l'avenir, de faire indirectement au Parlement ce qu'on ne veut pas lui demander directement.

La proposition de M. le Président est mise aux voix et adoptée.

L'ensemble du rapport sur le budget des Beaux-Arts est adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire,

Paul Loubet

257

Séance du 12 février 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Garbey, Héral, Bocher, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Ducloux, Faye, Casimir Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Curinot, Girard.

M. Ed. Millaud, ministre des Travaux publics, assiste à la séance.

M. Curinot, rapporteur, demande à M. le ministre s'il juge indispensable l'augmentation de 30,000 frs du chapitre 31 du budget de son ministère pour la création d'un deuxième service d'ingénieur en chef à Alger.

M. le Ministre répond que cette création est réclamée aussi bien par M. le Gouverneur général que par les députés et le service compétent de l'Algérie. Elle est justifiée par l'importance des travaux à exécuter dans la colonie et il serait de mauvaise administration comme de mauvaise politique de ne pas l'accorder.

M. C. Fournier demande à M. le ministre si, dans l'intérêt de ces travaux mêmes, il ne vaudrait pas mieux augmenter le nombre des ingénieurs ordinaires, qui se rendent sur tous les points du territoire.

M. le Ministre répond que l'ingénieur en chef se rend également sur tous les points de la province et que le service de l'unique ingénieur en chef résidant à Alger est tellement chargé qu'il est indispensable de doubler, dans cette ville, cet important service.

M. le Président demande à M. le Ministre si cette création ne va pas

entraîner une augmentation des crédits pour les travaux à exécuter dans la colonie et il serait de mauvaise administration comme de mauvaise politique de ne pas l'accorder.

M. C. Fournier demande à M. le Ministre si, dans l'intérêt de ces travaux mêmes, il ne vaudrait pas mieux augmenter le nombre des ingénieurs ordinaires, qui se rendent sur tous les points du territoire.

M. le Ministre répond que l'ingénieur en chef se rend également sur tous les points de la province et que le service de l'unique ingénieur en chef résidant à Alger est tellement chargé qu'il est indispensable de doubler, dans cette ville, cet important service.

M. le Président demande à M. le Ministre si cette création ne va pas entraîner une augmentation des crédits pour les travaux à exécuter.

M. le Ministre répond qu'il ne demande rien pour le moment et qu'il fera son possible pour que ces crédits ne soient pas augmentés.

M. le Rapporteur interroge ensuite M. le Ministre sur le chap. 13 (Personnel des commissaires généraux et inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer) et dit que la commission s'est demandé s'il ne conviendrait pas de supprimer ce service des commissaires généraux en raison de son peu d'utilité.

M. le Ministre répond que les commissaires généraux ont été créés par le décret du 10 juin 1884, qui définit leurs attributions, et auquel il suffit de se reporter pour voir combien ces attributions sont multiples et importantes. Ils s'occupent notamment des délibérations des conseils d'administration

des Compagnies et adressent au ministère des rapports spéciaux sur la manière dont, au point de vue des intérêts du trésor, ces délibérations ont été exécutées.

M. le Ministre remet à M. le Rapporteur plusieurs de ces rapports qu'il a pris au hasard dans le monceau de ces documents qui existe au ministère des travaux publics.

L'expérience de cette nouvelle institution, ajoute M. le Ministre, n'est pas encore faite et il est de toute nécessité de n'y pas toucher pour le moment. Si plus tard l'administration constate qu'on peut, sans nuire à l'intérêt général, faire une économie sur ce service, elle s'empressera d'en proposer au Parlement la réalisation.

M. le rapporteur appelle ensuite l'attention de M. le Ministre sur la permanence des crédits des Chap. 3 et 4 du budget sur ressources extraordinaires. Il résulte d'un travail de comparaison établi par M. le Président que depuis 1884, tandis que le chiffre des travaux à exécuter a diminué de près de moitié, le total des crédits affectés au personnel de ces mêmes travaux est resté absolument le même.

M. le Ministre explique que cela vient, d'une part, de la suppression opérée dans un délai trop court, de 500 emplois de conducteurs et du brusque licenciement du cadre auxiliaire des travaux de l'Etat prononcé par le décret du 23 mars 1885. On a dû remplacer par des conducteurs payés sur le personnel ces employés auxiliaires, et l'on a fait ainsi une mauvaise opération qui pèse encore sur nos budgets.

M. le Président dit qu'il résulte des explications de M. le Ministre qu'il existe une

véritable confusion entre l'ordinaire et l'extraordinaire en ce qui touche le paiement du personnel des travaux publics et que c'est là surtout ce qui inquiète la commission.

M. le Président demande à M. le ministre si, maintenant qu'il est bien fixé sur les travaux à exécuter, il ne pourra pas, au fur et à mesure de la disparition des chantiers, licencier une partie du personnel.

M. le Ministre répond que ces observations sont très dignes de l'attention de l'administration et que si, dans l'établissement du budget de 1888, il peut réaliser de ce chef quelques économies, il sera heureux de les proposer au Parlement.

M. le Rapporteur rappelle l'observation qu'il a déjà faite dans son rapport de l'année dernière au sujet des travaux résultant de projets en préparation et non encore votés par les Chambres. La commission passera, cette année, sur le projet de loi relatif à St-Mazaire voté par la Chambre des Députés le 30 janvier dernier et sur celui qui a pour but de créer un bassin de pétroles à Marseille, mais il prie M. le Ministre de vouloir bien ne plus comprendre de travaux de ce genre dans la préparation de son prochain budget.

M. le Ministre répond que telle est son intention.

M. Hoche appelle l'attention de M. le Ministre sur l'inconvénient qu'il y a à faire figurer dans le budget sur ressources extraordinaires des travaux, comme ceux de la réparation d'un barrage, d'une écluse, alors qu'ils devraient faire partie du budget ordinaire.

M. le Ministre répond qu'il est complètement d'accord sur ce point avec la commission.

M. le Président demande à M. le

Ministre qu'il est, dans sa pensée, le programme des travaux extraordinaires restant à exécuter par l'Etat qui viendra se juxtaposer au budget ordinaire tel qu'il existait autrefois, et dans quel délai, suivant lui, pourront s'exécuter ces travaux.

M. le Ministre répond que, dans sa pensée, avec des crédits qui s'élèvent, cette année à 54 millions et qui iront toujours en décroissant, les travaux des ports, des canaux, des rivières et les travaux de chemins de fer à exécuter par l'Etat, en dehors de ceux qui doivent être faits par les grandes compagnies, pourront être complètement terminés dans une période de dix années. Il remettra, du reste, à M. le Rapporteur un tableau de ces différentes opérations.

M. le Président croit qu'il serait bon (de concentrer) que l'administration concentre ses efforts, en ce qui concerne les ports, par exemple, sur deux ou trois grands ports pour arriver le plus vite possible à leur complet achèvement.

M. le Ministre dit qu'il partage tout à fait cette manière de voir.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre, qui se retire.

M. Dauphin, ministre des finances, est introduit et prend place au bureau.

M. Faye, rapporteur du budget du ministère des finances, demande à M. le Ministre si les 1.200.000 frs représentant le complément d'intérêt prévu pour les caisses d'épargne, sont compris dans les crédits du chap. 20 (Intérêts de la dette flottante du Trésor) dont le total, voté par la Chambre des Députés, s'élève à 22.800.000 frs.

M. le Ministre répond que non et que si l'on veut inscrire un chiffre tout à fait certain au chapitre des intérêts de la dette flottante, il est évident qu'il faut y ajouter ces 1.200.000 frs.

M. Chesnelong demande à M. le Ministre quelle est son opinion sur le fond même de la question, c'est-à-dire s'il croit que l'article qui diminue le taux d'intérêt des caisses d'épargne doit être maintenu dans la loi de finances, ou s'il pense, au contraire, que cette disposition doit être renvoyée à la loi qu'il se propose de déposer sur la réorganisation des caisses d'épargne.

M. le Ministre répond que son opinion sur ce point est toujours la même, qu'il pense, avec le conseil de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations, que ce taux d'intérêt doit être réduit, mais qu'il pencherait plutôt vers la fixation de ce taux à 3.50 seulement pour 100, ce qui lui permettrait de faire face aux 1.200.000 frs dont on vient de parler. Cette disposition, suivant lui, doit être maintenue dans la loi de finances pour avoir son effet à partir du 1^{er} avril 1887. On a dit qu'on allait, par cette mesure appliquée en cours d'exercice, apporter le plus grand trouble dans la comptabilité des caisses d'épargne, mais ces dernières ont été prévenues par des circulaires antérieures au 1^{er} janvier 1887, et ce ne sera pas, après tout, un grand travail à faire. Quant à l'emploi du bénéfice résultant de la différence entre les intérêts payés aux caisses d'épargne par la Caisse des Dépôts et Consignations et les intérêts qu'elle tire du placement des fonds versés par ces caisses, M. le Ministre ne demandera pas au Sénat de revenir sur

le vote de la Chambre des Députés. Ce bénéfice qui représente 8.500.000 frs environ ira tout naturellement à la réserve.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre s'il est toujours dans l'intention de demander le rétablissement au chapitre 45 (Personnel de l'administration centrale) d'un crédit de 701.050 frs ce qui porterait le total du chapitre à 1.701.050 frs, ce qui constituerait encore une économie de 230.850 frs par comparaison avec le chiffre du crédit de 1886.

M. le Ministre répond qu'il demandera au Sénat de vouloir bien s'en référer sur ce point, aux chiffres indiqués par le décret du Conseil d'Etat. Le Gouvernement acquiesce cependant à une réduction de 29.500 frs résultant de la suppression du sous-secrétariat d'Etat.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre s'il accepte la réduction de 800.000 frs sur le crédit du chap. 46 (Commissions aux trésoriers payeurs généraux).

M. le Ministre répond qu'il n'a pas cru devoir revenir sur cette décision de la Chambre des Députés et que les trésoriers payeurs généraux vivent maintenant sous le régime nouveau, c'est à dire que leurs commissions ont été réduites à un taux d'intérêt de 3%, qu'on a supprimé les bénéfices qu'ils faisaient sur certains comptes et qu'on les a ramenés à un traitement fixe calculé sur les résultats de l'année 1885. Il est résulté de l'ensemble de ces mesures une réduction très considérable dans la situation des trésoriers payeurs généraux.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre quelques explications sur la réduction de 600.000 frs du crédit du chap. 70 (Remises aux percepteurs et frais divers.)

M. le Ministre expose que cette

réduction de 600.000 frs est une proposition nouvelle que le Gouvernement fait au Sénat et qui n'a pas été présentée à la Chambre des Députés. C'est une économie que le Gouvernement croit pouvoir faire en diminuant le nombre des percepteurs. Cette réforme qui est purement administrative, et qui n'a pas besoin d'être consacrée par une loi n'est encore qu'à l'état d'étude et le chiffre de 600.000 frs inscrit, cette année au budget n'est pas le chiffre définitif. Et même, en présence de l'émotion que l'annonce de cette mesure paraît causer dans le pays, le Gouvernement ne s'opposerait pas à ce que le Sénat diminuât le chiffre de cette réduction.

Répondant ensuite aux observations de plusieurs membres de la commission, M. le Ministre déclare que tous les droits acquis seront respectés, qu'il n'a l'intention de révoquer aucun percepteur, qu'il augmentera même le traitement des plus misérables, mais qu'il supprimera par voie d'extinction, et en tenant compte, bien entendu, des intérêts des communes et des contribuables, les perceptions dont le maintien ne serait pas jugé nécessaire d'après les rapports des préfets et des trésoriers payeurs généraux.

Interrogé sur le chap. 86 (Personnel de l'administration des contributions indirectes), M. le Ministre répond qu'il accepte la réduction de 500.000 francs votée par la Chambre, résultant de la suppression de 40 sous-directeurs et du remplacement par d'anciens gendarmes, fonctionnaires intermittents, des agents de l'administration chargés de la surveillance des fabriques de sucre.

M. le rapporteur demande à M. le Ministre s'il accepte l'augmentation de 146.000 frs résultant de l'assimilation des douaniers aux gendarmes pour la retraite.

M. le Ministre répond, que cette augmentation avait été acceptée par son prédécesseur et qu'elle lui semble parfaitement justifiée. Les douaniers restent plus longtemps que les autres citoyens dans la mobilisation, ce sont de véritables soldats qui se battent et courent, tous les jours, des dangers.

M. Loubet demande quel sera le chiffre de l'augmentation résultant de l'art. 26 relatif aux agents forestiers.

M. le Ministre répond qu'il n'a pas ce chiffre qui doit être fort peu élevé, mais qu'il le fera tenir à M. le rapporteur général.

Quant à l'assimilation des commissaires de police de France à ceux de Paris, de Lyon etc. (art. 29 de la loi de finances) M. le Ministre ne pourrait évaluer l'augmentation de dépenses qu'entraînera, si elle est votée, cette disposition.

M. Hoche demande à M. le Ministre quelle est, en définitive, dans le chap. 3 la somme destinée à l'amortissement.

M. le Ministre répond que si le Sénat accepte le budget avec les chiffres que propose actuellement le Gouvernement, la somme réservée à l'amortissement sera de 23 millions moins les 8.90.000 frs des caisses d'épargne soit 17.410.000 frs.

M. Chesnelong demande à M. le Ministre ce qu'il pense de l'article additionnel voté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à préparer un projet de loi sur le revenu.

M. le Ministre répond qu'il est assez difficile d'interpréter ce vote, qu'il croit, pour sa part, que la majorité de la Chambre a voulu manifester cette pensée qu'il était nécessaire de modifier notre système d'impôts de manière à les répartir d'une

façon plus équitable suivant les facultés de chacun.

L'orateur rappelle ce qu'il a dit, à ce sujet, à la Chambre des Députés : que ce projet qu'on l'a invité à préparer est tout prêt, mais qu'il n'y est question ni d'un impôt unique, ni d'un impôt progressif et général sur le revenu, ni de cédentes s'adressant à chaque classe de citoyens, ni d'obligation de déclaration, ni de taxation de la part de l'Etat, ni d'impôt sur la rente.

M. Chesnelong dit que ce ne sera pas un impôt sur la rente, mais un impôt sur les rentiers.

M. le Président fait observer qu'il n'est guère possible d'établir un impôt sur le revenu dont les rentiers seraient exemptés.

M. Rocher demande à M. le ministre s'il ne voit pas un inconvénient dans l'introduction de cet article dans la loi de finances.

M. le Ministre répond qu'il eût préféré qu'il ne fut ni présenté ni voté, mais qu'il verrait un inconvénient à ce qu'il fut repoussé par le Sénat, car alors le Sénat semblerait rejeter le principe même de l'impôt sur le revenu.

M. Casimir Fourmies dit qu'il est tout naturel que le Sénat se prononce sur un projet déposé par le Gouvernement, mais qu'il ne comprend pas qu'il puisse s'engager sur une simple formule et sur une équivoque proposée par un membre de la Chambre des Députés. Il y aurait un moyen d'obvier à cet inconvénient : ce serait le dépôt du projet du Gouvernement avant la discussion du budget par le Sénat.

M. le Ministre répond qu'il s'engagerait

267

volontiers à déposer immédiatement ce projet de loi, si la commission s'engageait, de son côté, à faire voter le budget par le Sénat avant le 18 février prochain.

M. le Président fait observer que la commission est animée des meilleures intentions à cet égard, qu'elle a déployé toute l'activité dont elle était capable pour l'examen de ce budget, mais qu'elle n'est pas maîtresse des discussions qui peuvent avoir lieu devant le Sénat.

M. le Ministre annonce à la commission qu'il a également l'intention de déposer dans le plus bref délai deux projets de loi sur les sucres, l'un, fondamental, ayant pour objet d'élever à 7% à partir du 1^{er} jan^{vier} prochain, le prix en charge pour la perception de l'impôt sur la betterave, l'autre établissant une surtaxe de 10 fr sur les sucres raffinés pour l'année 1887.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre, qui se retire.

M. Casimir Fournier donne connaissance d'une lettre de M. le Gouverneur général de l'Algérie faisant remarquer que la suppression de la subvention aux théâtres algériens aura, en quelque sorte, un effet rétroactif sur la situation des directeurs de ces théâtres qui ont fait leurs engagements pour la saison d'hiver en comptant sur la subvention. Le rétablissement au budget de l'Algérie d'un crédit de 21.000 francs permettrait de rendre à ces directeurs la justice qui leur est due.

M. C. Fournier fait observer que, d'autre part, au budget du ministère de l'intérieur, le crédit de 100.000 fr pour les élections sénatoriales devrait, comme cela a été fait, il y a trois ans sur la proposition

de M. Roger Marvaux, être réduit de 25.000 frs, aucune élection sénatoriale ne pouvant avoir lieu à dater du 1^{er} juillet prochain jusqu'au renouvellement par tiers du Sénat.

L'honorable membre propose donc à la commission ; 1^o de rétablir la subvention aux théâtres de l'Algérie jusqu'à concurrence de 25.000 frs ; 2^o de diminuer le crédit du chap. 8 du budget du ministère de l'intérieur d'une somme de 25.000 frs.

Ces deux propositions sont successivement mises aux voix et adoptées.

M. Peral, rapporteur du budget du commerce, dit que, conformément au désir exprimé par la commission, il est allé conférer avec M. le ministre du commerce et de l'industrie. Il rend compte ainsi de sa mission.

Il y avait, on le suppose, trois chiffres contestés.

1^o sur le chap. 1^{er}, la commission a repoussé une augmentation de 5.000 frs pour les émoluments de début des employés du ministère du commerce. M. le Ministre paraît décidé à défendre cette augmentation devant le Sénat, mais M. le rapporteur ne croit pas devoir demander à la commission de revenir sur le vote qu'elle a émis à cet égard.

La discussion de 5.000 frs sur le chap. 1^{er} est mise aux voix et maintenue.

2^o Chap. 20. - Enseignement commercial et industriel. - M. le Ministre a très vivement insisté pour que l'augmentation de 282.000 frs votée par la Chambre des Députés fut maintenue. M. le rapporteur, se fondant, comme M. le ministre, sur la nécessité de développer l'enseignement professionnel et commercial propose à la commission non de voter les

282,000 frs qu'elle a supprimés du chap. 10 mais une somme de 50,000 frs en sus du crédit demandé par le Gouvernement, pour montrer que le Sénat s'associe aux efforts faits dans le but de développer cet enseignement. Le crédit du chap. 10 serait ainsi porté à 332,000 frs.

Cette proposition, combattue par M. M. le Président et Magnin, n'est pas adoptée.

3^e Chap. 18 - Encouragements aux manufactures et au commerce. M. le Ministre ne demande pas le maintien du crédit affecté aux médailles à décerner aux vétérans du travail, mais il fait observer qu'il ne s'agit pas là d'un ordre comme le mérite agricole, qu'il s'agit de décorations semblables aux médailles de sauvetage, et il demande la suppression de la phrase du rapport demandant que ces décorations soient désormais créées par une loi et non par un simple décret.

La commission décide que la phrase du rapport sera maintenue.

M. le Rapporteur donne lecture des divers passages de son rapport relatifs à ces trois points. La rédaction en est adoptée.

M. Curinot donne également lecture des passages de son rapport sur le budget des travaux publics concernant les points sur lesquels M. le Ministre s'est expliqué au début de la séance.

La rédaction ainsi que les conclusions du rapport sont adoptées.

La discussion est ensuite ouverte sur la question des caisses d'épargne.

M. le Président fait remarquer que tout le monde est d'accord, même les Présidents de caisses d'épargne eux-mêmes, sur la nécessité de réduire le taux de l'intérêt

servi aux déposants. Toute la question, en ce moment, est de savoir si la disposition qui établit cette réduction doit figurer dans la loi de finances, comme l'a décidé la Chambre des Députés, ou être ajournée jusqu'à la discussion du projet de loi spécial que le Gouvernement prépare sur cette matière. L'orateur craint que si l'on prend ce dernier parti on attende encore pendant des mois et même des années une réforme qui est dans tous les esprits. En 1883, quand la question s'est posée pour la caisse des retraites pour la vieillesse, elle a été résolue dans le sens du vote de la Chambre des Députés. C'est par une loi de finances que le taux de 5 % a été réduit à 4 1/2 %. Si on avait attendu la loi spéciale, on aurait peut-être payé pendant deux ou trois ans encore ce taux de 5 % si onéreux pour le trésor. Il en a été de même pour la disposition qui a modifié les rapports du Trésor avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Pourquoi ne pas réaliser de la même façon dont la nécessité et l'urgence ne font doute pour personne?

L'orateur rappelle ensuite que M. le ministre des finances a déclaré qu'avec la réduction du taux de l'intérêt à 3.50 %, il pourrait faire face au complément de 1.200.000 frs. En conséquence, il propose à la commission de maintenir dans la loi de finances l'article voté par la Chambre des Députés, mais en portant la réduction du taux de l'intérêt à 3.50 % au 3.25 %.

M. Chesnelong appuie la proposition de M. le Président, qui est combattue par M. Loubet.

M. le Rapporteur général trouve d'abord, en principe, qu'il est mauvais de modifier

221
une loi organique par un article de la loi de finances, que toutes les dispositions d'une loi organique se tiennent et se combinent de façon à ne pouvoir être séparées sans danger. Il craint ensuite, en fait, l'effet de cette mesure au point de vue des retraits que la seule perspective de la réduction du taux de l'intérêt a déjà rendus considérables. Contrairement à ce que veut d'affirmer M. le Président, l'orateur craint que si la réforme proposée quant au taux de l'intérêt est insérée dans la loi de finances, on attende longtemps encore la loi spéciale qui doit porter sur l'ensemble de l'organisation des caisses d'épargne.

M. le Président répond qu'il ne redoute pas les retraits dont vient de parler M. le rapporteur général. Il y aura peut-être des demandes de remboursement de la part des gros déposants, mais la petite épargne continuera à confier à la caisse d'épargne le résultat de ses économies.

M. Magnin rappelle à la commission que les trois groupes républicains du Sénat se sont nettement prononcés pour le renvoi de la disposition au projet de loi spécial. En décidant le maintien de l'art. dans la loi de finances, la commission ne craint-elle pas d'aller au devant d'un échec certain.

Après un échange d'observations sur le même sujet entre M. M. Barbey, Marion, Rocher et Clamageran, la proposition de M. le Président est mise aux voix et repoussée par 9 voix contre 6.

M. Cazot demande à la commission d'approuver la modification qu'il a été apporté au crédit du chap. 1^{er} du budget du ministère de la justice par suite de la suppression du secrétaire général de la

justice qui a eu lieu depuis que ce budget est voté.

La modification est approuvée.

M. le rapporteur général donne lecture du préambule de son rapport dont la rédaction est adoptée.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 14 février 1887.

Résidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Harbey, Héral, Pocher, Cazot, Chesnelong, Clamageran, Cuniot, Duclerc, Faye, C. Fournier, Lenoël, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Gouin, Girard.

M. Loubet, rapporteur général, donne lecture de la partie de son rapport relative au budget sur ressources extraordinaires.

M. Gouin demande que le rapport ne se contente pas de constater qu'il résulte des conventions passées par l'Etat avec les grandes compagnies de chemins de fer un allègement considérable pour le trésor, mais qu'il ajoute que cet allègement de dépenses annuelles n'est, il faut le reconnaître, que momentané, car il aura son effet sur les garanties d'intérêts qui grossiront proportionnellement aux travaux exécutés en dehors de l'Etat.

223

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. le rapporteur, Gonin, Curinot, et le Président, la commission décide que M. le rapporteur insérera dans le rapport une observation formulée dans le sens que vient d'indiquer M. Gonin.

M. Brocher fait remarquer que le rapport semble dire que les dépenses faites pour les travaux sur ressources extraordinaires ont été imputées sur le produit seul des obligations à court terme. La vérité est que le 3 % amortissable y a aussi contribué.

M. le rapporteur dit qu'il tiendra compte également de cette observation.

M. Chesnelong dit que les observations de M. le rapporteur sur le budget extraordinaire de la guerre et de la marine paraissent s'appliquer à tout l'ensemble de ce budget, or, ces observations s'appliquent bien aux 86 millions de la guerre et aux 30 millions de la marine compris dans l'état D, mais non aux 108 millions de l'art. 11 de la loi de finances. L'honorable membre demande à M. le rapporteur de vouloir bien rédiger ce passage avec plus de précision.

Il ajoute que l'assertion faite dans le rapport qu'il y aurait eu pour les dépenses occasionnées par les travaux publics un amortissement de 3 milliards n'est pas exacte; il n'y a eu en réalité que 1500 millions d'amortissement, les 1500 autres millions ayant servi à rembourser la Banque de France.

Sous le bénéfice de ces observations, le rapport sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires est adopté.

M. Loubet donne lecture de la partie de son rapport relative au budget des recettes.

M. Chesnelong critique le passage concernant

le produit des sucres et dit que M. le rapporteur aurait dû se borner à dire qu'il y avait de ce chef un déficit de 38 millions dans le budget. En affirmant que ce déficit disparaîtra par suite de l'adoption de la loi nouvelle dont M. le Ministre des finances a annoncé hier le dépôt, la commission préjuge cette loi et sort de ses attributions de commission des finances.

M. le Président dit que le moment n'est pas venu de discuter au fond cette importante question des sucres, mais qu'on peut cependant faire observer que rien n'offre plus d'aléa que le rendement des sucres. Nul ne peut savoir ce qu'il sera l'année prochaine et les années suivantes, et si, en somme, ce sera l'État ou les fabricants qui profiteront de la nouvelle loi. Si l'on cherche à préjuger les conséquences de cette loi, le mieux est d'appliquer en cette circonstance le système de la pénultième année.

M. Chesnelong réplique que ce qui lui paraît grave, c'est l'adhésion donnée par la commission à une loi dont elle n'est pas saisie.

M. le Président croit que le passage du rapport critiqué par l'honorable M. Chesnelong, ne contient aucun engagement, mais se borne à constater la situation et à exprimer un avis sur cette situation.

Le maintien de la rédaction du rapport est mis aux voix et adopté.

Quelques corrections de détail sont ensuite indiquées par M. M. Focher, Lemoël et Chesnelong. La rédaction du rapport est adoptée.

M. le rapporteur général donne lecture de la partie de son travail relative aux articles de la loi de finances.

225

Les art. 1 à 17 ne donnent lieu à aucune observation.

M. Chesnelong demande à M. le rapporteur s'il ne dira rien au sujet de l'art. 18 relatif aux garanties d'intérêts. C'est un budget extraordinaire nouveau qu'on a créé, l'année dernière, pour faire face à ces dépenses. Ne pourrait-on pas appuyer un peu sur la nécessité de modifier un pareil état de choses.

M. le rapporteur répond que le rapport de l'année dernière a dit tout ce qu'il y avait à dire sur ce point.

M. Clamageran ajoute que cet article peut être justifié jusqu'à un certain point en ce qu'il s'agit là d'avances remboursables plutôt que de la création d'un budget extraordinaire nouveau.

M. Chesnelong déclare ne pas insister davantage sur sa proposition.

L'art. 18 est adopté.

Les art. 20 à 23 ne donnent lieu à aucune observation.

M. le rapporteur propose à la commission la suppression de l'art. 24 (Assimilation pour la retraite des commissaires de police de France à ceux de Paris) parce motif qu'il est impossible, pour le moment, d'être renseigné sur les conséquences financières de cette réforme.

M. Faye se demande si des réformes de ce genre, qui ont besoin d'être très sérieusement étudiées, ne devraient pas être faites par une loi spéciale plutôt que par une disposition introduite dans la loi de finances.

M. Clamageran se déclare partisan de la suppression de l'article, mais il ne voudrait pas que cette suppression fût basée sur la raison que vient de donner M. Faye.

Le danger de présenter ces augmentations dans une loi spéciale, c'est que le Parlement, auquel cette loi est présentée, perd de vue l'équilibre budgétaire et se trouve d'autant plus disposé à l'adopter.

La suppression de l'art. 24 est mise aux voix et adoptée.

L'art. 25, assimilant pour la retraite les douaniers aux gendarmes, combattu par M. Clamageran, est mis aux voix et adopté.

Sur le sujet de l'art. 26, établissant la même assimilation pour les gardes forestiers des communes et des établissements publics, M. le rapporteur dit qu'il a demandé au ministère sur les conséquences financières de cette mesure des renseignements qu'il a été impossible de lui donner.

M. Magnin propose la suppression de cet article pour le même motif qui a fait rejeter l'art. relatif aux commissaires de police. Pour les douaniers, on sait qu'il y aura, cette année, 104.000 frs à dépenser et que, dans un temps donné, le maximum de cette dépense sera de 2.400.000 frs. Ici, on ne sait où l'on va et il convient tout au moins d'ajourner jusqu'à plus amples renseignements une réforme de cette nature.

M. Chesnelong ajoute qu'il y a, à son point de vue, une grande distinction à faire entre ces gardes forestiers, qui ne sont que des fonctionnaires communaux et les douaniers qui sont des agents de l'Etat.

D'autres observations sont encore échangées sur le même sujet entre M. M. Faye, Gouin, le rapporteur et le Président, à la suite desquelles les art. 26, 27 et 28 sont supprimés, la commission n'ayant pas le moindre renseignement sur les conséquences financières des

227
mesures qu'ils édictent.

Les art. 29 et 30 ne donnent lieu à aucune observation.

M. le Président dit qu'il ne s'oppose pas à l'adoption des art. 31 et 32, mais qu'il croit devoir faire toutes réserves à cet égard. Il ne comprend pas qu'on restreigne ainsi les ressources de trésorerie, alors qu'on sait que le ministre des finances ne peut rien dépenser de ces fonds de la Caisse des dépôts et consignations comme de ceux qu'il prend à la dette flottante sans que le Parlement ait voté la dépense. La restriction édictée par ces deux articles n'est d'aucune utilité et peut, dans certaines circonstances, gêner beaucoup le ministre.

M. Duclerc appuie l'observation présentée par M. le Président.

Les art. 33 à 48 donnent lieu à quelques explications fournies par M. le rapporteur et d'autres membres de la commission et sont ensuite adoptés.

Sur la proposition de M. Lurion, les mots « rivières et canaux » sont ajoutés à ceux de « ports maritimes » dans le libellé de l'art. 49.

M. Chesnelong, à propos de l'art. 50, propose, pour accentuer davantage la demande de ralentissement des travaux de chemins de fer faite par M. Faye dans son rapport, de réduire d'une certaine somme le chiffre maximum de 184,958,000 frs déterminé par le dit article.

M. Faye dit, que pour sa part, il ne demandera pas la réduction de ce chiffre parce qu'il est le résultat d'une étude faite par le service des travaux publics qui reconnaît la nécessité de payer cette somme cette année, mais il verrait avec satisfaction l'administration réduire, pour les années

suivantes, le chiffre de ses propositions.

La proposition de M. Chesnelong est mise aux voix et n'est pas adoptée.

L'art. §1 ne donne lieu à aucune observation.

Une discussion s'engage ensuite sur la question de savoir si l'art. §2, irritant le Gouvernement à présenter un projet de loi d'impôt sur le revenu, devra être, oui ou non, maintenu dans la loi de finances.

M. Marion dit qu'il faut s'inspirer de la pensée qui a fait voter cet article par la Chambre des Députés. On a voulu savoir s'il y avait, à la Chambre, une majorité pour voter un impôt sur le revenu. Or, cette majorité s'est prononcée. Si cet article n'avait pas été voté par l'autre assemblée, l'honorable membre ne demanderait pas qu'on l'introduisit dans la loi de finances, mais puisqu'il y est, il faut l'y maintenir.

M. le Président dit qu'il n'est pas hostile de parti pris à l'établissement d'un impôt sur le revenu, mais qu'il n'y a pas lieu, en ce moment, de se prononcer sur le fond de la question. Il fait observer d'abord qu'il y a beaucoup de députés qui, sans être partisans de l'impôt sur le revenu, ont voté l'art. §2 pour en finir avec cette irritante question et qu'en second lieu, si la Chambre des Députés, comme l'affirme M. Marion, a préjugé son vote sur la question de l'impôt sur le revenu, en adoptant l'art. §2, il ne voudrait pas que le Sénat préjugât le sien sur cette même question. C'est pour ce motif qu'il demande que l'art. §2 disparaisse de la loi de finances.

M. Clamageran déclare qu'il est favorable en principe à l'impôt sur le revenu.

299

Seulement il vaudrait le voir établi d'une certaine façon, mais toute discussion de ce genre, à propos de la loi de finances, serait une discussion prématurée. Elle ne pourra venir que lorsque le Gouvernement aura saisi les Chambres d'un projet de loi sur cette matière. Aussi considère-t-il la disposition de l'art. 92 comme inutile et dangereuse et propose-t-il à la commission de le supprimer.

La suppression de l'art. 92 est mise aux voix et adoptée.

M. Faye propose à la commission d'inscrire au chap. 20, qui avait été réservé, la somme de 24,675.000 frs et donne des explications à cet égard.

Cette proposition est adoptée.

L'ensemble du rapport sur le budget de 1887 est ensuite mis aux voix et adopté. M. le Rapporteur général est autorisé à le déposer immédiatement sur le bureau du Sénat.

La commission déclare qu'elle se réunira demain à 2 heures.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 1^{er} Février 1887.

Présidence de M. Casimir Fournier
Vice-Président.

La séance est ouverte à 2 heures.
Sont présents: M. M. Darby, Brial, Rocher, Cazot,

Chesnelong, Clamageran, Curmiot, Duclerc,
Faye, C. Fournier, Lenoël, Loubet, Magnin,
Marion, Merlin, Girard.

M. le Président demande à la commission si elle consent à entendre M. Marcel Barthe qui demande à développer devant elle un amendement qu'il a déposé sur le chap. 13 du budget du ministère du commerce (Assentiment).

M. Marcel Barthe est introduit et prend place au bureau.

Hurité par M. le Président à prendre la parole, l'honorable sénateur dit que son amendement, d'une façon générale, vise le rattachement au ministère du commerce de la surveillance des syndicats professionnels, qui était jusqu'alors exercée par le ministère de l'intérieur.

M. le Président fait observer à M. Marcel Barthe que les sociétés dont il est question dans le chap. 13 n'ont aucun rapport avec les syndicats professionnels. Ce n'est donc pas sur le chap. 13 mais sur le chapitre 1^{er} du budget du ministère du commerce que porte l'amendement.

M. Marcel Barthe dit qu'il a pris le libellé du chap. 13 « frais de surveillance des sociétés » dans le rapport de M. de Hérédia et qu'il voudrait y substituer ces mots « frais pour recherches, publication de procès-verbaux et travaux de statistique intéressant les sociétés. » Le but qu'il veut atteindre est de rendre au ministère de l'Intérieur la surveillance des syndicats professionnels qui lui a été enlevée par le décret du 23 g^{de} 1886.

L'orateur comprend très bien que le pouvoir exécutif a le droit de distraire un service d'un ministère pour le reporter à un autre, mais à une condition, c'est que le service ainsi distrait n'aura pas été placé par la loi dans les attributions du ministère.

281
qu'on veut ainsi déposer. Or, la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels a formellement décidé que les statuts de ces sociétés seraient déposés à la préfecture de la Seine, à Paris, et aux mairies, dans les départements, pour être ensuite communiqués au Procureur de la République. C'était bien en confier la surveillance au ministère de l'intérieur, et ce point est encore moins douteux lorsqu'on se rappelle que, lors de la discussion du projet de loi, des amendements tendant à transférer cette surveillance du ministère de l'intérieur à celui du commerce ont été repoussés aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des Députés.

L'honorable sénateur rappelle ensuite que lors des événements de Decazeville, on revint à cette idée de confier la surveillance des syndicats professionnels au ministère du commerce pour empêcher d'une manière détournée, le Gouvernement d'intervenir directement dans les grèves et d'envoyer de la police et des troupes sur les lieux où des désordres viennent à éclater. On pensait également que le moment était venu de réaliser une grande pensée de 1848 et de constituer le ministère du travail. C'est alors que l'orateur déposa sur le bureau du Sénat un projet de loi ayant pour objet non pas de modifier, mais de compléter la loi sur les syndicats professionnels. Ces idées sont exprimées de nouveau dans le rapport de M. de Hérédia précisément à propos du décret du 23 novembre 1886. Or il est clair que ce décret viole la loi du 21 mars 1884 et que s'il n'est pas illégal, il est au moins irrégulier. De plus, à côté des syndicats professionnels régis par la loi de 1884, il y en a d'autres qui restent placés sous l'empire de l'art. 291 du code pénal et qui ne peuvent exister qu'avec l'autorisation du ministère de l'Intérieur.

Il semble bien naturel que le ministre qui donne l'autorisation soit aussi celui qui exerce la surveillance. En dehors des syndicats industriels et commerciaux, il y a encore les syndicats agricoles. Ces syndicats ne peuvent être évidemment soumis à la surveillance du ministre du commerce, et cependant le décret de M. Lockroy est général.

Pour tous ces motifs, l'orateur estime que la commission acceptera son amendement dont l'objet est précisément de maintenir au ministère de l'intérieur la surveillance de tous ces syndicats. Seulement comme il ne veut pas compliquer les choses et qu'il trouve bon que le ministre du commerce ait un crédit pour se livrer sur les syndicats commerciaux et industriels à des travaux de statistique ou à tous autres travaux techniques, il propose de lui accorder ce crédit, mais sous la rubrique « frais pour recherches, publication de procès-verbaux et travaux de statistique intéressant les sociétés », et non sous celle de « frais de surveillance des sociétés ».

M. Marcel Parthe se retire.

M. Clamageran fait observer que la commission a déjà pris une résolution sur ce point et qu'il n'y a pas lieu d'y revenir.

M. Lenoël donne lecture du décret du 23 juil 1886 et montre que M. Marcel Parthe s'est mépris. Ce que l'on eut au ministère de l'intérieur, c'est la surveillance du fonctionnement technique des syndicats professionnels, mais leur surveillance au point de vue de l'ordre public reste toujours entre les mains de la direction de la sûreté. En conséquence l'honorable membre demande à la commission de maintenir sa première décision et de repousser l'amendement de M. Marcel Parthe.

L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.

M. le Président informe la commission

qu'il a reçu un amendement de M. Maze sur les caisses d'épargne, auquel la commission a donné et avance satisfaction. Il n'y a donc pas lieu de convoquer M. Maze, qui a demandé à être entendu (Approbation).

M. Marion donne connaissance à la commission d'une pétition adressée par les principaux éditeurs d'ouvrages d'art au Sénat pour demander que le crédit de 100.000 frs, réduit aujourd'hui à 80.000 frs pour souscriptions aux ouvrages d'art et publications (ancien art. 26 du budget des beaux arts) ne reste pas divisé en deux chapitres: 40.000 frs pour souscriptions aux ouvrages d'art, et 40.000 frs pour subscriptions aux bibliothèques d'art industriel, comme l'a décidé la Chambre des Députés.

M. le Directeur des Beaux-Arts, auquel l'honorable membre a parlé de cette pétition, lui a répondu que le Gouvernement n'aurait pas demandé une réduction de 20.000 frs s'il avait pu prévoir qu'on couperait le chapitre en deux. Le chiffre de 40.000 frs pour souscriptions aux ouvrages d'art est bien faible.

M. le Président trouve que ce n'est pas le moment de faire des largesses et propose à la commission de maintenir ses propositions.

Les propositions du rapport sont mises aux voix et maintenues.

Présidence de M. Liard.

M. le Rapporteur général communique à la commission la réponse que vient de lui faire le ministère des finances sur les conséquences financières de la réforme proposée par l'art. 27 de la loi de finances relative aux gardes forestiers. Dans 17 ans le sacrifice imposé au trésor sera de 2 millions de francs.

M. Isaac, auteur d'un amendement tendant à réduire de 125,000 frs le crédit du chap. 3 du budget des colonies, est introduit et prend place au bureau.

L'honorable sénateur déclare qu'il n'est pas naturellement porté à demander des réductions sur le service colonial. S'il propose cette réduction de 125,000 frs sur le chapitre 3, c'est bien moins encore pour réaliser une économie que pour améliorer le service de l'inspection administrative et financière aux colonies, qui est organisée contrairement aux principes généraux qui régissent l'administration française, qui gêne le fonctionnement des divers services administratifs et financiers et fait que les créanciers, par exemple, attendent indéfiniment le paiement de leurs créances. Ces inspecteurs recrutés parmi les officiers de la marine exercent, en effet, un contrôle permanent sur les fonctionnaires qui ont la confiance du Gouvernement et seraient remplacés avec avantage par des inspecteurs des finances, envoyés, tous les ans, par la métropole. En supposant que la mission de ces inspecteurs, pour les quatre anciennes colonies, dure trois mois, en payant ces fonctionnaires à raison de 100 frs par jour et en évaluant à 2,000 frs leurs frais de voyage, on réaliserait sur ce que coûte le service actuellement organisé une économie de 125,000 frs pour les quatre colonies. C'est le motif de la réduction de 125,000 frs que l'honorable sénateur propose d'opérer sur le chap. 3 du budget colonial.

M. le Président demande à l'honorable M. Isaac s'il ne ferait pas mieux de déposer à cet effet une proposition de loi spéciale.

M. Isaac répond qu'aux colonies il est entendu que ces réformes là sont toujours faites par décret. Ainsi le principe est actuellement posé que désormais les agents

militaires seront remplacés par des agents civils et un décret va intervenir dans ce sens, mais le mal sera toujours le même et l'honorable sénateur voudrait qu'on aille plus loin.

M. Cuniot fait observer que les inspecteurs des finances qui seront ainsi envoyés aux colonies ne feront plus leur service en France et qu'il faut tenir compte, dans l'évaluation de l'économie proposée, du traitement qu'on sera obligé de donner aux fonctionnaires qui les remplaceront.

M. Isaac répond qu'on a souvent envoyé des fonctionnaires de cette nature aux colonies sans que le cadre du service auquel ils appartiennent ait été sensiblement modifié. Cette dépense, dans tous les cas, sera presque insignifiante.

M. le Président dit qu'en somme c'est toute une organisation nouvelle que demande l'auteur de l'amendement et cela par une disposition introduite à la dernière heure dans le budget, qu'il n'est guère possible de trancher une pareille question sans l'avoir sérieusement examinée et sans avoir entendu sur ce point M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies.

A la suite d'observations échangées entre M. M. Renoël, Isaac, Clamageran, Chesnelong et le Président, la commission décide qu'elle entendra sur ce point M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies, qui sera convoqué pour la prochaine séance.

M. Isaac se retire.

La commission décide qu'elle se réunira jeudi à 2 heures.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 17 février 1887.

Résidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 8 heures.

Sont présents : M. M. Barbey, Béral, Capot, Curviot, Faye, Casimir Fournier, Gouin, Magnin, Marion, Merlin, Senoël, Doubet, Girard.

M. Delaporte, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Marine et des Colonies, assiste à la séance.

M. le Président dit que M. le sous-secrétaire d'Etat connaît sans aucun doute l'amendement de M. Isaac sur le chapitre 3 du budget du service colonial. La commission, après avoir entendu l'auteur de l'amendement, a pensé qu'il y avait là une question assez importante pour faire l'objet d'un examen spécial et ne pas être tranchée par un simple vote budgétaire. Elle a tenu cependant à avoir sur ce point l'avis du Gouvernement.

M. le sous-secrétaire d'Etat remercie la commission d'avoir bien voulu l'entendre sur cette question qui, en effet, est très grave, très compliquée et ne peut être résolue par une disposition de la nature de celle qui fait le fond de l'amendement de l'amendement de l'honorable M. Isaac.

L'orateur expose l'économie de cet amendement qui demande que dans les quatre colonies dont l'organisation actuelle se rapproche le plus de l'organisation départementale, c'est à dire les trois colonies régies par le sénatus-consulte de 1856 et la Guyane, le service de l'inspection des finances, tel qu'il existe en France, soit substitué au contrôle.

permanent actuellement confié au corps militaire de l'inspection des services administratifs et financiers de la marine. Ce service coûte aujourd'hui à l'Etat 170.000 frs, un inspecteur des finances pourrait recevoir mission d'aller passer, tous les ans, trois mois dans chacune de ces colonies, si l'on évaluait à 100 frs par jour les indemnités à attribuer à ce fonctionnaire, il résulterait de chaque opération d'inspection une dépense de 9.000 frs à laquelle il faudrait ajouter, pour frais de voyage, aller et retour, une somme de 2.000 frs, ce qui ferait un total de 11.000 frs, soit, pour quatre colonies, 44.000 frs au lieu de 170.000. La différence au profit du budget de l'Etat serait de 126.000 frs.

Ce que demande, en un mot, l'honorable M. Isaac, c'est l'assimilation, sous le rapport de l'inspection des finances, de ces quatre colonies aux départements français et la substitution du contrôle mobile au contrôle permanent. Mais il oublie que précisément le sénatus consulte de 1886 a donné aux conseils généraux des colonies une liberté d'action et des attributions beaucoup plus étendues qu'à ceux de nos départements, qu'ils disposent des budgets locaux et qu'il y a à exercer, à cet égard, une surveillance qui, en raison de l'éloignement et de l'extrême complication des gestions financières, serait matériellement impossible avec des inspecteurs des finances venant de France et passant seulement trois mois dans la colonie.

En ce qui touche la question purement budgétaire, l'orateur ne croit pas que l'économie résultant de la réforme proposée par M. Isaac serait aussi considérable qu'il le dit, car si l'on supprimait le contrôle permanent, il faudrait augmenter le contrôle mobile, et il y aurait de ce chef un notable surcroît de dépenses.

L'administration, du reste, est en train de procéder à une organisation nouvelle de ce service de l'inspection, qui aura pour conséquence d'augmenter le contrôle mobile, ce qui, dans une certaine mesure, donnera satisfaction à l'honorable M. Isaac, mais il n'est guère possible, en ce moment, de supprimer tout à fait le contrôle permanent, qui a été un instant supprimé, de 1873 à 1879, et qu'on a été obligé de rétablir à cause de l'insuffisance de l'inspection mobile.

Enfin, l'amendement de M. Isaac ne pourrait, en tout cas, s'appliquer au budget de 1887, puisqu'à ce budget on maintient purement et simplement une organisation déjà existante, et que ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1888, que pourra s'appliquer l'organisation nouvelle qui est en voie d'élaboration. Ce que sera le futur règlement d'administration publique l'orateur ne peut le dire, mais il trouve qu'il serait prématuré de se prononcer, à l'heure actuelle, sur cette question, et il demande à la commission de vouloir bien repousser l'amendement.

M. Clamageran fait remarquer qu'il résulte du discours de M. le sous-secrétaire d'Etat, que, tout en repoussant la réduction de crédit proposée par M. Isaac, il entre cependant dans l'esprit qui a dicté à ce dernier son amendement, à savoir qu'il faut augmenter le contrôle mobile en diminuant le contrôle permanent.

M. le Président dit que la pensée de M. le sous-secrétaire d'Etat est qu'une semblable réforme doit plutôt être faite par voie administrative que par voie budgétaire, que la proposition de M. Isaac est, dans tous les cas, prématurée et qu'on ne peut, par un simple

vote dans l'établissement du budget, régler une question qui touche à tant d'intérêts.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond que c'est là exactement ce qu'il pense.

M. le Président rappelle que l'honorable M. Millet Fontarabie a également déposé un amendement demandant que le crédit du chap. 5 (Verdonnel du culte aux colonies) soit augmenté de 18.000 frs, M. le sous secrétaire d'Etat pourrait-il faire connaître l'opinion du Gouvernement sur cette question?

M. le sous-Secrétaire d'Etat répond qu'aucune réduction n'a été faite sur le crédit de ce chapitre, qui est le même que celui de 1886. D'après M. Millet Fontarabie le service du culte ne serait pas suffisamment assuré à la Réunion. Le Gouvernement n'a reçu aucune plainte et n'a aucun renseignement à cet égard. Il ne demande pas mieux de consulter à cet égard M. le Gouverneur de la Réunion et si ce dernier trouve qu'il y a lieu de renforcer le cadre du clergé paroissial, le Gouvernement, conformément à la promesse faite, l'au dernier, par M. Rousseau, proposera une augmentation de crédit dans le budget du prochain exercice.

Pour le moment, M. le sous-Secrétaire d'Etat demande à la commission de maintenir le crédit du chapitre 5.

M. le Président remercie de ses observations M. le sous-Secrétaire d'Etat, qui se retire.

A la suite d'un échange d'observations entre M. M. Parbey, Lerroët, Clamageran et le Président, la commission décide qu'elle n'adopte pas les amendements de M. M. Isaac et Millet Fontarabie et qu'elle laissera sur ce point, — comme il l'a, du reste, demandé,

M. le sous-secrétaire d'Etat s'explique.

La commission décide ensuite qu'elle appuiera la proposition de M. le Ministre des finances demandant au Sénat que la discussion du budget soit mise à l'ordre du jour de la séance de samedi prochain.

La séance est levée à 2 h. $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 22 février 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents. M. M. Barbey, Bérat, Cazot, Clamageran, Curmiot, Duclerc, Faye, E. Fournier, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Marion, Girard.

Sur l'invitation de M. le Président, la Commission examine les amendements ci-après, et prend sur chacun d'eux les résolutions suivantes:

1^{er} Art. 4 de la loi de finances. Amendement de M. Blavier tendant à la suppression de cet article.

La commission laisse à M. le ministre des finances le soin de s'expliquer sur cette question.

2^o Chap. 20 du ministère des finances. Amendement de M. Blavier demandant le rétablissement du crédit de 22,800,000 frs voté par la Chambre des Députés.

M. Faye fait observer que la différence qui existe entre le chiffre de 24,678,000 frs

proposée par la commission et celui de 22.800.000 fr. voté par la Chambre est expliquée à la page 24 du rapport. Il était impossible de faire autrement, étant donné que le Sénat repousse la disposition réduisant l'intérêt des caisses d'épargne.

L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.

3^e Chap. 8. Amendement de M. Maunier réduisant le chiffre du crédit à 10.227.000 frs.

M. Faye est chargé d'examiner cette proposition et d'y répondre.

L'amendement n'est pas adopté.

4^e Chap. 27. Amendement de M. le Colonel Meinadier demandant d'augmenter ce chap. de 100.000 frs pour augmenter la subvention des officiers retraités et des veuves âgées de plus de soixante-dix ans.

M. le Président fait observer que le moment est mal choisi pour faire des largesses.

L'amendement n'est pas adopté.

5^e Chap. 1^{er} de la 2^e section du budget du Ministère des Affaires Étrangères. - Protectorat du Tonkin. Amendement de M. l'Amiral Veron demandant que le crédit de 30 millions soit réduit à 20 millions.

M. le Président fait remarquer que la commission ne peut que laisser M. l'Amiral Veron développer son amendement. M. le Ministre des affaires étrangères répondra. Dans tous les cas, ne connaissant pas les motifs qui ont guidé l'amiral, elle ne saurait adopter son amendement.

L'amendement n'est pas adopté.

6^e Chap. 3 du budget de l'intérieur.

Amendement de M. de Marcère tendant à élever de 35.000 frs le chiffre de 9.065.000 frs affectés aux traitements des fonctionnaires administratifs des départements.

Cet amendement, ne faisant qu'accentuer la réserve que fait déjà le rapport de la commission au sujet de la réforme projetée sur l'organisation des sous-préfectures, est adopté.

6^e Chap. 83 du budget des Cultes.

Amendement de M. M. de Carné, de Trorenenc, et plusieurs de leurs collègues demandant le rétablissement du crédit de 2.000.000 frs proposé par le Gouvernement pour secours aux églises et presbytères.

M. Merlin rappelle ce qui s'est passé, à ce propos, à la Chambre des Députés. Le Gouvernement qui n'a pas demandé à la Chambre le rétablissement de ce crédit ne le demandera pas non plus au Sénat.

L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.

7^e Ministère des postes et télégraphes.

Amendement de M. M. Halgan et de Corné tendant à la suppression de ce ministère, et au rattachement au ministère des finances des différents services qui le composent.

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. Faye, Clamageran, Marion, C. Fournier et le Président, l'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.

8^e Chap. 26 et 27 du budget des beaux-arts.

Amendement de M. Mardoux tendant à la réunion des deux chapitres en un seul.

M. Marion propose à la commission d'adopter l'amendement mais en donnant au Chapitre un libellé nouveau permettant au ministre de se mouvoir plus facilement dans les limites de son crédit de façon à pouvoir donner aux bibliothèques industrielles les ouvrages d'art dont elles ont besoin.

Cette proposition est adoptée.

9^e Chap. 10 du budget du commerce et de l'industrie. Amendement de M. Colain

demandant le rétablissement du crédit de 50.000 fr. voté par la Chambre des Députés.

M. Faye dit que ce qui lui paraît grave dans cette question, c'est qu'on propose d'ouvrir un crédit pour subventionner non pas des établissements créés, mais à créer.

M. Péral fait observer qu'on tourne ainsi dans un cercle vicieux, car si on n'inscrit pas d'avance au budget un crédit pour ces écoles projetées, elles ne seront jamais créées. Il rappelle que sans proposer, comme M. Colain, le rétablissement du crédit, il avait proposé à la commission de voter une somme de 50.000 fr. pour témoigner de sa sympathie pour des créations de ce genre.

M. le Président met aux voix la question de savoir si elle maintient ou non à ce sujet les conclusions du rapport.

Les conclusions du rapport sont maintenues.

10^e Ministère du Commerce et de l'Industrie.
Amendement de M. M. Halgan et de Carné demandant le rattachement au ministère des travaux publics des services du ministère du commerce et de l'industrie.

M. Clamageran dit qu'il inclinerait volontiers, comme pour le ministère des postes, à accepter la suppression de ce ministère, mais qu'à côté de la question administrative, il y a la question politique et qu'il craindrait, en ce moment surtout, de provoquer une crise ministérielle.

M. Magnin fait observer que c'est seulement au moment de la formation d'un nouveau ministère que de pareilles réformes peuvent être opérées.

M. le Président dit qu'au moment où la question sera soulevée, la commission pourra se consulter et voir si une déclaration doit être faite à ce sujet à la tribune.

11^e Art. 12 de la loi de finances.

Amendement de M. Blavier proposant de réduire à 161,409,400 frs les crédits du budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Travaux publics).

M. Curmiot démontre qu'on a réduit au plus strict nécessaire le crédit des travaux que vise l'amendement de M. Blavier et qu'il est impossible d'accepter la réduction qu'il propose.

L'honorable membre expose ensuite que le total des travaux à faire sur le budget extraordinaire est de 289 millions. On doit en dépenser, en 1887, 51; il resterait, par conséquent, 238 millions de travaux à exécuter dans les années ultérieures. Le ministre des Travaux publics, d'accord avec les directeurs du Service des routes et de la navigation, pense que sur cette somme de 238 millions, 38 millions de travaux peuvent être ajournés indéfiniment. Il resterait donc à faire 166 millions de travaux, sur lesquels 66 millions pourraient être ramenés au budget ordinaire, reste donc 100 millions, auxquels il convient d'ajouter 63 millions pour les chemins de fer, total : 163 millions, qui, à raison de 50 millions par an, chiffre de la dotation de cette année, représenteraient un délai d'exécution de trois ans à trois ans et demi. On pourrait donc, dans trois ans et demi, arriver à la suppression complète du budget extraordinaire.

Si la commission le juge convenable, l'honorable rapporteur dira un mot de cette situation à la tribune.

Après un échange d'observations entre M. M. Faye, Gouin, C. Fournier, Curmiot et le Président, la commission décide qu'elle reviendra sur cette question dans la prochaine séance.

L'amendement de M. Blavier est mis aux voix et n'est pas adopté.

295

La commission repousse ensuite sans discussion un amendement de M. Glaner demandant qu'on intercale entre les art. 42 et 43 de la loi de finances l'ancien art. 53 du même budget (rectifié).

M. Casimir Fournier donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement, à partir du 1^{er} janvier 1887, de la taxe sur les vignes en Algérie.

Le rapport est adopté.
La séance est levée à 2 h. $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 23 Février 1887.

Présidence de M. Lérard

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Darbey, Séral, Carot, Clamageran, Duclerc, Cuniot, Faye, C. Fournier, Gouin, Lemoël, Loubet, Magnin, Merlin, Girard.

M. le Président invite la commission à continuer l'examen des amendements qui lui sont soumis.

1^{er} Amendement de M. Glaner sur l'art. 29 de la loi de finances demandant de réduire à 4.000.000 de francs le chiffre des subventions aux départements pour la construction des chemins vicinaux.

M. le Président exprime l'avis que cette question des chemins vicinaux devrait bien être réglée par une loi, comme l'a été celle de la

Caisse des écoles.

M. Faye dit que la question ne se présente pas sous le même aspect. Le Parlement est toujours libre de la somme qu'il veut consacrer, chaque année, à cette dépense des chemins vicinaux. Celle de 8 millions que le ministre de l'intérieur est autorisé à accorder aux départements et aux communes en 1887 est-elle excessive? Toute la question est là. L'honorable membre trouve qu'elle est très modérée et demande à la commission de repousser l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.

2^e. Amendement de M. Blavier sur l'art. 39 demandant que le maximum des subventions pour l'instruction publique soit fixé à 750.000 frs, au lieu d'être fixé à 1.500.000 frs.

M. Merlin, rapporteur du budget de l'instruction publique, dit qu'en présentant cet amendement, M. Blavier, avec lequel il s'est entretenu, n'a eu d'autre objet que de réaliser une économie. Il se fonde sur ce fait que le ministre, sur les 3 millions qui lui ont été ouverts en 1885 et 1886, n'a pu engager les annuités que pour une somme de 1.778.000 frs.

M. le Président trouve qu'il y a peut-être lieu de tenir compte de l'observation de M. Blavier. Pourquoi ouvrir de nouveaux crédits de prévision alors qu'il y en a d'autres qui n'ont pas été employés? Il est toujours dangereux de mettre à la disposition d'un ministre des sommes inutilisées, car il peut en faire mauvais usage.

Après un échange d'observations entre M. M. Merlin, Faye, Douhet et le Président, la commission décide qu'elle entendra sur ce point M. le Ministre de l'instruction publique.

3^e. Amendement de M. Blavier sur l'art. 45 demandant la réduction à 181.958.000 frs du maximum des dépenses pour travaux de chemins de fer à

exécuter avec les fonds des compagnies.

M. Curmiot, rapporteur du budget des travaux publics, n'est pas d'avis d'adopter la réduction proposée par M. Blavier, car on pourrait ainsi entraver notre défense dans la région de l'est; il suffirait, suivant lui, de demander au ministre de réduire autant qu'il le pourra les travaux à exécuter par les compagnies et de prendre l'engagement de ne commencer aucune ligne nouvelle pendant l'année 1888.

M. Gorin déclare que si M. le Ministre veut bien prendre cet engagement, il aura, pour sa part, toute satisfaction.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Curmiot, qui est adoptée.

L'amendement de M. Blavier n'est pas adopté.

4^e Amendement de M. Blavier sur l'art. 11 demandant de réduire de 10 millions le chap. 8 du ministère des travaux publics.

M. Curmiot dit qu'il changera la déclaration qu'il proposait hier, de faire au nom de la commission et qu'il se contentera d'exprimer le désir que M. le ministre arrive le plus tôt possible à supprimer le budget extraordinaire sans ralentir d'une façon trop brusque les travaux.

M. Loubet fait observer que ce desideratum est déjà exprimé dans le rapport général et qu'il vaudrait peut-être mieux laisser le Parlement sur la courageuse déclaration qu'a faite à cet égard M. le ministre des finances (Approbation).

5^e Amendement de M. Blavier sur l'art. 45, demandant de réduire de moitié, pour chaque compagnie, le montant des dépenses pour travaux complémentaires dont le Ministre des Travaux publics pourra autoriser l'imputation, en 1887, au compte de premier établissement.

M. Curmiot dit qu'il ne pourra guère que

demande au ministre des explications à ce sujet, que ce sera à ce dernier à défendre lui-même son crédit. Ces travaux complémentaires ont pour but l'amélioration des lignes déjà construites: on ne peut empêcher le perfectionnement de ces voies, mais c'est une question de mesure dans laquelle la commission ne peut entrer.

M. Clamageran dit que ce qu'il faudrait, c'est que ces travaux complémentaires ne déguisent pas des travaux d'entretien.

L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.

6^e. Amendement de M. Guibourd sur l'art. 88 invitant le Gouvernement à fournir au Parlement, avant le 30 juin 1887, un nouvel état de répartition entre les départements, de la contribution foncière applicable aux propriétés non bâties.

M. Magnin fait remarquer que cet amendement n'est, en réalité, que la reproduction de la proposition Bisseret, que la commission des finances a repoussée l'an dernier. Pour les mêmes raisons que celles qu'on a fait valoir à cette époque, l'honorable membre demande à la commission de ne pas adopter l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.

La commission repousse ensuite sans discussion, — des amendements tendant au même but ayant déjà fait l'objet de ses délibérations, — les trois amendements suivants:

1^{er}. Amendement de M. le colonel Meunadier demandant de déduire de 100.000 frs la recette de 2.200.324 frs pour pensions et bourses des élèves des écoles du Gouvernement.

2^e. Amendement de M. M. Thau, Soudan et plusieurs de leurs collègues tendant au maintien à 15.000 frs du traitement des Directeurs du ministère de l'Intérieur.

299

3.^e Amendement de M. Maze relatif aux
écoles maternelles.

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire,

Emil Loubet

Séance du 24 Février 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Garbey, Péral,
Clamageran, Cuniot, Duclerc, Faye, C. Fournier,
Lenoël, Loubet, Marion, Merlin, Girard.

M. Berthelot, ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts assiste à la séance.

Il est accompagné des directeurs de
l'enseignement supérieur, secondaire et primaire.

M. le Président expose l'économie
de l'amendement de M. Planer sur l'art. 39
discuté dans la dernière séance de la commission
et demande à M. le ministre de vouloir
bien fournir quelques explications à cet égard.

M. le Ministre commence par
déclarer qu'il s'opposera de la façon la plus
absolue à l'adoption de cet amendement,
qui le mettrait dans l'impossibilité de
continuer la construction des établissements
d'enseignement supérieur, dont la nécessité et
l'urgence ne font de doute pour personne,
et, en même temps, de remplir les engagements pris.

Examinant successivement les trois
grandes branches d'enseignement, M. le ministre
démontre que, pour l'enseignement supérieur,

M. Blavier a commis une erreur. Il n'y a, en effet, de ce chef, aucun crédit nouveau propre au budget de 1887. Les crédits relatifs au Collège de France, au Muséum d'histoire naturelle, et aux autres établissements analogues ne comportent aucune dépense nouvelle sur le budget actuel; ils sont pris sur un fonds réservé dont le montant se trouve à la caisse des Dépôts et Consignations, et dont l'affectation a été définie par une loi. Il n'est donc pas possible de parler de réduction en ce qui touche l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, si une portion des crédits mis à la disposition du ministre n'a pas été dépensée, cela tient à certaines dispositions législatives qui ne lui ont pas permis de mettre en œuvre, en temps utile, les 2, 200, 000 frs qui, l'année dernière, lui avaient été accordés. Mais aujourd'hui, le ministre a l'emploi légal de cet argent, et lui refuser, sous le prétexte que le crédit de l'an dernier n'a pas été employé, la moitié de celui qui doit lui être accordé cette année serait le mettre dans une situation fâcheuse. La totalité du crédit est absolument nécessaire pour la construction de nouvelles écoles.

M. M. Liard, directeur de l'enseignement supérieur, et Duissou, directeur de l'enseignement primaire, eurent dans des détails qui ne font que confirmer les déclarations de M. le Ministre de l'instruction publique.

M. le Président remercie de leurs explications M. le Ministre et M. M. les Directeurs, qui se retirent.

L'amendement de M. Blavier, est ensuite mis aux voix et n'est pas adopté.

La commission adopte ensuite,

20

sans discussion, un amendement de M. Lalamme demandant que dans l'état B du budget des recettes, #2 - Impôts et revenus indirects - 6^e produit des sucres, après les mots: "29 juillet 1884" aux lignes 2, 4 et 6 du texte au-dessous de ce sous-titre, on ajoute les mots: "et 13 juillet 1886".

La séance est levée à 1 h. $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Julien Loubet

Séance du 26 février 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 6 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Barbey, Cazot, Clamageran, Bérat, Bocher, Chesnelong, Cuvillier, Duclerc, Faye, Gouin, Lenoël, Loubet, Magnin, Raizon, C. Fournier, Girard.

M. Dauphin, Ministre des Finances, assiste à la séance et rend compte à la Commission des diverses modifications qui viennent d'être apportées par la Chambre des députés au budget de 1887, tel qu'il a été voté par le Sénat.

À propos de la diminution de 701.000^f. au ch. 4^e du budget du ministère des Finances et de celle de 105.000^f. au chapitre 49 du dit Ministère, maintenue par la Chambre malgré le vote du Sénat, M. le Ministre fait la déclaration suivante:

"Je persiste à croire qu'il est impossible d'administrer le ministère des Finances sans ces deux crédits;

mais je n'en demande pas le rétablissement au Sénat. La Chambre fera ce qu'elle voudra, elle prendra un autre Ministre des Finances si elle ne veut pas rétablir les crédits que je vais lui demander par voie de crédit supplémentaire.

Vous savez ce qui s'est passé. La question de principe a été soulevée à propos du relèvement de crédit fait par le Sénat sur le chap. 20. Les 1.875.000 ont été votés par la Chambre dans de belles conditions que le Ministère a pensé qu'elle manifestait ainsi l'intention d'accepter toutes les décisions prises par le Sénat. Lorsqu'est arrivé en discussion le relèvement de 701.500 du ch. 48, M^r Ferdinand Fauré qui avait obtenu cette réduction une première fois, est monté à la tribune, non pour demander à la Chambre de maintenir sa première décision, mais pour lui dire simplement: vous savez sur quoi vous allez voter. Il est descendu de la tribune, on a voté et vous connaissez le résultat.

M. Bocher. Vous n'êtes pas intervenu.

M. le Ministre. Personne n'a songé qu'il put y avoir une difficulté. Nous considérons, pour ainsi dire, ce vote comme acquis. C'est alors que le Président du Conseil est intervenu, quand les chapitres de son Ministère sont arrivés en discussion et qu'il a posé la question de cabinet. Il a obtenu une majorité assez forte, et, à partir de ce moment,

Tous les autres chapitres ont été votés sans difficulté.

Voilà l'état de la question. Seulement, comme je considère qu'il y a une nécessité absolue à ne pas avoir un 3^e douzième provisoire, je ne demande pas au Sénat de rétablir les deux crédits. Très prochainement je déposerai sur le bureau de la Chambre une demande de crédit supplémentaire. Cela ne fera rien pour l'équilibre du budget, puisque la réserve va s'augmenter de 701,050^f, d'une part, et de 13,000^f, d'autre part. En un mot, l'argent est là. Vous allez donc, je le répète, par voie de crédit supplémentaire, poser nettement la question devant la Chambre et lui demander de rétablir ces deux crédits. Je ne demande pas, en ce moment, au Sénat de les rétablir, parce que je suis absolument convaincu que la Chambre ne les rétablira pas. Or, ce n'est pas, je crois, sur ce terrain, que vous devez engager la bataille.

M. Rocher. Ainsi vous allez demander un crédit supplémentaire au moment où l'on vote le budget primitif. Ce sera un crédit supplémentaire d'une forme nouvelle!

M. Lucien Fournier. Après ce que vient de déclarer M. le Ministre, ne conviendrait-il pas de lui demander s'il trouve bon que pour qu'il n'y ait aucun équivoque sur ce point, il soit dit dans le rapport que M. le Ministre des Finances a déclaré à la Commission qu'un crédit supplémentaire allait être demandé. De cette façon la responsabilité du Sénat sera dégagée et l'on ne pourra dire qu'il consent au moindre empiètement de ses droits.

M. le Ministre. Il me sera
agréable qu'il soit dit dans le rapport
que j'ai demandé à la Commission
d'accepter, pour le moment la décision
de la Chambre des Députés, parce que
j'étais résolu à demander à cette
dernière un crédit supplémentaire
équivalent aux deux crédits qu'elle
vient de supprimer. Il est impossible
que le Ministère des Finances marche
sans cela.

M. le Président, A propos du vote
du Sénat, rétablissant une somme de
35.000 fr. au crédit du chapitre 2 du budget
de l'Intérieur (Traitements et indemnités
des fonctionnaires administratifs des
départements), rappelle une note récente
de l'agence Havas dans laquelle il
était dit que le Sénat, en rétablissant
ce crédit, avait outrepassé ses droits.
Cette note, qui n'avait qu'un caractère
officieux, vient d'être corroborée, paraît-il,
par une déclaration du Président du
Conseil, qui aurait dit à la tribune
de la Chambre des Députés, autant
qu'on en peut juger par le résumé télé-
graphique de la séance d'aujourd'hui,
que le vote du Sénat avait été irrégulier.
Cette déclaration, si elle a été faite, paraît
à l'orateur absolument inacceptable, car
il ne s'agit même pas, dans l'espèce,
du relèvement du crédit supprimé par
la Chambre des Députés, mais d'une
proposition de crédit faite au Sénat par
le Ministre lui-même. Et le Sénat n'aurait
le droit ni d'examiner ni de modifier
une proposition de ce genre! Ce ne
serait plus alors une proposition que
ferait au Sénat le Gouvernement, ce

servait un ordre qu'il lui donnerait.

M. le Ministre répond qu'il se contentera de faire remarques qu'en fait, la Chambre des Députés a voté le crédit des sous-préfets tel qu'il l'avait été par le Sénat et après que la question de principe avait été posée.

M. le Président remercie M. le Ministre qui se retire.

La discussion est ouverte sur la question de savoir si la Commission accepte la proposition de M. le Ministre relative aux réductions de crédits des ch. 48 et 49 du budget du ministère des Finances.

M. Rocher dit que la perspective d'un troisième douzième provisoire ne lui semble tellement effrayante qu'il faille accepter une proposition aussi contraire à toutes les règles et même à toutes les convenances. La dignité du Sénat lui commande de ne pas passer sous un pareil joug. Sous sa part, l'orateur tient à dégager sa responsabilité et déclare qu'il ne votera jamais une proposition entachée d'une telle irrégularité financière.

M. Faye répond à M. Rocher que s'il ne s'agissait que d'éviter un troisième douzième provisoire, il partagerait son sentiment, mais la question qu'il faut surtout envisager, en ce moment, est celle de savoir si le terrain est bien choisi pour soulever un conflit. L'honorable membre ne le croit pas et pense que la seule manière, pour la Commission des Finances et le Sénat, de sortir honorablement de la situation actuelle est d'accepter le vote de la Chambre des Députés, mais

en rapportant, telles qu'elles ont été faites, les déclarations de M. le Ministre des Finances.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Dauphin, c'est-à-dire l'adoption des deux chapitres 47 et 49 du Ministère des Finances, tels qu'ils ont été votés par la Chambre, mais sous la réserve que des crédits supplémentaires seront incessamment demandés au Parlement pour ramener le montant de ces chapitres à un chiffre permettant le fonctionnement régulier des divers services du Ministère des Finances.

Cette proposition est adoptée.

La Commission adopte ensuite sans discussion les autres modifications apportées par la Chambre au budget ou budget de 1887, tel qu'il a été voté par le Sénat.

M. M. Bérat et Curviot prennent successivement la discussion à laquelle ils viennent d'assister à la Chambre des Représentés.

M. Bérat demande à la Commission si elle ne jugerait pas convenable que la déclaration de M. Dauphin fût corroborée par celle de M. le Président du Conseil, ce dernier, en apparence du moins, ayant eu l'air d'abandonner son collègue des Finances.

M. le Président ajoute qu'on pourrait également lui demander des explications au sujet de la note de l'agence Havas et de la théorie qu'il aurait émise aujourd'hui sur l'irrégularité du vote du Sénat relatif au crédit des sous-préfets.

A la suite d'une discussion

308

à laquelle prennent part MM. Bérat, Cuvinot, Faye, le rapporteur général et le Président, la Commission décide qu'elle entendra demain, à 8^h 1/2 du matin MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.

La séance est levée à 7^h 1/2.

Le Secrétaire,

Paul Loubet

Séance du 27 février 1889.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 8^h 1/2 du matin.
Sont présents : MM. Darbey, Bérat, Cazot, Cuvinot, Duclerc Faye, C. Fournier, Gouin, Lemoil, Loubet, Magnin, Marion, Merlin, Girard.

M. M. Goblet, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, et Dauphin, Ministre des Finances, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président rappelle les déclarations que M. le Ministre des Finances a faites hier au sein de la Commission relativement aux crédits des chapitres 44 et 49 du budget du Ministère des Finances et rend compte de la délibération qui a suivi. M. le Président du Conseil verrait, il lui paraît inconvénient à ce qu'on lui d'insister dans le rapport, comme il avait été d'abord décidé, la déclaration de M. le Ministre des Finances seul

relativement à une demande
prochaine de crédits supplémentaires,
on fit cette déclaration au nom
du Gouvernement. En un mot, M.^r
le Président du Conseil entend-il
s'associer aux déclarations de
M. le Ministre des Finances?

M. le Président du Conseil
répond que si, dans la séance d'hier,
il n'est pas monté à la tribune
pour appuyer devant la Chambre
des Députés les observations présentées
par M. le Ministre des Finances,
c'est qu'après un premier vote
favorable, il avait cru que tout
l'effort était fait et qu'il a été,
comme tout le monde, véritable-
ment surpris par le vote des
ch. 48 et 49 avec le maintien des
réductions. Il ajoute que, dis-
hier, il a pensé, comme M. le Ministre
des Finances, qu'on ne pouvait
sortir de la situation actuelle
que par le procédé exposé par ce
dernier devant la Commission,
qu'il appuiera donc la demande
de crédits supplémentaires et
posera même, à ce sujet, s'il le
faut, la question de confiance.

M. le Président demande à M.^r le
Président du Conseil la permission de
lui dire un mot de l'émotion qu'a
produite sur la Commission d'abord
une note publiée par l'agence Havas
et ensuite une déclaration de M.^r le Prési-
dent du Conseil lui-même à la tribune
de la Chambre des Députés, note et déclara-
tion qui consisteraient à considérer
comme irrégulier le vote du Sénat qui

251
a rétabli les 3,500^t. que le Gouvernement
proposait de retrancher des crédits des
sous-préfets.

M. le Président du Conseil répond
qu'il veut se tromper mais qu'il
doit dire quelle a été son opinion
à cet égard. Bien que le budget
primitif n'ait pas été retiré et qu'il
ait été apporté au Sénat avec les
propositions nouvelles du Gouverne-
ment, comme il avait fait connaître
ces propositions à la Chambre des
Députés, notamment en ce qui concer-
nait le crédit de 1400.000^t. demandé
pour les Sous-Préfets, il considérait
ces propositions non comme des
propositions faites par le Gouverne-
ment directement au Sénat, mais
comme des propositions déjà votées
par la Chambre. Il est certain que
si l'on avait procédé régulièrement
si l'on avait retiré le budget primitif
pour le représenter d'abord à la
Chambre, ce crédit de 1400.000^t. eût
été voté par cette dernière.

L'orateur ajoute qu'en même
temps qu'il faisait connaître son
opinion, dans la séance d'hier,
il ajoutait qu'il éprouvait quelques
scrupules à cet égard, que son avis
sur ce point n'était pas celui de
tout le monde, et, qu'en somme, il a
demandé à la Chambre de vouloir
bien adopter le chiffre de 1,435.000^t,
voté par le Sénat.

M. le Président remercie de ces
explications M. le Président du Conseil.

M. M. Goblet et Dauphin se retirent.

M. Loubet, rapporteur général,

donne lecture de son rapport qui est
adopté.

La séance est levée à 9^h³/₄.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 11 Mars 1884.

Présidence de M.^r Girard.

La séance est ouverte à 4^h.

Sont présents : M. M. Darbey, Biral,
Roche, Cazot, Chemelong, Clamageran,
Cuvinst, Faye, C. Fournier, Genin, Loubet,
Marion, Girard.

M. Casimir Fournier donne
lecture d'un rapport sur un projet
de loi, adopté par la Chambre des
Députés, tendant à allouer au
Ministre de l'Intérieur et des Cultes
une somme de 1.050.000^f à titre de
crédit extraordinaire, pour venir
en aide aux populations éprouvées
par les tremblements de terre et
aux sinistrés de S.^t Pierre.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 4^h¹/₂.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 24 Mars 1887,

Présidence de M^r Faye,
Vice-Président.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents : M^{rs} Barbey, Biral, Cayot, Cuvinot, Duclerc, Faye, Clamageran, Goussin, Lemoil, Loubet, Merlin.

M^r le Président informe la Commission, retenu par une affaire de famille, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

Il ajoute que l'objet de la présente réunion est la répartition entre les divers membres de la Commission, des rapports sur les projets de loi déposés depuis le vote du budget sur le bureau du Sénat.

M^r Lemoil est chargé de la rédaction du rapport sur le projet de loi portant au Ministre de la marine et des Colonies un crédit extraordinaire de 100,000 fr. à titre de subvention à la colonie de Mayotte.

M^r Barbey, de la rédaction du rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 822,000 fr. pour dépenses maritimes au Tonkin.

et M^r Faye, du rapport sur le projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'Etat qui ont ouvert des crédits à divers ministères sur les exercices 1885 et 1886, 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits de l'ex. 1885, 3^o l'ouverture de crédits de l'exercice 1886, 4^o l'ouverture de crédits afférents aux budgets

annexes rattachés pour ordre au budget
général de l'Etat, p^o l'ouverture de crédits
spéciaux d'exercices périmés et clos.

La séance est levée à 2^h.

Le Secrétaire,

Paul Loubet

Séance du 29 Mars 1887.

Présidence de M^r Girard.

La séance est ouverte à 1^h $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. H. Darby, Séral,
Bocher, Cazot, Chemelong, Camargues,
Cuvillat, Ducloux, Gavini, Lenoël, Loubet,
Marion, Merlin, Girard.

M. Lenoël, rapporteur du projet
de loi portant ouverture d'un crédit
extraordinaire de 100,000^t, pour réparation
des désastres causés à la colonie de
Mayotte par l'ouragan et les inondations
d'Avril 1886, explique qu'il est arrêté
dans la rédaction de son rapport
par la difficulté suivante, qui n'a pas
frappé la Chambre des Députés:

Sur cette somme de 100,000^t, 60,000
sont destinés au dégrèvement de l'impôt
foncier pour l'année 1887. Or, le montant
du crédit est imputé sur l'année 1886.
Comment peut-on imputer sur 1887 une
subvention destinée à dégrever l'impôt
foncier pour 1887. L'honorable membre
ajoute qu'il a fait part de ses scrupules
à M^r le Sous-Secrétaire d'Etat de la marine,
qui ne lui a pas encore répondu.

La Commission autorise M^r Lenoël

à déposer son rapport aussitôt qu'il se sera entendu, pour la rédaction du dispositif du projet avec M. le Sec. Secrétaire d'Etat.

M. Barbey donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: l'annulation, sur l'exercice 1886, d'un crédit de 722,000^f au budget du Ministère de la Marine, l'ouverture au Ministère des Affaires étrangères sur le même exercice, de divers crédits montant à 822,000^f.

Le rapport est adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1^o de déclarer d'utilité publique l'agrandissement du Collège de France et la rectification des voies publiques aux abords; 2^o d'approuver une convention provisoire passée entre l'Etat et la ville de Paris au sujet de ces opérations.

M. Wallon, sénateur, ayant demandé à présenter des observations sur ce projet de loi, la Commission décide qu'elle l'entendra immédiatement.

En conséquence M. Wallon est introduit et prend place au bureau.

L'honorable sénateur commence par se féliciter du renvoi du projet de loi à la Commission des Finances qui, pour prendre une résolution sur cette grave question, sera plus libre qu'une commission nommée par les bureaux, laquelle commission eût été, selon toute vraisemblance, composée de neuf membres favorables au projet. Ce n'est cependant point que l'orateur soit hostile au Collège de France, il a reconnu le premier, quand

il était Ministre de l'Instruction
publique, que cet établissement devait
être agrandi, que son état actuel ne
répondait plus aux besoins de son
enseignement et que la création de
nouveaux laboratoires s'imposait.
Il n'était alors question que de
prendre à droite et à gauche, dans
les rues qui bordent l'établissement,
les emplacements nécessaires pour
la construction de ces laboratoires.
Aujourd'hui il ne s'agit pas seulement
de l'établissement de nouveaux labora-
toires et de nouvelles salles de cours,
mais on veut construire un nouvel
amphithéâtre, des galeries, on prend
le square qui s'étend devant l'édifice,
en bordure sur la rue des Ecoles,
en un mot, on propose une reconstruction
totale du Collège de France. L'orateur
trouve qu'on va trop loin en donnant
cette extension à l'agrandissement
du Collège de France et qu'on ne réserve
pas assez l'avenir. Il demande, du
reste, à expliquer sa pensée, en passant
successivement en revue les différentes
propositions du projet.

Ce qu'il y a d'absolument
nécessaire dans ce projet, ce sont les
nouveaux laboratoires et les trois salles de
cours, tout le monde, du reste, est d'accord
sur ce point. Maintenant, on propose
la création d'un amphithéâtre pouvant
contenir 1500 personnes. Mais cet ampli-
théâtre existe, c'est lui que se sont fait
entendre Edgard Quinet et Michelet
et l'acoustique si en est tellement
mauvaise comme on s'est plu à le dire.
Cet amphithéâtre qui a servi de labora-

boire à M. Navet et où l'on cultiverait
des écrivains pourrait parfaitement
servir s'il surgissait des professeurs
comme Arago ou comme Villermain,
attirant une nombreuse assistance à leurs
cours.

On demande encore des galeries
pour un musée de géologie et des collections
d'embryologie et d'histoire naturelle;
l'orateur ne saurait être très affirmatif
sur ce point, mais il lui semble que
ce musée et ces collections font double
emploi avec les collections qui existent
dans d'autres établissements et auxquelles
le professeur peut renvoyer ses auditeurs.
Il en est de même pour les plâtres
qu'on demande pour le cours d'esthétique.
Il existe au Louvre, à l'école des Beaux-
Arts, au Vaseadero des collections de statues
et de montages bien plus intéressantes
et bien plus complètes que celle qu'on
pourra reunir au Collège de France. Qui
empêche le professeur d'esthétique de se
rendre avec ses élèves dans ces divers
musées, comme le professeur d'agriculture
du Conservatoire des Arts et métiers se rend
au champ d'expérience de Vincennes? Ces
galeries et ces salles paraissent donc
à l'honorable sénateur absolument
inutiles. Inutile également la bibliothèque
dont on sollicite la création, la bibliothèque
de l'université qui est à côté, dans les
bâtiments de la Sorbonne, doit suffire
amplement aux élèves et aux professeurs
du Collège de France.

En résumé, l'orateur trouve qu'il
n'y a de véritablement nécessaire, parmi
toutes les créations proposées, que la
construction de trois salles de cours

et de huit laboratoires. Cet agrandissement du Collège de France peut très bien se faire en prenant à droite et à gauche et sans touches, en quoi que ce soit, au square. Cet emplacement, et c'est sur ce point qu'insiste surtout l'orateur, doit être religieusement conservé, la ville de Paris ne peut en disposer et l'on sait qu'on trouvera toujours là des terrains à 250 le mètre. Or, qui peut savoir les besoins d'agrandissement que le développement des sciences et des méthodes d'enseignement feront surgir dans 10 ans, dans 20 ans ? On sera bien aise alors de trouver cet emplacement que l'on peut considérer déjà comme le Collège de France de l'avenir.

M. Wallon se retire.

M. Berthelot, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts, est introduit à son tour et prend place au bureau.

M. le Président lui fait connaître, en les résumant, les observations que vient de faire l'honorable M. Wallon sur l'ensemble du projet de loi.

M. le Ministre dit qu'il essaiera de répondre point par point aux objections qui viennent d'être formulées par M. Wallon, mais il demande d'abord à la Commission de lui rappeler le caractère spécial de l'enseignement du Collège de France. Cet enseignement est tout différent de celui de la Sorbonne, qui, elle, représente l'enseignement classique et ne tient compte que de l'état actuel de la science. Le Collège de France, au contraire, et c'est dans cet esprit que François 1^{er} l'a créé, vise surtout, dans son enseignement, le développement progressif

317

de l'esprit humain et cherche à pousser
la science dans des voies nouvelles,
quelquefois même aventureuses, mais
surtout inexplorées. C'est probablement
pour avoir oublié ^{ce caractère} ~~des~~ l'Collège de France
que M^r Wallon qui a été doyen de
la faculté des lettres, a vu des doubles
emplois où réellement il n'en existe
pas.

L'orateur passe successivement
en revue les divers points du projet
que M. Wallon a combattus :

1^o Un nouvel amphithéâtre est
absolument nécessaire, en raison
de l'augmentation du nombre des
professeurs et des élèves, qui, depuis
1860, a presque doublé. L'ancien amphi-
théâtre dont a parlé M^r Wallon, et dans
lequel Edgard Quinet et Michelet
ont fait leurs cours, n'est pas suffisant,
il en faut un second pouvant contenir
de 1000 à 1500 auditeurs. D'ailleurs, si
plusieurs professeurs attiraient à la fois
à leurs leçons une affluence considéra-
ble, tant en distribuant les jours et
les heures de manière à ce que l'ancien
amphithéâtre, qui, d'ailleurs, est en
très mauvais état, restât libre, on serait
encore dans l'impossibilité de donner
aux professeurs et au public un empla-
cement convenable.

2^o En ce qui concerne la galerie
demandée pour le musée de géologie,
M^r Wallon n'a pas été suffisamment
renseigné. Il ne s'agit pas de créer
une galerie et un musée pour l'ensei-
gnement de la géologie, ce musée existe
il a été fondé par Elie de Beaumont
et il est, en ce moment, l'atelier principal

de travail de M^r. Fournier, qui s'y livre
à des recherches sur la genèse des roches
cristallines. Il s'agit seulement, dans
le mouvement qui va avoir lieu au
Collège de France, de le transporter à
la place qu'il devra désormais occuper.

3^e Il faut en dire autant des
collections d'embryogénie qui existent
déjà et qu'il s'agit de transporter
dans un autre local.

4^e La bibliothèque existe aussi,
elle se compose de 10.000 volumes
environ, tous très précieux et traitant
de matières spéciales: elle est seule-
ment ouverte aux professeurs et ne fait
pas double emploi avec celle de la Sorbonne.

5^e Il ne s'agit pas, comme a paru-
le dire M. Wallon, de créer au Collège
de France un musée de sculpture. M^r.
Guillaume, professeur d'esthétique, a
seulement demandé un certain nombre
de plâtres types nécessaires à son ensei-
gnement. Il est bien difficile de les lui
refuser et il faut bien une pièce pour
les y installer.

6^e Les salles de conférences sont
absolument nécessaires pour conserver
précieusement à l'enseignement du
Collège de France son caractère de
nouveau. C'est dans ces salles que
des jeunes gens de mérite, désignés
par les professeurs, pourront faire
des leçons et communiquer au public
le résultat des études ou des recherches
originales auxquelles ils se seront livrés.
Donner le moyen aux idées nouvelles
de se produire tel est l'objet de cette
création de salles d'études et de confé-
rences, une des plus utiles du Rous-

311
Arrivant ensuite à l'objection prin-
cipale de l'honorable M. Wallon, qui
voudrait qu'on réservât le square qui
se trouve devant le Collège de France.
M. le Ministre démontre à la Commission
que cet emplacement est absolument
nécessaire à l'établissement des construc-
tions nouvelles. Si on ne le prenait pas,
on aurait à conserver l'organisation
actuelle. Il s'agit, en effet, de mettre
notre haut enseignement sur le même
pied que celui des pays qui nous
avoisinent, de sortir du système de
l'enchevêtrement pour adopter celui
qu'on désigne en Allemagne sous le
nom de système des instituts séparés,
c'est-à-dire que chaque enseignement
est installé dans un corps de bâtiment
distinct et autonome. De cette façon,
les odeurs du laboratoire de chimie
ne viennent pas détériorer les instru-
ments du cabinet de physique, qui se
trouve au dessus comme au Collège
de France et trouble les expériences.

Il faut donc absolument augmenter
les surfaces de manière à avoir des cours
intérieurs et à créer des instituts séparés.
Pour cela, il est indispensable de se servir
du square que M. Wallon voudrait conserver,
c'est là, du reste, l'objet principal de la
conception faite avec la ville de Paris
soumise, en ce moment à l'approbation
du Parlement.

L'orateur termine en rappelant
que les travaux d'agrandissement
du Collège de France et les opérations
de voirie qui en seront la conséquence
n'entraîneront aucun sacrifice nouveau
pour le Trésor, puisque les fonds ont

été faite par la loi de 1885 et que les crédits sont déjà ouverts.

M. le Président demande à M. le Ministre si cet agrandissement du Collège de France ne va pas occasionner des dépenses nouvelles en personnel et matériel.

M. le Ministre répond qu'il ne le pense pas et que le matériel et le personnel actuels du Collège de France sont suffisants pour le ^{bon} fonctionnement de l'établissement même avec les augmentations nouvelles. Il ajoute qu'il n'y aura pas, dans les nouveaux bâtiments, de logements de fonctionnaires, sauf celui de l'administrateur.

M. le Président demande à M. le Ministre de prendre ses précautions contre l'administration des bâtiments civils.

M. le Ministre répond qu'il est animé, à cet égard, des mêmes intentions que la Commission.

Il communique ensuite à cette dernière les plans et devis relatifs à l'opération.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre qui se retire.

M. le Président dit qu'il n'a pas voulu refuser d'entendre le Ministre, qui voudrait voir le projet de loi voté avant la prorogation des Chambres, pour que les expropriations puissent avoir lieu immédiatement et qu'une campagne ne soit pas perdue, mais il se demande si, au moment où elle a, pour ainsi dire, cessé d'exister, la Commission peut résoudre une question de cette importance.

M. Merlin est d'avis qu'il reste trop peu de temps à la Commission

pour délibérer sur cette affaire, contrôler les explications fournies de part et d'autre, prendre une résolution et déposer un rapport. La solution de la question ne sera pas, d'ailleurs, longtemps retardée, puisque la nouvelle commission va être nommée et qu'au plus tôt après sa constitution, elle pourra être saisie du projet de loi.

M. le Président met aux voix l'ajournement de la discussion, qui est prononcé.

La séance est levée à 3 h.

Le Secrétaire,

Emile Loubet

Séance du 31 Mars 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 3 h $\frac{3}{4}$.

Sont présents : MM. Barbey, Bérat, Channayran, Cuvinot de Launay, Faye, Gouriou, Loubet, Lenoël, Girard.

M. le Président invite la Commission à nommer le rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, et qui vient d'être déposé sur le bureau du Sénat, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 600,000 fr. au budget du Ministère des Finances, ch. 48, pour l'ex. 1887.

M. Faye est nommé rapporteur.

M. Lenoël donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture

sur l'ex. 1886, d'un crédit de 100,000^f,
destiné à contribuer à la réparation
des dégâts causés à Mayotte et
à Madagascar par les ouragans.

Le rapport est adopté.

M. le Président demande à la
Commission si elle veut se saisir de
deux projets de loi, relatifs, l'un à l'ex-
position universelle de 1878, l'autre à
celle de 1889, qui viennent d'être déposés
par M. le Ministre des Finances.

La Commission décide qu'elle
laissera à la nouvelle commission
le soin de délibérer sur ces deux
projets de loi.

Elle adopte le projet de loi portant
ouverture au Ministre du Commerce
et de l'Industrie d'un crédit de 1,600,000^f
pour encouragement aux pêches maritimes
et nomme M. Bérat rapporteur du
projet de loi.

M. Faye donne ensuite lecture
de son rapport sur le projet de loi
relatif au crédit supplémentaire de
670,000^f (chap. 45 du budget du ministère
des Finances).

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 4^h $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

Guio Loubo